

Editions du Seuil

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

BALKANS Les frappes de l'OTAN sur la Serbie vont devenir « de plus en plus douloureuses », averti, mercredi 31 mars, le ministre britannique de la défense, George Robert-

son. De fait, l'aviation de l'Alliance a intensifié ses raids et augmenté le nombre de ses cibles. ● **TROIS SOLDATS** américains qui avaient disparu à la frontière de la Macédoine et de

la Yougoslavie ont été présentés comme « prisonniers » à la télévision serbe. ● **IBRAHIM RUGOVA**, leader modéré des Kosovars, a appelé, mercredi, depuis sa maison de Pristi-

na, à l'arrêt des bombardements. ● **EN ALBANIE ET AU MONTÉNÉGR**, l'afflux de réfugiés prend des proportions inquiétantes. Une conférence était organisée à Bonn,

jeudi, entre pays européens et pays voisins de la Yougoslavie pour « coordonner les mesures politiques ainsi que l'aide humanitaire » (Lire aussi notre éditorial page 16).

Les alliés face à l'exode massif des réfugiés du Kosovo

Alors que les frappes de l'OTAN vont devenir « de plus en plus douloureuses », selon le ministre britannique de la défense, et que trois soldats américains ont été capturés par la police serbe, une conférence est organisée à Bonn pour coordonner l'aide humanitaire européenne

LE PRÉSIDENT américain Bill Clinton a prévenu, mercredi 31 mars, qu'il n'y aurait pas de trêve de Pâques dans les bombardements en République fédérale de Yougoslavie. Disparus le même jour en Macédoine, près de la frontière avec la Yougoslavie, trois soldats américains ont été montrés, jeudi, par la télévision serbe après avoir été capturés par les forces yougoslaves.

● Le président Clinton a affirmé qu'il « déteste l'idée d'avoir à continuer cette campagne durant cette période [de Pâques]. Mais je déteste encore plus l'idée que nous la cessions pendant que [le président yougoslave Slobodan Milosevic] continuerait de nettoyer maison après maison, village après village et de tuer beaucoup de gens innocents », a déclaré M. Clinton à la chaîne de télévision CBS. Le président du Comité militaire de l'OTAN, le général allemand Klaus Naumann, a admis que les frappes aériennes n'ont pas permis « pour l'instant » de « faire arrêter les atrocités sur le terrain ».

● Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, avait été autorisé quelques heures auparavant par le Conseil permanent de

l'OTAN, à étendre « la portée et le rythme » des frappes. De fait, l'aviation a intensifié ses raids dès mercredi soir, en bombardant le quartier général des forces spéciales serbes près du centre de Belgrade, en frappant plusieurs chars yougoslaves au Kosovo, ainsi que des véhicules blindés. Cinq fortes explosions ont par ailleurs été entendues à Pristina. Jeudi matin, deux très fortes explosions ont été entendues à Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine, au nord de Belgrade, et un pont sur le Danube a été détruit, selon l'agence yougoslave Tanjug.

● Une patrouille de trois soldats américains, portée disparue en Macédoine, près de la frontière yougoslave, semble donc avoir été capturée par l'armée ou la police serbes. Des équipes de recherches, incluant 80 à 90 hélicoptères américains, britanniques, français et italiens n'ont pas réussi à les retrouver. La patrouille effectuait une mission de reconnaissance dans la région de Kumanovo, à quelque cinq kilomètres de la frontière yougoslave, lorsque ses membres ont affirmé avoir été « encerclés et être la cible de tirs d'armes légères », a indiqué l'OTAN. D'après un porte-parole du Pentagone, Richard Brid-

ges, les agresseurs pourraient être des paramilitaires serbes ou des membres des forces spéciales serbes. Jeudi, la télévision serbe a diffusé les images des trois hommes. L'OTAN a déployé 12 000 militaires en Macédoine, dont 2 000 hommes de l'ancienne force d'ex-

● Le ministre yougoslave des affaires étrangères, Zvezdan Jovanovic a appelé mercredi les Nations unies à « agir d'urgence » afin d'« arrêter l'agression de l'OTAN et le péril qu'elle constitue pour la paix et la sécurité internationale ». « Se soustraire à cette obligation équivaut

la force de l'OTAN contre la Yougoslavie, mais il avait aussi réclamé une implication du Conseil de sécurité, à qui la Charte de l'ONU accorde une « responsabilité première » pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

● Le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, est sain et sauf, contrairement à ce que laissait entendre ces derniers jours l'OTAN. Mercredi, depuis sa maison de Pristina, où sa sécurité est assurée par les forces serbes, il a lancé un appel à « arrêter les bombardements » : « Il faut arrêter tout. Il faut travailler là-dessus. Il faut que Belgrade coopère aussi ».

● L'OTAN a accusé mercredi les troupes serbes de « destruction systématique des archives du peuple kosovar », ce qui équivaut, a déclaré le porte-parole de l'Alliance, Jamie Shea, à « voler le sens du passé » de cette population et à « réécrire l'histoire ». L'Alliance a également accusé les Serbes de tirer à l'arme lourde sur de nombreux réfugiés au Kosovo, cependant que s'est engagée une controverse sur la qualification des exactions serbes. Washington a parlé jusqu'à maintenant d'« atrocités », de « crimes de guerre », de « crimes contre l'humanité », voire de « génocide poten-

tiel ». Mais le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), la Canadienne Louise Arbour, tout en se disant « très inquiète » devant l'ampleur des crimes commis contre la population, estime « prématuré » de parler de génocide. Les Nations unies de leur côté ont indiqué qu'elles n'avaient pas « de preuves suffisamment fortes » pour parler de génocide.

● Après une semaine de raids de l'aviation alliée, des dizaines de milliers de réfugiés continuaient mercredi de fuir le Kosovo et 120 000 d'entre eux, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), seraient arrivés depuis le 24 mars en Albanie, au Monténégro et en Macédoine. Selon l'ONU, la famine « menacerait d'ici dix à quinze jours » dans la province serbe à majorité albanaise.

● Romano Prodi, président désigné de la Commission européenne, propose dans un entretien avec le Financial Times du 1^{er} avril, que l'Union européenne offre « un partenariat » aux pays de la région des Balkans, une fois la guerre terminée, afin de dédier des solutions durables aux rivalités ethniques.

L'Allemagne propose « une conférence sur les Balkans »

Le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, a proposé, mercredi 31 mars, de réunir une conférence internationale sur les Balkans. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, « l'objectif de la conférence est de coordonner les mesures politiques en vue de stabiliser la région de crise ainsi que de coordonner l'aide humanitaire destinée à améliorer la situation de réfugiés en provenance du Kosovo dans les États de la région ». Elle devrait déboucher sur « un pacte de sécurité sous garantie internationale (... inspiré des accords de Rambouillet », soit un « engagement de long terme, de vingt ans ou plus », selon M. Fischer. Le pacte reposera sur deux piliers : une « stratégie d'intégration économique » et une « stratégie de démocratisation ». Par ailleurs, l'Allemagne organise jeudi 1^{er} avril, comme pays président de l'Union européenne, une réunion consacrée à organiser les moyens de faire face à l'afflux de réfugiés du Kosovo.

traction des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo et des troupes américaines qui participaient jusqu'en mars à une force des « casques bleus » aujourd'hui dissoute.

à devenir le complice de l'effondrement du système des Nations unies », a ajouté M. Jovanovic, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. M. Annan, dans une déclaration récente, avait qualifié de « légitime » le recours à

Un « vidage » planifié et très organisé avec centres de tri et convois de bus

ROZAJE (Frontière Monténégro-Kosovo) de notre envoyé spécial Tandis que les Kosovars de Pec continuent d'arriver à Rozaje, en

REPORTAGE

« Les Serbes brûlent nos maisons afin que nous ne puissions jamais revenir »

voiture, en autobus, à pied par les sentiers montagneux enlignés, le Monténégro lance désormais des cris d'alarme quotidiens sur les risques d'une « catastrophe humanitaire ». Les centres d'accueil sont remplis des familles les plus pauvres, l'eau potable se fait rare, la nourriture commence à manquer, des enfants sont conduits chaque jour à l'hôpital pour des maladies liées au froid... Par ailleurs, l'arrivée des réfugiés musulmans d'origine albanaise du Kosovo crée des tensions politiques dans un Monténégro dirigé par un gouvernement hostile au président yougoslave Slobodan Milosevic.

La situation n'est certainement en rien comparable avec les conditions des exodes qu'ont connus les Balkans en huit années de guerre, lorsque les réfugiés abandonnaient des villages dont la moitié des habitants avaient été exterminés et qu'ils devaient traverser lignes de

front et champs de mines. En revanche, l'armée de Slobodan Milosevic est sans doute en train de provoquer le transfert de population le plus rapide qu'ait connu l'ex-Yougoslavie.

Le « vidage » du Kosovo est pratiqué de manière systématique. « A Pec, les opérations d'expulsion ont commencé avec la police, puis sont arrivées l'armée et les unités paramilitaires », raconte un réfugié, Sulejman. Les Serbes chassent les gens de leurs maisons. Les plus riches partent en voiture. Les plus pauvres fuient vers la montagne. Certains quartiers sont vidés de leur population de façon très organisée, avec des centres de tri et des convois de bus qui viennent à Rozaje. Personne n'a le choix. Ensuite, ils brûlent nos maisons afin que nous ne puissions jamais revenir. Les chauffeurs des autobus et des camions sont des Serbes réquisitionnés par la police. Ils font des allers-retours entre Pec et Rozaje de trois à six fois par jour.

L'épuration ethnique du Kosovo, si elle semble moins sauvage que les opérations de Bosnie orientale, est d'une efficacité redoutable et paraît avoir été soigneusement planifiée. « Deux jours avant les raids aériens de l'OTAN, quatre officiers supérieurs de l'armée yougoslave sont arrivés à Pec avec des camions d'armes et de munitions, qu'ils ont distribués aux civils serbes de la ville », certifie un homme qui

marque sur la route de Rozaje avec dix membres de sa famille et qui sont sortis de la forêt la nuit précédente. « Certains Serbes ont refusé de participer aux opérations. Mais pas un seul ne nous a aidés. Des voisins se sont mis à la disposition des unités paramilitaires. L'arrivée de ces officiers montre bien que ces unités irrégulières sont organisées et encadrées par l'armée de Belgrade », raconte-t-il.

« TUEURS MASQUÉS »

Les témoignages sur d'éventuelles exactions sont en revanche confus. Cet homme affirme avoir vu sept cadavres dans sa rue avant son départ. Il se contredit sur les circonstances exactes des assassinats. Il évoque des « tueurs masqués » qui agissent par seul « goût du sang ». De nombreux réfugiés, s'ils racontent tous l'organisation parfaite des transferts de population, n'ont assisté à aucun assassinat. Et les informations, invérifiables depuis que Belgrade a interdit l'accès du Kosovo aux journalistes, sont encore plus succintes concernant les villages. Les rescapés craignent de ne jamais revoir les habitants des campagnes suspectées d'être des bastions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

A Rozaje, les autorités monténégrines redoutent une sérieuse aggravation des conditions sanitaires dans les jours qui viennent.

« 30 000 réfugiés sont arrivés ici. 20 000 sont déjà partis vers l'Albanie ou d'autres régions du Monténégro. Mais, pour notre petite ville, les 10 000 qui restent nous mènent à la catastrophe, sans compter que nous avons déjà accueilli des milliers de réfugiés de Bosnie et du Kosovo ces dernières années, dit la responsable des affaires humanitaires de la

les réfugiés, mais nous avons un besoin urgent d'aide humanitaire, a prévenu Miroslav Mugoša, le ministre de la santé à Podgorica. Cette période est un test pour la communauté internationale. » Le Monténégro, cadet de la Serbie au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), est dans une position particulièrement délicate, son gou-

vernement étant à la fois opposé aux opérations militaires de l'OTAN et à Slobodan Milosevic, même si la population est très majoritairement favorable à la cause serbe. Le pouvoir estime qu'il aura du mal à maintenir sa politique actuelle sans soutien occidental.

« Vous ne voyez pas que nous avons besoin d'aide ! », gémit doucement Sulaj Gazime, la première femme kosovare à avoir accouché à l'hôpital de Rozaje. Slobodan Milosevic est un homme sans sentiment. Mais la communauté internationale, elle, doit nous sauver. Sulaj a fui Pec lorsque son docteur l'a averti que les soldats entraient en ville. Elle devait mettre au monde son enfant. Elle est partie à pied, dans la neige. Elle a marché 30 kilomètres dans la montagne en ayant ses premières contractions. Finalement, elle a rejoint une route où d'autres réfugiés l'ont accueillie dans une voiture. Elle est arrivée à Rozaje, exténuée. Son garçon est né cette nuit-là. Sulaj n'a revu ni ses parents ni son mari.

« J'ai attendu cinq ans pour pouvoir avoir un enfant. Aujourd'hui, je n'ai plus de Kosovo, et je ne sais pas si j'ai encore un mari et une maison, dit-elle. Quel sera l'avenir de mon enfant ? » Puis Sulaj parle à nouveau de Slobodan Milosevic. L'homme sans cœur, l'homme de ses cauchemars. Elle a dû choisir seule un nom pour le bébé. Il s'appelle Liridan. C'est la traduction en albanais de Slobodan. Pour Sulaj, plus que l'incarnation de tous ses malheurs, « Liridan » a retrouvé sa signification première, celle qu'elle souhaitait à son fils pour la vie : « Liberté ». L'enfant dort. Sulaj a envie de pleurer. Elle se voile la face sous le drap.

Rémy Ourdan

M. Milosevic remplace le chef de l'armée au Monténégro

Le président yougoslave a remplacé le chef de la 1^{re} armée yougoslave, stationnée au Monténégro, pour le remplacer par un officier serbe dont il est sûr de la loyauté, a-t-on appris mercredi 31 mars de source militaire. Le général Radosav Martinovic a été rappelé d'urgence à Belgrade, mardi, et n'est pas rentré au Monténégro. Il sera remplacé par le général Miroslav Obradovic, un Serbe qui est actuellement vice-chef d'état-major de l'armée fédérale. Le gouvernement monténégrin, qui a tenté de prendre ses distances avec Milosevic, avait déclaré cette semaine qu'il avait des rapports solides avec Martinovic, en dépit de la tension suscitée par les frappes de l'OTAN. Mercredi, 5 000 partisans de M. Milosevic ont défilé à Podgorica. Les manifestations sont organisées par le Parti socialiste populaire (PSP) de Miroslav Bulatovic, un proche de longue date de M. Milosevic.

mairie, Edita Nokić. Il y a désormais des gens qui dorment dans les rues. Depuis mercredi, la nourriture commence à manquer. Nous sommes obligés de loger les réfugiés dans des bâtiments où il n'y a ni eau, ni électricité, ni toilettes. Plus de 3 000 d'entre eux sont arrivés par les sentiers enneigés, et n'ont plus ni vêtements ni chaussures. »

« Le Monténégro essaye d'aider

vement étant à la fois opposé aux opérations militaires de l'OTAN et à Slobodan Milosevic, même si la population est très majoritairement favorable à la cause serbe. Le pouvoir estime qu'il aura du mal à maintenir sa politique actuelle sans soutien occidental.

« Vous ne voyez pas que nous avons besoin d'aide ! », gémit doucement Sulaj Gazime, la pre-

Sain et sauf à Pristina, Ibrahim Rugova appelle à l'arrêt des bombardements

« CETTE INFORMATION venait de très bonne source, et j'espère qu'elle est fautive », déclarait, mardi 30 mars à l'OTAN, le général britannique David Wilby, après l'annonce, lundi, de la mort de Fehmi Agani, principal conseiller du dirigeant modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. L'information était fautive, démentie, entre autres, mercredi, par l'Elysée, qui affirmait qu'un diplomate français venait de parler au téléphone avec Fehmi Agani.

Au même moment, une autre « rumeur », en provenance de Pristina elle-même, mais aussi relayée par l'OTAN, indiquait qu'Ibrahim Rugova, était « blessé » et que sa maison, connue de tous et située sur les hauteurs de Pristina, dans le quartier de l'université albanaise, avait été « incendiée ». D'autres sources militaires parlaient de sa possible et prochaine « évacuation » d'un lieu inconnu, par des commandos spécialisés de l'OTAN.

Or, mercredi dans la soirée, Ibrahim Rugova est apparu sain et sauf à son domicile, gardé par la police serbe à Pristina, où il a reçu plusieurs journalistes. « Je suis ici dans ma maison. Je suis là depuis mon retour de Paris

avec ma famille », a-t-il expliqué en déplorant les « spéculations selon lesquelles j'ai été tué ou blessé et ma maison détruite ». La maison de M. Rugova, dans le quartier résidentiel de Vellanija, à la périphérie de la ville, était intacte.

Le « président » kosovar a indiqué que la police serbe lui avait proposé d'assurer sa sécurité et qu'il avait « accepté ». « J'ai seulement voulu dire que je suis vivant, parce que le peuple est préoccupé », a déclaré M. Rugova à ces journalistes, dont un représentant de l'AFP, un correspondant russe, et des équipes de plusieurs chaînes de télévision grecques - Mega, Antena TV, ERT, Star, Sky, Canal-5 - et turque - ATV.

« IL FAUT ARRÊTER TOUT »

Le principal leader des Albanais du Kosovo, à cette occasion, lancé un appel à l'OTAN pour « arrêter les bombardements » : « Il faut arrêter tout. Il faut travailler là-dessus. Il faut que Belgrade s'engage sur une voie diplomatique et accepte un accord qui est sur la voie diplomatique depuis Rambouillet. Il faut aussi que Belgrade accepte des intermédiaires comme Holbrooke [le diplomate américain] et

Primakov [le premier ministre russe] ». Ibrahim Rugova a aussi indiqué avoir demandé « à Belgrade de coopérer, ainsi qu'à l'Union européenne, au Groupe de contact, à la Russie et à tous ceux qui sont engagés dans la question du Kosovo ».

Interrogé sur l'exode massif des Albanais du Kosovo qui se poursuit depuis plusieurs jours, M. Rugova a qualifié la situation de « tragique » et souligné la nécessité d'« arrêter cela ».

Ces déclarations faites en son domicile ont bien évidemment été largement reprises par les médias officiels serbes et n'ont fait encore l'objet d'aucun commentaire des Occidentaux. Mais que, sain et sauf, le principal dirigeant kosovar annonce qu'il a accepté d'être protégé par les forces serbes et lance, depuis Pristina même où sont situés certains des objectifs visés par les frappes, un appel à l'arrêt des bombardements ne peut que provoquer l'embarras au sein de l'Alliance atlantique. Dans la guerre de l'information, l'erreur et les rumeurs ne pardonnent pas.

Denis Hautin-Guizant

« Pirates » serbes contre www.nato.int

LE SERVEUR WEB de l'OTAN fait quotidiennement l'objet d'attaques électroniques, engagées depuis Belgrade par des « pirates » serbes. Des agressions purement gratuites : le serveur ne contient aucune donnée sensible.

Dès le premier jour des bombardements, le site Internet de l'Alliance atlantique (www.nato.int) a été assailli de nombreuses requêtes électroniques en provenance des Balkans. De petits paquets d'informations sans intérêt qui, d'ordinaire, permettent aux internautes de vérifier qu'un ordinateur est en ligne. Ces fameux « pings » arrivent par millions et saturant les ordinateurs, empêchant tout accès au site. Selon Christian Scheuwerghs, webmaster du site de l'OTAN, « l'ampleur de ces attaques témoigne d'une véritable stratégie des autorités serbes visant à bloquer toutes les sources d'information ».

Après avoir trouvé une parade à

ce classique de la piraterie, les spécialistes de l'OTAN se trouvent confrontés à un nouveau type de raid. Un ordinateur, localisé en Serbie, envoie chaque jour plus de 2 000 messages. Virus et autres macro-virus, malicieusement insérés en pièce jointe dans les courriers, sont irrémédiablement éliminés. Mais, vu du monde, les documents du site de l'OTAN arrivent pourtant à une vitesse d'escalot, 8 caractères par seconde, signe que les agresseurs poursuivent leurs tentatives. (Hier, le porte-parole de l'OTAN, James Shea, expliquait d'ailleurs la lenteur de la connexion par la saturation du site de l'organisation.) C'est la première fois que les ordinateurs de l'Alliance servent ainsi de cible.

De leur côté, le ministère anglais de la défense et le Tribunal pénal international ont, chacun, décidé d'ouvrir un site en langue serbe.

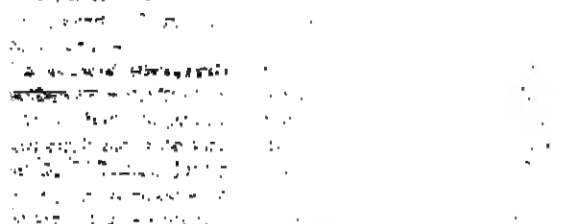
Olivier Puech

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

du Kosovo

La première vague d'exactions serbes au Kosovo selon l'OTAN

PERSONNES DÉPLACÉES (29 mars)



A la frontière albanaise : « Allez maintenant dans le pays de Clinton ! »

MORINA (Frontière Kosovo-Albanie) de notre envoyé spécial. Après des heures d'attente, ils sont passés devant le poste-frontière.

REPORTAGE

« Ils nous ont dit que nous devions partir, que ce n'était plus notre pays »

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Les Quinze se concertent avec les pays limitrophes de la Yougoslavie

LES SECOURS commencent à arriver massivement de l'Europe et des Etats-Unis pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés qui continuent d'affluer dans les pays voisins du Kosovo au fur et à mesure des opérations de « nettoyage » serbe.

Mardi 31 mars, deux trains entiers sont arrivés en Macédoine transportant chacun entre 2 500 et 3 000 personnes embarquées de force à Pristina, la capitale de la province à majorité albanophone de la République de Yougoslavie. L'Albanie continue d'être la première destination de l'exode. Le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, qui assure la coordination d'une bonne partie de l'aide, estimait qu'ils atteindraient mercredi soir le chiffre de 100 000. En début de journée, avant l'arrivée des trains, on parlait de 14 500 pour la Macédoine et de 25 000 pour le petit Monténégro, membre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

Sur une population de 2 millions d'habitants, plus de 500 000 auraient été obligés de quitter leurs foyers, les plus heureux parvenant à quitter le pays, les autres étant déplacés ou errant on ne sait où. Les informations sur ce qui se passe au Kosovo-méme continuent d'être extrêmement partielles et confuses. Plus aucune organisation humanitaire n'y opère, après avoir été progressivement contraintes de cesser leurs activités. Médecins sans frontières avait annoncé en début de semaine le retrait de sa dernière équipe de Pristina, l'hostilité croissante à l'égard de tout étranger empêchant tout travail et tout déplacement.

Pour parer au plus pressé, le HCR dispose de trois équipes en Albanie, à Tirana, à Shkoder et à Kukës au nord-est, par où affluent les réfugiés. Des renforts ont été envoyés pour secourir les réfugiés en Macédoine et en Albanie tandis qu'une équipe de trois personnes est arrivée mardi au Monténégro.

Mobilisation internationale

Plusieurs dizaines de millions d'euros d'aides d'urgence ont été débloqués par les Etats-Unis et les pays européens pour venir en aide aux réfugiés. Le montant de l'aide française s'élèvera à 125 millions de francs. Les Etats-Unis ont affecté 50 millions de dollars (46 millions d'euros) à l'opération, la Suisse 14 millions de dollars, les Danais un peu moins de 5 millions de dollars. L'Italie, qui a envoyé sur place des tentes et des moyens de couchage, dispose elle-même de moyens d'urgence en cas de besoin dans les Foides. Des avions militaires ont commencé à acheminer du matériel à partir de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Les Etats-Unis ont indiqué être en mesure de fournir une aide alimentaire pour 400 000 personnes pendant six mois. L'Unicef, comme le HCR, a commencé à acheminer du matériel de base pour couvrir les besoins de 40 000 enfants et adultes pendant trois mois.

ACCÈS DIFFICILE

Plusieurs de ces régions sont difficiles d'accès, d'autant que les aéroports sont fermés. Pour accomplir sa tâche, le Haut-commissariat compte sur « un maximum d'assistance logistique de la part des gouvernements ». L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a mis à sa disposition 250 personnes venant du corps des vérificateurs du cessez-le-feu retiré du Kosovo avant les frappes de l'OTAN, avec leurs véhicules de transport. De nombreux pays ont offert une aide d'urgence, sous forme de tentes, de moyens de couchage, d'aide alimentaire. L'Italie avait envoyé en début de semaine un navire chargé de matériel d'urgence et de nourriture en Albanie, les Etats-Unis ont indiqué avoir suffisamment d'approvisionnement pour nourrir 100 000 personnes pendant plusieurs semaines.

La France a mis à la disposition du HCR une dizaine d'avions de transport et un millier de militaires pour sécuriser les convois, indique-t-on au ministère des affaires étrangères. Cinq millions de francs ont été versés au HCR à titre exceptionnel. Au total, le gouvernement a débloqué 75 millions de francs (114 millions d'euros) d'aide nationale et 50 millions (74 millions d'euros) au niveau de l'Union européenne. L'action française est coordonnée avec celle de l'Allemagne et de l'Italie. Une mission d'évaluation des trois pays est partie mercredi sur le terrain, où le ministre français à la coopération, Charles Josselin, était attendu à son tour jeudi et vendredi.

L'italienne Emma Bonino, commissaire européenne chargée de l'aide humanitaire, qui s'est également rendue sur place, devait rendre compte de sa mission au cours d'une rencontre organisée jeudi à Bonn par la présidence allemande de l'Union avec les ministres des affaires étrangères de tous les pays limitrophes de la République de Yougoslavie.

Cette conférence était destinée à évaluer aussi bien les besoins des réfugiés que ceux des gouvernements qui appréhendent, notamment dans le cas de la Macédoine et de l'Albanie, une déstabilisation politique et économique de leurs pays. Cette rencontre, qui se déroulera au Petersbourg, servira à préparer une conférence des pays donateurs prévue le 6 avril prochain, sous l'égide du HCR, pour décider du dispositif à mettre en œuvre en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et du flot de réfugiés. Mais elle devait aussi permettre à l'Union européenne de commencer à réfléchir à ce qui se passerait si la crise devait se prolonger, obligeant les Quinze à recevoir chez eux des réfugiés. L'Allemagne a convoqué à cet effet le 7 avril prochain à Bruxelles une réunion des ministres de l'intérieur de l'Union.

Les Allemands, qui ont accueilli lors de la guerre de Bosnie plus de la moitié de tous les réfugiés, veulent obtenir de leurs partenaires l'assurance, si la situation se renouvelle, qu'ils acceptent de se répartir cette charge, en adoptant des quotas. Cette requête a été déjà clairement formulée au début de semaine lors d'une conférence sur le sujet qui a réuni à Francfort les ministres de l'intérieur du gouvernement fédéral, Ot-

to Schily, et celui de tous les Länder allemands. Elle devait être explicitée jeudi à Munich au cours d'une réunion d'experts des ministres de l'intérieur des Quinze. La Bavière fait notamment valoir qu'elle a déjà accueilli au cours des derniers mois près de 45 000 Albanais du Kosovo.

En annonçant devant l'Assemblée nationale les mesures prises par le gouvernement français, le premier ministre, Lionel Jospin, a laissé entendre pour sa part, mercredi, qu'il fallait bien prendre conscience de la gravité de la situation. « Nous sommes tous profondément impressionnés et bouleversés par ces dizaines et dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui quittent le Kosovo, a-t-il dit. (...) Cette catastrophe humanitaire est réversible à une seule condition : c'est que le conflit en cours ne se termine pas aux conditions de M. Milosevic, mais aux conditions fixées par les nations civilisées dans l'Europe de la fin du XX^e siècle. »

Récit de la séquence internationale

Le Tribunal pénal international de La Haye annonce l'inculpation du « commandant Arkan »

DÉJÀ RECHERCHÉ par Interpol à la demande de pays européens pour des délits de droit commun (meurtre, attaques de banques, trafics divers), Zeljko Raznatovic, quarante-cinq ans, plus connu sous le nom de « commandant Arkan », a été inculpé pour crimes de guerre. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a déposé, mercredi 31 mars, que le nom d'Arkan figurait depuis le 30 septembre 1997 sur sa liste secrète d'inculpés pour des crimes commis durant la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995). « Au vu des informations récentes sur son engagement au Kosovo, j'ai décidé

de rendre publique l'existence d'une inculpation contre Zeljko Raznatovic, également connu sous le nom d'Arkan », a déclaré Louise Arbou, procureur du tribunal.

Cette annonce, nous rapporte notre correspondant à La Haye Alain Franco, constitue une exception notable dans la stratégie de Louise Arbou, qui avait décidé, contrairement à son prédécesseur, de maintenir des inculpations secrètes, afin de faciliter les arrestations par surprise par les forces de la SFOR en Bosnie.

Selon M^{me} Arbou, il s'agit « d'avertir ceux qui seraient enclins à faire appel aux services d'Arkan ou à obéir à ses ordres qu'ils se compromettent en s'associant à un criminel de guerre ». Criminel de droit commun reconverti dans le « nettoyage ethnique » puis dans les affaires et le football, Arkan s'était rendu célèbre par les exactions (meurtres, viols, pillages) de sa milice, les « Tigres », d'abord à Vukovar (Croatie, 1991), puis lors de la guerre de Bosnie. Arkan est soupçonné de voyager régulièrement en Europe sous de fausses identités.

« JE NE ME RENDRAI PAS »

Le chef de guerre a répondu à sa manière, dans une interview publiée jeudi par un quotidien yougoslave et, en anglais, sur CNN, depuis Belgrade : « Je me fiche de cette inculpation. (...) C'est leur réponse à ma déclaration, à savoir que j'étais au Kosovo s'il y avait une intervention de troupes terrestres de l'OTAN. Mais, a-t-il poursuivi, je ne me rendrai pas, je suis un soldat, je combats jusqu'au bout. »

« Le peuple de Yougoslavie sait que je ne suis pas coupable et que je ne suis pas un criminel de guerre. Je n'ai pas violé et je n'ai pas tué de civils innocents », a-t-il affirmé, qualifiant son inculpation de « mise en accusation politique classique ».

« Mes soldats ne sont pas encore engagés » au Kosovo, a-t-il précisé, « mais ils le seront si l'OTAN intervient avec ses troupes terrestres. »

Le ministre britannique de la défense, George Robertson, avait

Le Kosovo de Paris à la recherche de nouvelles, au téléphone...

TINA RESPIRE. Son père est « en sécurité », l'information lui est parvenue mercredi 31 mars, de Pristina. Depuis quatre jours, elle, son frère et sa mère, installés l'une en France, l'autre en Allemagne, la troisième en Grande-Bretagne, ne s'appellent plus que pour partager leur inquiétude, imaginer ce qui se cachait derrière cette sonnerie sans réponse. Mais, cette fois, un cousin a répondu. « Ne t'inquiète pas. La famille est en sécurité. »

Deux minutes, encore, ils ont parlé. Sans citer de nom. « Une discussion un peu vague », explique Tina. D'une voix monotone, le cousin a juste indiqué que trois amis écrivains « étaient morts », que lui et sa famille allaient bien, mais qu'ils ne sortaient plus... « Il n'a même pas dit pourquoi », constate Tina.

Tina respire, mais péniblement. Ici, à Paris, elle regarde la télévision, lit les journaux. Elle parle avec ses amis, réfugiés comme elle, des informations contradictoires. « Rugova mort, Rugova vivant, Rugova blessé, ça change tous les jours, regrette-t-elle. Quand on a Pristina au téléphone, on ne peut rien demander, on a trop peur de les compromettre. »

Et puis tout va si vite. « Deux minutes, trois », précise Arder, un étudiant en biologie, arrivé en France en 1990. Toute la soirée, mardi, il avait essayé, en vain, de joindre Pristina. Soudain, son frère a décroché. « La maison était pleine. Des amis du quartier voisin venaient d'être expulsés par la police serbe et s'étaient réfugiés chez eux. Il m'a dit : "Si le téléphone ne répond pas, c'est que nous aussi, on nous aura forcés à partir." »

« IL DIT QU'IL NE PARTIRA PAS »

Partir, mais où ? Arder n'en sait rien. Son frère, sa belle-sœur et ses neveux ont quitté leur maison, dans le nord du Kosovo. Le village aurait été brûlé, les familles séparées. Certains pourraient avoir gagné une zone contrôlée par l'UCK. « Comment savoir ? Je n'ai aucune nouvelle directe. » Lui, employé dans la restauration, n'en a pas appris davantage. Un cousin lui avait donné un numéro. « Une des dernières lignes encore en service » dans cette ville du nord du Kosovo qu'il a quittée en 1989. « C'était constamment occupé parce que les gens se relayaient pour joindre leur famille à l'étranger. J'ai eu de la chance, je suis tombé entre deux appels. Quelqu'un que je ne connaissais pas, évidemment. » Vite, il interrompt. Personne, dans la pièce, ne connaît son meilleur ami. Ni sa tante. « Ils m'ont juste dit que son quartier à elle avait été incendié. Que des gens avaient été tués, que les autres, la plupart apparemment, avaient été expulsés. Ça, je le savais déjà. Mais a-t-elle pu se mettre à l'abri ? Et puis y a-t-il encore des abris ? »

Arder voudrait y croire. Lui, l'ingénieur réfugié à Paris depuis neuf ans, le militant de toujours habitué à donner avis et informations, ne cache pas ses doutes devant sa propre famille. Comme chaque jour, il a parlé, mercredi, à son beau-frère, resté à Pristina. « Il m'a dit que des colonnes quittaient la ville en direction de la Macédoine. Les parents de ma femme s'y sont joints mardi après-midi, avec sa sœur, le mari de sa sœur et leurs enfants. Lui est désespéré. Il a dépassé la peur. Il dit qu'il ne partira pas. » A-t-il donné un conseil ? « On lui a suggéré de s'en aller. Mais lui répond que c'est ce que veut Milosevic. Qu'est-ce qu'on peut répondre ? »

Nathaniel Herzberg

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

tic

Il Bill...
es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

es, je...
té de...
bord...
qui...
sion...
l'asse...
d'at...
de...
lieu...
sans...
dus...
l'air...
vic...
ain...
mont...

Trois soldats américains ont été faits prisonniers par les Serbes

Ils dépendraient des forces de l'ONU en Macédoine

LA CAPTURE par les Serbes de trois soldats américains est un « acte révoltant », a déclaré, jeudi 1^{er} avril, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN. Il a précisé que ces soldats n'avaient rien à voir avec les opérations de l'OTAN au Kosovo et appartenaient à la force des Casques bleus des Nations unies, déployée depuis 1992 en Macédoine, dont le mandat a expiré il y a quelques semaines. Les trois soldats ont été présentés, jeudi matin, à la télévision serbe. Selon la Maison Blanche, les trois soldats auraient été capturés alors qu'ils effectuaient une patrouille dans la région de Kumanovo, à la frontière entre la Macédoine et la Serbie. Avant d'être faits prisonniers par les forces serbes, ils auraient essuyé des tirs d'armes automatiques. Ils avaient été portés disparus dans la nuit de mercredi à jeudi.

Cette capture risque de peser sur le débat qui a commencé à Washington sur le fait de savoir s'il faut envoyer des troupes au sol au Kosovo pour appuyer l'offensive aérienne menée depuis huit jours

L'A-10, un char volant

Le chasseur de chars A-10 Thunderbolt, que les États-Unis ont mis à contribution contre les concentrations militaires yougoslaves, est un avion conçu par Fairchild, son constructeur de l'époque, autour de son arme : un canon de 30 mm, capable de cracher entre 2 100 obus/minute et 4 200 selon qu'on se sert ou non des deux moteurs hydrauliques utilisés pour entraîner le système de chargement.

L'A-10 est entré en service en 1976. C'est l'équivalent d'un char volant, qui emporte, outre son canon, des bombes et des roquettes. Rendu très manœuvrable et très stable pour pouvoir évoluer à basse altitude, cet avion, fortement blindé, est lent, et c'est ce qui fait aussi sa vulnérabilité car il peut être atteint par de simples armements collectifs d'infanterie, comme une mitrailleuse.

Moscou envoie des navires dans la zone de l'offensive alliée

SEPT NAVIRES de guerre de la flotte russe de la mer Noire : un bâtiment de reconnaissance, deux frégates de lutte anti-sous-marin, un croiseur lance-missiles, un navire de débarquement et deux patrouilleurs devaient quitter, vendredi 2 avril, le port de Sébastopol en direction des eaux internationales au voisinage des Balkans. C'est le ministre russe de la défense, Igor Sergueïev, qui l'a annoncé, précisant qu'une telle flotte avait pour mission d'évaluer la situation dans la zone.

A Washington, le département d'Etat et le Pentagone ont différemment réagi. Le premier s'est dit préoccupé par un déploiement « qui n'est pas un geste particulièrement heureux dans le contexte actuel », tout en précisant que Washington avait reçu de la Russie des assurances selon lesquelles Moscou n'avait pas l'intention de s'impliquer dans le conflit au Kosovo, ni de fournir une assistance militaire aux Serbes. Le Pentagone a estimé, lui, que « les Russes avaient parfaitement le droit de déployer

par l'OTAN pour arrêter la répression des forces serbes contre la population albanaise. Officiellement, aucun projet de ce type n'est à l'étude à Washington, mais le président Clinton doit faire face aux critiques de deux camps opposés : ceux qui lui reprochent d'avoir engagé les États-Unis dans une aventure incertaine où leurs intérêts ne sont pas en jeu et ceux qui demandent que l'on aille jusqu'au bout de la logique du conflit en envoyant, s'il le faut, l'armée en ex-Yugoslavie.

De plus en plus d'experts et d'ex-responsables politiques qui ne croient pas à la possibilité d'une victoire obtenue par les seuls bombardements, écrit notre correspondant à Washington. Il y a, en tend-on, de la crédibilité de l'Alliance et des États-Unis, non seulement en Europe mais aussi à travers le monde, face à un adversaire comparé par l'ancienne ambassadrice à l'ONU Jeane Kirkpatrick à Hitler et à Pol Pot. Maintenant que l'on est engagé dans la guerre, il faut aller jusqu'au bout et se donner tous les moyens pour réussir, y compris sur le terrain, ajoutent ces partisans de la manière forte.

A la fin de la semaine passée, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait répété que le président Clinton « n'a pas l'intention » d'envoyer des troupes au Kosovo. Cette déclaration avait reçu l'appui du Pentagone, mais le chef d'état-major, le général Henry Shelton, avait employé une expression plus ambiguë : « Il n'existe, à ce stade, aucun plan pour envoyer des forces au sol », a-t-il dit. Pendant ce temps, des sénateurs, démocrates comme républicains, proposent d'armer les Kosovars afin qu'ils puissent se défendre dans de meilleures conditions contre les forces serbes.

Peut-être Henry Kissinger décrit-il le mieux le dilemme grandissant dans lequel se trouvent les Américains et leurs alliés de l'OTAN : « Il est irresponsable d'envoyer des troupes au sol au Kosovo, a-t-il dit, mais il est impossible d'assurer la sécurité des Kosovars sans envoyer des troupes au sol. »

des navires en eaux internationales, comme nous le faisons ».

Entre les deux marines, il existe, depuis longtemps, des procédures par lesquelles les navires en mer peuvent éviter, en raison de leur plan de route, des malentendus ou des incidents qui surviendraient de manière inopinée et qui pourraient être mal interprétés par l'une ou l'autre.

Il n'en demeure pas moins que ce dispositif naval pourrait fournir l'occasion aux Russes de chercher à intercepter les communications entre alliés dans la région, pour connaître les objectifs de leurs missions, qui sont principalement coordonnées depuis les postes de l'OTAN à Naples et à Vicenza, près de Venise. Le soupçon existe que les Russes puissent en informer les Serbes. Toutes les marines pratiquent en temps de paix et, à plus forte raison, en période de crise, ce type de renseignement in situ, à condition de pouvoir « casser » les codes adverses.

J. I.

Les frappes de l'OTAN pourraient durer plusieurs semaines, selon Javier Solana

La « phase 3 », contre les centres nerveux du régime, n'est pas engagée

Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré jeudi 1^{er} avril que la campagne aérienne devrait durer « plutôt des semaines que des

jours ». Elle vise « toute installation ou unité utilisée pour [la] campagne d'épuration ethnique », l'Alliance atlantique accuse Belgrade

de mener un « scénario orwellien » : la destruction des archives au Kosovo pour « priver un peuple du sens de son passé ».

BRUXELLES

de notre correspondant

La journée du mercredi 31 mars n'a pas été celle des bonnes nouvelles au siège de l'Alliance atlantique, à Bruxelles. Des nuages accrochés obstinément dans le ciel de la République fédérale de Yougoslavie ont empêché bon nombre d'appareils envoyés en mission d'atteindre les objectifs fixés. L'exode des populations continue à grande échelle. On a pris acte de l'échec de la mission du premier ministre russe, Evgueni Primakov, à Belgrade. Dans la soirée, on apprendait que trois militaires américains avaient disparu lors d'un accrochage avec des éléments armés non-identifiés, à l'occasion d'une patrouille en Macédoine, à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Kosovo.

Enfin, une bonne nouvelle, la réapparition à Pristina d'Ibrahim Rugova, le président de la Ligue démocratique du Kosovo, dont on avait dit qu'il était en fuite, s'accompagnait malheureusement de déclarations de ce dernier demandant à l'OTAN l'arrêt des bombardements (lire page 2). Ces propos gênent, bien évidemment, la stratégie actuelle de l'Alliance, qui préconise, au contraire, une intensification des frappes pour faire plier Slobodan Milosevic. Les rumeurs d'exécutions d'intellectuels kosovars comme le professeur Fehmi Agani, principal conseiller d'Ibrahim Rugova, données comme fondées sur des « sources très fiables »,

lundi, par le général David Wilby, se sont révélées improbables. Autant de faits qui minent encore un peu plus la crédibilité des informations diffusées au siège de l'OTAN à Bruxelles.

Devant cette accumulation de coups durs, les principaux responsables de l'Alliance serraient les coudes et multipliaient les interventions pour inciter les opinions publiques des pays engagés dans l'opération à garder confiance et patience. Javier Solana, le général Wesley Clark, le porte-parole de l'Alliance Jamie Shea passaient d'un studio de télévision à l'autre pour répéter le message du jour : les frappes vont s'intensifier, il n'est pas question d'un trêve pacifique. « Ce serait inhumain, car ce serait une invitation aux assassinats et au nettoyage des villages au Kosovo », a déclaré le général Klaus Naumann, président du comité militaire.

« SCÉNARIO ORWELLIEN »

Des indications venant de Washington et rapportées par deux quotidiens américains mercredi avaient laissé entendre que l'OTAN allait, sans tarder, passer à la phase 3 de l'opération « Force allié ». Celle-ci prévoit, dans ses principes, des frappes aériennes sur les centres de décision de la direction politique et militaire yougoslave, y compris à Belgrade même. Ces spéculations étaient fermement démenties par les responsables de l'Alliance à Bruxelles.

« Le Conseil atlantique, réuni mardi soir, n'a en aucune manière autorisé le secrétaire général à mettre en œuvre cette phase 3 », indiquait un haut diplomate européen.

« Nous restons dans le cadre de la phase 2, qui consiste à détruire les possibilités de répression de l'armée et des forces de police spéciale au Kosovo. D'autre part, la phase 1, consistant à anéantir le système de défense aérienne de la Yougoslavie, dont les objectifs sont en passe d'être atteints, continue », ajoutait-il. Mercredi matin, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a indiqué que les raids aériens contre la Yougoslavie pourraient durer encore plusieurs semaines et rappelez qu'ils avaient pour but d'affaiblir « la capacité militaire de Slobodan Milosevic, sa capacité à tuer et à créer une catastrophe humanitaire ». Condamnant « la purification ethnique » menée par Belgrade, M. Solana s'est cependant refusé à prononcer le terme de « génocide », employé par le chancelier allemand Gerhard Schröder et son ministre de la Défense.

En fait, il semble bien que, pour des raisons d'opportunité politique et tactique, les frontières entre les différentes phases définies avant le lancement de l'opération ont tendance à s'estomper, pour faire place à une évolution « en continu ». Jamie Shea a ainsi précisé que les cibles définies dans la phase 2 ne se limitaient pas à des installations situées au sud du 44^e parallèle : elles visent « toute

installation ou unité qui est utilisée pour planifier, concevoir ou diriger cette campagne d'épuration ethnique », a-t-il indiqué. « Ses responsables doivent savoir qu'il n'y a plus pour eux de sanctuaire », a conclu M. Shea.

Les porte-parole de l'Alliance ont, en outre, dressé un tableau encore plus sombre que la veille de la situation humanitaire dans la province et ses alentours. « Nous assistons à un scénario orwellien qui vise à priver un peuple et une culture du sens de leur passé et du sens de la communauté dont ils font partie », a encore déclaré M. Shea, rapportant des informations quant à la destruction, par les forces serbes, des archives kosovares, les cadastres, les registres d'état civil.

Une autre question était débattue dans les couloirs de l'Organisation : l'opportunité de maintenir à la date prévue, les 24 et 25 avril, le sommet de l'OTAN à Washington. La réponse était formelle : le sommet aura bien lieu, mais il apparaît que son déroulement et son programme seront affectés par la situation nouvelle créée. « Ce sera un sommet consacré essentiellement au Kosovo, quelle que soit la situation des opérations », a affirmé un diplomate européen. Javier Solana a annulé les manifestations prévues le 8 avril à Bruxelles pour célébrer la naissance (le 4 avril 1949) d'une organisation qui conduit la première guerre de son histoire.

Luc Rosenzweig

Intervenir au sol : pourquoi, comment et avec combien d'hommes ?

Il ne s'agit pas de légion dans la zone.

Tous partagent le fait d'être fragilisés. Seule, pour l'instant, la Macédoine, dont la coalition a pu voir sa vulnérabilité, a accueilli une force allée de 12 000 hommes, non sans certaines appréhensions de la voir accrue. Or, de la Macédoine partent deux axes de pénétration (de Skopje, vers le nord, et de Kumanovo, vers Pristina) susceptibles d'être empruntés par l'OTAN. Après la Macédoine, dont rien ne dit qu'elle s'engagerait à aller plus avant, le réseau des routes au Kosovo est insuffisant. Mais, surtout, les troupes alliées auraient à progresser dans un environnement inhospitalier (terains compartimentés, montagnes, tunnels et ponts étroits), sur des chemins imprévisibles (la Yougoslavie continue de produire des mines antipersonnel) et face à des forces serbes élevées dans la tradition de la guérilla (avec des unités mobiles et des milices locales omniprésentes, qui harcèlent leur adversaire) ou lourdement équipées sur le modèle ex-soviétique (blindés, artillerie et renforts).

L'OBSESSION DE LA LOGISTIQUE

Ce qui induit que l'OTAN devrait affronter une armée serbe dont la rusticité lui permet de durer, de tenir le territoire, et dont l'armement obligeait, en retour, les alliés à engager du matériel sophistiqué. D'où la nécessité et l'importance des flux logistiques qui devraient être mobilisés pour alimenter, quoi qu'il arrive, les unités. Quels ports et aéroports sont-ils susceptibles de garantir avec régularité un tel approvisionnement ? La force d'extraction en Macédoine a pu mesurer, par exemple, que Salonique, en Grèce, et Durres, en Albanie, n'ont pas les installations adéquates pour le débarquement des matériels les plus lourds. Sauf à escompter des ports croates. Or, pour un déploiement terrestre, le temps passé à livrer et à installer des moyens opérationnels est une obsession, comme on a pu le constater, en Bosnie, pour le flux logistique de la première IFOR (force d'interposition), de 60 000 hommes. Même le parachutage de forces aéroportées n'est pas la panacée. Ce serait un dispositif léger, et donc vulnérable, qui nécessiterait d'être renforcé aussitôt après dans les mêmes conditions que précédemment.

Tous ces obstacles – outre les

conditions météorologiques, qui peuvent entraver le travail d'une « couverture » aérienne permanente – seront à surmonter différemment selon qu'il s'agit de déployer une force lourde ou un dispositif plus léger, en fonction de la mission qui serait confiée.

Dans l'hypothèse d'une intervention destinée à venir à bout du système répressif de M. Milosevic, les États-majors de l'OTAN ont avancé le besoin d'aligner jusqu'à 200 000 hommes. « A moins de 150 000, il vaudrait mieux ne rien décider », admet-on de source française, où l'on fait remarquer que la mise sur pied d'une telle force exigerait six à huit semaines au minimum, à partir de ce qui existe déjà en Macédoine ou en Adalatique. Dans le cas d'un déploiement plus restreint, voté à encadrer un corridor humanitaire, à instaurer une zone déminée et à protéger une zone d'accueil

des réfugiés, ce dispositif pourrait atteindre 30 000 à 40 000 hommes et se contenter de délais plus courts. Mais, outre qu'elle se heurterait, sur une échelle certes réduite, aux mêmes obstacles matériels, cette force entrainerait de fait une partition du Kosovo, qui sert probablement la politique de M. Milosevic et que semblent, jusqu'à présent encore, refuser les alliés. Le précédent de l'opération « Turquoise » au Rwanda incite à la prudence.

Assimilées par l'opinion à un « war game », des frappes aériennes ne règlent pas tous les problèmes et réclament du temps pour atteindre leur ambition, comme on l'a vu en Irak, où, en 1991, elles ont duré six semaines avant les quatre jours d'intervention au sol. Mais une campagne terrestre ne serait pas, non plus, une partie de plaisir.

Jacques Isnard

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pre-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 3, BAC + 5 • Copies d'inscription : 100 F • Frais de scolarité : 100 F

ISG

DONNEZ RAISON À VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tel. 01 56 26 26 26

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT

Concours national SUP Réseau 99

UN CONCOURS D'INTÉGRATION À LA FORTUNE SUP DE L'ISG POUR 7 ÉCOLES

Admission : BAC, S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.

- Paris : 01 44 74 86 00
- Liège : 02 74 62 47 37
- Bruxelles : 02 74 62 47 37
- Nantes : 02 20 39 07 52
- Strasbourg : 03 88 36 02 00
- Toulouse : 05 61 62 12 37

GRUPPE ISG
28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

سكزا من الأصل

pourraient durer lon Javier Solana

du régime, n'est pas engagée

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

de donner un...
tion des...
proprio...

Comment Lionel Jospin a imposé sa ligne aux communistes

Les divergences au sein de la majorité se sont exprimées au conseil des ministres, dans les limites préalablement fixées par le chef du gouvernement

La nécessaire harmonie entre le chef de l'Etat et le premier ministre sur la participation de la France aux opérations de l'OTAN a conduit Lionel Jospin à canaliser l'expression des critiques de ses partenaires, notamment communistes.

En présence de Jacques Chirac, plusieurs ministres, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Claude Gaysot et Dominique Voynet ont toutefois saisi l'occasion du conseil des ministres pour

faire part de leurs inquiétudes. Le premier ministre a ensuite reçu à l'hôtel Matignon les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat, ainsi que les présidents des commissions des affaires

étrangères et de la défense. Le débat sur la solidarité gouvernementale a été relancé mercredi après-midi à l'Assemblée nationale où la droite a réclamé la démission des ministres communistes.

LIONEL JOSPIN a tout de suite senti le danger. Qu'un mot de trop, une parole blessante, viennent provoquer Jacques Chirac à la table de ce conseil des ministres du mercredi 31 mars, où plusieurs de ses ministres ont décidé de critiquer les opérations de l'OTAN en Yougoslavie, et il sera obligé, lui, le chef du gouvernement de la gauche « plurielle », de soutenir le président de la République contre ses partenaires de l'action gouvernementale. Alors, durant toute la soirée de mardi, des émissaires discrets expliquent aux différents acteurs de ce conseil périlleux la marge étroite dans laquelle chacun devra se cantonner. Ainsi, s'il est permis de douter de l'efficacité des frappes, de s'inquiéter de l'issue du conflit, il est en revanche proscrit, en ces lieux, de mettre en cause la décision même de l'engagement - prise en commun par MM. Chirac et Jospin - et aussi de s'en prendre aux Etats-Unis, auxquels la France - donc le président et le premier ministre - s'est librement associée.

Quand il entre dans la salle Murat, à 10 heures, mercredi, avec M. Chirac, pour retrouver l'ensemble de ses ministres, M. Jospin est rassuré : l'accueil fait à ses messages a été très positif. Après les exposés techniques d'Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Ri-

chard (défense) et Charles Josselin (coopération, chargé du plan d'action humanitaire), Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, demande la parole. « Je ne reviens pas sur le fond, chacun sait ce que j'en pense », attaque-t-il. Après avoir dit sa crainte d'une possible « catastrophe humanitaire », M. Chevènement concentre son propos sur une possible issue de crise, réclamant notamment « une définition claire des conditions de l'OTAN à l'arrêt des frappes ».

Cette modération, exempte de tout anti-américanisme, guide également Jean-Claude Gaysot, ministre communiste des transports : « L'épreuve d'une grande inquiétude face à l'engagement de la guerre. On doit constater, et c'est dommage, que les opérations en cours renforcent le courant nationaliste autour de M. Milosevic dont il n'y a rien à attendre », M. Gaysot regrette encore que l'on ait « balayé un peu trop vite » la tentative de médiation russe et souhaite que « l'Europe et l'ONU » se retrouvent au cœur des futures négociations. Dominique Voynet, ministre écologiste de l'environnement, ne détonne pas. « Je m'interroge, je suis inquiète », dit-elle. Elle ajoute aussi que les frappes actuelles « démontrent leur incapacité à empêcher la répression ethnique », ce qui lui vaut cette réponse de Ber-

nard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé : « Cette opération ethnique est engagée depuis longtemps. Les bombardements de l'OTAN n'en sont pas l'origine ».

M. Jospin parle maintenant. Un propos assez long, « passionné » parfois, selon les témoins, dans lequel il se félicite de cette « clarification ethnique ». Il dit là, pour l'essentiel, ce qu'il répètera plus tard, à l'Assemblée nationale (lire ci-dessous). « J'ai remarqué que dans les différentes manifestations opposées aux frappes, on ne posait pas beaucoup le problème de Milosevic. (...) L'OTAN n'est pas une organisation supranationale. Les gouvernements s'y déterminent librement. (...) On évoque l'attitude des Serbes durant la deuxième guerre mondiale, mais aujourd'hui, ils se comportent comme leurs ennemis d'aujourd'hui. (...) Face à la barbarie, il y a un devoir moral. (...) Spectateur jusqu'alors muet de ces zizanie, M. Chirac s'approprie le dernier mot : « Sur ce dossier, une fois de plus, je n'ai aucun cliché avec le premier ministre. (...) Pour M. Jospin, la phrase vaut comme un communiqué de victoire : la gauche « plurielle » a su contenir ces divergences dans un cadre acceptable par tous. Il peut aller, serein, à son prochain rendez-vous ».

A 11 h 50, le premier ministre rejoint, à l'hôtel Matignon, les représentants des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que les présidents des commissions des affaires étrangères et de la défense des deux Assemblées. Entouré de MM. Védrine, Richard, et Josselin, M. Jospin dresse, devant ses interlocuteurs, un panorama général de la situation au Kosovo, soulignant sa volonté d'en tenir régulièrement informé le Parlement. Le souci de faire un effort de communication afin de ménager

l'opinion publique, compte tenu notamment des incertitudes sur la durée des opérations, est souligné par plusieurs intervenants. Malgré tout, le premier ministre, soucieux des prérogatives de l'exécutif, refuse d'évoquer la nature et les modalités de l'engagement futur des forces de l'OTAN.

Le climat est sérieux et serein. Chacun constate la modération des quelques voix discordantes : celles de Paul Quilès, président (PS) de la commission de la défense de l'Assemblée, du président délégué du MDC, Georges Sarre... et d'Alain Bocquet. Le ton du président du groupe communiste de l'Assemblée est jugé « mesuré » par Jean Arthuis, président du groupe centriste du Sénat, et par le sénateur RPR Bernard Flisat. « Il a fait une intervention très prudente », note Guy Cabanel, président du RDSE, tandis que M. Rusi souligne que ce n'était pas un « ton d'attaque ». Au terme de cette réunion, M. Jospin parvient sans peine à dédramatiser les désaccords exprimés au sein de sa majorité.

La séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, se profile dans ce climat d'apaisement. L'intervention de Marie-Hélène Aubert, députée écologiste (Europe-et-Loire), fournit l'occasion au premier ministre d'exposer sa vision des choses. Les communistes, eux, utilisent leur temps de parole pour interroger M. Gaysot sur... le tunnel du Mont-Blanc. Vers la fin de l'après-midi, alors que l'Assemblée est maintenant presque déserte, François Hollande, premier secrétaire du PS, et Robert Hue, son homologue communiste, palabrent dans les couloirs. Ce dernier redit à son interlocuteur qu'il exclut toute crise gouvernementale sur le Kosovo, même si, reconnaît-il, la durée du conflit peut donner lieu à des « contradictions » au sein du PCF. Cette inquiétude, M. Hue la répète certainement de vive voix à M. Jospin, qu'il devrait rencontrer à la fin de cette semaine. Une occasion surtout, pour le premier ministre, de s'assurer que le trouble de ses partenaires communistes ne débouche pas de l'épure qu'il a lui-même dessinée.

Jean-Michel Aphatie, Jean-Baptiste de Montvalon et Michel Noblecourt

« Chacun s'exprime, et c'est normal, selon sa conviction »

VOICI des extraits de la déclaration de Lionel Jospin, mercredi 31 mars, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de Marie-Hélène Aubert, députée (RCV) de Charente-Maritime :

« Dans la période où nous sommes, chacun s'exprime, et c'est normal, selon sa conviction. Lorsque nous sommes face à la question de la paix ou de la guerre, face à la question de l'oppression ou de la liberté, face à la question de la civilisation ou de la barbarie, dans une grande démocratie comme la nôtre, on débat dans le pays, on débat au Parlement, on discute dans les médias, et on discute aussi au sein de l'instance politique collégiale qui compose le gouvernement et on le fait devant le président de la République, dans le conseil des ministres ».

« Et le moins que l'on puisse dire, et les Français en sont juges, est que dans cette circonstance difficile, le gouvernement - à travers le ministre des affaires étrangères dans son action diplomatique, à travers le mi-

nistre de la défense dans son travail de mobilisation et d'organisation des armées, le premier ministre lui-même et le gouvernement dans sa collectivité - assume pleinement sa part des missions qu'il doit remplir au sein de l'exécutif, vous devriez en prendre la mesure ».

« Le débat ayant eu lieu, je pense que nous pouvons dire (...) que nous partageons deux convictions fondamentales : la première, et je l'ai entendue dans tous les groupes politiques, c'est la condamnation absolue de M. Milosevic, de son régime et la politique de purification ethnique, le refus de la violence et le refus des exactions ; la deuxième conviction que nous partageons, c'est que notre objectif est celui d'une issue politique à la crise, mais d'une issue politique qui interdise l'actuelle répression et qui permette aux Kosovars de vivre en paix et libres dans leurs terres, même si cette terre, selon nous, aujourd'hui, doit être une partie autonome dans la République fédérale de Yougoslavie ».

« A partir du moment où nous sommes d'accord - je crois, l'ensemble ou l'essentiel des forces politiques françaises, en tout cas celles qui sont rassemblées ici - sur ces deux objectifs, je pense qu'ensuite la discussion a lieu sur les moyens (...) ».

« J'ai remarqué que dans les différentes manifestations opposées aux frappes, on ne posait pas beaucoup le problème de Milosevic. (...) L'OTAN n'est pas une organisation supranationale. Les gouvernements s'y déterminent librement. (...) On évoque l'attitude des Serbes durant la deuxième guerre mondiale, mais aujourd'hui, ils se comportent comme leurs ennemis d'aujourd'hui. (...) Face à la barbarie, il y a un devoir moral. (...) Spectateur jusqu'alors muet de ces zizanie, M. Chirac s'approprie le dernier mot : « Sur ce dossier, une fois de plus, je n'ai aucun cliché avec le premier ministre. (...) Pour M. Jospin, la phrase vaut comme un communiqué de victoire : la gauche « plurielle » a su contenir ces divergences dans un cadre acceptable par tous. Il peut aller, serein, à son prochain rendez-vous ».

A 11 h 50, le premier ministre rejoint, à l'hôtel Matignon, les représentants des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que les présidents des commissions des affaires étrangères et de la défense des deux Assemblées. Entouré de MM. Védrine, Richard, et Josselin, M. Jospin dresse, devant ses interlocuteurs, un panorama général de la situation au Kosovo, soulignant sa volonté d'en tenir régulièrement informé le Parlement. Le souci de faire un effort de communication afin de ménager

La droite s'empare des divisions de la majorité « plurielle »

LA COHABITATION les a un peu engourdis. Il a fallu quelques heures à l'opposition, mercredi 31 mars, pour réaliser que le débat qui divisait publiquement la gauche « plurielle » lui offrait une fantastique opportunité de s'en prendre à Lionel Jospin. Reçu en fin de matinée à Matignon avec tous les présidents de groupe de l'Assemblée et du Sénat, Philippe Douste-Blazy fait d'ailleurs savoir à Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, que son groupe, l'UDF, n'a pas l'intention d'interroger le premier ministre, lors de la séance des questions à l'Assemblée, sur le Kosovo.

La question, pourtant, s'est posée dès le matin. Chez les centristes, certains suggèrent à François Bayrou d'interpeller M. Jospin sur la position des ministres communistes. Mais les participants retiennent plutôt les doutes exprimés par Jacques Barrot sur l'opération des alliés en Serbie. « En Auvergne, quand on veut tuer un nid de guêpes, on commence d'abord par assurer la sécurité des voisins, puis seulement on jette des pierres, et enfin, on n'exclut pas d'envoyer des pompiers pour finir d'éteindre le nid », dit-il.

Les divergences publiques exprimées par plusieurs membres du gouvernement pendant le conseil des ministres décident les état-majors de droite à lancer l'offensive. Philippe Séguin juge « impensable que lorsque la France est en situation de guerre, elle ait un gouvernement divisé sur la question

de la guerre ». M. Bayrou rend public ce communiqué dans lequel il affirme qu'« il est impensable que le seul manque notable à la solidarité nationale se manifeste au sein du gouvernement ».

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, Jean-Louis Debré dénonce, devant les caméras, « l'attitude des communistes inacceptable et dangereuse. Ou ils démissionnent, ou le premier ministre leur demande de démissionner les propos de Robert Hue ». A l'heure des questions au gouvernement, l'atmosphère est tendue. Lorsque Philippe Douste-Blazy se lève pour interpellier le premier ministre, l'offensive paraît cependant passablement improvisée. Alors que M. Jospin envoie le ministre des affaires européennes Pierre Moscovici répondre à sa place, l'opposition n'a prévu aucun relais pour poursuivre l'attaque.

Les députés de l'opposition se rattrapent dans les couloirs. Claude Goasguen, Pierre Lelouch, François d'Aubert et plusieurs députés RPR, UDF et DL ne parlent plus que de « démission », « lâcheté », « incohérence » du PCF, oubliant ainsi ceux des leurs qui, malgré l'engagement de Jacques Chirac, doutent, eux aussi, de l'efficacité de l'action de l'OTAN. En fin d'après-midi, c'est à la télévision que ceux-là s'expriment par la voix de Charles Pasqua qui vient dire, sur France 2, que l'intervention de l'OTAN est une « erreur ».

Raphaële Bacqué et Pascale Robert-Diard

Le plan de guerre du PCF pour la paix dans la majorité

DEPUIS le déclenchement de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, doit, à la fois, afficher sa différence avec la politique française, mettre en scène ses désaccords maîtrisés avec Lionel Jospin et encadrer les forts sentiments pro-serbes de ses militants. Délicate équilibre à trois inconnues : ses ministres, ses députés et sa base.

« Le PCF et la majorité « plurielle » : ni union de la gauche ni union sacrée. Au Palais-Bourbon, dans la salle des quatre colonnes où il s'est arrêté, Robert Hue répète à la presse sa conception des ministres communistes « relais », son « un ministre, ça ouvre sa gueule et ça reste », son refus de l'ancienne union de la gauche. Seul Alain Bocquet fait entendre sa petite différence. Lui qui, en septembre 1998, n'avait pas hésité à plaider pour une plus grande liberté de ton - ce qui, selon lui, ne menaçait pas la participation des communistes au gouvernement - , rayonne. « Enfin, j'ai été entendu ! Nous savons jusqu'où nous pouvons aller », ré- pète-t-il à l'envi. « Nous sommes contre les frappes, mais on restera au gouvernement. Sauf si Jospin veut nous mettre dehors », lance-t-il, bravache.

Les communistes ne veulent pas non plus de « l'union sacrée » : « On voit bien à quoi ça a mené », note Robert Hue. Comme Lionel Jospin les y avait conviés, les ministres sont intervenus devant Jacques Chirac, moyen commode de lui adresser ses critiques tant qu'un premier ministre. Et pour ne pas prêter le flanc aux attaques de la droite, les députés ont décidé de poser au ministre des transports une question sur... le tunnel du

Mont-Blanc. Le scénario a réussi : Jean-Claude Gaysot n'a pas été sifflé.

« Le « Parti », « L'Humanité », la CGT et le « peuple de gauche » : le temps des manifs et des leçons. A quelques mois des élections européennes, pas question de s'en faire remonter par la gauche « rouge » pacifiste emmenée par Arlette Laguiller. L'« Humanité » nouvelle, qui « n'est plus le journal du Parti », dit tout haut ce que Robert Hue et les ministres communistes pensent tout bas.

Avec, parfois, des manchettes qui rappellent le bon temps où il portait la faucille et le marteau. Le 31 mars, le quotidien titre : « L'OTAN torpille Primakov ». Les militants, dérouter par la liste d'ouverture aux européennes, s'y retrouvent pleinement. La Place du Colonel-Fabien aussi.

La manifestation prévue jeudi à Paris, place de la République, ne vise pas autre chose. Le secrétaire national du PCF sait que, au fond, le PS n'y est pas hostile : pour canaliser la « radicalité », mieux vaut Robert Hue et Georges Sarre qu'une extrême gauche solitaire. D'autant que, cette fois, l'appel dénonce plus clairement que le 26 mars « la purification ethnique menée par Milosevic ». Seule la CGT a coincé, mercredi, sur quelques lignes de l'appel intersyndical de la FSU. La centrale ouvrière hésite encore à signer un texte qui dénonce les « nombreux actes de répression et d'atteinte aux droits de l'homme des forces de police et de l'armée serbe ».

Ariane Chemin

DÉPÊCHES

OSCE
■ Vingt Kosovars employés de l'OSCE ont « apparemment disparus, n'ayant pas été en contact avec leurs familles », a indiqué, mercredi 31 mars, une source diplomatique à Vienne, précisant toutefois que le chaos au Kosovo interdit de conclure formellement qu'ils ont été éliminés. (AFP, Reuters.)

CAMPS DE CONCENTRATION
■ Il existe « des indices » permettant de dire que des « camps de concentration » ont été mis en place au Kosovo par les forces de sécurité yougoslaves, a annoncé à Bonn, mercredi 31 mars, le ministre allemand de la défense Rudolf Scharping. Selon ces « indices », lors des expulsions de villageois, les hommes « de 16 à 60 ans » seraient parfois mis à part et dans certains cas, ils seraient soit internés « soit tués tout de suite », a affirmé M. Scharping. (AFP.)

UCK
■ Des combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) filèrent les arrivées des réfugiés kosovars après le principal point d'entrée en Albanie et incitèrent certains hommes à rester avec eux pour les empêcher, a constaté l'envoyé spécial de l'AFP, mercredi 31 mars, à Kukles, en Albanie.

BELGRADE
■ Huit personnes blessées lors de frappes de l'OTAN ont décédées ces derniers jours à l'Académie de médecine militaire (VMA) de Belgrade, a indiqué, mercredi 31 mars, l'agence indépendante serbe Beta. 22 autres civils, soldats et policiers blessés lors des frappes et venant de différentes régions du pays, y sont hospitalisés. (AFP.)

VATICAN
■ Le Vatican a décidé d'envoyer un médiateur à Belgrade. Le chef de la diplomatie du Saint-Siège, Mgr Jean-Louis Tauran, était attendu à Belgrade jeudi 1er avril avec « un message personnel du pape » pour M. Milosevic, a annoncé mercredi le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro.

UKRAINE
■ L'Ukraine prépare des initiatives sur le Kosovo, a indiqué, mercredi 31 mars, son ministre des Affaires étrangères Boris Tarasliouk, dont une première mission de médiation à Belgrade samedi avait échoué. Certaines de ses nouvelles propositions ont été élaborées mardi avec ses homologues allemand, français et britannique, a-t-il précisé. (AFP.)

CHIRAC
■ Le président Jacques Chirac, qui a reçu mercredi une délégation du Comité Kosovo, a « franchement » exclu toute idée de partition du Kosovo, ont indiqué le président de ce comité, Antoine Garapon, et le philosophe Alain Finkielkraut. « Nous sommes venus apporter notre soutien à la politique de fermeté choisie par les Occidentaux, nous avons été sensibles au discours du président Chirac », a déclaré M. Finkielkraut.

PRIMAKOV
■ Evgueni Primakov a eu des conversations « difficiles » à Belgrade, a confié le premier ministre russe à Jacques Chirac lors d'un entretien téléphonique, a rapporté mercredi 31 mars un porte-parole de l'Elysée. Le président français a remercié M. Primakov pour sa mission qui « démontre le rôle constructif de la Russie et son engagement réel en faveur d'une solution pacifique », a précisé Catherine Collonna. (Reuters.)

BULGARIE
■ Les débris d'un deuxième missile de l'OTAN sont tombés en Bulgarie, mercredi 31 mars, à 20 kilomètres de la frontière yougoslave, a annoncé la télévision d'Etat, précisant que l'incident est similaire à celui enregistré vendredi près du village de Tran et que dans les deux cas, il n'y a pas eu de blessés. (AP.)

SARAJEVO
■ Plus de 5 000 réfugiés musulmans sont arrivés à Sarajevo, venant pour la plupart de la région serbe du Sandzak, a indiqué, mercredi 31 mars, le HCR dans la capitale bosnienne. Plus d'un million de Serbes « fuyant les bombardements de l'OTAN » sont arrivés dans l'entité serbe de Bosnie, a précisé l'Agence SRNA. (AFP.)

ETHIOPIE
■ La pire guerre au monde se déroule ici, mais l'attention se porte au Kosovo », a déclaré Ali Hamid Said, un des quelques 500 000 soldats érythréens et éthiopiens qui s'affrontent à nouveau depuis le 5 février, dans une guerre qui aurait fait des dizaines de milliers de morts depuis mai dernier, a rapporté, mercredi 31 mars, l'agence AP.

هكذا من الأمل

Graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

Le rapporteur de l'ONU recommande la création d'un tribunal international

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans l'ex-Zaïre, Roberto Garretón, vient de présenter un rapport détaillant

les nombreux cas d'exactions commises par le gouvernement de Kinshasa et par les rebelles tutsis à l'encontre de populations civiles. Il note

un signe d'espoir dans la création d'un ministère des droits de l'homme, mais recommande la création d'un tribunal pénal international.

GENÈVE

de notre correspondante
Bien que les autorités en place dans la République démocratique du Congo depuis le 17 mai 1997 se soient initialement refusées à coopérer avec le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Roberto Garretón vient de présenter au Palais des Nations un rapport considéré par l'ensemble des délégués comme objectif et riche en informations. Le document fait état de graves violations des droits de l'homme perpétrées tant par les forces gouvernementales et leurs alliés que par celles de la rébellion.

Ainsi, le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila, considérant les rebelles tutsis - ou supposés tels - comme « des virus, des moustiques, des ordures », se livrerait à leur encontre à une politique de nettoyage ethnique, avec son cortège d'exécutions sommaires, de détentions arbitraires, de violences de tout ordre (y compris des violences sexuelles, ces dernières étant considérées comme des méthodes de guerre contre les femmes tutsies) durant le conflit ethnique des provinces du Kivu, des militaires gouvernementaux,

estimant que les femmes célibataires étaient « des sorcières et des cannibales », les ont massacrées après les avoir torturées. Il convient d'ajouter l'enrôlement d'enfants pour commettre des actions guerrières. Le gouvernement a lancé sur les ondes un appel invitant les jeunes à s'engager dès l'âge de douze ans. Les militaires enlèvent des enfants d'orphelinats pour les envoyer au front. On rappelle en outre les bombardements aveugles de populations civiles qui accompagnent ces diverses exactions.

Les violations des droits de l'homme dont se sont rendues responsables les forces rebelles ne sont pas moins graves.

Ainsi des enfants ont-ils été assassinés pour avoir refusé de s'engager dans leurs rangs. Des témoins ont vu des recrues de dix ans revêtues d'uniformes militaires et armées. Le rapport fait encore état de massacres importants : des charniers de plusieurs centaines de civils ont été découverts, des cadavres ont été mutilés et lacérés. En outre, des tortures

particulièrement brutales ont été pratiquées sur des prisonniers, et des femmes provenant d'ethnies autochtones ont été violées. Des détentions arbitraires frappent tous ceux qui sont soupçonnés d'être des proches du président Kabila. Entre le 2 et le 8 août 1998, 356 Katangais ont été arrêtés, comme l'ont été une trentaine de chefs traditionnels le 14 septembre. Tous ont disparu. On suppose que certaines victimes ont été brûlées afin que l'on ne retrouve pas leur trace.

Les rebelles ont pratiqué de nombreux pillages de denrées destinées à l'assistance humanitaire et appartenant à des organisations apparentées aux Nations unies et à des ONG. La plupart des travailleurs humanitaires ont été humiliés et menacés. Les rebelles, toujours, se sont emparés de la centrale électrique d'Inga les 12 et 14 août 1998 et ont provoqué une situation catastrophique, privant d'eau et d'électricité les hôpitaux de Kinshasa - ce qui a conduit au décès d'une dizaine de personnes - et arrêtant l'approvisionnement de la population.

« ANTICHAMBRE DE LA MORT »

La Cour d'ordre militaire applique « avec une effrayante régularité » la peine de mort à l'issue de jugements qui, eux, sont généralement entachés d'irrégularités. Des enfants de treize ans ont été condamnés à mort (mais la peine de l'un d'eux, coupable de la mort accidentelle d'un fonctionnaire au cours d'un match de football, a été commuée en travaux forcés à perpétuité). La torture sévit, entraînant la mort dans certains cas, et laisse presque toujours de graves séquelles. Les personnes accusées de sorcellerie sont rouées de coups ainsi que les membres de l'ethnie Mai-Mai. Le rapport dénonce des viols commis en grand nombre sur des fillettes détenues. Chaque jour, selon M. Garretón, des militaires commettent des pillages, des vols d'argent et de voitures dans tout le pays.

Le rapport fait état de l'existence de nombreuses prisons non autorisées, jusqu'au domicile même de hauts fonctionnaires. L'une d'elles, celle de Bulawo, a été qualifiée d'« antichambre de la mort » ; le nombre de détenus de celle de Kassapa est passé de 414 à plus de 1 500. 26 détenus de la prison de Makala (à Kinshasa), qui avaient tenté de s'évader, ont été exécutés après avoir été torturés. Les auteurs de cette exécution jouissent d'une totale impunité. Quant aux ONG qui se dévouent pour la défense des droits de l'homme, elles ont été pillées, menacées, suspendues, interdites, leurs dirigeants menacés et parfois incarcérés.

Les rebelles, pour leur part, ont mis en place de nombreuses prisons clandestines auxquelles les organismes humanitaires n'ont pas accès. Certaines sont de véritables centres de torture, et même d'exécution. L'ancienne résidence de Mobutu à Goma a ainsi été transformée en prison.

Selon les conclusions du rapport, si les deux parties au conflit ne tiennent aucun compte des règles du droit international humanitaire, force est de constater que les rebelles font preuve d'une « rare cruauté », surtout envers les réfugiés. Cependant, ni les forces gouvernementales ni les rebelles ne reconnaissent avoir commis de crimes. Les deux parties s'opposent à toute enquête impartiale et indépendante sur le terrain. Dans l'ensemble, les principales victimes sont les civils, et surtout les femmes et les enfants.

Selon M. Garretón, il est toutefois des signes qui permettent quelque espoir : la création toute récente d'un ministère des droits de l'homme, et l'annonce d'une coopération avec le rapporteur spécial pour les droits de l'homme. Le rapporteur chilien recommande la création d'un tribunal pénal international qui permettrait d'examiner les faits mentionnés dans son rapport.

Isabelle Viehman

Les négociations sur l'Ulster pourraient aboutir prochainement

BELFAST. Le porte-parole de Tony Blair a annoncé, jeudi 1^{er} avril, que le premier ministre britannique et son homologue irlandais, Bertie Ahern, espèrent pouvoir faire prochainement une déclaration décisive sur les négociations sur l'Irlande du Nord. MM. Blair et Ahern ont passé la nuit de mercredi à jeudi en pourparlers près de Belfast avec les partis politiques nord-irlandais pour tenter de débattre l'application de l'accord de paix d'avril 1998, qui achève sur la question du désarmement des paramilitaires.

« Des progrès substantiels ont été faits », a annoncé le porte-parole, les deux premiers ministres « estiment que les éléments clés sont en train de se mettre en place ». Les négociations, qui se poursuivent depuis lundi, tentent de concilier l'urgence des protestations unionistes d'une reddition d'armes de l'IRA avant toute formation de l'exécutif et la position du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, qui demande la mise en place du gouvernement et affirme ne pouvoir s'engager sur le désarmement. - (AFP)

L'ONU soupçonne Bagdad de l'assassinat de l'ayatollah al-Sadr

GENÈVE. Le rapporteur de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Irak, M. Max van der Stoep, a implicitement accusé Bagdad, mercredi 31 mars, d'être responsable de la mort du principal dignitaire chiite d'Irak, l'ayatollah Mohammad Sadek al-Sadr, en février dernier. « Il y a de nombreuses indications montrant que le gouvernement n'est pas aussi innocent qu'il le déclare » dans cette mort, a-t-il dit lors d'une conférence de presse précédant la présentation officielle de son rapport critique sur la situation des droits de l'homme en Irak devant la commission des droits de l'homme, à Genève. « L'ayatollah al-Sadr et ses deux fils ont été tués le 18 février, une semaine après avoir demandé la libération des religieux chiites emprisonnés », a ajouté le rapporteur. - (AFP)

Une élection présidentielle est prévue au Paraguay dans les six mois

ASUNCION. Les nouvelles autorités paraguayennes ont décidé, mardi 30 mars, l'organisation d'une élection présidentielle « dans les six mois », selon des sources officielles à Asuncion. Le nouveau président paraguayen par intérim Luis Gonzalez Machi sera le candidat unique des trois forces qui composent le gouvernement formé dans la journée, le Parti colorado, le Parti libéral (PLRA) et le Parti social-démocrate (PEN). Le nouveau gouvernement paraguayen a été constitué mardi par le président Gonzalez Machi. Il est composé de dix membres, six appartenant au Parti colorado, au pouvoir depuis 1947, et quatre sont issus des rangs de l'opposition (deux PLRA et deux PEN). - (AFP)

François Compaoré est renvoyé devant un tribunal militaire

OUAGADOUGOU. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Ouagadougou, se déclarant « incompétente », a renvoyé mercredi devant un tribunal militaire l'affaire de meurtre impliquant François Compaoré, le frère du président burkinabé Blaise Compaoré. François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat, a été inculpé en janvier pour « meurtre et recel du cadavre » de son chauffeur David Ouédraogo. Ce dernier est décédé le 16 janvier 1998 après avoir été torturé par des militaires de la sécurité présidentielle. « Nous sommes extrêmement satisfaits, puisque nous plaçons la nullité de la procédure, parce que nous souhaitons le triomphe du droit et la saisie de nouveaux juges pour enquêter sur cette regrettable affaire », a déclaré M. Pierre Olivier Sur, l'avocat français de François Compaoré.

DÉPÊCHES

■ ETATS-UNIS : les quatre policiers new-yorkais blancs qui ont tué, début février, un immigré noir sans arme, déclenchant une vague de protestation, ont été inculpés, mercredi 31 mars, pour meurtre au second degré, a annoncé le procureur du Bronx. « Ils ont tiré avec l'intention de tuer », a expliqué lors d'une conférence de presse le procureur, Robert Johnson. « Ils n'ont pas pu voir M. Diallo les menacer, puisque M. Diallo n'avait pas d'arme », a-t-il souligné. - (AFP)

■ Louis Farrakhan, le dirigeant noir de la Nation de l'Islam, a été hospitalisé à l'hôpital de l'université Howard de Washington, mercredi 31 mars. M. Farrakhan, soixante-cinq ans, dont le mouvement musulman est basé à Chicago, est gravement malade depuis plusieurs semaines. - (AFP)

■ INDONÉSIE : la police anti-émeute a dispersé violemment, mercredi 31 mars, une manifestation de 150 étudiants protestataires à Djakarta, faisant au moins cinq blessés, selon des témoins. Djakarta n'avait pas connu pareils heurts depuis le 4 mai 1998. - (Reuters)

■ IRAK/VATICAN : une délégation religieuse irakienne se rendra au Vatican à la mi-avril pour remercier le Pape Jean Paul II de ses prises de position en faveur de l'Irak, a indiqué mercredi 31 mars un responsable du patriarcat chaldéen. La délégation, dépêchée par le chef de l'Etat Saddam Hussein, sera présidée par le patriarche chaldéen Raphaël I^{er} Bidawid et comprendra deux dignitaires musulmans et un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. - (AFP)

L'OMC peine à se trouver un nouveau directeur général

GENÈVE. A un mois de l'expiration, fin avril, du mandat de son actuel directeur général, Renato Ruggiero, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a toujours pas réussi à lui trouver un successeur. Réunis à Genève à la nouvelle date butoir qu'ils s'étaient fixés, mercredi 31 mars, les représentants de 134 membres de l'OMC se sont rapidement séparés et ont décidé de se retrouver après Pâques, faute de consensus sur l'un des deux candidats restés en lice, le vice-premier ministre thaïlandais Supachai Panitchpakdi, et l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore.

Les deux candidats sont toujours « très proches », ont expliqué des diplomates, avec un léger avantage pour le Thaïlandais. Alors que M. Supachai apparaît comme le candidat des pays en développement, disposant notamment du soutien de l'Asie et du Japon, les Etats-Unis lui préfèrent nettement son rival néo-zélandais, jugé plus proche de leur conception de la libéralisation du commerce mondial. Ces derniers temps, Washington n'a pas ménagé ses efforts pour imposer Mike Moore. L'Union européenne peine à se prononcer clairement. - (Corresp.)

Emmanuelle Laborit, Sylvie Testud dans une fiction de Caroline Link.

Née de parents sourds, Lara découvre un jour le monde fantastique de la musique grâce à une clarinette.

Sélectionnée pour l'OSCAR du meilleur film étranger en 1998.

3615 ARTE (120 min) www.arte-tv.com

sous-titrage français sur télétexte.

arte

vendredi 2 avril à 20.45

Au-delà du silence

Le Brésil, qui surmonte sa crise financière, bénéficie à nouveau de l'aide internationale

Le Brésil, qui surmonte sa crise financière, bénéficie à nouveau de l'aide internationale

Le FMI a libéré une deuxième tranche de 4,9 milliards de dollars. Cette décision ouvre la voie au versement d'un montant équivalent de la part des grands pays industrialisés

RIO DE JANEIRO

Le Fonds monétaire international (FMI) a officiellement avalisé le nouvel accord négocié avec le gouvernement brésilien à la suite de la dévaluation du réal (la devise brésilienne) intervenue à la mi-janvier. Cette décision a ouvert la voie au versement de la part de l'institution de 4,9 milliards de dollars (4,57 milliards d'euros) et à celui - d'un montant équivalent - de la part de la Banque des règlements internationaux chargée de gérer l'enveloppe globale de 41,5 milliards de dollars mise à la disposition de Brasília par la communauté financière internationale en vertu de l'accord paraphé en novembre 1998. En décembre, le Brésil avait bénéficié d'un premier versement total de 9,4 milliards de dollars. Le changement de politique monétaire décidé par le gouvernement à la mi-janvier avait provoqué l'effondrement du réal, gelé le processus d'aide et amené le gouvernement brésilien et le FMI à redéfinir de nouveaux objectifs macro-économiques. Ce réajustement semble commencer à payer.

Le FMI, dont la crédibilité a été

sérieusement écornée par les crises asiatique et russe, a quelques bonnes raisons de se montrer satisfait de l'évolution de la situation au Brésil. Le regain d'inflation, jugé inévitable par beaucoup d'observateurs dans la foulée de l'effondrement du réal et du renchérissement des produits importés, ne s'est pour l'instant pas produit. Selon l'institut de conjoncture brésilien indépendant Getulio Vargas, l'inflation n'a progressé en mars que de 2,83 %, portant la progression des prix sur les trois premiers mois de l'année à 7,44 %. Il est vrai que la forte récession, fruit de l'extrême rigueur de la politique monétaire adoptée ces derniers mois, inhibe les dérapages tant redoutés. Au point que la banque centrale s'est permis de réduire, il y a une semaine, son taux directeur de 45 à 42 %. Les analystes, unanimes, revoient désormais à la baisse la prévision d'une inflation de 16,8 % agréée par le FMI.

D'autant que le Congrès a récemment approuvé les dernières mesures du plan d'ajustement d'un montant de 23 milliards de reais (12,2 milliards d'euros) englobant coupes budgétaires et relèvements

d'impôts. Pierre angulaire de l'accord renégocié avec le FMI, l'excédent budgétaire primaire (excluant le service de la dette publique) devrait, au vu des premiers résultats, atteindre au moins 3,1 % du produit intérieur brut, conformément à l'objectif fixé. Cet ensemble d'éléments positifs favorise une reprise, encore timide, du flux de capitaux étrangers vers le Brésil. Guetté un temps par une véritable « désintégration », le réal en profite pour reprendre des couleurs. Mercredi 31 mars, le réal se redressait face au dollar pour la sixième séance consécutive : le billet vert s'échangeait en clôture à 1,71 réal, contre 2,17 réals au plus fort de sa débâcle. Son taux de change se rapproche, bien plus rapidement que prévu, du cours pivot de 1,70 réal pour 1 dollar qui, selon les prévisions officielles, ne devait être atteint qu'en fin d'année. La dépréciation du réal face au billet vert n'est plus que de 30 %.

La « sortie par le haut » de la crise brésilienne dépend pour l'heure du rétablissement par les banques privées internationales des lignes de crédits commerciales grâce auxquelles le Brésil se mesure de dégrader un excédent susceptible de « couvrir » une bonne partie de son déficit courant. Ce dernier s'élevait encore, fin février, à 35 milliards de dollars sur les douze derniers mois. Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds sollicités se sont contentés de généralistes promesses. Le gouvernement brésilien pourra bientôt juger de la confiance qu'il inspire à l'occasion de l'émission d'eurobonds prévue pour le cours du mois d'avril.

Jean-Jacques Sévilla

A Santiago-du-Chili, le juge Guzman attend Augusto Pinochet

La justice demande l'arrestation de militaires accusés d'assassinat

La justice chilienne bouge. Elle a ordonné, mardi 30 mars, l'arrestation de douze militaires et anciens agents de la police secrète du régime du général Pino-

chet, accusés de l'assassinat du syndicaliste Tucapel Jiménez en 1982. Cette décision constitue une surprise alors que le dossier avait été classé en 1998.

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre envoyé spécial
S'il était renvoyé au Chili, Augusto Pinochet devrait affronter la justice de son propre pays : vingt plaintes ont été, jusqu'à présent, déposées contre lui pour les graves violations contre les droits de l'homme commises pendant la dictature (1973-1990). A Santiago, défiant les nombreux obstacles, le juge Juan Guzman Tapia, soixante ans, attend de pied ferme le vieux caudillo, qu'il souhaite interroger personnellement et « face à face ».

Fuyant les journalistes, ce magistrat discret, depuis plusieurs mois, une patiente enquête pour réunir des preuves contre l'ancien dictateur. Semblant ignorer les pressions, le juge Guzman, qui a été désigné en janvier, a entre les mains un dossier de 2.500 pages. Il pourrait procéder à de nouvelles inculpations dans les prochains jours, indique-t-on de source extra-judiciaire dans la capitale chilienne.

Après avoir interrogé plusieurs dizaines de personnes - des victimes de la dictature, des militaires et d'anciens repentis de la DINA (la police secrète du général Pinochet) -, le juge Guzman serait en mesure de prouver plusieurs délits graves. Ils concernent notamment la « Caravane de la mort », au cours de laquelle furent fusillés 72 opposants à la dictature, en octobre 1973, mais aussi l'utilisation, comme centre clandestin de détention et de torture, de la mystérieuse Colonia Dignidad, à 350 kilomètres au sud de Santiago.

Les activités suspectes de cette « colonie » - mi-secte, mi-camp de travail - fondée, en 1961, par d'anciens nazis, ont défrayé la chronique depuis près de quarante ans. Le di-

recteur de la colonie, Paul Schaefer, ancien caporal du III^e Reich, et son adjoint, le médecin Hartmut Hopp, sont accusés de sévices sexuels sur des mineurs et soupçonnés de fraude fiscale, trafic d'armes, manipulations génétiques et esclavage.

« UN PARADIS D'ORDRE »

En 1997, des organisations de défense des droits de l'homme et des députés socialistes avaient affirmé que les cadavres de 112 opposants, enlevés par la DINA entre 1973 et 1977, auraient été enterrés à l'intérieur du domaine. Il est vrai qu'en 1973 Paul Schaefer avait appuyé le coup d'Etat militaire du général Pinochet. Il est vrai aussi que Lucia Pinochet, la redoutable épouse du dictateur, décrivait la colonie comme « un paradis d'ordre et de propreté », où son mari aimait parfois passer le week-end.

Escorté par une centaine de policiers, le juge Guzman a réussi à franchir les barbelés électrifiés et les miradors qui protègent l'immense propriété où vivent plusieurs centaines de personnes, allemands et chiliens, en majorité chrétiens évangélistes. Des anciennes victimes de la DINA, qui accompagnaient le magistrat, ont reconnu les lieux de leur détention : de lugubres tunnels souterrains creusés sous un hangar. Des photos de cette spectaculaire opération-commando ont été publiées par la presse chilienne. En revanche, les corps d'éventuelles victimes de la dictature n'ont pas été retrouvés. Mais le juge Guzman n'a pu examiner qu'une zone réduite du domaine, qui s'étend sur 17 000 hectares.

Des fosses communes ont déjà été localisées au Chili et des recherches se poursuivent dans plu-

sieurs régions du pays. Mais il est impossible pour le juge Guzman de pénétrer dans des enceintes militaires. S'il obtient l'autorisation de la justice militaire, le magistrat pourra toutefois envoyer sur place des experts dignes de sa confiance.

Obsédé par le dossier Pinochet et flanqué en permanence de gardes du corps, le juge Guzman reste sec. Ce magistrat francophone, qui a étudié la philosophie du droit à la Sorbonne, est convaincu que, sur le plan juridique, toutes les conditions sont réunies au Chili pour lui permettre d'interroger l'ancien dictateur.

A l'issue du verdict des Lords britanniques du 24 mars, le président Eduardo Frei n'a-t-il pas assuré qu'à son éventuel retour le général Pinochet sera traduit devant les tribunaux chiliens ? Une demande de destitution de la charge de sénateur à vie, dont jouit le vieux caudillo, pourrait être acceptée par la Cour Suprême dont la majorité des membres n'est plus dévouée à l'ancien dictateur. Malgré l'amnistie imposée par les militaires en 1978, certains juristes soulignent que l'enlèvement et la disparition de personnes sont des délits imprescriptibles d'après la loi chilienne.

Au palais de justice, on reconnaît toutefois qu'il sera difficile de faire accepter l'idée d'un procès Pinochet aux chefs des forces armées qui vouent une « affection » durable à celui qui fut leur chef pendant un quart de siècle. Après vingt-cinq ans d'annexion au Chili et l'élection présidentielle en décembre 1999, il sera peut-être tout aussi difficile d'obtenir l'enthousiasme des politiques et des milieux d'affaires.

Christine Legrand

élection présidentielle

Paraguay dans les six ans

Compagnie est

un tribunal milit

Excédent commercial 1999 : prévision revue à la baisse

L'excédent de la balance commerciale brésilienne ne dépassera pas 5,4 milliards de dollars en 1999, selon une estimation rendue publique mercredi 31 mars par la Fondation centre d'études du commerce extérieur (FUNDCE). Ce chiffre est en deçà de l'objectif de 11 milliards de dollars du FMI. La FUNDCE pronostique pour les prochains mois une baisse de près de 15 % des importations et une hausse des exportations d'environ 4,5 %. L'institut confirme l'impact positif de la dévaluation du réal face au dollar sur le commerce extérieur mais signale que ses effets seront encore plus évidents à long terme. Les exportations ont augmenté de 16,9 % en février par rapport à janvier mais leur valeur a été cependant de 12 % inférieure à celle de février 1998.



Le risque. Couvert par le Groupe Allianz.

Où que vous soyez. Quoi que vous fassiez. Une société du Groupe Allianz est toujours à vos côtés.

Pour nous, la gestion du risque, c'est envisager l'impensable de manière à identifier les risques avant qu'ils ne surviennent. La compétence de nos collaborateurs, notre savoir-faire technique et notre puissance financière - tant au niveau international que national - nous le permettent. Et c'est précisément cette étroite coopération avec nos filiales, telles que les AGF en France, qui fait du Groupe Allianz le partenaire sur lequel vous pouvez compter, quels que soient l'endroit et le moment où vous avez besoin de nous. Allianz. La puissance à vos côtés.

AGF

AGF est un membre du Groupe Allianz la compagnie d'assurances leader en Europe. Un des plus importants prestataires de services financiers dans le monde: Allianz Group.

هكذا من الأصل

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

EXTRÊME DROITE La visite à Toulon de Carl Lang, député par Jean-Marie Le Pen après la décision du maire, Jean-Marie Le Chevallier, de quitter le Front national

(Le Monde daté 28-29 et du 30 mars), a abouti, mercredi 31 mars, à la mise en place d'un groupe municipal appuyant l'action du premier magistrat. M. Lang a présenté cette for-

mule comme un placement du maire « sous tutelle » du FN-UF, que M. Le Chevallier récusait. **LE DÉSORDRE** qui règne à la mairie, depuis trois ans, a de lourdes conséquences sur

la gestion de la ville, mais n'est pas considéré, à la préfecture, comme pouvant justifier une intervention de l'Etat, tant que les missions de service public sont assurées. **L'HYPOTHESE** d'élections municipales anticipées est envisagée par les conseillers municipaux mégrétistes et oblige les oppositions de gauche et de droite à préciser leurs stratégies.

Le Front national lepéniste tente de garder le contrôle de Toulon

Envoyé en mission par Jean-Marie Le Pen, mercredi 31 mars, Carl Lang a annoncé la « mise sous tutelle » du maire, Jean-Marie Le Chevallier, qui a quitté le FN. La gestion de la ville va à vau-l'eau, mais la préfecture n'envisage pas, à ce stade, une intervention de l'Etat

TOULON

de notre correspondant
Tout va pour le mieux à la mairie de Toulon. Chacun, du moins, tente de s'en convaincre. Surtout parmi les vingt-sept élus du nouveau groupe Front national, présent, mercredi 31 mars, par Carl Lang, secrétaire aux fédérations du mouvement lepéniste, qui s'était déplacé à Toulon pour remettre de l'ordre après la démission de Jean-Marie Le Chevallier du Front national pour l'unité des Français (FN-UF), le 26 mars.

Chacun des membres de ce groupe, présidé par Daniel Négrel, adjoint aux sports, a signé une motion par laquelle il s'engage à « respecter la discipline du Front national de Jean-Marie Le Pen ». Avec une certaine solennité, M. Lang a tenu à préciser : « Ce groupe politique étant majoritaire dans cette municipalité, nous avons décidé de mettre la mairie de Toulon sous contrôle du Front national et de mettre le maire de Toulon sous tutelle de notre parti ». Cette décision fait sourire M. Le Chevallier, qui, joint par Le Monde, après cette réunion, a laissé tomber en guise de commentaire : « Nous voilà en face d'une perspective soviétique ! » Le maire a ajouté : « La seule "tutelle" à laquelle je me soumetts, c'est celle de l'électorat. Quant aux membres de ce groupe, ce sont de vieux amis et anciens collègues, avec lesquels j'ai travaillé au bien-être des Toulonnais ».

L'association fantôme, au sein de laquelle le maire de Toulon n'avait réussi à réunir que quatre



irréductibles, dont son épouse, semble donc oubliée. L'utile d'élaborer de difficiles stratégies de rapprochement avec la droite républicaine. Le « maire non inscrite » peut désormais s'appuyer sur les fidèles du FN « canal historique », qui lui permettront de faire barrage aux velléités de pouvoir des neuf mégrétistes emmenés par son neveu, Dominique Michel. Qui mieux est, M. Lang a fait savoir qu'il n'était pas dans l'optique des fidèles de M. Le Pen de demander la démission du maire.

Tout peut donc continuer. Le pire est à venir dans cette situation de blocage exacerbée par les vieilles rancœurs, les inimitiés et

les courses au pouvoir qui se sont fait jour, depuis quelques mois, dans cette majorité d'extrême droite, mettant en évidence ses différences et ses incohérences. Le maire et son épouse, très solidaires, peuvent se maintenir à leurs postes. Ils le feront d'autant plus volontiers qu'ils tirent une grande partie de leurs revenus des mandats politiques qu'ils occupent et que M. Le Chevallier sera d'évidence privé de ses défraîchements de député européen en juin.

De côté de la préfecture, on observe que le maire peut tenir jusqu'au vote du prochain budget, en mars 2000. Tant que les missions de service public de la mairie

(rénumération des fonctionnaires, voirie, écoles, cimetières, etc.) sont assurées, l'Etat n'a pas à intervenir. Le budget de 1999 ayant été voté, M. Le Chevallier ne peut être confronté à une autre épreuve administrative ou financière majeure, au cours de laquelle il pourrait être mis en minorité. Même l'adoption du compte administratif, en juin, n'est pas de nature à bouleverser l'ordre de ce déséquilibre municipal : s'il n'était pas voté, il reviendrait à la chambre régionale des comptes de vérifier la bonne adéquation entre le budget général et le projet comptable.

ÉVITER LE RETOUR AUX URNES

Certes, le maire pourrait abandonner son fauteuil, tout en restant conseiller municipal, et provoquer ainsi une élection interne ; mais il ne paraît pas tenu par cette éventualité. En revanche, si plus d'un tiers des sièges du conseil municipal (59 élus) venaient à être vacants du fait de démissions, les électeurs seraient appelés aux urnes : mais pas plus les mégrétistes que les lepénistes ne se sentent en position d'affronter les électeurs en cette période de fracture de l'extrême droite et de chantages locaux qui se ressentent même au niveau des adhérents, dont les chiffres seraient en baisse de 5 %. Le FN-MN (mégrétiste) ayant du mal à recruter.

À droite, c'est le nom d'Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, qui revient d'autant plus souvent que l'intensité d'un jour s'affirme son opposition au FN, sans jamais, il

est vrai, s'engager bien avant sur le terrain de la confrontation électorale. Au grand dam de ses proches, il avait laissé ce soin à Marc Bayle (RPR), qui avait subi un cuisant échec contre M. Le Chevallier aux élections législatives de 1997. En attendant les résultats d'un sondage d'opinion commandé par les instances nationales de DL, le « patron » du département affirme aujourd'hui plus clairement sa dé-

termination. « Je me tiens prêt, dit M. Falco, et si je dois y aller, j'y irai. L'équipe en place - toutes tendances confondues - est responsable de cet échec ; il est temps qu'elle s'en aille et que nous puissions revenir à un clivage normal et démocratique entre la droite et la gauche ».

Les menaces des mégrétistes

Même si des élections municipales anticipées, provoquées par la démission d'un nombre suffisant de conseillers municipaux, sont, en fait, peu probables, agiter cette menace est devenu une méthode de réveil et de cohésion au sein des différentes formations politiques toulonnaises, jusque-là beaucoup plus préoccupées de critiques que de propositions pragmatiques.

Chez les mégrétistes, la stratégie est celle du putsch : il faut faire tomber le maire, et Dominique Michel affiche clairement ses intentions : « Le débat est strictement politique, dit-il. Donc, nous nous opposerons systématiquement et par principe à toutes les délibérations proposées par Jean-Marie Le Chevallier. Tout est mis en œuvre pour que le prochain maire soit issu de notre groupe ». Devant le refus du deuxième adjoint, Didier Gestat de Garambè, pourtant mégrétiste, d'envisager cette opportunité, le dirigeant toulonnais du Front national-Mouvement national ne fait pas mystère de ses ambitions.

En privé, M. Falco ne cache pas qu'il se passerait bien de ce combat. Sénateur et président du conseil général, il devrait, s'il était

de Toulon, Odette Casanova et Robert Gala, dont la cordiale inimitié fera problème le jour du choix.

Les élections municipales, à leur date ou anticipées, ne semblent guère préoccuper la majorité Front national. Le chef de file habilité par M. Lang, Daniel Négrel, parle de la « cohabitation » qui doit fonctionner au conseil municipal.

José Lenzini

Une litanie d'affaires

● 28 août 1995 : Jean-Claude Poulet-Dachary, adjoint chargé de la communication et directeur de cabinet de Jean-Marie Le Chevallier, est découvert sans vie au bas de son escalier. Cette mort n'est toujours pas élucidée.

● 14 décembre : cinq membres du Département de protection sociale (DPS) du Front national de Toulon sont entendus par le PJ dans le cadre de l'enquête sur la mort de Poulet-Dachary.

● 24 juin : Cécilienne Le Chevallier est condamnée, par le tribunal de Toulon, à verser 10 000 francs pour diffamation contre une responsable d'association. Condamnation confirmée en appel.

● 6 janvier 1997 : David de Beauregard, chef de cabinet du maire, est mis en examen pour non-communication de pièces dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin.

● 5 mai 1998 : un mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende à l'encontre de M^{me} Le Chevallier pour discrimination à l'embauche fondée sur les opinions politiques.

● 12 mars : le parquet de Toulon ouvre une information judiciaire contre X... pour « délit d'avantage » dans le cadre de la passation du marché des cantines scolaires, qui aurait donné lieu au versement de 8,5 millions de francs de commissions. Le maire, trois de ses adjoints, mais aussi Robert Gala, député (PS) du Var, sont mis en examen pour « complicité de délit d'avantage ».

● 23 octobre : Jean-Pierre Calone, adjoint au logement et président de l'Office municipal des HLM, est mis en examen et écroué pour agissements sexuels sur des employés de l'Office.

● 17 mars 1999 : le juge Fontaine, membre du FN à l'époque des faits, est condamné pour violation du secret de l'instruction ayant mis en cause l'ancien maire de Toulon François Trucy (UDF-PR) dans une prétendue affaire de pédophilie.

● 27 mars : Jean-Claude Lumaréchal, adjoint au maire, est entendu par la police, qui enquête sur des coups de feu tirés à proximité de sa propriété.

Sur tous les principaux dossiers, l'action municipale est paralysée

TOULON

de notre correspondant régional

La crise municipale toulonnaise est probablement plus liée au chaos local en matière de gestion qu'à la crise nationale qui affecte le parti d'extrême droite. Elle a d'ailleurs éclaté, en novembre 1998, avant l'explosion du FN. Elle est le fruit de divergences incessantes entre élus, d'un turn-over permanent au cabinet du maire et, surtout, d'une incapacité à prendre la mesure de la gestion d'une ville de 170 000 habitants. Tous les dossiers majeurs de la ville sont en panne et sont, comme le répètent les oppositions de gauche et de droite, « plombés ».

● La société d'économie mixte d'aménagement du centre-ville (Semtad), devenue Sem-Toulon Aménagement. Le programme du Front national aux élections municipales de 1995, intitulé « Mieux vivre à Toulon », promettait l'arrêt des sociétés d'économie mixte et l'interdiction des garanties d'emprunt accordées par la ville. Arrivé aux affaires, le FN revient sur cette promesse : le maire estime que dissoudre la structure, c'est mettre la ville en faillite et se trouver en incapacité de réhabiliter le centre-ville. Jean-Marie Le Chevallier im-

pose à sa majorité, qui se divise lors de réunions internes, de maintenir la Semtad, alors que la démission de l'action de la précédente municipalité, dans cette affaire, était au cœur de la campagne de l'extrême droite. La crise, au sujet de ce dossier, rebondit régulièrement depuis... septembre 1995.

Les garanties d'emprunt, elles, ont constamment augmenté depuis trois ans et demi, car la SEM court après les liquidités. Quant à la commercialisation des immeubles réhabilités, elle traîne : en ces matières, la confiance, cet élément immatériel du commerce, est une question vitale. Or Dominique Michel, récemment converti au mégrétisme et adjoint en charge de la SEM, dans son ardeur à démolir l'ancienne majorité et son héritage, a multiplié les attaques contre la société dont il avait la tutelle. Résultat : la majorité a encore dû recapitaliser sa SEM en 1997 et 1998, en rachetant pour son propre compte des parkings et des roads-chaussées d'immeubles, à chaque fois pour 10 millions de francs. En outre, les retards de travaux, non terminés au 31 décembre 1998, ont fait perdre définitivement le bénéfice de subventions d'Etat ou de l'Europe.

● Culture. Il fallut, selon le programme municipal du FN, « rendre aux Toulonnais » la culture. Le bilan est éloquent. Le Théâtre national de Châteaufort a subi des assauts, son directeur est parti, mais le centre est passé entre les mains de l'Etat, du département et de la région. Le Salon du livre, qui était la plus importante manifestation annuelle de la ville en matière culturelle, est passé entre les mains du conseil général ; la mairie a organisé deux petites foires aux livres d'extrême droite et renoncé à la prochaine.

● Toulon Habitat, office municipal des HLM. L'office n'a plus de réserves, et son ancien président est en prison pour agissements sexuels. Depuis 1995, rien n'a été construit ou entrepris. Il n'y a donc pas eu d'apport de populations nouvelles, plus aisées et solvables ; celles qui renfoncent les caisses. Résultat : la solvabilité de l'ensemble du parc est menacée.

● Le projet de médianisme de la place de la Liberté. Lourd héritage de la municipalité précédente, ce projet a abouti à la vente pour 1 franc symbolique, puis pour 500 000 francs, de la dalle bétonnée du centre-ville, refusée par le préfet. L'autorité

préfecturale avait estimé que cela représentait une subvention masquée au groupe privé belge qui s'en était porté acquéreur.

● Le contrat de baie. Un dossier peu spectaculaire, mais vital : une « table ronde », réunissant l'essentiel des communes de l'agglomération (500 000 habitants), tente d'imaginer le premier contrat de baie en Méditerranée. Il faut, en effet, penser l'avenir à long terme de la rade, magnifique et fragile, en termes de pollution, de mytiliculture et de tourisme. Aides européennes ou contrat de plan Etat-région pourraient soutenir études et projets. Constantement relancée, la ville de Toulon a joué la « chaise vide », paralysant les autres communes et enlisant l'avenir.

● Contrat de plan Etat-région. Alors que toutes les collectivités locales de la région se mobilisent pour obtenir des préfets de département, du conseil régional ou du préfet de région des aides, sur la base de projets éligibles à ce contrat qui sera voté à l'automne pour six ans, Toulon n'a rien préparé. Il paraît difficile qu'elle puisse, désormais, le faire à temps.

Michel Samson

Jeunesse toulonnaise : une fuite en avant qui aboutit à la fermeture des centres aérés

TOULON

de nos correspondants

Les mésaventures de l'association Jeunesse toulonnaise sont d'autant plus intéressantes que le travail dans la jeunesse était un axe essentiel de l'équipe au pouvoir et que l'épouse du maire, Cécilienne Le Chevallier, dont l'influence est beaucoup plus grande que son statut de septième adjoint ne le laisse supposer, y a consacré toutes ses forces. Mise en règlement judiciaire, début mars, par le tribunal de grande instance, à la suite d'un recours au préfet devant le tribunal administratif, l'association n'existe plus.

Une délibération du conseil municipal vient de municipaliser les centres aérés, qui accueillent un bon millier d'enfants chaque mercredi, mais ceux-ci sont restés fermés tout le mois de mars, malgré quelques tentatives de regroupement des enfants dans un centre. Le naufrage risque d'être politiquement coûteux, car il affecte di-

rectement des parents qui n'ont pas d'autre solution de garde de leurs enfants le mercredi.

Dès 1995, M^{me} Le Chevallier avait décidé de ne pas se contenter des accueils à la journée, spécialité ordinaire des villes moyennes. Il lui fallait montrer que la ville pouvait, seule, prendre en charge des colonies de vacances, vocation naturelle du conseil général, mais aussi l'accueil d'enfants handicapés, ou le soutien scolaire. L'association Jeunesse toulonnaise (JT), repérée en main après d'âpres batailles juridiques, se lance donc dans un programme d'accueil démesuré, à des prix très élevés : dans la convention passée, à l'automne 1997, entre JT et la ville, il est stipulé que celle-ci verse 240 francs de subvention journalière par enfant accueilli. En outre, JT, sans le dire au conseil municipal, acquiert des bâtiments dont il n'est même pas sûr qu'ils doivent revenir à la ville à la fin de la délégation de service public accordée à l'association. In-

terpellée sur ce point, M^{me} Le Chevallier avoue un jour que ce dispositif pourrait servir « au cas où le FN perdrait la mairie ».

UN GOUFFRE SANS FOND

Début 1998, JT propose à la ville d'acquérir Le Vallon du soleil, grande bâtisse du village voisin de La Crau. L'investissement pour la réhabilitation de cette maison, en fort mauvais état, dépasse de loin les capacités financières de l'association. Les appels à la raison n'y peuvent rien : il fallait absolument prouver que M^{me} Le Chevallier gagnerait dans sa concurrence avec le conseil général. Au passage, les subventions aux autres activités disparaissent, en particulier celles destinées à l'action sociale de la ville. Comme les élus d'opposition, Eliane de la Brosse, en charge du Centre communal d'action sociale (CCAS), proteste en vain.

Ce dossier occasionne une fureur sérieuse dans la majorité : politiquement, il offre au couple Le

Chevallier le moyen d'une vengeance contre M^{me} de la Brosse, « ennemie de l'intérieur » ; socialement, il permet de mettre plus d'argent en faveur des classes moyennes qu'en faveur des enfants des quartiers. Aider les quartiers les plus pauvres est considéré, en effet, par les élus FN, comme « une préférence étrangère de fait ». La ville pourrait donc aux déficits jusqu'à ce que l'opération apparaisse comme un gouffre sans fond, qui s'ajoute aux dépenses inconsidérées de JT : achat d'un car, de voitures, augmentations du personnel d'entretien, « politiquement sûr », embauches d'un personnel administratif pléthorique. Un syndicaliste estime que, sur trente personnes recrutées pour ces dernières tâches, une dizaine remplissaient des fonctions utiles, le reste coûtant surtout des salaires.

La liquidation de l'association JT était inévitable entraînant son départ de la municipalité et celle

du directeur mégrétiste, Gilbert Péras, longtemps éme damné de M^{me} Le Chevallier. Le maire, devant l'échec, décide de municipaliser tous les centres aérés et la base nautique ; il propose de conserver 61 emplois sur les 160 comptabilisés par l'administrateur judiciaire, Henri Bor. M. Le Chevallier assure au conseil municipal que les personnes sélectionnées le seront sur leur compétence et leur ancienneté. Or la liste des embauches actuellement proposées montre, selon les syndicalistes, qu'il n'en est rien et que la préférence politique joue à plein.

Cette perpétuelle fuite en avant a abouti à cette situation rarissime de centres aérés fermés durant plusieurs semaines. On attend désormais les suites judiciaires probables de l'affaire, presque personne ne sait exactement où sont passés les millions de francs investis dans ce grand projet municipal.

J.L. et M.S.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

VIE SOCIALE L'élargissement de la politique éducative, au-delà de l'école, à toutes les institutions impliquées dans la vie sociale était le thème central des « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation »

organisées à Tours, les 30 et 31 mars, par Claude Bartolone, ministre délégué à la ville. ● LES CONTRATS DE VILLE, négociés en faveur des quar-

tiers en difficulté pour la période 2000-2006 vont devoir inclure un « projet éducatif local » mettant en cohérence les actions de l'éducation nationale et celles des collectivités

territoriales. ● DES MUNICIPALITÉS revendiquent un rôle accru en matière d'éducation, refusant la simple fonction de « tiroir-caisse ». ● A ROUBAIX, un lycée professionnel

réussit à préserver sa sérénité dans un environnement social dégradé grâce à une ouverture sur son quartier, l'accueil des familles et l'institution du dialogue élèves-enseignants.

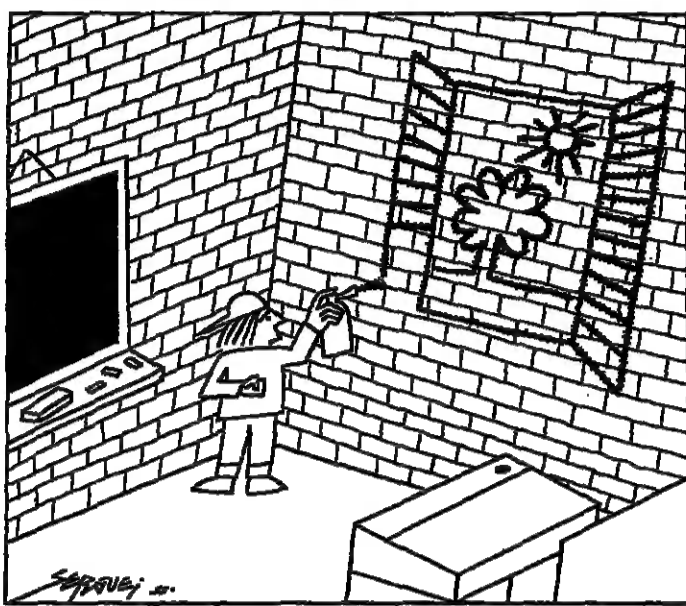
Le gouvernement veut impliquer villes et familles dans l'éducation

Au cours de « Rencontres nationales », organisées à Tours, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationale et locale en matière d'éducation. Les nouveaux « contrats de ville » devront prévoir un « projet éducatif local »

TOURS

de notre envoyé spécial L'éducation n'est pas l'apanage de l'école, mais une responsabilité partagée par l'ensemble des adultes. L'idée n'est pas nouvelle. Elle tente de faire son chemin depuis une vingtaine d'années sans, toutefois, trouver de traduction sur l'ensemble du territoire. L'imposer dans les quartiers les plus défavorisés : tel est l'objectif du ministre délégué à la ville, dont c'est le rôle de forcer le passage de la théorie à la pratique pour cause d'urgence sociale.

Eh, enseignants, associations, inspecteurs d'académies, responsables municipaux de l'éducation et de la politique de la ville, parents d'élèves, ministres (de la culture, de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale, de l'enseignement scolaire)... Plus d'un millier de personnes ont ainsi participé, mardi 30 et mercredi 31 mars, à Tours, aux « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation » organisées par le ministre de l'éducation nationale, Claude Bartolone. En toile de fond, une « conscience commune », pour reprendre l'expression d'un recteur : « la République n'a pas été tout à fait à la hauteur de son idéal ». Et une certitude : personne, aucune institution, aucune collectivité locale, ne peut faire face, seule, aux mutations sociales. Les familles, elles, ne doivent pas se décharger sur la seule éducation nationale de toute la responsabilité de l'acte édu-



catif », a martelé le ministre délégué à la ville, en constatant que « jusqu'ici, les politiques éducatives du ministère de l'éducation nationale et celles de la politique de la ville ont été construites et mises en œuvre sans réelle coordination ».

« PROJET ÉDUCATIF LOCAL » Pour Claude Bartolone, ce temps-là est terminé : « l'heure du changement a sonné pour que l'école travaille avec la ville et réciproquement ». Concrètement, les contrats de ville, qui scellent les engagements respectifs de l'État et des collectivités locales pour la

période 2000-2006, devront inclure un « projet éducatif local ». Tous les enseignants, et pas seulement les coordonnateurs de zones d'éducation prioritaire (ZEP) devront être associés à l'élaboration des « volets éducation » des futurs contrats.

Si le discours est clair, la méthode l'est moins. En témoigne le programme de ces rencontres, qui résument d'une phrase le contenu de l'atelier de travail sur le « projet éducatif local » : « La prise en compte de la réalité de l'environnement des structures éducatives, sur un territoire, est déterminante pour

la mise en cohérence des objectifs de celles-ci dans le cadre d'un projet éducatif local fédérant l'ensemble des acteurs et inscrivant une réelle synergie entre tous les dispositifs ».

« DES TIROIRS-CAISSES »

De même, les interrogations sont légitimes quant à la cohérence entre le « projet éducatif local » et le « contrat éducatif local », un dispositif mis en place en 1996 par quatre ministères pour organiser les activités périscolaires. Le « projet » couvrait sept ans, le « contrat » sur trois, sans que les périodes soient concomitantes.

Sur le terrain, des municipalités, des collèges, des écoles, pratiquent déjà, depuis un certain temps, le « projet éducatif ». Il y a deux ans, a été créé le « réseau français des villes éducatrices » - qui compte à ce jour une trentaine de municipalités -, dans le sillage d'un réseau international né en 1990 à l'initiative de la municipalité de Barcelone. Objectif : pérenniser les méthodes des villes qui, depuis une quinzaine d'années, expérimentent un projet éducatif en collaboration avec l'éducation nationale, et refusent d'être de simples prestataires de services.

La ville de Rennes, par exemple, s'investit depuis longtemps dans l'éducation, en développant des actions pendant, et en dehors, du temps scolaire. Pour l'ajoint au maire de Rennes, Hubert Charbonnet, qui préside le réseau fran-

çais des villes éducatrices, « il est temps de sortir des deux analyses les plus répandues : les villes sont considérées comme des tiroirs-caisses, et soupçonnées de vouloir "municipaliser" l'éducation ». Et de réclamer une reconnaissance, en faisant remarquer que travaillent, dans les écoles rennaises, 589 ins-

Le rôle des jeunes a aussi, évidemment, été abordé, notamment par Claude Bartolone. Un « programme de jeunesse citoyenne » devrait être mis en place dès cette année afin que la parole et les projets des jeunes dans les quartiers soient portés dans ces contrats. « La représentation qu'ils ont de

M. Allègre loue l'engagement des enseignants

Claude Allègre a rendu hommage, au cours des rencontres de Tours, aux « milliers d'enseignants qui, dans des conditions très difficiles, font bien souvent plus que leur métier, par engagement, par conviction, par générosité ». Et de provoquer l'étonnement dans la salle, en ajoutant : « Il faut que les enseignants de ces quartiers [défavorisés] soient mieux aidés ; lorsque j'entends que des enseignants gagnent 40 000 francs par mois, j'ai l'impression que ce soit dans ces quartiers-là. » Le ministre de l'éducation nationale a également dit qu'il n'aimait pas l'expression « enseignant social » : « Je préfère l'enseignant social ; la justice sociale, c'est d'aider tous les jeunes à gravir les marches, une par une. »

Parmi ses projets : le lancement d'un programme, appelé « Nouvelles chances », à l'attention des 60 000 élèves qui, chaque année, sortent du système éducatif sans qualification. Il s'agit de généraliser des initiatives locales, puisque, selon le ministre, « les innovations ne viennent pas de la Rue de Grenelle mais du terrain ».

tuteurs et... 544 personnes relevant des collectivités territoriales ! Ces rencontres auront été également l'occasion de fustiger le discours répandu sur « la démission des familles ». Rapporteuse des travaux sur le sujet, Jocelyne Bar, du Fonds d'action sociale (FAS), a évoqué « la responsabilité des institutions dans le regard que l'on porte aux familles » et la nécessité « de donner confiance aux parents, de les rassurer sur leurs compétences ».

L'espace urbain est à prendre en considération avec le plus grand sérieux : ils ne cessent de réclamer qu'on les écoute », a affirmé le ministre. Philippe Médien, directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), disait presque la même chose la veille en présentant comme une urgence « la remise en place du forum, de l'agenda ».

Marie-Pierre Subtil

A Roubaix, un lycée professionnel surmonte la violence en s'ouvrant sur son quartier

ROUBAIX

de notre envoyé spécial La sonnerie a bruyamment retenti. Sortant du couloir au pas de course, une poignée de jeunes filles a traversé le hall et franchi la porte principale. Sur le ciment de la cour, elles se sont arrêtées, le temps de partager un éclat de rire avec deux amis. Puis, comme dans un rituel, elles ont passé la grille, traversé la rue, et, comme tant d'autres, se sont installées sur les bancs de la place Jean-Baptiste Clément.

Voilà plus de six ans, maintenant, que le lycée professionnel Lavoisier a pris ses aises sur ce grand rectangle arboré. Six ans que l'établissement de 530 élèves, situé en bordure du quartier de l'Hommelet - l'un des plus pauvres de Roubaix - a poussé portes et fenêtres pour, comme dit son proviseur, Jean-Pierre Lafage, « s'ouvrir sur son environnement ». En cet automne 1992, l'heure était pourtant à la prudence. Dans les quartiers sensibles des grandes métropoles, la violence s'invitait régulièrement dans les établissements scolaires. Et si au lycée Lavoisier, rien de grave n'avait encore été signalé, les quelques dégradations avaient « installé un climat de peur », assure Jean-Pierre Lafage.

« AU SERVICE DU PUBLIC »

Aux discours officiels qui prônent la « sanctuarisation », le nouveau proviseur oppose alors la politique de la main tendue. Il contacte le comité de quartier, expose sa conception d'une « école publique au service du public », et interroge les habitants sur leurs besoins. Dans les mois suivants, les premiers changements apparaissent, à commencer par cette grille, hautement symbolique. De 8 h 00 à 18 h 00, les élèves circulent, passent la porte pour fumer une cigarette, rejoignent leurs amis à l'extérieur. Sur la place, les lycéens se mêlent aux jeunes du quartier, sous le regard attentif d'habitants embauchés en contrat emploi-solidarité (CES) pour veil-

ler au calme. Aux côtés des grands frères recrutés comme « agents d'ambiance », des mères sont installées aux cuisines, au secrétariat ou à la lingerie, des voisins à l'entretien ou à l'atelier : en tout, trente-neuf CES, auxquels s'ajoutent cinq emplois-jeunes. Les commerçants souffrent ? Dorénavant, les fruits et légumes, la viande et le poisson, les petites fournitures de bureaux ou les produits d'entretien seront achetés au plus près de l'établissement. « Ça nous coûte un peu plus cher que de passer par les groupements d'achat de l'éducation nationale, mais le quartier en profite, et finalement, nous avec », résume l'intendante, Valérie Gennevé.

Mais le principal levier d'un établissement scolaire reste éducatif. Une « heure de vie de classe » est instituée, avec présence obligatoire. Une semaine sur deux, en demi-groupe, les élèves retrouvent un professeur volontaire et patient. De leurs études, mais surtout de leurs intérêts, de leurs inquiétudes. « Ça désamorce les conflits potentiels et ça recrée de la confiance envers les adultes », résume Bernadette Mouvaux, conseillère principale d'éducation. Un « point écoute » est également mis en place : deux heures par semaine, un éducateur accueille les élèves qui le désirent pour des entretiens « individuels et confidentiels ». Enfin chaque année, élèves et professeurs organisent une « semaine à thème », au cours de laquelle des intervenants extérieurs travaillent avec les adolescents sur « l'exclusion », « la fête dans le Nord », « la solidarité ». Temps fort de l'année, la semaine s'achève par un dîner, le vendredi soir, et une série de représentations où sont conviés amis et familles des élèves. La résidence, en effet, au des principes de ce « lycée de quartier ». Elève ou non, « chaque habitant doit pouvoir y trouver sa place ». Le samedi et le dimanche, pendant les vacances et les grandes vacances, des dizaines de jeunes, mais aussi d'adultes, envahissent la cour et les salles de classe. Du sport au soutien scolaire, de la poterie à la

cuisine et à l'informatique, toutes les ressources de l'établissement sont mises à la disposition des associations locales. Et puisque la population du quartier, à plus de 50 % musulmane, exprime le besoin de « connaître son histoire » et « transmettre ses savoirs », un centre culturel du monde arabe a été créé, proposant notamment, cours de langue, d'histoire orientale ou de l'immigration, et initiation à la calligraphie.

« ON PARLE BEAUCOUP »

Un tel activisme ne laisse pas indifférent. D'autant que dans la presse locale, le proviseur dénonce le « conservatisme » de ses collègues et de l'administration. Au rectorat, on a commencé par punir ce lycée franc-tireur en lui refusant tout moyen supplémentaire. A la mairie, on a boudé ces éducateurs militants, soupçonnés de communautarisme, voire d'intégrisme, en les privant de subventions. Mais le constat a fini par s'imposer : alors que les voitures brûlent devant les lycées voisins, Lavoisier continue d'accrocher tableaux et totems dans ses couloirs immaculés. « Les élèves ne sont pas faciles, tempère un professeur de français et d'histoire. Avec ce qu'ils vivent à la maison, rien d'étonnant à ce qu'ils explosent parfois. Mais on parle beaucoup et je crois qu'ils sont plutôt heureux d'être ici. »

Un climat apaisé, des élèves apparemment épanouis - avec des résultats scolaires largement supérieurs à la moyenne régionale - et des professeurs qui ne veulent pas quitter le lycée : à la mairie, comme dans les services académiques, on a rangé les couteaux. Le rectorat a octroyé à l'établissement des heures supplémentaires. Il se murmure même que les élus municipaux pourraient bientôt accorder une salle au centre culturel du monde arabe. Alors Jean-Pierre Lafage, de son côté, s'efforce de tenir sa langue. « Même si l'autre jour encore... » Il se ravise. Le triomphe de l'ouverture sur le quartier « vaut bien un petit effort ».

Nathaniel Harberg

Le Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ? Benjamin Stora / Luis Martinez

Malaise dans la psychanalyse Marie Mousseau / Daniel Willems

Architecture : la France ringarde ? Philippe Trépo / Jean-Pierre La Voisier

Le maire philosophe de Venise

Le nouvel ordre amoureux

ANNÉE D'ENQUÊTE PUBLIQUE
PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
Direction du Cadre de Vie et de la Croyance
Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine

PREFECTURE DE LA SOMME
Direction des Actions Interministérielles
3^e Bureau, Urbanisme et Environnement

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE CONSTRUCTION
DE LA LIGNE A DEUX CIRCUITS 400 000 VOLTS
ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ET SES TRAVAUX CONNEXES

Le public est prévenu qu'en exécution d'un arrêté préfectoral du 22 mars 1999, il sera procédé, du 19 avril 1999 au 19 mai 1999 inclus, à une enquête publique portant sur la mise en œuvre de :

1) Sur la demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'installation de servitudes :
a) des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ;
b) des travaux connexes aux abords et dans les postes correspondants détaillés ci-après :
- modification aérosouterraine du raccordement au poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 90 000 volts AIRAINES-AMARGUE-ARGOEUVES ;
- modification aérosouterraine aux abords du poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 225 000 volts AMIENS-MONTROISSETTE ;
- modification du raccordement au poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 225 000 volts AMIENS-VALENTIGNEY ;
- passage à un circuit 225 000 volts de la ligne à un circuit 90 000 volts AMIENS-ARGOEUVES ;
- modification de son raccordement au poste d'ARGOEUVES ;
- modification du raccordement au poste de GAVRELLE de la ligne à un circuit 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;
- passage à un circuit 225 000 volts de la ligne à un circuit 90 000 volts CORBESNEM-GAVRELLE-VENDIN en croisement de la ligne à un circuit 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;
- liaison souterraine à deux circuits 225 000 volts GAVRELLE-ETINCHELLE ;
- modification de l'entrée en coupure à deux circuits 225 000 volts de la ligne CORBESNEM-VENDIN au poste de GAVRELLE ;
- tronçon à deux circuits 90 000 volts des lignes GAVRELLE-SCARPE.

Ces travaux concernent les communes de :

- Département du PAS-DE-CALAIS (61) :
ADIFFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIRVILLE, FAMPPOUX, FEUCHY, FICHEUX, PONCQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, GOMMECOURT, HEBUTERNE, HENDENCOURT-LES-RANSART, MERCAETEL, MONCHY-AU-BOIS, MONCHY-LE-PREUX, NEUVILLE-VITASSE, NEUVILLE, OPPY, RANSART, SAILLY-AU-BOIS, SAILLY-LES-MOULAINS, WANCOURT.

- Département de la SOMME (80) :
L'HALLUE, BERTANGES, BERTRANCOURT, CARDONNETTE, CONTAY, COURCELLES-AU-BOIS, FORCEVILLE, HARPONVILLE, MAILLY-MAILLET, MIRVAUX, MOLLIES-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES.

2) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Aménagement de la Zone (P.A.Z.) de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) dite ARTOPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) :

a) Sur la délivrance des autorisations administratives (permis de construire - autorisations d'extension) nécessaires à l'extension des travaux pour les servitudes prévues au 1) ci-dessus ainsi que pour les opérations qui ne nécessitent pas de déclaration d'utilité publique ;
b) A travers dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOEUVES sur la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;
c) Travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;
d) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;
e) Sur la demande de déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET, sur la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) nécessaires à l'acquisition, par l'électricité de France, à l'amélioration ou par voie d'expropriation des terrains nécessaires.

Par ordonnance du 4 mars 1999, le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné, pour conduire l'enquête publique, une commission d'enquête composée de :

- Président :
M. Daniel BESIEUX, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat, en retraite, domicilié 3, rue de Cambrai, 59169 CANTIN.

- Membres titulaires :
- M. Pierre DAEDEN, Directeur d'Entreprise, collaborateur Chambre de Commerce et d'Industrie en retraite, domicilié 7, rue de Fosseville, 59400 CAMBRAI.
- M. René DAMAS, Professeur des Ecoles en retraite, domicilié 11, rue du Carabosse, résidence Pompadour, 59400 LAMBRES-LES-DOUAL.

- Membres suppléants :
- M. Pierre ALTMAYER, Chargé de Mission à l'Agence Départementale de l'Équipement en retraite, domicilié 22, rue de Paris, 59130 LAMBERSART.

- M. Pierre BANSE, Gérant d'une activité commerciale, Secrétaire Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie, domicilié 19, rue de l'Église, 59400 CAMBRAI.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture du PAS-DE-CALAIS, Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

Les plans du dossier restant déposés du 19 avril au 19 mai 1999 :

1) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE et des travaux connexes détaillés ci-dessus :

- à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3^e Bureau - Urbanisme et Environnement ;
- dans chacune des mairies concernées, respectivement ci-dessous :

a) Pour le Département du PAS-DE-CALAIS (61) :
ADIFFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIRVILLE, FAMPPOUX, FEUCHY, FICHEUX, PONCQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, GOMMECOURT, HEBUTERNE, HENDENCOURT-LES-RANSART, MERCAETEL, MONCHY-AU-BOIS, MONCHY-LE-PREUX, NEUVILLE-VITASSE, NEUVILLE, OPPY, RANSART, SAILLY-AU-BOIS, SAILLY-LES-MOULAINS, WANCOURT.

b) Pour le Département de la SOMME (80) :
L'HALLUE, BERTANGES, BERTRANCOURT, CARDONNETTE, CONTAY, COURCELLES-AU-BOIS, FORCEVILLE, HARPONVILLE, MAILLY-MAILLET, MIRVAUX, MOLLIES-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES.

2) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.A.Z. de la Z.A.C. dite ARTOPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) :

- à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- en matière de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) ;
a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOEUVES sur la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;
b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;
c) à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3^e Bureau - Urbanisme et Environnement ;
- à la mairie d'ARGOEUVES (Somme) ;
d) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;
e) à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la mairie de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;
f) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;
- à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3^e Bureau - Urbanisme et Environnement ;
- à la mairie d'ARGOEUVES (Somme) ;
g) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;
- à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la mairie de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;
h) Toute personne intéressée pourra prendre connaissance tous les jours exceptés les samedis, dimanches et jours fériés aux heures d'ouverture indiquées au public et consulter sur les registres ouverts aux observations sur le projet. Ces observations pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur au siège de l'enquête à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

De plus, un membre de la Commission d'Enquête sera à la disposition du public pour y recevoir ses observations sur le terrain, aux heures indiquées ci-dessous :

Pour le Département du PAS-DE-CALAIS :
- à la mairie de BLAIRVILLE, le mardi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de FAMPPOUX, le mardi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de FEUCHY, le mardi 27 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de GAVRELLE, le vendredi 23 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de MONCHY-AU-BOIS, le mardi 26 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de MONCHY-LE-PREUX, le mardi 11 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de NEUVILLE, le mardi 20 avril 1999 de 10 h à 12 h ;
- à la mairie de SAILLY-AU-BOIS, le jeudi 6 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30.

Pour le Département de la SOMME :
- à la mairie d'ACHEUX-EN-AMIENS, le mercredi 12 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie d'AMIENS, le lundi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie d'ARGOEUVES, le lundi 26 avril 1999 de 15 h à 17 h ;
- à la mairie de CONTAY, le lundi 3 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de MAILLY-MAILLET, le mercredi 19 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de POULAINVILLE, le lundi 10 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de RAINNEVILLE, le lundi 17 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30.

La copie des registres et des conclusions motivées qui seront établies par la Commission d'Enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, toute personne physique ou morale intéressée pourra obtenir communication des copies et des conclusions en adressant une demande écrite à M. le Préfet du PAS-DE-CALAIS, Préfet coordonnateur - Direction du Cadre de Vie et de la Croyance - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

Amiens, le 22 mars 1999.

Le Préfet du PAS-DE-CALAIS,
Daniel CADOUX.

Le Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme,
Le Secrétaire Général, Yves FAUQUEUR.

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

Perceval sape la confiance des Rennais

Les travaux de creusement du futur métro ont déjà provoqué plusieurs affaissements de terrain. Commerçants, riverains et opposition mêlent leurs critiques contre un projet « pharaonique »

RENNES
Une correspondante régionale

Perceval a enlevé fait stries. En quelques jours, le tunnelier qui grignote le sous-sol rennais depuis plus de deux ans a provoqué deux affaissements de terrain rue Jules-Simon, une artère commerçante du centre. Le premier s'est fait profond, trois mètres au long de quinze. L'incident a eu lieu le 15 mars, la rue Jules-Simon a été fermée pendant une semaine plus tard, le tunnelier a été arrêté. Les habitants du quartier ont été évacués. Aujourd'hui, Perceval est à l'arrêt. Les habitants du quartier ont rebouché les trous, les habitants du quartier s'inquiètent, les commerçants s'énervent, l'opposition s'oppose. Le maire (PS) président du district, Edmond Hervé, et la Société d'économie mixte chargée de la construction du Val, la Semcar, organisent des conférences de presse. Jean-François Blache, directeur de la Semcar, fait œuvre de pédagogie. Il explique les techniques qui sont mises en œuvre et fait état de nouveaux affaissements. Il précise que du béton a été injecté dans le poste. Il rappelle que des mesures ont déjà été prises pour que Perceval ne s'enfonce pas dans la rue Pont-aux-Foulons : le tunnelier creusera jusqu'à quatre mètres plus bas que prévu. Les habitants des immeubles qui bordent la rue se sont de toute façon évacués, ainsi que les commerçants. Enfin, M. Hervé annonce que des barrières seront installées au bout de la rue et à mesure de l'avancement du tunnelier, afin d'éviter que le sol ne se déforme sous les pieds des promeneurs.

À l'improvvisation, les responsables répondent que la géologie n'est pas une science exacte.

Des incidents similaires ont eu lieu sur tous les chantiers de ce type, rappelle M. Hervé. Mais les Rennais n'en finissent pas de râler. Il suffit de prononcer le mot « VAL » et c'est un flot de soupçons d'exaspération mêlés d'invectives. Les effondrements - huit en tout - font peur. Ce sont surtout les travaux qui ne passent pas. Depuis le début de l'opération, la place de la République, devant la poste. Et s'il n'y a pas de VAL, mais il faut compter avec les travaux de l'axe Est-Ouest, qui doivent aboutir à la modification complète de la circulation sur les quais de la Vilaine. La place de Bretagne est aussi en chantier. Les automobilistes bloqués à longueur de journée dans les embouteillages s'attachent les cheveux. Les habitants du quartier ne peuvent plus voir une pelle-touche en peinture.

« Quand je suis arrivé à Paris, il y avait un havre de paix. J'ai changé d'avis », dit Michel Caron, président de l'association Rennaise des riverains, se félicite que riverains, opposition municipale et commerçants dominent de la voix. Depuis quinze jours, une manifestation sur les quais du centre-ville proclame : « Les travaux d'accord, l'opération d'abord ». L'initiative vient du Syndicat rennais des associations commerciales (SRAC). Son président, Henri Jaffray, ne remet pas en cause le VAL, mais assure que le maire « veut faire le centre-ville ». Il demande une remise à plat des projets sur la circulation. Les commerçants se sont facilement ralliés à ce message. Lylian Langlais est installée rue Jules-Simon. Elle affirme que, depuis deux ans, son chiffre d'affaires a baissé de 30 % : « J'ai dû licencier deux personnes ». Chez le chocolatier ou le fleuriste, même constat. Le chiffre est en baisse depuis deux ans, en chute libre depuis le début de l'opération. Les habitants du quartier ont été évacués. Aujourd'hui, Perceval est à l'arrêt. Les habitants du quartier ont rebouché les trous, les habitants du quartier s'inquiètent, les commerçants s'énervent, l'opposition s'oppose. Le maire (PS) président du district, Edmond Hervé, et la Société d'économie mixte chargée de la construction du Val, la Semcar, organisent des conférences de presse. Jean-François Blache, directeur de la Semcar, fait œuvre de pédagogie. Il explique les techniques qui sont mises en œuvre et fait état de nouveaux affaissements. Il précise que du béton a été injecté dans le poste. Il rappelle que des mesures ont déjà été prises pour que Perceval ne s'enfonce pas dans la rue Pont-aux-Foulons : le tunnelier creusera jusqu'à quatre mètres plus bas que prévu. Les habitants des immeubles qui bordent la rue se sont de toute façon évacués, ainsi que les commerçants. Enfin, M. Hervé annonce que des barrières seront installées au bout de la rue et à mesure de l'avancement du tunnelier, afin d'éviter que le sol ne se déforme sous les pieds des promeneurs.

La Cour européenne de justice saisie

En décembre 1995, Jean-Pierre Dagorn et Pierre Gusdorf, membres de l'opposition municipale rennaise, tentent - une nouvelle fois - de faire échouer le projet de véhicule automatique léger (VAL), en déposant plainte auprès de Bruxelles. Motif : l'absence de mise en concurrence dans l'attribution du marché à Matra, contrairement à une directive européenne de 1993 qui prévoit un appel d'offres international. Le district fait valoir que l'engagement envers Matra remonte à 1989, date du premier projet de VAL. Suspendu en 1993, après un arrêt du tribunal administratif annulant la première déclaration d'utilité publique, le dossier est réactivé après la victoire d'Edmond Hervé aux municipales. Un agrément définitif est donné à Matra en 1996. Pour Bruxelles, s'agissant d'un nouveau contrat, la règle de 1993 aurait dû être appliquée. Un avis défavorable a donc été émis. L'affaire doit être jugée devant la Cour européenne de justice. La décision ne devrait pas être rendue avant un an.

Gaëlle Dupont

Sous les vignobles de Saint-Emilion, la terre se dérobe

BORDEAUX
Une correspondante

On en parle encore dans le canton de Saint-Emilion : une nuit entre Noël et le Jour d'An 1997, un quelques secondes, près de 2 500 mètres carrés de vignes du château La Lir, premier grand cru classé, se sont effondrés. On a eu quelques mètres plus bas. Les plans de vigne aux trois quarts déracinés se balançaient toujours dans le vide. « Ce sont des êtres de trente-quatre ans qui meurent », dit Pierre Delbecq, directeur du château, ça fait vraiment mal. Ce n'est pas la première fois que le vignoble, situé sur le plateau calcaire de Saint-Emilion, se dérobe. Il ressemble à une grande partie du village, sur des carrières abandonnées, parfois superposées sur trois étages. On estime leur superficie à 70 hectares, soit 10 % du bourg. Plus de cent kilomètres de galeries serpentent sous le vignoble. Les petits trous - des « fontis » - apparaissent régulièrement en plein centre-ville. Des chemins souterrains ont même dû être fermés au public : les commerçants n'osent plus y aller.

Ces carrières sont les nuisances de nos grands-pères, qui ont servi à construire nos villages », fait remarquer Jean Peragallo, directeur du bureau des carrières, service créé il y a vingt ans par le conseil général de la Gironde. Depuis l'Antiquité, mais surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, les sous-sols de la Gironde ont été exploités par l'homme. D'abord pour les villages alentour, les pierres blanches et tendres ont servi à bâtir d'autres villes, comme Bordeaux.

La plupart des carrières ont regroupées autour de la Garonne, longtemps le moyen de transport pour ces blocs de 120 kilos. Les carrières de cette période n'ont pas toujours respecté la règle empirique de l'époque : laisser au-dessus du plein que de vide, mais même que, pour une bonne stabilisation, il aurait fallu un peu de plein. « Aujourd'hui, tout le massif de l'Entre-Deux-Mers, un sud-est de Bordeaux, est un gruyère », affirme Jean Misségué, directeur du service des carrières, un petit-fils d'un travailleur du pierre. La situation se dégrade à cause de l'infiltration d'eau.

ÉVITER L'EFFONDREMENT GÉNÉRALISÉ
Le bureau des carrières a recensé 113 communes, 850 carrières, soit 2 500 hectares répartis sur la rive droite de la Gironde, et près de 25 kilomètres de routes départementales classées. Chaque année, huit à dix exploitations souterraines sont découvertes, la plupart dans le Nord. Si les travaux de remblai ou de comblement sur les voies départementales sont financés par le conseil général, les travaux de réhabilitation sont financés par le conseil général.

Les communes dépendent des maires, les terrains privés des propriétaires. Certains ont les moyens de consolider leur sous-sol ; d'autres laissent cette plaie naturelle au grand jour.

Les viticulteurs n'ont pas attendu de nouveaux effondrements pour agir. Le château La Lir a troqué ses lourds tracteurs pour des véhicules plus légers. Il a interdit certaines carrières et désherbé sous les rangs de vignes pour voir d'éventuels signes précurseurs d'effondrements. Au château Canon, autre premier grand cru classé de Saint-Emilion, la famille Wertheimer (groupe Chanel) a investi environ 3 millions de francs (304 900 euros) pour assainir et consolider les sous-sols. Plus de 4 000 mètres carrés de terrains ne peuvent être exploités à cause des carrières. De nouveaux travaux sont prévus en 2000. Une loi votée par l'Etat en la matière est en cours, pour savoir comment maîtriser un risque d'effondrement généralisé. Une autre, lancée avant la fin de l'année, devra répertorier de façon précise l'ensemble des souterrains. Mais une carrière qui s'effondre, c'est irréversible, dit M. Peragallo. Un peu comme les tremblements de terre : on sait que cela va arriver, mais on ne peut pas quand.

Claudia Courtot

Le Sénat réclame plus de routes, contre l'avis de M^{me} Voynet

EN FIN d'après-midi, mercredi 31 mars, lors de l'examen du projet de loi relatif à l'aménagement durable du territoire, les sénateurs ont voté de transporter une précieuse victoire, à leur profit. Par 151 voix contre 101, ils ont voté la suppression des schémas multimodaux de services de transports, destinés à permettre un rééquilibrage au profit du rail des programmes d'infrastructures. Pour Jean-François Poncet (RDSE, Lot-et-Garonne), le « nécessaire » désenclavement des territoires ruraux « suppose la construction de nouvelles routes ». Les schémas multimodaux, entre autres dispositions, qui « la priorité » est donnée au transport ferroviaire par le schéma international franchissant les Alpes et les Pyrénées.

A peine ont-ils voté que les sénateurs apprennent qu'un communiqué du ministère de l'aménagement du territoire vient d'être publié à la presse. Dominique Voynet y « invite les sénateurs à prendre les mesures de leur choix ». « La tragédie du projet de loi », dit-elle, « amènera peut-être les sénateurs à reconsidérer leurs positions ». Mais la ministre de l'aménagement du territoire, Dominique Voynet, a la parole.

A la reprise, les sénateurs adoptent plusieurs amendements tendant à renforcer les conditions de développement des autoroutes, défendus, en grande partie, par Jacques Oudin (RPR, Vendée), président d'Autoroute Avenir, puisant lobby autoroutier. M^{me} Voynet les avait pourtant mis en garde : « On ne peut pas développer en même temps la priorité au rail et continuer de développer l'autoroute ». Lors du comité interministériel sur la sécurité routière qui doit se tenir vendredi 2 avril, M^{me} Voynet pourrait proposer une réduction du trafic sous le tunnel du mont Blanc et un contingentement de certains types de fret dangereux. Deux mesures déjà inscrites dans les schémas de services de transports supprimés par les sénateurs.

Béatrice Jérôme

M. Gayssot veut régionaliser toute la SNCF

JEAN-CLAUDE GAYSSOT, ministre de l'équipement et des transports, qui participait au Forum SNCF, mercredi 31 mars, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), a affirmé qu'il « souhaite enclencher très rapidement le processus de généralisation de la régionalisation » des transports ferroviaires. Actuellement, la région expérimente ce système de gestion décentralisée. M. Gayssot envisage un projet de loi pour le premier semestre 2000, avec « une date butoir de mise en œuvre, comme 2001 ou 2002 ». Il veut ainsi éviter un « système à deux vitesses » entre les régions ayant d'une « compétence » et les autres qui n'en ont pas.

1350 من الاصل

ance des Rennais

provoque plusieurs affaissements de
critiques contre un projet d'extension

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Le maire, M. de la Roche-Jeuné, a déclaré que cette décision était une victoire pour la ville et qu'elle allait permettre de répondre aux besoins de la population. Il a également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive. Les élus de l'opposition ont également souligné l'importance de cette décision et ont exprimé leur satisfaction quant à la prise de cette décision. Ils ont également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive.

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Le maire, M. de la Roche-Jeuné, a déclaré que cette décision était une victoire pour la ville et qu'elle allait permettre de répondre aux besoins de la population. Il a également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive. Les élus de l'opposition ont également souligné l'importance de cette décision et ont exprimé leur satisfaction quant à la prise de cette décision. Ils ont également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive.

la terre se dérobe

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Le maire, M. de la Roche-Jeuné, a déclaré que cette décision était une victoire pour la ville et qu'elle allait permettre de répondre aux besoins de la population. Il a également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive. Les élus de l'opposition ont également souligné l'importance de cette décision et ont exprimé leur satisfaction quant à la prise de cette décision. Ils ont également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive.

le M. Voynet

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Le maire, M. de la Roche-Jeuné, a déclaré que cette décision était une victoire pour la ville et qu'elle allait permettre de répondre aux besoins de la population. Il a également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive. Les élus de l'opposition ont également souligné l'importance de cette décision et ont exprimé leur satisfaction quant à la prise de cette décision. Ils ont également souligné que cette extension était nécessaire pour permettre à la ville de continuer à croître et de rester une ville attractive.

10 JOURS POSITIFS

A SAISIR CHEZ CARREFOUR,

Vendredi 2 avril

10 000 barbecues TEFAL et pas un de plus.



449F

349F

Il y en aura
peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

Ref. 789 491
Pare-vent, 2200 W.
Double grille articulée
séparable et amovible.
Garantie 1 an.

Avec Carrefour
je positive! 

هكذا من الأصل

Milosevic, un ambitieux gagné

LES hommes d'Etat, sauveurs ou tyrans, les « petites phrases » qu'ils méritent. Elles les accompagnent leur vie, en parfois au-

le destin de son contexte, passer inaperçue. Mais les « petites phrases » où il prononça, son écho immédiat immense. Ce jour-là, le 24 avril 1987, dans un faubourg de Pristina, le chef du nouveau patron du Parti communiste de Serbie lance à quelques milliers de compatriotes : « Il ne devra plus être battu ! » Ce jour-là, d'ailleurs, il la promesse de menace, donnera un cours à l'histoire de la Yougoslavie.

La prise de pouvoir plus de force, aux yeux des Serbes du Kosovo, qu'elle ne l'était à Belgrade. Il est du haut-lieu le plus sacré de leur cœur, ce fameux Champ de Mars où, le 28 juin 1389, 70 000 soldats du prince Lazar dominèrent leur vie face à l'envahisseur turc, d'une défaite - et d'une victoire - retentissante.

Au fil de cette année 1987, la crise s'aggrave au Kosovo, petite province désertée du sud de la Serbie. Depuis des mois, la minorité serbe se dit victime de pressions, voire d'exactions qui la poussent à l'exode. Belgrade décide de s'en mêler. Milosevic a pour mission d'écouter les responsables locaux. Il est préparé à visiter en rendant une première fois, discrètement, au Kosovo, quatre jours plus tôt. Déjà expert en propagande, il s'est aussi assuré que la presse et la télévision nationales couvriraient l'événement.

La réunion a lieu dans la Maison de la culture, où la foule des manifestants serbes cherche à pénétrer. La police tente de la disperser à coups de bâtons. L'ambiance s'alourdit. Des pavés commencent à voler. Averti, Milosevic se précipite du balcon, s'adresse à la foule et, critiquant les forces de l'ordre, il prononce la « petite phrase », qui deviendra, pour beaucoup de Serbes, un cri de ralliement. Une onde de choc parcourt l'auditoire, qui scande à l'unisson affectueux de son nouveau héros : « Sloba ! Sloba ! ». Le meeting s'échauffe et se prolonge la nuit. L'un après l'autre, les dirigeants serbes prennent aux dirigeants albanais, réclament la suppression de l'autonomie dont jouit le Kosovo depuis 1974, exigent l'instauration d'un état d'urgence. Certains prônent même l'expulsion de la majorité albanaise.

Milosevic ne dit mot, ce qui, en l'occurrence, vaut consentement. Il s'adresse à son tour au public serbe : « Vous devez rester ici. Ceci est votre terre. Ce sont vos maisons, vos prairies, vos jardins, votre mémoire. Vous devez abandonner votre terre, seul fait qui vous rend victimes de l'injustice. Renoncer face aux obstacles, démobiliser au moment du combat ne fait pas partie du caractère des Serbes, des témoins. Vous devez rester ici au lieu de vous en aller. Vous ne devez pas abandonner vos ancêtres, vos descendants. Faute de quoi, vos ancêtres seraient souillés. Mais je ne veux pas dire pour que vous devez rester ici, acceptant une situation qui n'est pas satisfaisante, au contraire, la changer, l'image de ce que fait toute la population progressiste de Serbie et de Yougoslavie. »

Ce soir-là, Milosevic devient un homme nouveau. Aux yeux des autres, comme à ses propres yeux. L'appareil d'Etat modèle un peu terni, qui a jusqu'à présent dissimulé sa dévorante ambition sous la prudence de bon aloi qu'impose le régime à ses dignitaires, découvre subitement un destin de meneur d'hommes. C'est, pour lui aussi, une véritable révélation. « Il y eut soudain, lui, changement psychologique, note un journaliste. Il prit d'un seul coup conscience l'emprise qu'il exerçait sur les gens. » C'était, observe l'historien britannique Noel Malcolm, comme si une nouvelle et puissante étoile était apparue dans le ciel. « Il était transformé, enflammé par le Kosovo », se souviendra Ivan Stambolic.



BRET GUNN / AP/WIDEWORLD

par l'ivresse nationale

Après dix années de règne absolu, Slobodan Milosevic reste un personnage énigmatique.

En embrassant la cause du nationalisme serbe, il a moins servi ses convictions qu'une folle ambition personnelle, au risque de jouer les apprentis sorciers. Portrait d'un populiste froid tenté par la politique du pire

lic, qui présidait à l'époque la République serbe. Mentor de Milosevic, et son ami de vingt-cinq ans, il ajouta, dans un peu trop d'indulgence : « Comment tout pris dans leurs bras et ne l'ont pas lâché, n'aurait pas vraiment cela. Mais il savait que cela lui était politiquement profitable. »

L'homme n'est, en effet, pas du genre à se laisser facilement griser. Mais il flaire la chance qui s'offre à lui. Son instinct politique, qu'il attise par son appétit de pouvoir, l'incite à enfoncer la cause du nationalisme serbe au Kosovo, qui ne semblait guère jusqu'ici l'obséder. Il comprend que le contrôle de la Serbie passe alors par le Kosovo, et que celui qui y conduit la main, dirigera bientôt la Serbie entière.

Car, en Serbie même, les passions sont vives. Dix ans après la mort de Tito, le peuple serbe se réveille. Pendant des décennies, le fragile équilibre communiste yougoslave mis en place par Tito, le Croate, reposait sur un principe implicite : une Yougoslavie forte. La Serbie dut sacrifier sur l'autel yougoslave - sauf dans l'armée - le rôle hégémonique que la géographie, la démographie et les immenses sacrifices consentis dans la lutte contre le nazisme l'incitaient à légitimer.

ment revendiquer au sein de l'ensemble fédéral. Elle accepta à contrecoeur que son histoire millénaire fût frappée d'amnésie, ce qui la persuada un peu plus qu'elle était vouée à toujours « gagner la guerre et perdre la paix ».

En 1974, la nouvelle Constitution avait donné à la Serbie, en donnant une large autonomie à deux provinces, la Voïvodine, au nord, et le Kosovo, au sud. Sur le papier, celles-ci restaient sous la tutelle de Belgrade. Mais, dans les faits, elles s'étaient émancipées rapidement, en exerçant leurs politiques, économiques et sociales. Elles eurent leurs propres assemblées et

envoyèrent des députés au Parlement de Belgrade. Elles participèrent au système de la présidence tournante instauré par Tito à la tête de la fédération. Seul le droit de faire sécession, en théorie reconnu aux autres Républiques, leur était interdit.

Travaillés par un désir de revanche, nombre de Serbes attendaient, une fois Tito disparu, un signal venu d'en haut, et un homme providentiel. Cet homme sera Milosevic. Quant à son signal, il émane, sans équivoque le 24 septembre 1986 - et sous la forme d'un mémorandum - d'une institution culturelle yougoslave fort respectée, l'Académie serbe des sciences et des arts. Ce texte de soixante-quatorze pages, dont un quodécim à grand tirage public de larges extraits, est une bombe politique. Jouant sur le complexe d'infériorité des Serbes, sans cesse nourri du souvenir du double sacrifice historique consenti au profit de la Yougoslavie, en 1918 et en 1945, le mémorandum des académiciens plaide pour la sécession.

La Yougoslavie, peut-on lire dans ce réquisitoire, n'est plus la solution de la question serbe. Le pays se délite, alors que quatre Serbes sur dix vivent en dehors de la mère patrie. La Croatie et la Slovénie conspirent contre la Serbie. « Hormis pendant la période de l'Etat oustachi pro-nazi (proclamé en 1941), affirme le mémorandum, les Serbes et Croates

n'ont jamais été autant en danger qu'aujourd'hui. Leur statut national doit être une question politique prioritaire. Si une solution n'est pas trouvée, les conséquences seront désastreuses, non seulement pour la Croatie mais pour la Yougoslavie tout entière. »

En rédigeant ce document, les intellectuels serbes avaient aussi en tête le Kosovo-Metohija, berceau de leur peuple et siège de leur Église orthodoxe qui y a édifié, autour du patriarchat de Pec, ses plus beaux monastères. Là-bas, en 1981, un génocide menaçait les Serbes. Faute de réagir, ils subirent leur plus grave défaite depuis l'échec de leur révolte contre les Turcs en 1804. Le mémorandum défendait les idées novatrices de Dobrica Cosic, l'un des dirigeants de la Serbie sous Tito, qui pourtant avait participé à sa rédaction. Cosic et ses nationalistes, nourris, dans les années 70, le rêve secret de dépecer le Kosovo, la Serbie conservant notamment la région des monastères. Ils n'osèrent rendre public leur projet, l'opinion n'étant pas disposée, selon eux, à renoncer au moindre arpent de terre de la province. Le plan de partition que l'on prêche parfois aujourd'hui à Milosevic, est donc une vieille idée.

En septembre 1986, le retentissement du mémorandum est d'autant plus grand qu'il est l'œuvre d'une

des rares institutions yougoslaves qui ne soit pas entièrement soumise aux diktats de la Ligue des communistes yougoslaves, le parti unique. Choqués, les dirigeants de Belgrade, relayés par une presse aux ordres, dénoncent le document. Le président serbe, Ivan Stambolic, n'y voit qu'« un requiem pour la Yougoslavie ». Au lieu de cette agitation, un homme, qui sait déjà manier le silence comme une arme, se tait. Slobodan Milosevic. Si prompt d'ordinaire à fustiger le moindre écart doctrinal, il se contente, cette fois, de laisser un ami sûr monter au front. Stambolic, irrité par son mutisme, il répond courtoisement qu'il juge inutile d'ajouter, par ses commentaires, à la « confusion » ambiante.

PENDANT les mois qui précèdent la publication du mémorandum de l'Académie, le courant nationaliste serbe en fait le parti d'aussi de gauche en influence. Encouragés en sous-main, puis de plus en plus ouvertement, par Cosic et ses amis, un groupe de Serbes du Kosovo, montant en ligne la révolte, s'affirme victime d'exactions, le plus souvent imaginaires, et organise des pétitions réclamant un changement constitutionnel dans la province. Une majorité de l'appareil communiste serbe finira par approuver leurs objectifs politiques. Les années 1986-87 marquent ainsi un

En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Nikolo. Sa mère se pendra à Pozaverc en 1974. Le frère de celle-ci, un ancien général en Macédoine, se donnera aussi la mort.

tourment majeur dans l'histoire du post-titisme. Alors qu'à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev, arrive au pouvoir en 1985, et convoque de pouvoir sauver le socialisme, tente de se débarrasser des chauvins grand-russes, les Serbes, au dépit de leur douceur, puis de leur profit - et à celui de la « Grande Serbie » - les fièvres nationalistes se réveillent. Le rapt politique ouvre la voie au pire des populismes qu'incarna bientôt le plus habile et le plus opportuniste des maîtres de l'appareil, Slobodan Milosevic.

Car avant de se faire connaître - et surtout haïr - du monde enté-

Pendant la conférence de Dayton (Ohio), en novembre 1995, qui a débouché sur un accord de paix en Bosnie, Slobodan Milosevic (photo ci-dessus) refuse catégoriquement d'aborder le problème du Kosovo. Le 15 juillet 1997 (ci-contre), il est élu président de la République de Yougoslavie. Il est entouré de sa femme et de ses deux enfants.

MIRIAM SIRA

gagné



ale

En 1992, il est devenu président de la République de Serbie. Il a été élu à la tête du pays, succédant à Slobodan Milošević. Il a été élu à la tête du pays, succédant à Slobodan Milošević. Il a été élu à la tête du pays, succédant à Slobodan Milošević.



leur, Milošević a été une longue carrière d'appareilleur, dont on sait finalement peu de choses. Slobodan - dont le nom veut dire « liberté » - naît le 29 août 1941, quelques mois après l'invasion nazie, à Pozarevac, une ville de 110 000 habitants, à 200 kilomètres au sud de Belgrade, et surtout connue aujourd'hui par sa fabrique de biscuits. Son père, un Monténégrin professeur de théologie orthodoxe, n'achèvera jamais ses études au séminaire et devra pour vivre enseigner le russe et le serbo-croate.

Alors que le jeune Milošević - il n'a que cinq ans - son père aîné Borislav, aujourd'hui ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, fréquentent l'école primaire, leur père s'enfuit au Monténégro. Les deux adolescents seront élevés par leur mère, une enseignante communiste, et par leur grand-père, un bricoleur, réservé, un brin taciturne, Slobodan boude les activités sportives. Il préfère la poésie et les promenades solitaires. Sa fréquentation des jeunes communistes lui vaut d'être appelé « le petit bolchevique ». « Je suis communiste », conviction qu'il le sera devenu à l'âge de dix-sept ans, dira-t-il beaucoup plus tard.

Sur le banc du collège, Milošević s'prend à se faire remarquer. Il est un envoyé spécial de son père, un 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Niko. Sa mère se pendra à Pozarevac en 1974. Le frère de Milošević, un ancien général en Macédoine, donnera la mort.

En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Niko. Sa mère se pendra à Pozarevac en 1974. Le frère de Milošević, un ancien général en Macédoine, donnera la mort.

AVIDE de monter encore en grade dans l'ombre de son mentor, Milošević n'entre en politique qu'en 1986, l'année cruciale. élu président de la République de Serbie, Stambolic impose à la tête du PC serbe celui qu'il tient encore pour son ami. Mais l'heure de la trahison sonnera bientôt. Devenu l'idole de millions de Serbes, après l'épisode de Kosovo-Polje, Milošević n'entend plus partager son immense popularité. Avec l'aide de Cosic, il place ses hommes à la tête des grands journaux et de la télévision. En septembre 1987, au terme d'une machination ourdie par Milošević, Stambolic est politiquement écarté dans la pure tradition stalinienne. Le président serbe, qui a pourtant, au fil des ans, évité plus d'un piège, n'a pas vu le danger venir. Mis en minorité au cours de la fameuse « huitième session » du comité central du parti serbe, il est écarté.

Cet événement est l'occasion d'une grande première : la télévision, presque en direct, des débats internes au parti communiste. Pendant deux jours, la population serbe, agglutinée devant les petits écrans, assiste, stupéfaite,



reglements compte entre dirigeants. Stambolic, isolé, incapable de contre-attaquer. Il s'incarne, pour avoir naïvement l'amitié éternelle. Il est plus tard, philosophe, trop rancune apparente : « Lorsque quelqu'un trouve derrière son dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour, l'autre, de poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je n'ai pas cru. » Il ajoutera : « Milošević a sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. »



Le 28 juin 1989, lors de la célébration du centenaire du Champ des Morts, il est le maître de cérémonie (première photo), Milošević, le nationalisme serbe.



Deuxième photo : le 28 mars 1991, Milošević participe à Split (Croatie) à un sommet des présidents des six Républiques yougoslaves.

Le 12 octobre 1998, Milošević reçoit à Belgrade l'émissaire américain Richard Holbrooke (troisième photo) pour l'une de leurs nombreuses négociations en tête-à-tête.

Mars 1999, à Belgrade, le président yougoslave Slobodan Milošević reçoit le premier ministre russe Evgueni Primakov. Les deux hommes entretiennent et donneront rien.

En 1990, Milošević, alors président de la République serbe, se prononce contre l'éclatement (« protiv ») de la Yougoslavie.

serbe dont leur communauté fera les frais. Complet strict et cell sévère, Milošević prononce un discours qui sonne comme un défi à la Fédération.

leur histoire, dit-il, les Serbes n'ont jamais conquis, ni exécuté personne. Au cours de deux guerres mondiales, ils ont libérés et, quand ils l'ont pu, aidé d'autres à libérer. L'héroïsme de Milošević doit pas nous faire oublier qu'il fut un temps où nous étions courageux et dignes et où nous avions, invincibles, les siècles plus tard, les fronts de nos armées, bien que celles-ci ne soient pas toujours exclusives. Comment, le recul, ne pas interpréter ces propos soumissionnement ranceurs, qui firent d'ailleurs tiquer les dirigeants yougoslaves, sur l'estrade aux côtés de Milošević, un avertissement à ceux qui s'opposent à son régime ?

On connaît la suite. Depuis Milošević, la République serbe, la Yougoslavie, désintégrée, a connu beaucoup de nouvelles tentatives. Les tentatives ont succédé aux tentatives, les exodes aux humiliations. Le cynisme mégalomane de Milošević a plongé les peuples de la région dans un engrenage de guerres et de répressions qui auraient pu quel que soit le nombre de victimes pouvoir dominer, comme il le voulait, une Grande Yougoslavie, faute de pouvoir accomplir son rêve d'une Grande Serbie.

Le 30 mars 1999, à Belgrade, le président yougoslave Slobodan Milošević reçoit le premier ministre russe Evgueni Primakov. Les deux hommes entretiennent et donneront rien.

Secret, peu prolix, bien adepte du double langage, il est aussi être charmant, comme le notait une journaliste de Vanity Fair venue l'interviewer, il y a quelques années, dans le vieux palais présidentiel de Belgrade. Le négociateur américain Richard Holbrooke, qui l'a beaucoup rencontré,

raconte l'avoir trouvé, l'autre semaine, lors de leur dernier tête-à-tête, calme, inflexible, presque fataliste, résigné sans doute à l'inefficacité des bombardements contre son pays. « Je demande si nous nous verrons jamais », lança Milošević avant de prendre congé de son visiteur. D'ordinaire courtois, le président serbe emprunte parfois un langage moins châtié. « C'est incroyable d'imprimer de telles merdes ! », lance-t-il un jour à Richard Holbrooke, après avoir lu l'article d'un journaliste américain. Milošević ne croit guère à l'amitié en politique. On l'a vu naguère trahir Stambolic. On le verra plus tard lâcher les dirigeants serbes de Bosnie, Karadzic et Mladic, qu'il traitera d'« idiots ».

Physiquement, Milošević a peu changé au fil des ans. Son visage volontaire, son large visage charnu, sa moustache, ses yeux petits et perçants, son front haut, ses traits argentés, coupés par une brosse, lui donnent un air ombrageux. Costume gris, chemise blanche et cravate sombre, il ressemble pour toujours au banquier communiste qu'il fut. Cette allure un peu terne cache-t-elle, comme certains le croient, le tempérament d'un joueur de poker, qu'aucun revers de fortune n'arrêterait ? Dissimule-t-elle l'inquiétude d'un squelette toujours contraint de bouger pour échapper au danger ? Ces ressorts psychologiques expliqueraient certaines fuites, avant, et la tentation de la politique du pire.

Bon orateur, Milošević galvanise les foules serbes par des phrases courtes et fortes, dans un style direct et populiste. On lui connaît peu de vices personnels. Apparemment insensible à l'argent et à la luxure, il a pour seules faiblesses un goût pour le

Lorsque quelqu'un se trouve derrière votre dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de vous poignarder. Milošević a sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener.

devenu le maître d'une nation et mise à l'index. Après le divorce serbe, il y eut l'affrontement serbo-croate, le martyre de Vukovar, le siège de Dubrovnik, celui, beaucoup plus long, de Sarajevo, de Srebrenica, de la ville d'une négociation, la percée de Dayton, les nombreuses interventions humanitaires de la communauté internationale, l'ONU et celles, plus musclées, de l'OTAN.

Au Kosovo, il y a l'autoproclamation de la République par la majorité albanaise (1990), l'appel d'Ibrahim Rugova à la résistance passive, la mise en place d'une société parallèle, le déclenchement de la lutte armée par l'UCK (Armée de libération du Kosovo, 1996), l'escalade de la répression serbe, et les premiers exodes. Jusqu'à la guerre d'aujourd'hui, qui vise à faire céder le principal acteur de ce long film tragique, Milošević.

seulement cinquante-sept ans, Milošević est devenu le plus ancien dirigeant d'Europe à pouvoir et le dernier dinosaure, l'unique survivant de l'ère communiste. Après dix ans de règne absolu, il demeure pourtant un personnage largement énigmatique. Froid, retors, tenace, est-il un pur opportuniste, hler obéissant à sa quête du pouvoir, et prêt aujourd'hui, pour le pouvoir, aux plus folles surenchères, au point de céder à un vertige suicidaire ? Une chose est sûre : il a toujours des ambitions avant ses idées. Avant d'embrasser la cause obsessionnelle du nationalisme serbe, il ne s'était distingué, à la tête des PC de Belgrade et de Serbie, par aucune vision, aucun programme, hormis un certain attachement à l'économie de marché, doute hérité de ses voyages en Amérique. « Si, demain, l'avenir résidait dans la franc-maçonnerie, observait un journaliste serbe en 1992, Milošević deviendrait immédiatement le grand maître de la première Loge du pays ! C'est un grand manipulateur, mais idéologiquement vide. »

bon whisky et pour les Havane, Montecristo, Cohibas, chers à Fidel Castro. Sa famille, en revanche, n'échappe pas aux reproches. Anateo, volutes rapides, son fils Marko s'est enrichi grâce au monopole qu'il détient, en temps d'embargo, sur l'importation d'alcool et de cigarettes. Il possède un restaurant à la plus grande nightclub de Serbie. Sa fille, Marija, dirige une station de radio populaire.

Dernier mystère, et non des moindres : l'épouse. Milošević est-elle aussi influente que la rumeur publique et quelques solides témoignages le donnent à croire ? Est-elle, comme l'a dit Lord Owen, « le pouvoir derrière le trône » ? Peut-être mal fagotée et rarement souriante, Dr Mirjana Markovic a gardé son nom de jeune fille. Sa « Chronique de Mira » (en hommage au nom de guerre de sa mère) dans l'hebdomadaire Duga (l'Arc-en-ciel) est très lue, car elle y a souvent annoncé, avec plusieurs dons de prophète, elle répondit, agacée : « Après tout, je suis sociologue. » Son côté Marie-Antoinette l'irrite plus d'un Serbe. Le parti qu'elle a fondé, la Gauche yougoslave unie, lui permet de donner libre cours à ses solides convictions communistes et de recueillir des fonds alloués à la cause serbe. Saine division du travail entre époux.

Milošević a-t-elle, sur le Kosovo, un avis aussi tranché que son mari ? Une chose est sûre : Milošević est très susceptible dès qu'on lui parle de la province. A Dayton, il avait catégoriquement refusé d'aborder le sujet. Pour lui, c'est un problème interne à la Serbie, et rien d'autre. Milošević a scellé son destin au Kosovo, entend-on souvent dire, c'est au Kosovo que son avenir se jouera. Peut-être. Au Kosovo, en tout cas, la Serbie a réinvesti dans son passé, qui n'est pas son soi, un mal absolu. Mais elle l'a fait de la pire manière, les flatteries d'un apprenti-sorcier qui l'a conduit au désastre, en semant la haine dans toute la région. Aujourd'hui, la Serbie, incrédule et rageuse, resserre les rangs face aux attaques de l'OTAN. Pour le grand bénéfice de son chef tout-puissant. Et pour le plus grand malheur des habitants du Kosovo.

Jean-Pierre Langellier

هكذا من الأصل

Le Monde

21 bis, rue de la Harpe - PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-77-20-00. Télécopieur : 01-42-77-21-21. Tél. : 206 806 1
Tél. relations clientèle abonnés : 1
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Questions au 7^{ème} jour

AMÉRICAINS et Européens avaient énoncé, dans le flot, les objectifs qu'ils fixaient à leur offensive. Il s'agissait d'employer la force - une campagne de bombardements aériens - pour, tout à la fois, forcer Slobodan Milosevic à revenir à la table de négociation, amputer la machine militaire sur le terrain, enrayer les campagnes d'épuration ethnique. Il s'agissait aussi - ce qui n'est plus que légitime - de montrer au président de la République de la Yougoslavie que l'on tenait parole, que le temps était fini où celui-ci pouvait compter sur la pusillanimité de la communauté internationale et toujours échapper aux conséquences de ses crimes.

Mais, au septième jour des bombardements, sans vouloir tirer le bilan définitif, force est de poser une série de questions plus qu'embarrassantes :

- La « catastrophe humanitaire » en cours au Kosovo, terrible vague d'épuration ethnique, était-elle inévitable ? Elle n'est pas la première à laquelle les forces de l'ONU ont procédé au Kosovo depuis 1991. Mais, à l'évidence, Américains et Européens ont gravement sous-estimé la détermination de Slobodan Milosevic à vider des villes et des dizaines de villages en réplique à la population de l'OTAN.

- Faut-il écarter d'emblée le recours à une intervention internationale ? N'a-t-on pas donné, à l'initiative, le pire des exemples à la partie serbe, étant entendu que seule une intervention internationale paraît être de nature à régler les populations d'une campagne d'épuration ethnique.

- A-t-on atteint le minimum nécessaire de coopération avec la branche politique du mouvement kosovar ? Même si l'on peut imaginer toutes les possibilités de manipulations en pareille situation, l'appartenance à la « tribu d'Ibrahim Rugova », l'un des pères du mouvement politique kosovar, sain et sauf à Pristina même, « protégé » par la police serbe, réclamant l'arrêt des bombardements de l'OTAN, multiplie de légittimes interrogations. Les Américains n'avaient donc rien prévu pour cacher, protéger ou mettre à l'abri la direction kosovare ?

- Armée et diplomatie par les États-Unis, la branche armée du mouvement kosovar, l'UCK, paraît étrangement absente des opérations. Au point que, dans leur exode, certains des réfugiés kosovars s'interrogent.

- Les bombardements aériens n'ayant pas, pour l'heure, réussi à interrompre la monstruosité du nettoyage ethnique, Américains et Européens ont-ils une stratégie de rechange, autre que le recours à l'avantage de bombardements, dont les démocrates serbes jugent qu'ils renforcent le pouvoir de M. Milosevic ?

- Que faire du Kosovo, maintenant que la formule de Rambouillet (autonomie poussée) paraît chaque jour davantage démentie et que la Serbie semble en passe de le découper pour en faire la partie qu'elle juge utile ?

Toute opération militaire réclame certes du temps et de la détermination. Mais les dirigeants européens et américains doivent inévitablement indiquer quels sont désormais les objectifs poursuivis par l'opération « Force allée ».

Kosovo : ne pas feindre de découvrir

QUI EST RESPONSABLE, qu'aurait-il fallu faire, que faudrait-il maintenant ? Qui a produit actuellement au Kosovo est difficile à supporter. Chacun s'émue, à juste titre ; et parce que maintenant la guerre concerne, on s'indigne. Certains s'en prennent à l'impérialisme brutal des Américains, de l'OTAN, ou à l'incertitude de nos dirigeants nationaux. La plupart des autres, bien intentionnés et qui savent mieux que M. Milosevic, ne savent plus à qui s'en prendre, et plongent dans un abîme d'angoisse perpétuelle et d'incompréhension : qu'est-on en train de faire ?

Les images que l'on reçoit sont terribles ; celles qu'on ne reçoit pas - on le sait - le sont encore plus. Les chiffres le sont aussi : le Quai d'Orsay confirmait, mardi, que 100 000 personnes avaient été chassées hors du Kosovo et que 160 000 autres étaient sur les routes, en marche vers les frontières. A ce rythme, dans moins d'une semaine 300 000 démunis, à pied ou en charrette, qui n'auront pas de quoi se nourrir, se trouveront un balluchon, voire se retrouveront hors frontières, réfugiés, sans plus rien que le drame et la mort qu'ils transportent avec eux. Pendant ce temps, l'OTAN, tout en dénonçant le scandale humanitaire, fait le compte quotidien de ses propres exploits militaires, à un compte d'été.

Mais ce qui indignait aujourd'hui n'indignait-il pas hier ? Faut-il droit un instant à la cynique comparaison des chiffres : l'offensive menée par les forces serbes au Kosovo, au cours de l'été 1998, a fait, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 300 000 déplacés. Qui n'est pas indigne ? Qui a été l'alarme sur cette catastrophe, sur le sort de ceux qui se réfugiaient dans les forêts et qui l'hiver précoce au Kosovo allait bientôt saisir, sur les villages que l'on brûlait pour s'assurer que leurs habitants ne reviendraient pas ?

ENGAGEMENTS VIOLÉS
Qui, sinon quelques dirigeants européens qui, comme Bill Clinton, ont juré à autre chose, aussi, qu'à ses graves problèmes domestiques ? Pourquoi ne se souvient-on aujourd'hui. On se souvient de l'OTAN et du menace de frappes aériennes, assez brève pour l'époque, Milosevic fit l'erreur d'obtempérer : il accepta de retirer ses troupes armées de la province fédérale et de ses forces spéciales du Kosovo et promit d'ouvrir un dialogue avec les libéraux C'haï en octobre.

M. Holbrooke, dans la négociation, avait mis sur un point capital : il avait accepté que les forces serbes désarmées, mandatées par l'OSCE, vérifient le respect de ces engagements, qui furent violés, bien sûr. Jour après jour, les troupes serbes réinvestirent la province. Sous le prétexte de lutter contre les « terroristes » de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), les moyens disproportionnés mobilisés au Kosovo de la tactique caractéristique de Milosevic et de ses sbires dans toutes les guerres de l'ex-Yougoslavie : celui qui réussit à frapper la population civile pour régler des comptes militaires.

Le 11 janvier, une illustration de cette politique surgissait sur les écrans de télévision occidentaux : les corps de quarante-cinq villageois gisant dans un fossé, à la lisière de la bourgade de Raçak. Le chef de l'OSCE dénonça un « crime contre l'humanité » ; peu après une agence américaine de renseignements diffusait dans la presse le contenu d'une bande d'écoutes sur laquelle un dirigeant de Belgrade (qui allait devenir membre de la future délégation serbe à Rambouillet) incitait au massacre.

EST-CE QUE L'ON SE SOUVIENT ?
Qui se souvient de Raçak aujourd'hui ? Un député français, pourtant membre de la commission des affaires étrangères, avait dit il y a deux jours qu'il-même l'avait oublié : « C'est vrai, on a la mémoire courte... ». Si l'on a déjà oublié Raçak, ce qu'on peut se souvenir de Vukovar en novembre 1991, du siège, des images dans la ville danubienne, des milices serbes, des 200 malades de l'hôpital central tués de leur lit, entassés dans une banquette pour être brûlés froidement et jetés dans une fosse que les militaires légistes du Tribunal de La Haye ont démentie longtemps après ?

Est-ce que l'on se souvient que la folie de Milosevic avait déjà fait, avant que n'éclate la crise actuelle du Kosovo il y a un an, trois millions de personnes déplacées, au moins deux millions morts et un irréparable dommage à la Yougoslavie ? Est-ce que l'on se souvient du pont de Mostar, et de la bibliothèque de Sarajevo, et des bars de la ville, du bonheur simple, mais passé, d'être ensemble, de tout cela perdu, et des morts et des morts ? Est-ce que l'on se souvient de Prijedor, de la première mise en œuvre au Bosnie de l'inhumaine tactique de nettoyage ethnique ? Et de Srebrenica, l'autre bout de la guerre en Bosnie, des images archivées par le Pentagone montrant les chars de la Wehrmacht de l'armée yougoslave se préparant à la déportation programmée de toute une ville, l'exception des hommes « en âge de travailler » dont le massacre était déjà décidé au sein même du général Mladic ?

Qui se souvient du film diffusé en juillet 1998 au Tribunal de La Haye, qui montrait les « camps bleus » de l'ONU, dociles, prêtant main forte aux autorités serbes pour séparer ces femmes, des vieillards et des enfants qu'on retenait dans des camps ? Et des hommes émaciés, après des mois de siège, traqués, que les haut-parleurs serbes appelaient par leurs noms dans les bois, pour leur promettre la paix et se rendaient à pour les brûler froidement après ?

Qui se souvient aujourd'hui de ces visages hagards, des dix mille morts de Srebrenica ? Quelques dirigeants politiques européens ne les avaient pas oubliés. Ils ont pensé, après Raçak, que la coupe était pleine. Ils n'arrivent même pas aujourd'hui à rappeler cela aux mémoires oubliées pour justifier l'intervention - espérée depuis 1991 - dans l'ex-Yougoslavie. Ils n'arrivent même pas à faire comprendre, les bombardements perturbent les esprits, l'expulsion des Kosovars était déjà en cours et sa poursuite massive programmée par Milosevic, que l'intervention de l'OTAN n'en est pas la cause, même si elle l'accélère.

Les Occidentaux ne voulaient pas la guerre et ils ont exploité, au-delà de l'imaginable, toutes les voies pacifiques. Les Européens - mais les Russes dans le jeu, et veillé dans l'attente à l'heure du jeu des Américains. Ils ont fait ensemble un plan irréprochable : le Kosovo restait une terre démocratique, mais il ne sortait pas de la Yougoslavie ; l'UCK restait les armes (ils avaient laborieusement obtenu l'arrêt des combattants) ; les Kosovars ne pouvaient pas réclamer leur indépendance avant d'avoir expérimenté une période de « transition » pacifique. De cette paix, l'OTAN se portait garante ; les Serbes qui étaient là-bas pouvaient compter sur sa protection.

DÉS RAÇAK OU DES SREBRENICA

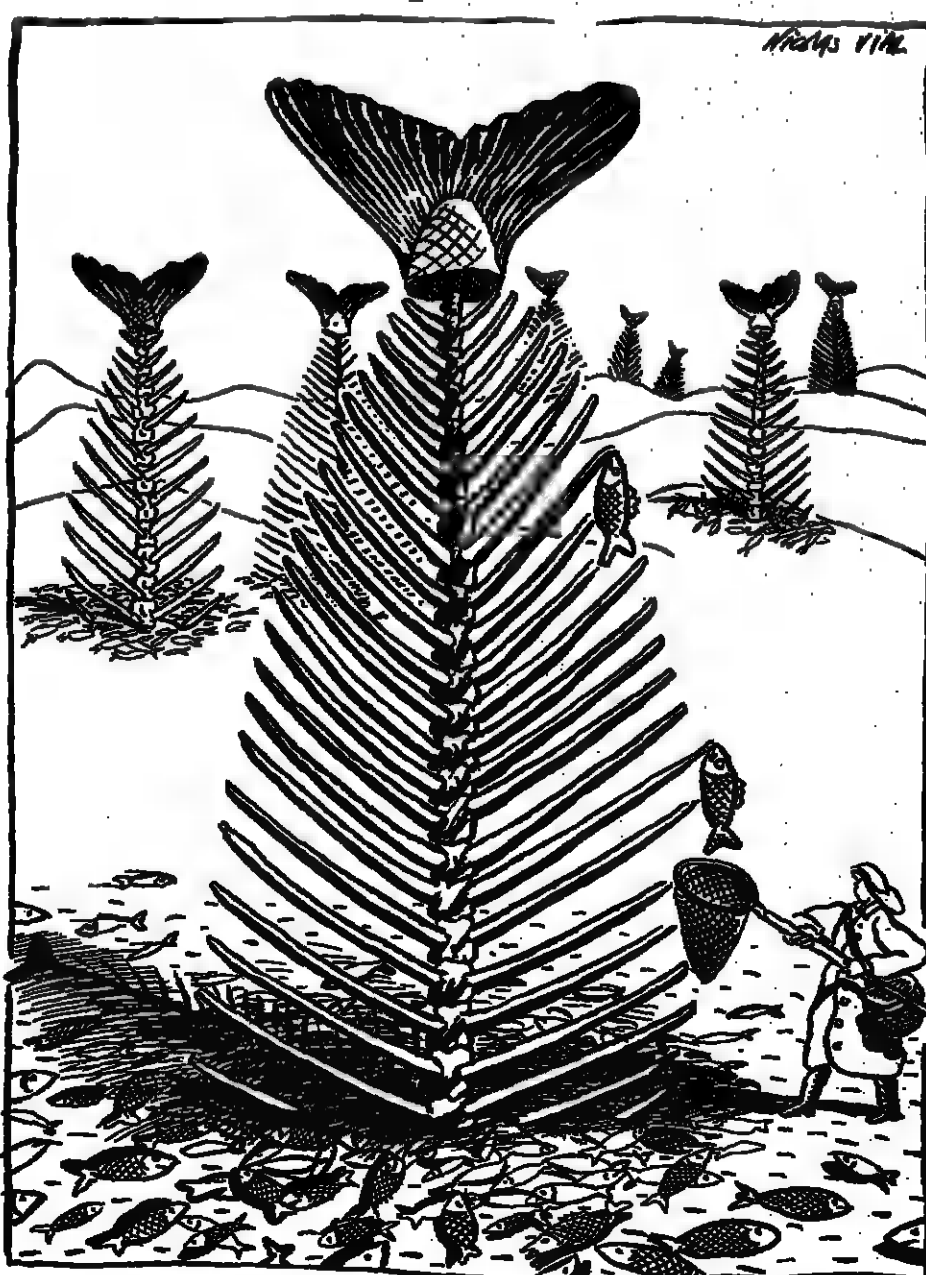
A tout cela, Milosevic a dit non. Celui qui regrette aujourd'hui qu'on n'ait pas exploité toutes les voies d'une solution politique peuvent-ils expliquer ce qui pouvait être fait de plus ? Ceux qui regrettent que dans le projet de Rambouillet on ait confié à l'OTAN et pas à l'ONU la mise en application du plan de paix ont-ils conscience que Milosevic n'a même pas voulu en parler ? Les Occidentaux ne voulaient pas se reproduire la même expérience de la Forproem en Bosnie, à savoir une force de l'ONU impuissante, principal obstacle à une intervention occidentale pour arrêter les massacres. Mais les Européens étaient prêts à l'abandonner des engagements y compris au point. Milosevic n'a même pas voulu en parler, il a refusé tout en bloc. C'est lui qui a fermé la guerre.

Il préparait contre les Kosovars un « nettoyage » de printemps. La purification ethnique était programmée dès lors que les Albanais avaient l'odieux avantage de la communauté internationale à pactiser avec les Serbes.

Aujourd'hui tout va mal. Les images aériennes, on le voit, ne sont pas la panacée militaire en de telles circonstances. Mais, dès lors qu'aucun Etat n'est prêt à s'engager sur le terrain, le choix était entre ce qui se produisait aujourd'hui et l'abandon pur et simple devant des dizaines de Raçak ou de Srebrenica.

Claire Tréan

Poisson d'avril par Nicolas Vial



RECTIFICATIFS

INTERNET

A propos de la responsabilité des crimes commis par Internet (Le Monde du 25 mars), c'est par erreur que nous avons écrit que la Confédération du travail (CNT) avait assigné en référé l'hébergeur de sites Alter. La CNT nous précise que c'est elle au contraire qui est poursuivie « à cause d'un message posté sur un forum non modéré de la CNT ». « La plainte vise la CNT, souligne la Confédération, qui n'a fait que permettre techniquement, via ses pages Web, la diffusion du message aux autres participants au forum, et Alter qui hébergeait les pages de la CNT ». « De plus, poursuit la CNT, la page en cause n'est plus en service depuis près d'un an ».

KOSOVO

Dans notre article sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo intitulé « Un tournant historique » (Le Monde du 26 mars), nous qualifions la province à majorité albanaise de « septentrionale » au sein de la Yougoslavie ; c'est, bien évidemment, « méridionale » qu'il aurait fallu écrire.

ASTRONOMIE

L'astronome Wilhelm Struve n'était pas allemand mais d'origine allemande (Le Monde du 16 mars). Né en 1793 dans la province du Holstein, sous tutelle danoise à l'époque, il n'en a ensuite adopté la nationalité russe.

STUTTGART-SUR-ELBE

Une utilisation inadvertante du traitement de texte dans la rubrique « En vue » du mardi 23 mars nous a fait situer le canal de l'Elbe dans le sud-ouest de l'Allemagne près de Stuttgart, alors qu'il se trouve dans le nord.

HONGKONG

Dans notre enquête sur les employés de maison philippins à Hongkong (Le Monde du 20 mars), nous avons omis de signaler que le salaire minimum sur les nouveaux contrats a été abaissé de 5 % à 3 560 dollars de Hongkong (407 €). Le salaire des fonctionnaires, qui avait doublé depuis la fin des années 90, a été seulement péti.

PRÉCISION

EURO RSCG

Si Euro RSCG Corporate s'occupe de la communication globale de la BNP dans son projet de double OPE sur la Société générale et Paribas, ainsi que nous l'avons indiqué (Le Monde du 1^{er} avril), c'est Euro RSCG Babinet Emma Thompson Cuong qui a conçu la campagne publicitaire de la banque.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Trois ans après Fulton

IL Y A trois ans, M. Winston Churchill prononçait à Fulton un discours qui fit quelque bruit dans le monde. C'est à Fulton, au Missouri, à Boston, qu'il a pris hier la parole. La situation étant plus nette, plus rassurante qu'en 1946, il n'a causé pas de scandale. Il n'a pu enregistrer la même internationale soulignant le double aspect de l'opinion, l'Europe occidentale aussi bien qu'aux États-Unis : résistance à l'impérialisme soviétique, volonté et espoir de maintenir la paix.

Peut-être l'illustre orateur, on connaît la fougue, a-t-il été un peu loin lorsqu'il a dit : « L'Europe n'aurait été communisée sans la menace de la bombe atomique ». L'effet de celle-ci a été double : si elle a pu imposer le respect à certains, elle a aussi irrité et inquiété. Cependant la bombe fait partie de

l'armement des nations du pacte atlantique ; elle est même, jusqu'à nouvel ordre, l'élément le plus sûr.

On ne peut fonder de grands espoirs, du moins pour le moment, sur l'opposition à M. Churchill établie entre les gouvernements et les gouvernés. Il fulmine contre les treize membres du Politburo qui « recherchent la domination du monde », ajoutant aussitôt : « Mais nous n'éprouvons aucune haine contre le peuple russe ». De telles distinctions sont évidentes, mais elles ont peu d'effet tant qu'une intense propagande n'aura pas trouvé le moyen d'atteindre les masses au-delà du rideau de fer. Malheureusement, comme l'a remarqué M. Churchill, les dirigeants de l'URSS craignent l'amitié de l'Ouest plus que son hostilité.

(2 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

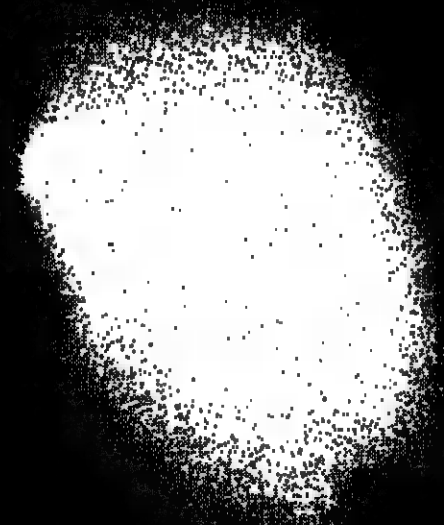
Télématique : 3615 LEMONDE
Télématique sur Minitel : 3607 code LMDOC
ou 3607-15-11

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-77-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le Parisien



*** le 9 mars 1999,**
la BNP a déposé 2 projets distincts
d'offre publique d'échange inamicale,
l'un sur Société Générale,
l'autre sur Paribas.

هكذا من الأصل

la réalité

SG Paribas

La clarté, c'est indispensable quand on veut construire une banque mondiale de premier plan.

Le rapprochement de Paribas et de Société Générale est un projet clair, précis et cohérent.

Clair pour les actionnaires. L'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de Paribas par Société Générale débouchera sur un seul et unique projet, créateur de valeur : SG Paribas.

Clair pour les clients. Ensemble, Paribas et Société Générale vont construire la banque de détail de demain. Ensemble, elles vont construire le leader européen de la gestion d'actifs. Ensemble, elles vont construire la grande banque d'investissement française d'envergure internationale.

Clair pour les collaborateurs. Les équipes de Société Générale et de Paribas travaillent ensemble et définissent les plans d'action et l'organisation pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la banque.

Paribas et Société Générale sont résolues à mettre en marche une vraie dynamique de croissance.

SG Paribas est une réalité.



N° Vert : 0 800 850 820



N° Vert : 0 800 051 788

Une note d'information visée par la CSE relative à l'offre publique d'échange de Société Générale sur Paribas est disponible auprès de la Société Générale et de Paribas. Une note d'information visée par la CSE relative à l'offre publique d'échange de Société Générale sur Paribas est disponible auprès de la Société Générale et de Paribas.

مكتبة من الأصل

CONCURRENCE Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Poussés par les dérèglementations, les pays occidentaux ouvrent ces

métiers à la concurrence. ● LES GROUPES voient s'ouvrir des perspectives de marchés beaucoup plus rentables que les traditionnels contrats dans les pays émergents.

● DOMINÉ JUSQU'ALORS par trois français - Vivendi, Suez Lyonnaise des eaux et Bouygues-Saur -, le secteur voit arriver de nouveaux candidats. ● L'AMÉRICAIN ENRON, à l'ori-

gine négociant en gros de gaz, se montre le plus entreprenant : en quelques années, il a construit une solide entreprise européenne. ● LA DEMANDE des pays industrialisés

conduit à un changement des métiers. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Chaque groupe essaie de bâtir des offres différenciées en fonction des clients.

Les services collectifs suscitent de nouvelles convoitises

Sous l'effet de la dérèglementation, en Europe comme aux États-Unis, les marchés de l'eau, de la propreté et de l'électricité s'ouvrent à la concurrence. Des acteurs venus d'autres métiers, à l'image de l'américain Enron, contestent la suprématie des Suez Lyonnaise, Vivendi, EDF ou RWE

TOUS les pays précipités ou presque. Lorsque le maire de Berlin a lancé la privatisation de l'eau, les français Vivendi (en association avec l'électricien allemand RWE), Suez Lyonnaise des eaux (Saut Bouygues), l'américain Enron, les allemands Preussen Elektra et Veba, les britanniques Seven Trent et Thames Water ont voulu examiner le dossier. C'est le plus grand marché de gestion déléguée négocié actuellement en Europe. Il s'annonce pas comme très rentable, mais il symbolise le futur de ce marché.

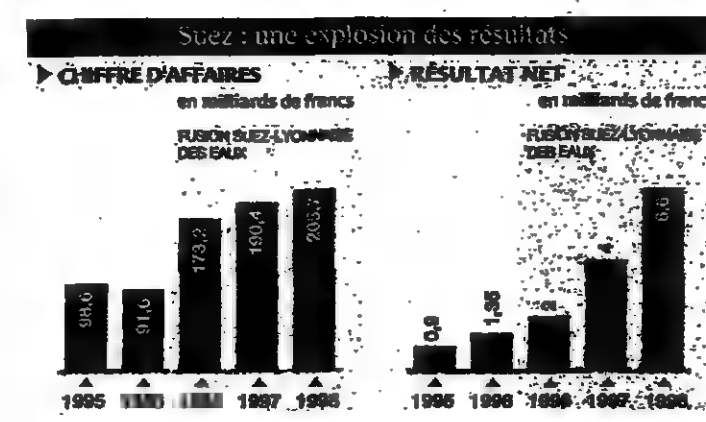
Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Alors que l'essentiel des développements se font dans les pays émergents, les marchés occidentaux s'ouvrent dans les pays occidentaux. Les États-Unis, qui avaient longtemps été un marché à part, sont devenus un marché à part entière. Les premiers à réagir totalement leur position. Le secteur de l'énergie est en voie de dérèglementation totale. Soumis à de fortes pressions réglementaires, les municipalités américaines envisagent aussi de confier la gestion de leurs services d'eau à des entreprises privées. En Europe, la dérèglementation, voulue par l'Union européenne est en train de modifier toute la carte de l'énergie du continent. Le résultat : des sociétés privées pour la gestion de l'eau et des déchets devient de plus en plus fréquent, y compris en Allemagne et en Italie.

Cette mutation vers des marchés beaucoup plus rentables nourrit l'émulation d'une nouvelle concurrence dans le secteur. Autant pour assurer leur développement que leur survie, de nouveaux groupes s'intéressent de près à ces métiers.

envisagent des diversifications et sont prêts à rompre la domination exercée par les trois français, Vivendi, Suez Lyonnaise et Bouygues-Saur.

Enron est le plus entreprenant. Parti du pétrole en 1985, le groupe s'est agrandi dans l'exploration, puis la distribution d'électricité. En juillet 1998, la compagnie a acquis la britannique Western Water et a créé ainsi son plus grand réseau d'eau, d'Azérix, à l'ouest. « Il s'agit d'une extension logique de l'expertise développée sur le marché mondial de l'énergie », indique Mark Prevert, directeur général pour l'Europe d'Enron. Le groupe avait des activités aussi sur la Saur, la filiale de Bouygues. Mais ses ambitions ont été contrées par EDF. Profitant d'une alliance ancienne avec la Saur, le groupe public s'est assuré ainsi son capital.

● **ALLIANCES MULTISERVICES** « 1999 est marquée par le développement d'alliances multiservices », souligne François Roussely, président d'EDF. « Elles sont nées de la concurrence de l'électricité en France, du public et des entreprises qui réagissent en offrant à tous



Après s'être recentré, le groupe de services engage sa pousse de développement : il a investi 71,5 milliards de francs l'an dernier.

ses grands clients des services plus nombreux. Après avoir renforcé ses positions dans la Saur - elle souhaite faire son pôle propreté -, EDF s'est portée acquéreur de Clemessy, une entreprise spécialisée dans l'installation et l'ingénierie de réseau, pour en faire son pôle génie électrique et maintenance. Il s'agit aussi de la concurrence de l'électricité internationale et un développement dans les déchets. Confrontés aux mêmes problèmes qu'EDF, les

allemands RWE et Veba rééchangent à étendre leur emprise. Depuis le début des années 90, ils ont développé une activité de gestion des services d'eau mais uniquement en Allemagne. Ils pourraient décider d'accroître le pas à l'aventure. Il faut compter aussi avec les sociétés d'eau britanniques. Nées de la dérèglementation de ce secteur en Grande-Bretagne, elles ont d'abord consolidé leur base domestique puis se sont attaquées à

grands contrats de gestion de l'étranger. Dans les pays anglophones. Aujourd'hui, leurs ambitions semblent redoubler. Certaines commencent à regarder vers les sociétés d'électricité et vers le monde des déchets, pour bâtir à leur tour des groupes multiservices.

« D'autres acteurs émergeront au fur et à mesure que le marché des services collectifs va croître et se préciser », pronostique un observateur. Le développement dans les pays occidentaux est en train de changer la donne. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Les groupes commencent à segmenter leurs approches entre collectivités locales, industriels et particuliers. Pour chaque type de client, ils imaginent des modèles de services adaptés. Le secteur de l'énergie est le plus en avance dans cette démarche. Par la fin de leurs monopoles, les groupes d'électricité mettent en place de nouveaux services pour leurs grands clients, qui sont les plus susceptibles de les abandonner. À leur côté, des sociétés proposent aux grands industriels des fournitures d'énergie sur mesure. Des firmes britanniques

sont allées encore plus loin, en proposant aux supermarchés des cartes d'abonnement aux particuliers leur permettant d'acheter moins cher leur électricité.

● **SUR LE MARCHÉ DES PARTICULIERS** La même approche s'applique au secteur des déchets. Les groupes de propreté proposent désormais aux industriels de prendre en charge tous leurs problèmes de déchets sur leurs sites de production. Même le secteur de l'eau, qui bénéficie, pourtant, d'un monopole naturel, n'échappera pas à cette mutation. À l'heure des services pour les villes, des gestionnaires externes de leur fourniture d'eau sont proposés aux particuliers. À la suite du rachat récent de l'américain US Filter, Vivendi a fait un pas décisif sur ce marché aux industriels. Peu implantée dans les communes, la société américaine a un réel savoir-faire dans la gestion de l'eau pour les industriels mais aussi pour les particuliers, notamment grâce à sa filiale Culligan (matériels de purification).

Soulignant que tous les pays ne pourront dépenser dans les prochaines années les milliards nécessaires pour mettre à niveau les infrastructures, les groupes de services collectifs partent sur un développement du marché des particuliers et se proposent de leur offrir des équipements pour purifier l'eau ou même de leur vendre des bonbonnes d'eau purifiée. Mais là aussi, la concurrence se réveille. Coca-Cola, Pepsi-Cola, Nestlé, Danone sont prêts à se lancer dans la vente d'eau purifiée pour les particuliers, quitte à prendre de front les groupes de services.

Martine Orange

Les principaux intervenants en Europe

Résultats en France
● EDF : Chiffre d'affaires (CA) : 185 milliards, résultat net : 15,1 à l'étranger.
Résultat d'exploitation : 5 milliards.
● Suez-Lyonnaise des eaux : Énergie (69,5 milliards de CA et 1,3 milliard de résultat net), eau (33,6 milliards et 1,4 milliard de résultat) et propreté (32,8 milliards et 0,4 milliard de résultat). Le reste de l'activité

réalisé hors de France et de Belgique.
● Vivendi : Eau (44,1 milliards de CA dont 9,8 milliards à l'étranger avant acquisition de US Filter. 2,8 milliards de résultat d'exploitation), énergie (23,4 milliards dont 12,3 à l'étranger, 1,9 milliard de résultat), propreté (20,4 milliards dont 8,3 à l'étranger, 1,6 milliard de résultat d'exploitation).

● Saur : Filiale de Bouygues (à plus de 70 %) et d'EDF (14 %), spécialisée dans le traitement et la distribution d'eau. CA : 13,9 milliards dont 4,6 à l'international. Résultat net : 181 millions.
● Enron : groupe américain. CA : 123,6 milliards. Résultat net : 640,5 millions. Le groupe en gros d'énergie et services représente 86 % du CA.
● United Utilities : groupe britannique. Distribution et

fourniture d'électricité : 13,7 milliards ; distribution et traitement des eaux : 8,9 milliards. Résultat d'exploitation global : 6,6 milliards.
● Thames Water : groupe britannique. Distribution d'eau et traitement des eaux usées : 9,8 milliards. Résultats opérationnels : 4,6 milliards.
● RWE : groupe allemand. CA : 243 milliards dont 75 dans l'énergie.

La croisade européenne de l'américain Enron

LONDRES

de notre correspondant à City
La petite pièce dépeinte dans toute décoration dans laquelle il reçoit ses visiteurs semble bien équilibrée pour Mark Prevert, la quarantaine joviale et massive. À l'heure de la dérèglementation du marché européen de l'électricité - entrée en vigueur le 1^{er} février -, l'homme du directeur général pour l'Europe de la compagnie énergétique américaine Enron paraît à l'aise. Ses limites : « En Europe, nous offrons la possibilité de devenir la plus importante compagnie d'électricité d'Europe, un marché équivalent à celui des États-Unis. »

L'expertise de ce géant texan, né il y a seulement quinze ans, dépasse aujourd'hui largement sa base : le pétrole, le transport du gaz naturel. Véritable supermarché du négoce énergétique, Enron ne se contente pas d'embaucher, d'innover, de se répandre en Europe, mais aussi les chasses gardées des protectionnistes à tout poil.

L'aventure européenne d'Enron commence en 1990 avec la construction d'une centrale en Grande-Bretagne dans le cadre de la privatisation de l'électricité lancée par Margaret Thatcher. L'étape suivante est la Scandinavie, qui a vu un marché de l'électricité totalement libéralisé, avec l'installation d'une ligne de pont en Norvège, gros producteur d'énergie. En 1997, la publication de la directive européenne relative à l'ouverture du marché de l'électricité a permis à Enron de se lancer dans la construction de centrales pour adapter leur législation. Enron a ainsi été de près à l'Union européenne.

Point de départ de cette offensive : l'Allemagne, marché le plus avancé dans le processus de dérèglementation, qui possède des noyaux indus-

triels les plus importants. Après une belle foire d'empoigne avec les producteurs locaux, Enron obtient la permission d'opérer sur l'ensemble du territoire allemand : c'est une première pour un étranger. Viennent ensuite l'Italie, où un accord de coopération a conduit Enel, l'Espagne, où le groupe reçoit l'autorisation de se collecter les déchets nucléaires d'électricité. Cette expansion tous azimuts s'accompagne d'une prolifération d'effectifs européens qui comprennent aujourd'hui quinze bureaux répartis dans neuf bureaux régionaux, dont deux en Europe de l'Est.

● **UNE NOUVELLE RACE D'ÉLECTRICIENS** « Nous nous efforçons de fournir une énergie aux besoins spécifiques de nos clients », Mark Prevert appartient à une nouvelle race d'électriciens, c'est un *power marketer* (intermédiaire en électricité) qui non seulement produit et transporte les kilowatts, mais fait du négoce à la banque d'énergie. Enron offre toute la gamme de services : achat en gros pour le compte des producteurs voulant s'assurer d'importants contrats, vente au détail à des gros consommateurs désireux d'obtenir le meilleur prix, courtage de produits sur le marché à terme, protection contre les risques liés aux contrats énergétiques, en particulier gaziers et électriques.

Les clés du succès d'Enron ? Les analystes attribuent d'abord à ce « muscle financier » nécessaire pour monter les grands projets énergétiques aux quatre coins de la planète. S'ajoute la longue expérience de la société en matière de libéralisation du secteur énergétique qui lui a permis de se mettre en pole position pour s'attaquer à un marché européen de nos jours aux

deux tiers dérèglementé, du moins pour les gros consommateurs.

Son autre grande force est l'exercice du lobbying politique, qui lui a permis d'être auprès des élus comme des autorités. L'ouverture d'un marché à Bruxelles auprès de l'Union européenne et la création d'une équipe d'une vingtaine d'avocats chargés de contacts avec les différents régulateurs soulignent cette attention à la politique. Enfin, si la compagnie grossit à vue d'œil, son siège londonien est dénué de tout superflu. Enron dépense là « où ça ne se voit pas », mais dans des secteurs névralgiques : la recherche, l'outil informatique, la formation et surtout la constitution de la première banque de données énergétiques au monde, grâce aux cinquante millions d'informations collectées quotidiennement dans la salle de transactions de Milbank, près du Parlement.

« Les grands » du marché européen - EDF, Vivendi, Suez-Tractebel, RWE - veulent tenir à distance. Mark Prevert le sait : « Nous concurrençons sur place ont tendance à s'accrocher à leur position. Nous voulons nous battre à armes égales dans le nouveau cadre de libre concurrence qui vient de voir le jour. » Ainsi, en Allemagne, il aura fallu l'intervention du bureau fédéral des cartels pour garantir l'accès des tiers au réseau de la compagnie régionale. La France, où Enron veut se positionner, n'a pas encore sauté totalement le pas de l'ouverture : « Si l'on a eu d'indéniables progrès, le gouvernement Joseph a limité en dernière minute la dérèglementation promise. C'est pourquoi, à nos yeux, la France n'est qu'une opportunité à long terme. »

Marc Roche

Accord chez Carrefour sur les temps de travail

FACE à ses concurrents distributeurs, Carrefour est bien décidé à jouer les modèles dans le domaine social. Alors que les autres enseignes sont au mieux en train de négocier le calendrier des négociations sur la réduction du temps de travail, Carrefour a signé, le 31 mars, une nouvelle convention collective avec cinq organisations syndicales (FO, CFDT, CFTC, CGC, CAT). Cet accord global, au-delà des 35 heures, propose également une refonte de la grille de qualification et de nouvelles modalités d'organisation du travail.

À partir du 1^{er} juin, les salariés passeront d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures à 45 minutes de 35 heures, une réduction insuffisante pour les salariés de Carrefour. Pour les salariés du temps partiel, qui représentent 11 % des 57 000 salariés concernés par l'accord, une augmentation de 2,1 % de leur salaire sera compensée par une compensation. Les contrats à temps partiel seront revalorisés pour être au minimum de

28 heures hebdomadaires. Pour ces deux catégories de personnels, cette réduction sera complétée par une semaine de repos supplémentaire. Le temps de travail des cadres sera désormais de 214 jours par an, ce qui donne à cette catégorie une semaine de congés supplémentaires.

● **UN STATUT COLLECTIF** Cet accord permet également d'unifier l'organisation du travail de l'enseigne. Dans les 117 hypermarchés détenus au propre par Carrefour, un seul statut collectif régira l'ensemble des salariés. La force flexibilité des horaires (qui peuvent aller de 41 heures hebdomadaires) sera gérée par les salariés. Carrefour s'est engagé à chercher d'ici un an : « 1 000 emplois équivalents temps complet. »

FO, très largement majoritaire, n'a pas hésité à qualifier Carrefour « d'enseigne modèle ». Visiblement à l'unisson, Joël Saveuse, directeur général de Carrefour France, parlait de la signature « d'avancée sociale majeure ». Mais la CGT, non signataire mais minoritaire, réserve encore sa réponse.

Laure Belot

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

La place du marché : achetez vos livres, CD, cédéroms, vidéos, DVD.

هكذا من الأصل

Le changement des services devient de plus en plus collectif. Chaque client a droit à des offres différentes en fonction de ses attentes.

Services

s'ouvrent à la concurrence. EDF ou RWE

Les clients ont le droit de choisir leur fournisseur d'électricité. EDF et RWE sont les deux principaux candidats pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne.

LES CLIENTS PARTICULIERS
Les clients particuliers ont le droit de choisir leur fournisseur d'électricité. EDF et RWE sont les deux principaux candidats pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne. Les clients particuliers ont le droit de choisir leur fournisseur d'électricité. EDF et RWE sont les deux principaux candidats pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne.

Les clients particuliers ont le droit de choisir leur fournisseur d'électricité. EDF et RWE sont les deux principaux candidats pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne. Les clients particuliers ont le droit de choisir leur fournisseur d'électricité. EDF et RWE sont les deux principaux candidats pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne.

Martine Drouot

Carrefour de travail

Les entreprises ont le droit de choisir leur fournisseur de travail. Carrefour de travail est le principal candidat pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne.

Les entreprises ont le droit de choisir leur fournisseur de travail. Carrefour de travail est le principal candidat pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne. Les entreprises ont le droit de choisir leur fournisseur de travail. Carrefour de travail est le principal candidat pour devenir le fournisseur principal de la région parisienne.

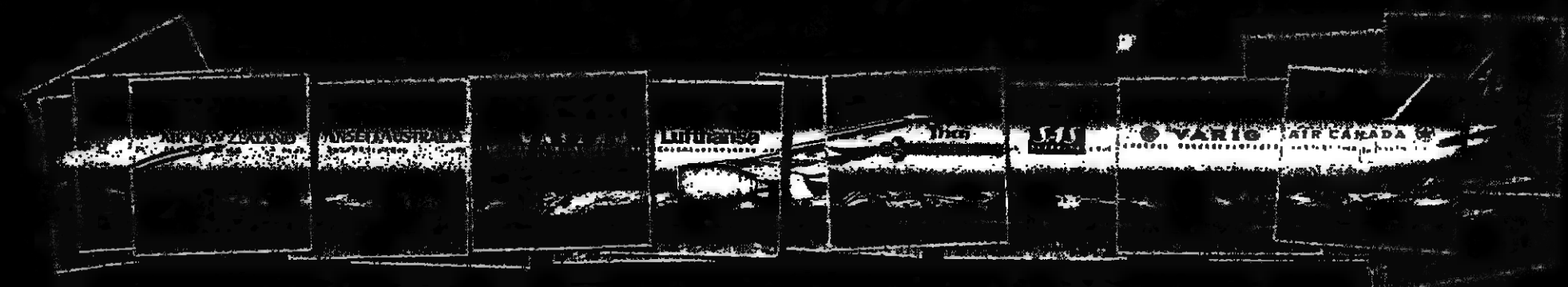
Fabrice Bouchet

le.fr

achetez vos DVD



LES NÉO-ZÉLANDAIS ONT DEMANDÉ À REJOINDRE NOTRE CLUB. ÇA NE SE REFUSE PAS.



Le réseau Star Alliance soutient la bi-océanique Air New Zealand.

STAR ALLIANCE
monde à son réseau

هكذا من الأصل

Le britannique BP Amoco annonce l'achat du pétrolier américain Arco

LE GROUPE pétrolier britannique BP Amoco a annoncé, jeudi 1^{er} avril, l'acquisition de l'américain Atlantic Richfield (Arco) pour 26,8 milliards de dollars (24,90 milliards d'euros). Un communiqué, la compagnie britannique affirme qu'elle devient ainsi le premier producteur mondial de pétrole. Jusqu'alors, elle devance désormais le groupe américain Exxon-Mobil dont le rapprochement est en cours. L'acquisition se fera par échange d'actions. Le groupe britannique inscrira une charge pour restructuration d'un milliard de dollars (930 millions d'euros) et envisage la suppression de 20 000 emplois. Les synergies annuelles attendues sont estimées à 1 milliard de dollars à l'horizon 1999. Cette annonce intervient le lendemain de l'approbation du projet par les conseils de BP et d'Arco (Le Monde du 1^{er} avril).

En l'espace de huit mois, le groupe britannique aura réalisé deux acquisitions majeures sur le territoire américain. La première, au mois d'août, visait Amoco pour un montant de 48,2 milliards de dollars. BP était jusqu'à présent en tête de la deuxième division. Avec cet accord nous passons en première division», déclarait alors le directeur général de la compagnie, John Browne. L'achat d'Arco présente comme l'« assemblage stratégique et géographique d'actifs de qualité qui s'imposait ».

Ce mouvement de concentration s'inscrit dans le cadre de la restructuration de ce secteur imposé par la chute des prix du pétrole et par l'exacerbation de la concurrence sur le plan mondial. Dans le sillage de BP, Exxon a jeté son dévolu sur Mobil et Total. Petrofina. Le monde pétrolier est emmené par ces grandes catégories d'acteurs.

En tête, les grands producteurs nationaux qui sont l'Aramco en Arabie saoudite, la NIOC en Iran, PDVSA au Venezuela ou Pemex au Mexique. Viennent ensuite les trois Majors BP-Amoco-Arco, Exxon-Mobil et Shell. Enfin, un peloton de compagnies : Chevron, Total, Texaco, Elf, Eni.

Dominique Galliois

L'automobile allemande marque une pause dans ses acquisitions

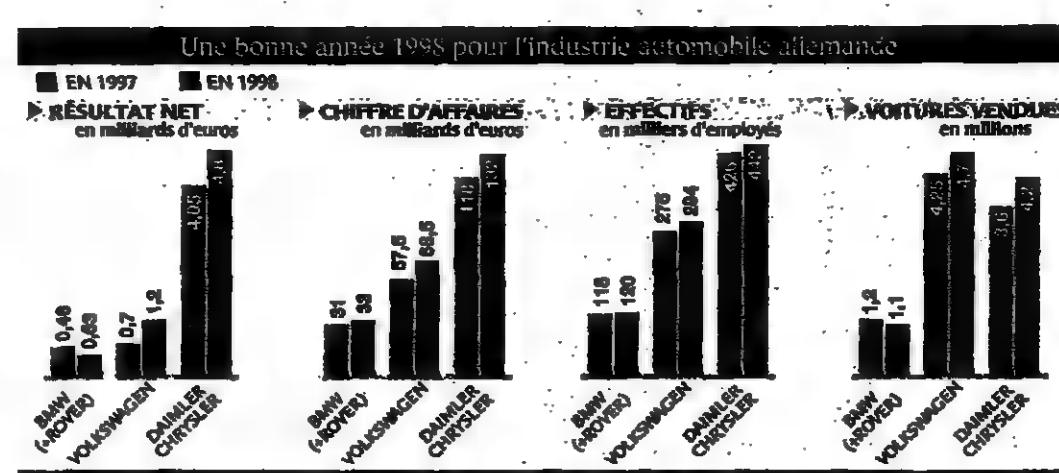
Volkswagen, DaimlerChrysler et BMW affichent d'importants bénéfices en 1998, même si les situations sont contrastées. Pour 1999, les trois constructeurs redoutent une conjoncture moins favorable

Les constructeurs allemands d'automobiles ont connu en 1998 une conjoncture exceptionnelle. Les résultats de leur politique d'acquisition ont cependant été contrastés. Désormais, les trois constructeurs allemands ont adopté des voies différentes. Le premier a procédé à une série d'acquisitions pour diversifier sa palette de marques, le deuxième a choisi de fusionner avec un constructeur américain, tandis que le troisième a fait le pari de reprendre le constructeur britannique Rover. Volkswagen, DaimlerChrysler et BMW ont tous trois des stratégies, mais BMW reste handicapée par les résultats de sa filiale britannique. Pour assurer son redressement, BMW a réussi à obtenir une subvention du gouvernement britannique pour sauvegarder l'usine de Longbridge.

STUTTGART

Les trois constructeurs allemands qui se sont lancés dans une politique d'acquisitions ont connu en 1998 des résultats contrastés. Au départ, l'objectif de BMW, Volkswagen et DaimlerChrysler était le même : acquérir des marques complémentaires, pour occuper les créneaux du marché. Pour cela, les constructeurs allemands ont bénéficié en 1998 d'une conjoncture porteuse. Parmi les premiers en constituant une panoplie de marques, Volkswagen a, pour l'instant, le mieux réussi. Sa stratégie en annonçant pour 1998 un chiffre d'affaires de 100 milliards de dollars, Daimler, qui a démarré plus tard dans la course à la taille, a également une bonne année pour son premier exercice depuis la fusion avec l'américain Chrysler. BMW ne connaît pas le même bonheur avec Rover, acquis il y a cinq ans. Les pertes de la filiale britannique se sont élevées à 960 millions d'euros en 1998, un chiffre pesé sur le résultat net.

D'accord sur le principe de la croissance par acquisition, les grands constructeurs allemands divergent sur la méthode. Ainsi, DaimlerChrysler veut réaliser « le plus vite possible » son intégration et se donne jusqu'à 2001 pour mettre en place des structures communes avec un leitmotiv : la valeur pour l'actionnaire. Quatre mois après le lancement de ce programme ambitieux, le nouveau groupe a déjà réalisé 10 % de la tâche. Une nouvelle organisation de système de vente et de marketing a été mise en place et les services financiers des deux groupes ont été fusionnés.



En revanche, BMW a laissé temps au temps, après sa prise de contrôle de Rover en 1994. Ce dernier a, en effet, conservé une grande autonomie. Jusqu'au début de l'année, les deux groupes ont échoué à trouver des synergies. L'idée de laisser à Rover la conduite de sa propre marque, qui ne peut pas fonctionner, a été abandonnée. Le nouveau président de la filiale, Joachim Milberg, le nouveau président de la filiale de BMW, qui veut mettre en place une organisation plus centralisée dès avril prochain.

L'autre difficulté notable concerne le recours aux plateformes. Volkswagen s'est fait une spécialité de concevoir la fabrication de ses différents modèles sur des bases communes. Le constructeur de Wolfsburg estime que la moitié de ses modèles produits en 1998 qui ont été développés sur des plateformes récentes, contre un quart un an plus tôt. La plate-

forme A « actuelle », par exemple, onze modèles de la gamme des quatre-vingt-cinq du groupe, de l'A 14 à l'Audi TT coupé.

En revanche, BMW persiste à croire que « les plateformes ne sont pas déterminantes » et mise plutôt sur « le profil des marques ». Selon les ingénieurs bavarois, les clients attendent des produits authentiques dont il faut conserver l'originalité et le positionnement. DaimlerChrysler, de son côté, ne veut pas non plus donner la priorité aux bases communes et veut une identité forte pour ses modèles. Les caractéristiques doivent s'adapter aux automobilistes des deux rives de l'Atlantique. Cette politique n'empêche pas de partager certains éléments de production. C'est ce qui a été fait avec l'usine autrichienne de Graz où est fabriquée la Jeep Grand Cherokee de Chrysler. La classe M de Mercedes y sera produite à partir du mois de mai pour faire face à la forte demande.

En 1999, les constructeurs allemands craignent une conjoncture moins propice et poursuivront leurs efforts. DaimlerChrysler prévoit 1,3 milliard d'euros d'économie cette année. Par ailleurs, des groupes de travail cherchent à rationaliser les achats. Enfin, DaimlerChrysler veut investir 400 millions d'euros en 1999 et 2001 pour la recherche et le développement. Le rapprochement des structures semble suivre le cours à rythme soutenu, Jürgen Schrempp n'a pas caché que « l'intégration humaine prendrait plus de temps » dans un groupe qui compte plus de 440 000 salariés partagés entre deux cultures.

Augmenter la productivité. C'est le leitmotiv de Rover qui reste la priorité. Alors qu'un accord de principe a été conclu, mercredi 31 mars, avec le gouvernement britannique pour

Longbridge, l'usine par laquelle les pertes arrivent

guerre mondiale sur laquelle de majestueux bâtiments de briques rouges s'élevaient dans des prés où paissent des moutons : l'imaginaire du peintre van Gogh « l'âge d'or » de l'usine de Longbridge a la chair bien triste. Nichée au milieu d'une friche industrielle près de Birmingham, l'ancienne forteresse de l'automobile anglaise est un épave de fabriques à l'ancienne aux vitres brisées et aux toits effondrés, de style HLM, de cailloux de chantier couverts de graffitis et d'entrepôts sales, le tout entouré par une enceinte noire par les ans. Construite en 1905, cet ancien joyau d'une industrie en pleine prospérité emploie aujourd'hui 9 000 salariés.

Les chaînes de montage organisées de ce site digne de Dickens ont été amputées, « en raison de travaux », prétend-on.

La situation de Longbridge, plombée par la mévente de ses deux modèles milieu de gamme, les antiques 200 et 400, a de quoi faire frissonner. L'usine est tenue en grande partie responsable des énormes pertes de Rover dont la part de marché est tombée à 8 % en 1998, 13,4 % quatre ans plus tôt, lors de l'acquisition par le groupe de Munich. BMW est pris au dépourvu par l'expansion de la

production à long terme pour garantir son indépendance, dont Rover est une pièce maîtresse, et l'impératif d'arrêter cette coûteuse hématome financière qui met en péril la rentabilité de la maison-mère», explique crûment une étude de la banque d'affaires Goldman Sachs.

Le gouvernement britannique a confirmé, mercredi 31 mars, l'octroi d'une subvention, dont le montant n'est pas précisé, pour aider BMW à moderniser Longbridge. Devant la menace d'un mouvement social dans les Midlands, le ministère du Commerce et de l'Industrie a accepté de délier les cordons de la bourse pour sauvegarder ce symbole de la décadence industrielle britannique.

« LE MAL ROVER »

Depuis le début des années 70, l'usine a injecté 3,5 milliards de livres (2,34 milliards d'euros) dans l'entreprise, même qu'il n'a pas permis de renverser le mouvement. Au cours des cinq dernières années, la dégradation s'est accélérée en raison des surcapacités mondiales, du marasme du marché national et de la fermeture de la livre. Mais même la firme Labour, pour qui l'usine est une entreprise à l'avenir, n'a pu se résoudre à fermer Longbridge, l'un des principaux em-

ployeurs de Birmingham, deuxième ville du royaume, avec ses 50 000 emplois directs et indirects.

« Que Longbridge produise toujours des automobiles tient du miracle. C'est pire qu'une usine du tiers-monde ! », dit un ancien de la filiale, Rover fabrique des modèles hors mode dont les clients ne veulent pas : Kumar Bhattacharyya, directeur du Warwick Manufacturing Group, centre d'études universitaires spécialisé dans les problèmes industriels, planche depuis plus de deux semaines sur « le mal Rover ». A ses yeux, BMW, en refusant de racheter le site de production, a occulté l'avenir. Longbridge également a souffert de l'absence de la marque Land Rover, véhicules tout-terrain, un secteur très rentable et à forte croissance, qui a bénéficié de gros investissements de ce spécialiste des véhicules. En revanche, les véhicules de tourisme meilleur marché de Longbridge ont pâti de son désintérêt.

La production sur les chaînes de montage de Longbridge est inférieure d'un tiers à celle de BMW, malgré les nombreuses concessions faites par le syndicat des transports TGWU concernant les horaires de travail et les heures supplémentaires obligatoires. Les arrêts de

travail sont rares, et la main-d'œuvre reste l'une des moins chères d'Europe. En revanche, selon les experts, dirigeants et cadres supérieurs de l'usine des Midlands portent une lourde part de responsabilité dans cette crise. Un jeune ingénieur décrit, sous couvert d'anonymat, un mode de gestion sclérosé : « Les cadres, dont beaucoup sont proches de la retraite, ne sont pas vraiment motivés. En raison du poids des habitudes, l'équipement n'est pas vraiment moderne. L'organisation de l'usine s'apparente plus à une entreprise qu'à une entreprise privée ».

L'état de lieux laisse pantois quand on connaît la réputation industrielle de BMW. Mais, par crainte d'exacerber la germanophobie dans le Rhur anglaise, Munich a maintenu en place les instances dirigeantes. La poignée de cadres allemands à Longbridge, vétéranisés par les difficultés, n'ont pas osé tirer la sonnette d'alarme.

L'une des premières décisions de Joachim Milberg, proposé en février à la tête de la compagnie, a été de transférer en Allemagne les bureaux d'études de la future R 75 ainsi que des nouvelles Mini et Range Rover. Depuis le 30 mars, Rover est directement gouvernée par le QG central du groupe pour la vente comme pour la production, et le nombre de membres du directoire de la filiale anglaise a été considérablement réduit.

Marc Roche

Jürgen Schrempp ne croit plus à un groupe européen de la défense

STUTTGART

Le rêve d'un groupe européen des industries de la défense s'est brisé, a estimé Jürgen Schrempp, président du directoire de DaimlerChrysler, mercredi 31 mars. M. Schrempp estime que les fusions en Grande-Bretagne (British Aerospace et Marconi) et en France (Aérospatiale et Matra) ne permettent plus la constitution d'un grand constructeur européen intégré. La firme aéronautique et spatiale de l'entreprise germano-américaine, DASA, qui détient une part de 49,9 %, a-t-il ajouté. Et elle n'est plus pressée de conclure une alliance, les af-

faire tant bien. En 1998, DASA a réalisé un bénéfice net de 1,07 milliard de deutschemarks (547 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 17,2 milliards de deutschemarks (8,7 milliards d'euros), après un redressement net depuis 1991.

« Nous avons décidé de faire croître DASA », a déclaré M. Schrempp, qui juge la position importante d'une telle entreprise européenne (Eurocopter, Airbus, etc.). Un porte-parole de la société a déclaré que les négociations avec DASA sur ces dernières semaines pourraient déboucher sur de nouvelles coopérations ponctuelles. En Europe, DASA est con-

sidérée à une entrée au capital de la société espagnole CASA en cours de privatisation, opération à laquelle Aérospatiale s'intéresse aussi. Le groupe allemand n'est pas placé : « On ne voit pas comment le gouvernement espagnol pourrait vendre à un groupe en partie d'Etat », a-t-il déclaré. En revanche, le coprésident de DaimlerChrysler souhaite toujours la transformation d'Airbus en société anonyme. Il semble toutefois d'arriver à un accord sur cette affaire car, selon le Allemand, qui dit aussi un geste des Français : « rien ne passe actuellement ».

Philippe Ricard

Mastère spécialisé en Multimédia-Hypermédia à l'École nationale supérieure des beaux-arts (Ensbap)
14, rue Bonaparte
75272 Paris cedex 06

Objectif : Formation des métiers d'Auteur/Réalisateur et de Directeur de projet dans le multimédia/hypermédia.

Recrutement sur concours
Dates des dépôts de dossiers :
16 au 23 avril 1999

Public concerné : Diplômés de l'enseignement supérieur, toutes disciplines, niveau 3^e cycle (Bac +5). Dérogations possibles en fonction de l'expérience professionnelle.

Durée des cours : 12 mois
Charge horaire annuelle : 1 500 heures
Début des cours : 14 septembre 1999
Nombre de places : 16
Participation aux frais de scolarité : 000 000 FF
Frais de dossiers : 300 FF

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
MATÉLAS & SOMMIERS
Tous les modèles : PAK, PAK-2, PAK-3, SWISS-FLEX, TRICA, EPEDA, SIFONS, CANAPES, BULTON, PIRELLI, etc.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Stress - Coton - Duvet - Couette - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
241 rue de Longue-Peuvre 93100 La Courneuve
01.42.08.71.00 - 7/7

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

■ **BMW** : le gouvernement britannique a annoncé un accord sur l'avenir de Rover (lire page 22).

■ **YAHOO** : le moteur de recherche sur Internet devrait racheter Broadcast.com, le site spécialisé dans la diffusion de programmes audio et vidéo, pour 4,4 milliards de dollars (3,78 milliards d'euros), a indiqué mercredi 31 mars la chaîne financière CNBC.

■ **NISSAN** : le constructeur automobile japonais a annoncé jeudi 1er avril que la filiale de la Nissan allait l'amener à 100% pour 19,8 milliards d'euros (15,2 milliards de dollars) moins-values sur son portefeuille de titres.

■ **AEROSPATIALE** : tous les syndicats du groupe d'aéronautique (FO, CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC) ont signé un accord-cadre pour 18 heures, qui prévoit l'embauche de 1 000 personnes d'ici à 2001, une compensation salariale intégrale. Cet accord, précise la communication publiée le 31 mars, concerne 22 000 salariés, et sera appliqué progressivement, à partir du 1er avril 1999 et le 1er janvier 2000.

■ **HITACHI** : le groupe japonais d'électronique a annoncé jeudi 1er avril qu'il allait supprimer 500 emplois au sein de sa maison mère d'ici à la fin mars 2000, soit près de 10% de ses effectifs sociaux. La maison mère ne devrait plus compter que 60 500 personnes dans un an.

■ **SHELL CHEMICALS** : la chimie du groupe pétrolier Royal Dutch/Shell a vendu deux filiales de produits de mousse de polyuréthane, l'une au britannique et l'autre au finlandais CapMan Capital Management Oy.

SERVICES

■ **CASINO** : le groupe de grande distribution a annoncé jeudi 1er avril un accord avec le groupe de distribution thaïlandaise C en vue d'acquiescer 66% du capital au groupe d'une augmentation du capital réservée de 6,1 milliards d'euros (150 milliards de dollars).

FINANCE

■ **SAN PAOLO-IMI** : le groupe bancaire italien, qui a réaffirmé mercredi 31 mars son intérêt pour Banca di Roma, a confirmé l'opération au groupe français au Crédit lyonnais.

■ **FUSIONS** : le secteur bancaire a poursuivi son mouvement de concentration dans l'Union européenne pendant la période 1994-1997, le nombre des établissements diminuant de 1 733, un rapport publié mercredi 31 mars par l'Office européen de statistiques Eurostat.

■ **AXA** : l'assureur français veut acquérir la part importante dans le géant de l'assurance polonaise PZU, ancien monopole d'Etat, a annoncé mercredi 31 mars Claude Bébear, le président du groupe.

■ **DEUTSCHE BANK** : la première banque allemande a réduit l'effectif de son siège central de 1 000 personnes aujourd'hui à l'an prochain, a indiqué Rolf Breuer, président du conseil d'administration de l'établissement, l'hebdomadaire Wirtschaftswoche il paraîtra jeudi 1er avril. La banque avait annoncé en février 1998 la suppression de quelque 10 000 postes en trois ans.

RESULTATS

■ **ING** : le banquier néerlandais a annoncé une hausse de 47,8% à 2,428 milliards d'euros de son bénéfice net. L'assurance a permis de compenser le repli des profits dans la banque. ING veut poursuivre sa croissance, notamment en assurance aux Etats-Unis. Le total de bilan a progressé de 28,9% à 100,1 milliards d'euros (363,7 milliards de dollars).

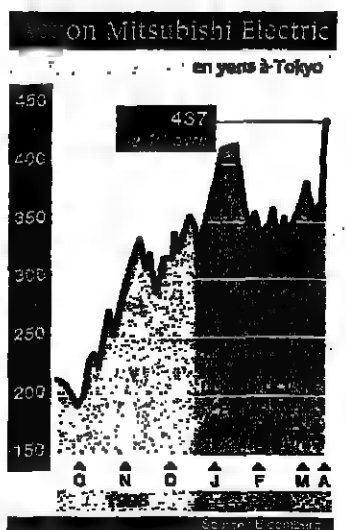
■ **CALIANE LAPAYETTE** : le groupe a annoncé une baisse de 13,60% de son bénéfice net (part du groupe) en 1998, à 85,22 millions d'euros (559 millions de dollars). Le chiffre d'affaires a progressé de 16,2% (4,6% à périmètre constant) à 5,378 milliards d'euros.

■ **CGIP** : la Compagnie générale d'Industrie et de participations a annoncé jeudi 1er avril un résultat net en hausse de 10% du groupe de 2,222 milliards de francs (338,7 millions d'euros) en 1998, en hausse de 84%. La CGIP a décidé de proposer à l'assemblée générale un plan de distribution de dividendes dans la limite de 10% du capital.

VALEUR DU JOUR

Mitsubishi Electric se restructure

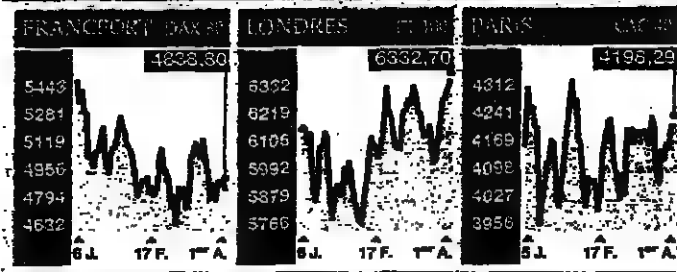
AU DERNIER JOUR de l'exercice fiscal japonais, Mitsubishi Electric a annoncé une sévère cure d'amalgame. L'action s'est adjugée 10,3%, à 437 yens. Ichiro Taniguchi, arrivé à la tête du groupe en juin 1998, a annoncé la suppression de 500 emplois sur trois ans, soit 10% des effectifs. Près de 60% de ces suppressions touchent directement le Japon. En 1998, Mitsubishi Electric a déjà programmé une réduction de ses effectifs de 3 000 personnes, mais uniquement par le gel des embauches. Depuis l'annonce, le 1er mars, d'une réduction de 10% des effectifs mondiaux de Sony, la question de l'emploi n'est plus tabou au Japon. Jeudi 1er avril, ce sont ainsi deux autres groupes de premier plan qui ont annoncé des réductions de personnel. L'objectif d'Ichiro Taniguchi est de redresser la rentabilité de son groupe pour atteindre un bénéfice avant impôt de 120 milliards pour l'exercice se terminant le 31 mars 2000. Pour y parvenir, le groupe va se concentrer sur les activités où il peut espérer figurer parmi les leaders mondiaux : les équipements cellulaires et les réseaux de communications. Les divisions informatiques, édition de logiciels et logistique, devaient être restructurées. En terme, il devrait réduire le nombre de ses filiales de 180 à 140 et réduire ses coûts de 100 milliards de yens en trois ans.



voit une perte de 60 milliards de yens (440 millions d'euros) après un bénéfice de 106 milliards d'euros en 1998. L'objectif d'Ichiro Taniguchi est de redresser la rentabilité de son groupe pour atteindre un bénéfice avant impôt de 120 milliards pour l'exercice se terminant le 31 mars 2000. Pour y parvenir, le groupe va se concentrer sur les activités où il peut espérer figurer parmi les leaders mondiaux : les équipements cellulaires et les réseaux de communications. Les divisions informatiques, édition de logiciels et logistique, devaient être restructurées. En terme, il devrait réduire le nombre de ses filiales de 180 à 140 et réduire ses coûts de 100 milliards de yens en trois ans.

Enguérand Renault

EUROPE



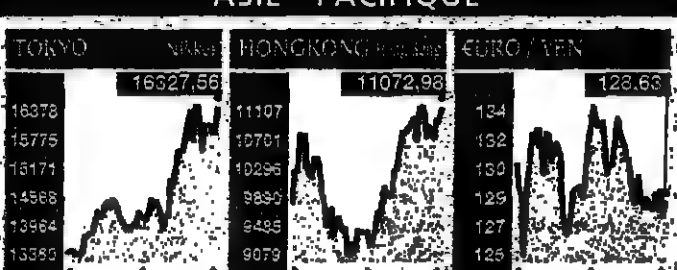
Europe 12h30	Indice	selection	clôtur	04/04	Var. %	Var. %
EUROPE	EURO STOXX 30		3022,46	-0,21		4,28
EUROPE	STOCK 50		2572,06	0,17		7,00
EUROPE	EURO STOXX 200		2077,57	-0,52		3,07
EUROPE	STOCK 600		2077,57	0,14		5,58
PARIS	CAC 40		2198,25	0,01		0,48
PARIS	AMCAG		1613,08	0,22		2,10
PARIS	SBF 120		2022,85	-0,04		1,21
PARIS	SBF 250		2022,85	-0,04		1,21
PARIS	SECOND MARCHÉ		1048,00	-0,04		1,21
AMSTERDAM	AEX		303,00	-0,01		0,47
BRUXELLES	SEL 20		2022,85	0,24		2,28
FRANCFORT	DAX 30		2022,85	-0,04		1,21
LONDRES	FTSE 100		2022,85	-0,04		1,21
MADRID	STOCK EXCHANGE		2022,85	-0,04		1,21
MILAN	MISTEL 30		2022,85	-0,04		1,21
ZURICH	SMI		2022,85	-0,04		1,21

AMÉRIQUES



Indice	Valeur	Var. %	Var. %	
AMÉRIQUE 12h30				
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	2786,18	-1,25	3,00
ÉTATS-UNIS	S&P 500	2451,40	-1,11	4,30
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2451,40	-0,28	3,25
TORONTO	TSX 300	2451,40	-0,28	3,25
SÃO PAULO	BOVESPA	2451,40	-0,28	3,25
MEXICO	IPC	2451,40	-0,28	3,25
SANTIAGO	IPSA GENERAL	2451,40	-0,28	3,25
CARACAS	CAPITAL GENERAL	2451,40	-0,28	3,25

ASIE - PACIFIQUE



	9.4.	17.7.	1.°A.		9.4.	17.7.	1.°A.		9.4.	17.7.	1.°A.
Zone Asie 12h30				Indice				Valeur			
				diff.				diff.			
TOKYO				NIKKEI 225	11072,98			3,10			3,10
HONGKONG				HANG SENG	11072,98			1,30			1,30
SINGAPOUR				STRAITS TIMES	11072,98			0,15			0,15
SEOUL				COMPOSITE INDEX	11072,98			2,18			2,18
SYDNEY				ALL ORDINARIES	11072,98			0,35			0,35
BANGKOK				SET	11072,98			0,75			0,75
BOMBAY				SENSEX INDEX	11072,98			0,47			0,47
WELLINGTON				SENSEX 40	11072,98			0,01			0,01

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris ne cédait plus que 0,47% à 4 178,12 points en milieu de journée jeudi 1er avril, après avoir chuté de 1,12% à l'ouverture. La veille, le marché des actions françaises avait, à l'instar des Bourses européennes, terminé en baisse de 1,35% à 4 197,88 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort réduisait ses pertes à 0,49%, sur un niveau de 4 841,30 points jeudi 1er avril à la mi-journée, après un repli de 1,05% lors des premiers échanges. Mercredi 31 mars, le DAX avait progressé de 0,5% à 4 865,27 points, sur un marché calme.

LONDRES

L'INDICE FTSE-100 de la Bourse de Londres a clôturé en hausse mercredi 31 mars de 0,50%, à 6 295,3 points, grâce à la hausse de plusieurs secteurs financiers et pharmaceutiques.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a clôturé la nouvelle année fiscale de 1999-2000 en hausse, terminant jeudi 1er avril sur une progression de 3,1% à 11 072,98 points, sous l'impulsion de la hausse des valeurs locales. Le secteur des valeurs de technologie, très actif durant la séance, a plus particulièrement soutenu le marché.

NEW YORK

L'INDICE S&P 500 de la Bourse de New York a terminé la séance du mercredi 31 mars en hausse de 1,27% à 2 451,40 points (-1,28% à 786,16 points). Les opérateurs ont procédé à des prises de bénéfices avant le long week-end de Pâques, encouragés par la progression de l'indice en Asie de la semaine. Le Dow Jones avait franchi lundi pour la première fois de son histoire le cap des 10 000 points en clôture. Les statistiques publiées mercredi ont montré que le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 6% en rythme annuel au dernier trimestre de 1998.

MONNAIES

L'EURO s'inscrivait en légère hausse, jeudi matin 1er avril, lors des premières transactions entre banques. Les opérateurs semblaient moins inquiets qu'ils ne l'étaient des conséquences pour l'économie européenne de la guerre en République fédérale de Yougoslavie. Le yen, de son côté, progressait sensiblement au billet vert, à 118,60 yens pour un dollar.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont baissé, jeudi 1er avril. Après quelques minutes de transactions, le contrat euronoténel du Matif cédait 13 centimes, à 95,01 points. Le contrat de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,11%.

ÉCONOMIE

Le Japon restera en récession en 1999

STANLEY FISCHER, directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué, mercredi 31 mars, que l'économie japonaise restera en récession négative en 1999. Lors de ses dernières prévisions économiques, le FMI avait mis sur une chute du PIB du Japon de 0,5% en 1999. « Ce ne sera pas mieux. Notre prévision continuera à montrer une croissance négative », a déclaré M. Fischer. « Il y aura besoin de davantage de mesures de relance », a-t-il ajouté.

■ **ÉTATS-UNIS** : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 6% en rythme annuel au dernier trimestre de 1998, a indiqué, mercredi, le département du commerce. L'ensemble de l'année, la croissance a été élevée à 3,9%, soit une augmentation du PIB équivalente à celle enregistrée en 1997. Pour l'année en cours, les prévisions de la Réserve fédérale laissent entrevoir une croissance de 2,5% à 3%. L'association des détaillants d'achat de la région de Chicago a indiqué, mercredi, que son indice d'activité s'est élevé à 57 en mars, contre 52,9 en février. Cet indicateur témoigne d'une croissance de l'activité, selon l'association. Les commandes industrielles aux États-Unis ont baissé de 2,5% en février, a annoncé, mercredi, le département du commerce. Il s'agit du premier recul de cet indicateur depuis juillet 1998 et le plus marqué depuis avril 1995, mois au cours duquel la baisse avait atteint 2,6%.

■ **BRÉSIL** : l'excédent de la balance commerciale ne dépassera pas 5,4 milliards de dollars en 1999 (5 milliards d'euros), selon une estimation rendue publique mercredi par la Fondation du commerce extérieur du commerce extérieur. Le chiffre est en baisse de 11 milliards de dollars par rapport à l'estimation par le Fonds monétaire international (lire page 7). L'inflation au Brésil a progressé en mars de 2,83%, selon l'indice général des prix du marché de la Fondation indépendante Getúlio Vargas publié mercredi. La progression de cet indice sur les trois premiers mois de l'année est de 7,44% et de 7,92% sur les douze derniers mois.

■ **CANADA** : pour le sixième mois consécutif, le Canada a enregistré une hausse de son produit

intérieur brut avec une progression de 0,2% par rapport à décembre, a annoncé, mercredi, Statistique Canada. Selon l'Office gouvernemental, cette croissance est due à une plus forte demande à la fois sur le plan intérieur et aux États-Unis.

■ **Le nombre de faillites au Canada a chuté de 11,5% en 1998, après le chiffre record enregistré l'année précédente, a annoncé le gouvernement canadien mercredi. Pourtant le volume total des dettes non honorées par les entreprises en 1998, a-t-il augmenté de 10,3%.**

■ **ALLEMAGNE** : le chiffre d'affaires des commerçants a grossi de 7,3% en février, comparé à février 1998, selon une estimation provisoire communiquée jeudi par l'Office fédéral de statistiques. Depuis le début de l'année, le chiffre d'affaires du commerce de gros s'inscrit en recul de 8,1% en valeur nominale, comparé à la période de janvier-février 1998.

■ **ESPAGNE** : le déficit commercial s'est établi en janvier à 297 millions de dollars (1,785 milliard d'euros), en hausse de 47,5% par rapport au même mois de 1998, a annoncé, mercredi, le ministère de l'Économie. Pour 1999, le gouvernement prévoit une hausse d'environ 25% du déficit commercial en raison de la poursuite, mais moins au premier trimestre, de la crise électorale principalement l'Asie, la Russie et l'Amérique latine.

■ **FRANCE** : le nombre de faillites d'entreprises en août, septembre et octobre 1998 a baissé de 14,3%, en données brutes par rapport au même trimestre de 1997, selon les statistiques de l'INSEE publiées mercredi. Entre novembre 1997 et octobre 1998, les faillites ont reculé de 12%.

■ **HONGRIE** : le PIB a enregistré en 1998 une hausse de 5,1% par rapport à 1997. La production industrielle a enregistré une croissance de 11,8% en 1998 par rapport à l'année précédente.

■ **LITUANIE** : la croissance s'est établie à 4,4% en 1998, contre une progression du produit intérieur brut de 6,1% en 1997, a annoncé, mercredi, l'Office national des statistiques.

■ **FINLANDE** : le produit intérieur brut a baissé de 4,7% en janvier, 4,7% par rapport au même mois correspondant à l'an dernier, a indiqué mercredi l'Office national des statistiques.

TAUX DE CHANGE DES MONNAIES

Euro contre ▶		contre franc ▶		Euro contre ▶		contre franc ▶	
Monnaie	Taux	Monnaie	Taux	Monnaie	Taux	Monnaie	Taux
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	DANMARK	7,4817	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO	1,3663	FRANCE	0,5674	FRANCE	1,3663
ALLEMAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ALLEMAGNE	0,5674	ALLEMAGNE	1,3663
ITALIE	1,3663	EURO	1,3663	ITALIE	0,5674	ITALIE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
PORTUGAL	1,3663	EURO	1,3663	PORTUGAL	0,5674	PORTUGAL	1,3663
GRÈCE	1,3663	EURO	1,3663	GRÈCE	0,5674	GRÈCE	1,3663
IRLANDE	1,3663	EURO	1,3663	IRLANDE	0,5674	IRLANDE	1,3663
ROYAUME-UNI	1,3663	EURO	1,3663	ROYAUME-UNI	0,5674	ROYAUME-UNI	1,3663
ÉTATS-UNIS	1,3663	EURO	1,3663	ÉTATS-UNIS	0,5674	ÉTATS-UNIS	1,3663
BRÉSIL	1,3663	EURO	1,3663	BRÉSIL	0,5674	BRÉSIL	1,3663
ARGENTINE	1,3663	EURO	1,3663	ARGENTINE	0,5674	ARGENTINE	1,3663
CHILI	1,3663	EURO	1,3663	CHILI	0,5674	CHILI	1,3663
COLOMBIE	1,3663	EURO	1,3663	COLOMBIE	0,5674	COLOMBIE	1,3663
CÔTE D'IVOIRE	1,3663	EURO	1,3663	CÔTE D'IVOIRE	0,5674	CÔTE D'IVOIRE	1,3663
EGYPTE	1,3663	EURO	1,3663	EGYPTE	0,5674	EGYPTE	1,3663
ESPAGNE	1,3663	EURO	1,3663	ESPAGNE	0,5674	ESPAGNE	1,3663
FINLANDE	1,3663	EURO	1,3663	FINLANDE	0,5674	FINLANDE	1,3663
FRANCE	1,3663	EURO					

● Casino s'appréciait de 1,1 %, 52,45 euros, jeudi 1^{er} avril, l'ouverture de la séance. Le groupe Casino a annoncé avoir conclu un accord avec le numéro un de la distribution en Thaïlande, Big C, en vue d'acquiescer 66 % de son capital à travers d'une augmentation de capital réservée de 6,1 milliards de bahts (150 millions d'euros).

- **CGIP** progressait de 0,54 %, ■ 46,1 euros, jeudi matin. La Compagnie a annoncé jeudi un résultat net consolidé par du groupe de 2,221 milliards de francs (338,7 millions d'euros) en 1998, en hausse de 84 % sur celui de 1997.
- **Galeries Lafayette** grimpait de 2,08 %, ■ 980 euros, jeudi 1^{er} avril en début de séance. Le groupe de distribution ■ annoncé mercredi, après la fermeture du marché, que son bénéfice net ■ reculé de 14 % en 1998, mais son résultat net courant a progressé de 50 %.
- **Simco** gagnait 1,11 %, ■ 450 euros, jeudi, ■ l'ouverture de la séance. La société foncière Simco ■ renoué avec les bénéfices en 1998, dégageant un résultat net de 50,6 millions d'euros, contre une perte nette de 4 millions d'euros en 1997.
- **Suez-Lyonnais** des eau... perdait 0,81 %, ■ 170 euros, lors des premières transactions jeudi matin. Le groupe a vu son résultat net progresser de 64,3 % en 1998. Rapporté au nombre d'actions émises par la société, le bénéfice grimpé de 50,5 % à 7,941 euros, contre 4,92 euros lors de l'exercice précédent.

JEUDI 1^{er} JUILLET **Cours relevés à 12h30**
Liquidation : 23 avril

France ▶	Président en force	Cours en euros	Cours en francs	% Vis-à-vis de la précédente séance	Composition (12)
BNP (I.P.)	140,40	140,40	140,40	+ 0,08	142
BNP PARIBAS (I.P.)	140,40	140,40	140,40	+ 0,08	142
RENAULT (I.P.)	410	408	2682,88	- 0,84	399
SANIT GOSNIN (I.P.)	180,10	181,80	1190,50	+ 0,97	180,10
THOMSON SA (I.P.)	141,20	140	901,14	+ 2,58	141
ACCOR	230	228,50	1478,14	- 1,59	230
ALCANTARA	50	50	310,00	+ 0,00	50
ALP FRANCE CPE IN	15,55	15,58	100,05	+ 0,83	15,50
AIR LIQUIDE	138	137,36	924,58	- 0,07	138,90
ALCATEL	176,50	177,30	703,64	+ 0,78	176,50
ALSTOM	28,50	27,20	176,41	- 1,59	28,70
ALTRAM TECHNIQ	235	238,20	1580,05	+ 0,55	235,00
ATOS CA	85	88,90	547,78	+ 1,76	77,25
AXA	12,80	128,80	800,00	+ 1,71	121
BAL INVESTIS	123,10	123,10	780,00	+ 1,14	123,10
BOIS MOULLE	94,10	94,10	540,00	+ 2,44	94,10
BOUYGUE	56	56,20	350,00	+ 0,36	54

JEUDI 1^{er} AVRIL

[illegible]

JEUDI 1^{er} AVRIL
Une collection. Cours relayés à 12h30

[illegible]

Une sélection.
Cours de clôture le 11 mars

[illegible]

DC TREASOR (1,25 FINE)	UNIVERS ACTIONS	50.14	328.80
	MONEY ASSOCIATIONS	100.00	1203.00
	UNIVAR C	100.00	1293.01
	UNIVAR D	100.00	1010.00

[illegible]

200.00	223.19	+ 1.57	MGI	12.00	12.00	0.00
70	494.53	+ 4.10	MICHEL THIE	110.00	110.00	0.00
20	216.47	- 1.19		10.00	10.00	- 0.00

[illegible]

200.00	223.19	+ 1.57	MGI	12.00	12.00	0.00
70	494.53	+ 4.10	MICHEL THIE	110.00	110.00	0.00
20	216.47	- 1.19		10.00	10.00	- 0.00

[illegible]

FLAMMARION 5	20.15	171.88	- 5.25
FLAMMARION 10	10.00	71.88	- 0.27
GUILLIN	22.91	150.28	+ 0.28

MANIAN #	16.20	108.25	+ .08
MHS TECHNOLOGY #	36.40	109.84	+ 1.28
NOTICE PAPER #	107	103.27	0.00
MUREL DUBOIS #	60.80	947.72	+ 0.36
IDA #	119	780.80	--
HYPER TECHNOLOGY #	26.17	161.88	- 0.47
INTER PARTS #	16.75	109.00	+ 0.00
IMO ONS #	30	307.74	- 2.12
LABO PHARMACE #	20.40	137.28	- 0.04
MILBEXCORP #	114	747.78	--
NBC OPT (NY) #	28.50	145.88	--
NOCLIFE #	65.22	286.30	--
ONET #	713.50	743.20	- 0.08
ORGASYNTH #	10.80	100.88	--
PARIS EXPO #	60	200.00	+ 0.00
PAUL FREEDMAN #	100	941.10	+ 0.26
PIER IMPORT #	4.88	33.78	- 0.45
PSIC DESJOY #	70.80	128.88	+ 4.21
PLAST VAL LO #	20.80	186.12	+ 0.21
REGIONAL AIR #	20.00	18.01	--
SCHEE ENINO #	20.30	172.46	+ 1.11
SERVICES ET #	87.1	400.13	--
SICA #	20.80	137.88	--
SHOBY (LV) #	100	946.87	+ 0.74
SOIDICE EXP #	100.00	720.24	+ 0.64
SOFIBUS #	67.78	338.48	--
SOEGEPH/PARC #	27.1	192.83	--
SOLVING #	100	100.00	--
ST. DUPONT #	20.00	49.88	--
STEDIN #	40	288.82	+ 2.82
STURCOUF #	20.00	103.87	- 0.01
STYLS #	100	673.38	+ 0.67
TEAMLOG #	20	680.04	- 0.14
THERMADOR GP #	20	208.30	+ 2.17
THERMOCOMP #	14.20	95.80	--
UNION FIN-7K #	20	200.30	+ 0.30
VIANKENS MONO #	40	282.08	+ 4.87
VULCANIC #	20.00	200.22	--

100

DISPARITIONS

Viatcheslav Tchornovil

Du goulag à l'Ukraine indépendante

FIGURE-CLÉ des luttes ukrainiennes pour l'indépendance, quand celles-ci n'étaient pas encore occupées par les apparats locaux, Viatcheslav Tchornovil, soixante ans, dont quatorze passés dans les goulags soviétiques - est mort, vendredi 14 mars, dans un accident de voiture près de son domicile à Kiev, en présence du président Kouchma, et à Lvov, cœur du nationalisme ukrainien. Dans la capitale, la circulation a été bloquée plusieurs heures par des milliers de personnes de tous âges, portant des drapeaux ukrainiens et cosaques et chantant des hymnes funèbres.

Son chauffeur, un jeune homme Toyota violemment heurtée dans la nuit par un camion sur une route sombre, a également été tué au coup. Le chauffeur, Dmytro Ponomarev, responsable de la presse du mouvement nationaliste, a été blessé par Viatcheslav Tchornovil, a été blessé. Un mois plus tôt, le Roukh a connu la première présidentielle de son histoire, certains membres accusant son dirigeant d'autoritarisme. Celui-ci prit alors la tête de ce qui fut appelé le « mouvement populaire Roukh n°1 ».

UN ACCIDENT TRAGIQUE

Le chauffeur qui le transportait désigné à l'élection présidentielle prévue en octobre, Guenadi Oudovenko, a expliqué qu'il avait vu un camion qui se dirigeait vers Viatcheslav Tchornovil, après une collision avec des électeurs au sud-est de Kiev, ce que seule la rapidité de l'accident tragique pouvait leur retenir. Guenadi Oudovenko, un diplomate de carrière qui a néanmoins rejoint le Roukh-1, restait ainsi fidèle à l'ancien dissident.

En 1937, le 14 décembre 1937 en Ukraine centrale, dans un village à peine sorti de la famine organisée par Staline et où ses parents étaient enseignants, Viatcheslav Tchornovil était étudiant et journaliste, avant d'être arrêté par le journal de Lvov, en Ukraine occidentale, pour avoir refusé de

témoigner à charge dans un procès politique. Devenu dissident et auteur de deux livres publiés en Occident, il a été arrêté en 1987 et condamné à trois ans de prison. En 1972, il est à nouveau arrêté comme rédacteur d'une publication clandestine et condamné à ans de prison et ans d'exil, qu'il passera à Yakoutie, pour « agitation » et « propagande antisoviétique ». Sa libération, il a été condamné à cinq ans de prison, mais a été libéré en 1983.

PLÉBISCITE DANS L'OUEST

De ses années de camps, l'homme aux yeux bleus étonnamment jeunes avait gardé un cœur fragile, mais débordait d'énergie et d'enthousiasme, sans un instant de répit pour développer le samizdat en langue ukrainienne, réhabiliter l'histoire du pays et ses sentiments nationaux.

Le premier mouvement réclamant ouvertement l'indépendance de l'Ukraine, le Roukh, a été officiellement créé en 1989, il présente Tchornovil à la première présidentielle de l'Ukraine indépendante, en 1994. Il a obtenu 23 % des voix au premier tour, derrière le candidat de la fonction Leonid Kravtchouk, ancien chef communiste de la République soviétique. En 1994, ce dernier a placé à la place d'un autre ex-communiste, Leonid Kouchma, et les législatives tenues dans la foulée, le Roukh n'obtient plus qu'une trentaine de sièges sur quatre cent cinquante.

Cependant, dans tous les pays de l'ex-bloc soviétique, l'heure n'est plus au radicalisme national, quand les Ukrainiens pensaient qu'il leur suffirait de se débarrasser de l'URSS pour « vivre ». Viatcheslav Tchornovil a pourtant pu prendre le tournant, se rapprochant du pouvoir contre le nouveau « radicalisme » qui a émergé en Ukraine, celui du nationalisme anti-soviétique, des oligarques qui masquent, le plus souvent, les intérêts oligarchiques de l'espace postsoviétique.

Sophie Stihab

Michel Etcheverry

Une carrière de tragédien

LE COMÉDIEN Michel Etcheverry, sociétaire de la Comédie-Française, est mort, mercredi 13 mars, à Paris. Il était âgé de soixante-neuf ans.

La première œuvre professionnelle de Michel Etcheverry, au Saint-Jean-de-Luz le 14 décembre 1919, fut l'enseignement. Après des études à l'école normale de Saint-André-de-Cubzac (Gironde), il fut nommé en 1940 à l'école de Saint-Sulpice-de-Paleyre, près de Saint-Emilion. Renvoyé de son poste pour avoir écrit d'après à ses élèves la chanson *Maréchal nous voilà*, il fut nommé à l'école nationale d'art dramatique de Paris, où il rencontra notamment Robert Hirsch et François Chammette. Il en sortit avec un 2^e prix de comédie.

De 1945 à 1951, il est régisseur, puis comédien de la troupe de Louis Jouvet. Celui-ci le choisit comme son modèle. Avec lui, il devait interpréter notamment *Molière (Tartuffe, Dom Juan)*, Giraudoux (*La Folie et Chasteté*), Anouilh (*L'Alouette*), Breton (*Le Dieu et le Diable*), Bernard Shaw (*Pygmalion*). Il fut un de ses grands acteurs dans les productions privées en

1957, en jouant *Le Père* dans une adaptation du *Journal d'Anne Frank*, au Théâtre Montparnasse. En 1960, il est Anne Vercors dans *L'Année faite à Marie*, au Claudel, au Théâtre de l'Œuvre.

En 1961, il entre à la Comédie-Française comme pensionnaire. Il en devient membre en 1964 et est élu à l'Académie de la Comédie-Française en 1984, après une carrière de tragédien, d'interprète privilégié de Corneille, de Racine, de Shakespeare, et surtout de Molière (*Le Misanthrope*, *Le Tartuffe* et *Le Cardinal d'Espagne*). En 1991, il faisait revivre le *Bloc-Notes* de Jean-Louis Thamin au Studio des Champs-Élysées, et devait jouer encore, durant la saison 1992-1993, au La Bruyère dans la troupe de Laurent Terzieff, dans *Temps de temps*, de l'Anglais Ronald Harwood.

Ce mystique au physique interprétait souvent des personnages ayant la foi et envisageait la mort avec sérénité. Il revint finalement au théâtre pour interpréter, notamment *Le Mystère de la Joie* de l'abbé Pierre.

JOE WILLIAMS, chanteur américain de jazz, est mort, lundi 29 mars, dans une rue de Las Vegas, à la suite d'un hôpital où il était soigné pour des troubles respiratoires. Il était âgé de quatre-vingts ans. Joe Williams, dont le vrai nom était Joseph Goreed, est né le 12 décembre 1912 à Claxton (Etat de Géorgie). Il fait ses débuts de musicien, encore enfant, comme pianiste et chanteur de spirituals dans les églises. C'est à Chicago, où sa famille avait déménagé, qu'il rejoint le saxophoniste Jimmie Noone, en 1937. D'autres solistes de jazz le sollicitent, comme le trompettiste Louis

Armstrong, le pianiste Fats Waller, le saxophoniste Coleman Hawkins. Mais c'est surtout avec le grand orchestre du pianiste Count Basie que Joe Williams connaît sa plus grande popularité. Il meurt définitivement le 29 mars à Jimmy Rushing, dans les prestations en live de son orchestre. Crooner, chanteur de blues dont l'œuvre rappelle sa pratique du chant de gospel, Joe Williams quitte le Big Band de Basie au début des années 60. Il se tourne alors vers un répertoire de grande variété populaire, retournant ponctuellement auprès de Basie.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Patrick et Fier THOMAS sont heureux d'annoncer la naissance de Joseph, le 21 mars 1999.

Jean Jacques WORMSER, Laurence WORMSER-BOURDILLON, leurs enfants Alexandre et Valentine ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Vincent, le 30 mars 1999, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, 47, rue du Bourg, 75020 Paris. (Lire ci-contre.)

Anniversaires de naissance

Quatre filles et une femme. C'est là son quinquiesme. Ma famille est une religion et Ma femme est mon Dieu. Elle est née, en ce jour béni du 2 avril 1939. Santé et félicité.

Manotte chérie, pour tes douces lustras.

Décès

M. Robert Bakouch, Brigitte, Guy, Aurélie, Le Nochi, ses enfants, M. et M^{me} Bernard Com et leurs enfants, M. et M^{me} Joël Seuffelange et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Michel Saint et leurs enfants. Les familles Bakouch et Com, ont la tristesse de faire part du décès de

Anne-Marie BAKOUCH, née COM, survenu le 30 mars 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu à son domicile, le 14 avril, à 12 heures (24, rue de Châtillon, Paris-14^e), suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à 14 h 30 (chemin du Dragon, allée 27).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paul BLANCHARD, maître de conférences d'informatique à l'université Paris-V, est décédé le 25 mars 1999, à Paris, à l'âge de quarante-huit ans.

Sa famille et ses amis sont dans la peine.

Il n'oublieront jamais l'homme qu'ils ont aimé et avec lequel ils ont eu la chance de partager des moments intenses.

Selon sa volonté, il sera inhumé le vendredi 2 avril, à 15 h 15, au Père-Lachaise.

Le conseil d'administration de l'OSE, La direction générale, Et tous ses amis, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Simon BOTE, directeur d'industrialisation. Il était l'élégance, la culture, la générosité, un maître.

Dans la serène dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi.

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD, croix de la valeur militaire, s'est éteinte le 31 mars 1999, à l'âge de soixante et un ans, trop vite enlevée à la profonde affection de Philippe Darge, son époux, Fabienne et Lucien, François-Xavier et Gaëlle, ses enfants.

Michèle Girard, ses enfants, Annie, Mireille, Danielle, Bernard, Claude, Jean-Michel, Pierre, Michel, ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères et leurs enfants, dans la famille et ses nombreux amis.

Le décès aura lieu à l'église de Clécy (Côte-d'Or), le 2 avril, à 12 heures.

L'inhumation aura lieu à l'intimité familiale au cimetière de Clécy, 21, rue de la République, 58100 Clécy.

Les enseignants, Les étudiants, Le personnel de l'Ecole d'architecture de Versailles, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Françoise DIVORNE, enseignante chercheur à l'Ecole d'architecture.

Les obsèques auront lieu au cimetière traditionnel de Bagneux, le 2 avril 1999, à 14 h 30.

A NOS LECTEURS

Le service CARNET sera ouvert samedi 3 avril 1999 et lundi 5 avril, de 9 heures à 16 h 30.

Pas de permanence le dimanche.

Oliver Etcheverry, Antoine et Martin Brégière, Agathe, Clémence, Odilon Etcheverry, Daisy Hebel, Monique Hebel, Sylvain, Luc, Marc, François, Yves Hebel, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel ETCHEVERRY, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, le 30 mars 1999, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, 47, rue du Bourg, 75020 Paris. (Lire ci-contre.)

Claude Léon, son épouse, Nelly Léon, sa petite-fille, Yvonne Covo, Monique Covo, Les familles Dheilley, Aubourg, Champion, Chapuis, Christophe et Antoine, Ses nombreux amis, Ses amis africains, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Madeleine LÉON, née DHEILLY, le 30 mars 1999, à Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 avril, à 11 h 30, à la porte du cimetière Montmartre, allée Rachel, 14.

Mamé, Lara, Noah et Sam ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER, survenu le vendredi 26 mars 1999.

Née en 1933, enfant cachée pendant la guerre, elle a consacré sa vie entière au dialogue et au respect de la dignité humaine. Touchant à son sujet avec subtilité et profondeur, elle a en l'estime, le soutien, de tant d'hommes intègres, justes et courageux.

Honnête, authentique, elle n'a pas su se protéger de la malveillance acérée, des calomnies et rumeurs assésées. Généreuse, désintéressée, attachée à ses buts nobles, elle est un exemple pour nous tous.

Avec amour, ses enfants, son mari, un frère et ses amis.

L'Association ACC - Au Cœur de la Communication, Et sa présidence, Le docteur Dominique, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Claire NUER, cofondatrice de l'association, survenu le 26 mars 1999.

Par son action, elle a donné sans compter et fait la différence dans la vie de nombreuses personnes qu'elle a rencontrées. Nous voulons lui exprimer toute notre gratitude et lui rendre hommage pour son courage, son engagement à aller au-delà des idées reçues, et son travail pionnier dans le domaine des relations humaines.

Ceux qui l'ont connue, ont été marqués par son immense talent, sa générosité, son humour et son domaine des relations humaines.

La Belle Equipe, Et tous les membres de Baigne Sous Caillon Productions ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER, leur amie, leur soutien, leur muse et leur modèle public.

Popopie, Samco et Claire Optique ont le regret de faire part du décès de leur directrice,

Claire NUER, survenu le 26 mars 1999.

Plus qu'une amie, elle fut celle qui nous a donné sa confiance, son encouragement. Avec son amour, son enthousiasme, elle nous a communiqué ses joies, ses passions. Elle nous a toujours le même de son travail et de bien l'aimer encore.

Elle nous manque déjà.

La direction et le personnel de la Société Essor s'associent à l'immense douleur de leur directeur général M. Sami Cohen et de ses enfants, pour faire part du décès de son épouse,

M^{me} Claire NUER, survenu le 26 mars 1999.

Dans ces circonstances malheureuses, ils tiennent à faire connaître leur profonde

La famille Thomas et Cosimo Pasquali, M^{me} Catherine Carron Pasquali, M. et M^{me} Albert, M^{me} Maria Pasquali, M^{me} et M^{me} Manuelle et Bernard de Weck, et leurs enfants, Marie-José Minassian, Les Editions, collègues universités de Genève et Lausanne, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Adrien PASQUALI, survenu à Paris, le 23 mars 1999.

Les obsèques seront à la chapelle de l'Est, au Père-Lachaise, le vendredi 2 avril, à 10 h 30.

Une cérémonie d'adieu aura lieu à Fully, en Valais, puis à Montemurlo (Italie).

M^{me} Jeanne d'Arc, Paris. (Lire ci-contre.)

Maria-Claude Planson, son épouse, Pauline et Jacques Baillo, sa fille et son gendre, Pauline et Juliette, ses petites-filles, Laure Marcland et ses enfants, Denise Houtin et ses enfants, ses sœurs, ont la douleur de faire part du décès, le 29 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de

Claude PLANSON, fondateur du des Nations.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 avril, à 14 heures, en l'église de Celle-les-Bordes.

La Locerie, La Celle-les-Bordes, 78720 Dammarie, 1, rue de l'Abbé-Roger-Dery, 78015.

La Maison des cultures du monde, Jean Duvergier, Françoise Grind, Chérif Khamzaoui, ont la tristesse de faire part du décès, le lundi 29 mars 1999, de

Claude PLANSON, ancien directeur du Théâtre des Nations, membre du comité de patronage de la Maison des cultures du monde, qui présentait ses condoléances émanant de ses proches.

Le président, Le directeur, Et tout le personnel de l'établissement public du campus de Jussieu, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Michel RAMA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef du service technique, survenu subitement, le 30 mars 1999, dans sa 60^e année.

Blanc (Paris).

M. Roger Saint-Alary, son épouse, M. Michel Joule, M^{me} Corinne Housin et M. Bertrand Saint-Alary, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Geneviève Bodrigans, ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne SAINT-ALARY, née DULAC, survenu le mardi 30 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques auront lieu le 2 avril, à 11 heures, en l'église de Blanc, où l'on se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Le Bureau de l'Académie des sciences a la profonde tristesse de faire part du décès, à Paris, le 18 mars 1999, de

Jean André THOMAS, professeur émérite à l'université de Paris, directeur de la biologie animale et végétale de la Fondation Singer-Polignac à l'Institut de France.

A. Thomas s'est consacré à la biologie et à la physiologie humaine, il lui doit d'importants travaux en virologie, cancérologie expérimentale et en physiologie (circulation extracorporelle).

Denise TUAUX ZADGORSKI, ancienne résistante, nous a quittés le 28 mars 1999, dans sa quatre-vingt-neufième année, pleine d'amour pour nous.

Son fils, Son mari, Ses petits-fils.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 7 avril, à 15 h 15.

Remerciements

La famille

Michel SAILLANT, très touché par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été manifestées lors de sa brutale disparition, prie de trouver ici l'expression de ses remerciements profonds et émus.

Anniversaires de décès

Jean-Louis BISMUTH nous quitte le 11 avril, emportant avec lui le bonheur de son sourire, la complicité de nos souvenirs.

Un office aura lieu, le vendredi 9 avril, à 18 heures à la synagogue, 14, place des Vosges, 75004 Paris.

Lydia, Evelyn et Régis.

Salomé Monique KASZEMACHER, née KRANKIMEL, nous quitte le 11 avril.

réparties et pour nous.

Il y a deux ans, le 2 avril 1997,

Jean MARCHE, professeur de thérapeutique à la faculté de médecine, Necker-Enfants malades, médecin honoraire de l'hôpital Laennec, nous a brusquement quittés, mais sa pensée et son enseignement demeurent.

Souvenirs

Il y a un an disparaisait M^{me} Charles MEMMI, Gaby SILVERA.

Ses enfants, ses petits-enfants, Victoire rappellent son souvenir à ceux qui l'ont connue et aimée.

Service religieux

Arturo PATTEN nous a quittés le 7 mars.

Le service religieux sera à 8 heures, à 18 heures, en la paroisse Sainte-Croix, 13, rue du Perche, Paris-9^e.

Cours

INSTITUT ALEPH-PARIS-IV Stages intensifs de formation biblique et moderne : analyse exégétique de la Bible ; initiation à la Vulgate ; 02-46-61-06-67.

Communications diverses

Les Mardi(s) de la Fondation Jean-Jaurès, le 18 h 30.

A la Jean-Jaurès, 12, rue Malesherbes, Paris-9^e (métro Pigalle ou Saint-Georges).

Le 18^e aujourd'hui ! Avec M^{me} professeur Dreyfus, ses recherches au 18^e.

Se présenter à partir de 18 heures. Tél. : 01-40-23-24-13 Fax : 01-40-23-24-01 e-mail : tj75@calva.net http://www.cbaa.com/tj75

Séminaires

Un séminaire participatif : un réajustement ? 14 avril 1999, salle « Le Pont », Paris-14^e, métro Alésia.

Ce séminaire sera structuré en parties dont une table ronde (MM. Lordonnois, Ceju, Pauligny). Pour plus de renseignements, contactez Rodrigo à 01-45-41-44-04 (ou fax : 01-45-41-44-08 ou www.urbanisme.com).

Soutenances de thèse

Le 29 mars 1999, Stéphane Malysse a soutenu à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sa thèse de doctorat en anthropologie intitulée « Corps à corps : regards français dans les confitures de la corporalité ».

Le jury était présidé par David Le Breton, directeur d'études à l'université Strasbourg-II, et composé de Marie-Elisabeth Handman, en sciences sociales, Marion Aubrée, en sciences sociales, et Pierre, directeur de l'anthropologie à l'université Paris-XIII.

Le jury lui a décerné le titre de docteur en anthropologie sociale, ethnographie et ethnologie à l'Ecole des hautes études en sciences sociales avec la mention Honorable.

50 من الأمل

SPORTS L'équipe de France de football a renoué avec le succès, mercredi 31 mars au Stade de France, devant l'Arménie (2-0), à l'occasion d'un match comptant

pour les éliminatoires du championnat d'Europe 2000. Les Bleus ont été marqués par le Bordelais Sylvain Wiltord (2^e minute) et par le Marseillais Christophe Dugarry (45^e). Les

CHAMPIONS DU MONDE, qui avaient été tenus en échec par l'Ukraine (0-0), samedi 27 mars, ont assuré le résultat sans parvenir à soigner le spectacle face à un adver-

saire recroquevillé dans sa moitié de terrain. Les Bleus rejoignent en tête de leur groupe la sélection ukrainienne qui, à la surprise générale, a dû se contenter d'un résultat

nul contre l'Islande (1-1), qui reste en course pour la qualification. **PROCHAIN MATCH** des Français aura lieu le 5 juin au Stade de France, face à la Russie.

L'équipe de France se replace en tête de la course à l'Euro 2000

Les Bleus ont réalisé une excellente opération, mercredi 31 mars, en s'imposant face à l'Arménie (2-0) au Stade de France et, surtout, en profitant du match nul (1-1) obtenu par l'Islande à Kiev pour rejoindre l'Ukraine en tête du groupe

IL EST DES NOUVELLES qui vous donnent des idées de quinze ans. Une heure avant d'affronter l'Arménie, en ce mercredi 31 mars à Saint-Denis, l'entraîneur Roger Lemerre a fait passer les joueurs de l'équipe de France à environ 1 000 kilomètres de la ville olympique de Kiev, l'Ukraine, et leur a fait découvrir par l'Islande (1-1).

Nul besoin de commenter trop longtemps ce résultat inespéré. Quelques minutes à quelques regards. Tout leur concentration, les Bleus partent s'échauffer, parfaitement conscients que ce n'est pas des footballeurs ukrainiens qu'ils affrontent, mais une aubaine, quatre jours après l'embarrassant nul (0-0) concédé à Andorre. Le calcul est rapide : une victoire face à l'Arménie avec plus de deux buts d'écart, et l'équipe de France se retrouverait en tête du groupe 4 des éliminatoires au Championnat d'Europe des nations de l'an 2000.

Pourtant, il y a un rapport de cause

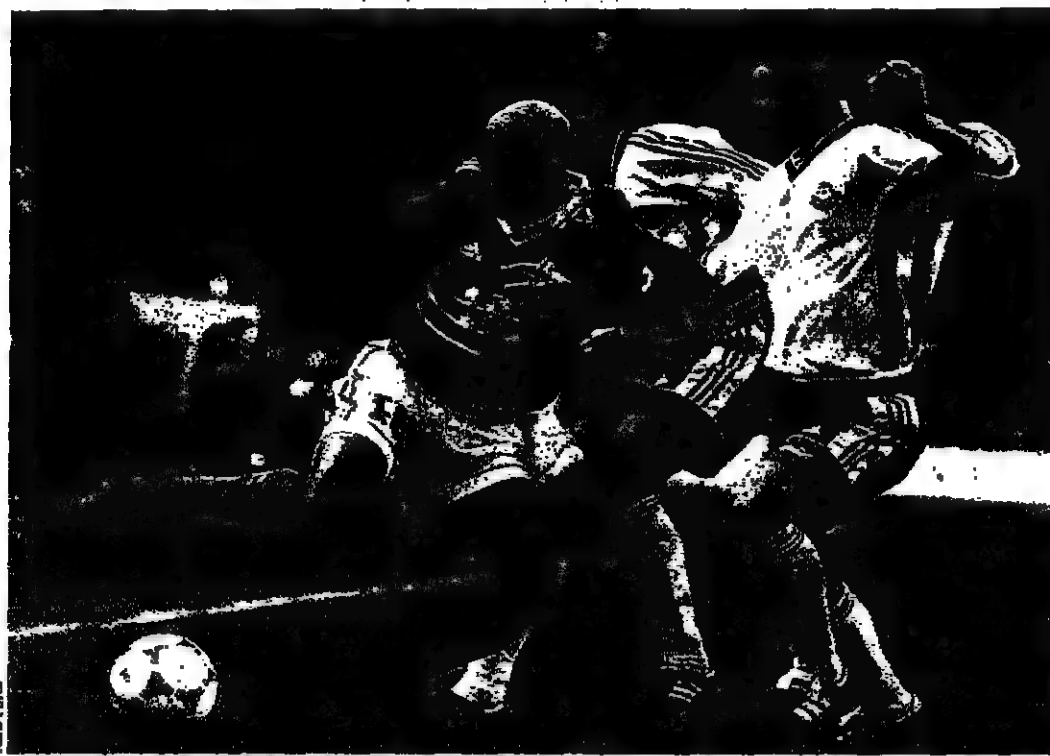
à effet. Deux minutes seulement après le coup d'envoi, le ton est donné. Un slalom de l'attaquant d'Arsenal, Nicolas Anelka, relayé du plat du pied par le meilleur buteur du championnat de France, le Bordelais Sylvain Wiltord, trouve le chemin des filets. Les Bleus ont marqué d'un coup de jeu, ce qu'ils n'ont pas réussi à faire le 14 octobre face à l'Andorre, l'équipe la moins réputée de leur groupe, et l'une des plus faibles des 49 formations participant aux qualifications pour l'Euro 2000.

Ce soir-là, devant 80 000 spectateurs qui renouaient avec les champions du monde sur les lieux mêmes du sacre, deux buts en deuxième mi-temps - un de Vincent Candela et un de Youri Djorkaeff - avaient permis de venir à bout (2-0) d'un adversaire dont l'unique moyen de dresser les barrières dans sa partie de terrain.

DOMINATION FLAGRANTE

Ce même score de 2-0 a conclu le match France-Arménie, mercredi. C'est dans les arrets de jeu de la première mi-temps que Christophe Dugarry a trouvé l'occasion d'un but supplémentaire sans effet. Le sélectionneur Roger Lemerre eut beau faire rentrer un troisième attaquant après le repos (le Montégasque David Trezeguet), le tableau d'affichage ne devait pas bouger, en effet, d'un coup de plus en plus décisif.

Mais le score n'était pas imprévisible, il serait injuste d'en tirer des conclusions. Celles que l'on appelle communément les « petites équipes » ont l'art de troubler les plus « grandes ». Un dispositif de jeu ultra-défensif peut circonscire le feu à la lisière de la surface de réparation. « Il est très inconvenant de marquer davantage de buts face à une équipe d'Arménie qui a joué aussi crânement et avec autant d'auto-propos et de sens tactique », commente un Roger Lemerre diluvien-bambique à l'égard de son adver-



Sylvain Wiltord, le numéro 10 des Bleus, cherche à passer la défense arménienne.

saire. Le successeur d'Alain Jacquet n'a pas manqué, néanmoins, de saluer l'application de ses joueurs, « les gens champions du monde », comme il les appelle. Il s'est félicité, également, d'avoir trouvé Sylvain Wiltord un attaquant de première classe. Le bon match du Bordelais, titulaire pour la première fois sous le maillot bleu, fait écho à la performance de Nicolas Anelka, auteur d'un doublé face à l'Angleterre en 1998, à Wembley, le 10 juin (0-2). Lorsqu'il avait rejoint l'équipe d'Andorre, le lendemain de la Coupe du monde, Roger Lemerre avait également hérité de son principal « problème », celui de la pénurie de buteurs : le voilà, à ses yeux, réglé.

Qui n'était pas prévu, en revanche, l'absence de maître. Pour reprendre Lamartine, « un seul être vous manque et tout est dépe-

plé ». La blessure au genou de Zinedine Zidane aura causé le plus grand préjudice à l'équipe de France lors de ces deux manches jouées comp-

sur coup à domicile. Face à l'Ukraine, son remplacement, poste pour poste, par Youri Djorkaeff ne donna pas le résultat escompté.

Exploit de l'Islande en Ukraine

Quatre jours après sa bonne performance au Stade de France face aux Bleus (0-0), la sélection ukrainienne a commis une étonnante contre-performance en laissant échapper 2 points face à l'Islande (1-1). Devant 40 000 spectateurs au stade olympique de Kiev, l'Ukraine est apparue trop épuisée physiquement et trop prévisible dans ses mouvements offensifs pour contourner la défense renforcée des Islandais. Après l'ouverture du score par leur libero Vladislav Vassilov (59^e minute), les Ukrainiens se sont laissés surprendre sur la seule occasion à laquelle ils ont pu l'être, concédant à L. Sigurdsson (66^e). La fin de match n'a fait que confirmer l'incapacité de l'Ukraine à débordner une équipe sur la défensive. « Nous avons mal joué, beaucoup trop de fautes techniques », a déploré le sélectionneur Jozsef Szabo. Les Islandais, toujours invaincus, peuvent ainsi viser de terminer à l'une des deux premières places. Ce sera plus dur pour la Russie malgré sa victoire attendue face à l'Andorre (6-1).

Face à l'Arménie, la solution d'une animation bicipitale - Djorkaeff sur le côté droit, Dugarry à gauche - apporta encore moins de satisfactions. L'échec de ces deux alternatives a confirmé, si besoin en était, que la formation emmenée par le toujours pugnace Didier Deschamps, 64 sélections, n'est pas une équipe capable de « produire du jeu », comme l'était par exemple sa devancière des années 80 avec Michel Platini à la baguette. Ses vertus sont la rigueur, l'intelligence tactique, voire même le jeu de contre.

C'est riche de cette identité que l'équipe de France a obtenu un match nul pas si catastrophique que cela en Islande le 5 septembre (1-1) et qu'elle s'est imposée en Russie le 5 octobre (2-3).

Hors de Paris, loin des feux de la Coupe du monde, les Bleus donnent l'impression de pouvoir mieux maîtriser leur sujet. La leçon infligée aux Anglais à Wembley en est, à ce jour, la démonstration. Soit, sur les terres de la mère patrie du football, l'équipe de France semblait finalement invincible.

Son prochain match aura lieu au Stade de France, le 5 juin, face à la Russie. Une autre difficulté se pointe déjà à l'horizon : la probable « grosse fatigue » d'un match d'international. Mercredi soir, Laurent Blanc ne cachait pas sa

« Je n'ai qu'une seule envie : boire une bonne bière et me reposer. En ce moment, les calendriers sont aberrants. On a les matches tous les deux ou trois jours », maugréait-il. Vendredi 2 avril, le Marseillais doit jouer un match capital avec son club, à Monaco, en match avancé de la 28^e journée du championnat de France. Le Monaco (Monaco) et David Trezeguet (Monaco) sont dans le même cas. À plus de deux mois de la fin de la saison, la plupart des champions du monde en ont déjà pleuré les crampons.

Frédéric Potet

EURO 2000 (éliminatoires)

Groupe 1
Italie-Bélarus 1-1
Suisse-Pays-Bas 2-0
Classement : 1. Italie, 10 points (7-2) ; 2. Suisse, 7 pts (4-3) ; 3. Bélarus, 6 pts (3-5) ; 4. Danemark, 6 pts (3-5)

Groupe 2
Lettonie-Grecs 0-0
Classement : 1. Lettonie, 7 pts (4-2) ; 2. Norvège, 7 pts (7-5) ; 3. Grèce, 6 pts (5-3) ; 4. Albanie, 6 pts (5-3)

Groupe 3
Allemagne-Finlande 2-0
Classement : 1. Allemagne, 9 pts (8-2) ; 2. Turquie, 9 pts (7-3) ; 3. Finlande, 6 pts (6-8) ; 4. Islande du Nord, 5 pts (3-4) ; 5. Moldavie, 2 pts (0-10)

Groupe 4
Pologne-Suède 0-1
Classement : 1. Suède, 12 pts (6-1) ; 2. Angleterre, 7 pts (7-3) ; 3. Pologne, 6 pts (7-4) ; 4. Bulgarie, 4 pts (2-4) ; 5. Luxembourg, 0 pt (0-10)

Groupe 5
Saint-Marin-Espagne 0-6
Classement : 1. Espagne, 9 pts (10-4) ; 2. Cyprus, 9 pts (8-3) ; 3. Israël, 7 pts (10-3) ; 4. Autriche, 7 pts (10-1) ; 5. Saint-Marin, 0 pt (1-10)

Groupe 6
Lichtenshtein-Portugal 0-5
Classement : 1. Portugal, 12 pts (10-2) ; 2. Roumanie, 11 pts (10-1) ; 3. Hongrie, 8 pts (11-4) ; 4. Slovaquie, 6 pts (7-3) ; 5. Lichtenshtein, 3 pts (2-22) ; 6. Azerbaïdjan, 0 pt (1-17)

Groupe 7
Yougoslavie-Macédoine a été reporté au 4 septembre
Classement : 1. Macédoine, 8 pts (7-1) ; 2. Yougoslavie, 6 pts (4-0) ; 3. Croatie, 6 pts (7-5) ; 4. Malte, 0 pt (0-10)

Groupe 8
Ecosse-République tchèque 1-2
Classement : 1. République tchèque, 15 pts (10-3) ; 2. Ecosse, 7 pts (11-4) ; 3. Ecosse, 7 pts (11-4) ; 4. Lituanie, 5 pts (5-4) ; 5. Bosnie-Herzégovine, 4 pts (5-8) ; 6. Israël, 1 pt (1-9)

RÈGLEMENT
Le premier de chaque groupe se qualifie pour la phase finale. Les deux autres se qualifient pour la phase finale organisée conjointement par la Belgique et les Pays-Bas, qui sont tous deux qualifiés d'office. Plusieurs critères permettent de départager en cas d'égalité. Ce sont, par ordre d'importance : le nombre de points, la différence de buts, les buts marqués à l'extérieur, les buts marqués à domicile, les buts marqués lors des rencontres directes. Les mêmes éléments pris en compte sur l'ensemble des matches du groupe, les nombres de cartons, en cas d'égalité persistante, 1 est précédé d'un tiret au sort.

La République tchèque et la Suède s'échappent, l'Italie s'essouffle

MÊME SI L'ITALIE a déçu ses supporters en ne parvenant pas à la Biélorussie, les Bleus ont réalisé une excellente opération, mercredi 31 mars, en s'imposant face à l'Arménie (2-0) au Stade de France et, surtout, en profitant du match nul (1-1) obtenu par l'Islande à Kiev pour rejoindre l'Ukraine en tête du groupe 4 des éliminatoires au Championnat d'Europe des nations de l'an 2000.

Le retour de l'Allemagne. La Lettonie a tiré le match nul (0-0) contre la Grèce pour prendre la tête d'un groupe 2 que la Norvège n'arrive pas à dominer en dépit de la faiblesse de ses adversaires. L'Allemagne, qui avait perdu le match nul (0-1) trau-

matique en Turquie, a gagné aux dépens de la Finlande (2-0) en finissant la deuxième place. La rencontre a failli être remisée en raison d'une alerte à la bombe à quelques minutes du coup d'envoi. Même si l'Allemagne n'a pas

réussi à retrouver l'enthousiasme, ils ont retrouvé une âme, ce qui suffit largement pour s'emparer de la première place qu'ils ne cherchent probablement plus. Et n'est-ce pas l'Irlande du Nord, incapable de gagner en Moldavie (0-0), qui a montré la supériorité de l'Allemagne.

La Suède a confirmé sa supériorité dans le groupe 5 en terminant en Pologne sa quatrième victoire (1-0) pour marquer ses rencontres. Avec cinq points d'avance sur l'Al-

gérie, les Suédois disposent d'une marge de manœuvre appréciable. La Bulgarie a emporté (2-0) au Luxembourg au terme d'un match sans entrain. Après avoir limité l'Autriche (0-0), samedi 27 mars, l'Espagne s'est montrée maître à bord face à l'Islande (0-6) et a complété sa première place du groupe 6 qui ne devrait plus connaître de bouleversement de som-

me prévu. Le Portugal a prouvé sa position dominante qui n'était pas en danger au Liechtenstein (0-5). Un doublé de Rui Costa et un autre de Madureira ont animé la promenade de santé de la sélection portugaise. La Roumanie, après d'efforts, s'est imposée d'un succès sans relief (1-0) en Azerbaïdjan alors que la Slovaquie et la Hongrie ont fait plaisir à leurs concurrents en s'annulant (0-0).

Tout comme samedi 27 mars, les rencontres du groupe 8 ont été reportées en raison du conflit yougoslave. Enfin, dans le groupe 9, la République tchèque a réussi à s'échapper. En s'ajoutant une 5^e victoire (3-1) d'affilée à Glasgow face à l'Ecosse, son plus redoutable rival, la République tchèque a montré un savoir-faire impressionnant. Le Lencos Wladimir Smicer a marqué le deuxième but (35^e). Le premier a été l'œuvre d'un Ecosais Robert Elliott contre son camp (27^e). Ni la réduction du score par les tchèque ni les chœurs enflammés du Celtic n'ont détourné les Tchèques de leur glorieux destin.

E. B.

FRANCE-ARMÉNIE

FRANCE
Sélectionneur : Lemerre
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

ARMÉNIE
Sélectionneur : Sargsyan
Stade de France, à Saint-Denis
« Temps doux » : Bon terrain
Deschamps : 64 sélections
Dugarry : 1^{er} but (45^e)
Wiltord : 2^e but (2^e minute)
Anelka : 1^{er} but (14^e)

EURO 2000 (éliminatoires)

Groupe 1
Italie-Bélarus 1-1
Suisse-Pays-Bas 2-0
Classement : 1. Italie, 10 points (7-2) ; 2. Suisse, 7 pts (4-3) ; 3. Bélarus, 6 pts (3-5) ; 4. Danemark, 6 pts (3-5)

Groupe 2
Lettonie-Grecs 0-0
Classement : 1. Lettonie, 7 pts (4-2) ; 2. Norvège, 7 pts (7-5) ; 3. Grèce, 6 pts (5-3) ; 4. Albanie, 6 pts (5-3)

Groupe 3
Allemagne-Finlande 2-0
Classement : 1. Allemagne, 9 pts (8-2) ; 2. Turquie, 9 pts (7-3) ; 3. Finlande, 6 pts (6-8) ; 4. Islande du Nord, 5 pts (3-4) ; 5. Moldavie, 2 pts (0-10)

Groupe 4
Pologne-Suède 0-1
Classement : 1. Suède, 12 pts (6-1) ; 2. Angleterre, 7 pts (7-3) ; 3. Pologne, 6 pts (7-4) ; 4. Bulgarie, 4 pts (2-4) ; 5. Luxembourg, 0 pt (0-10)

Groupe 5
Saint-Marin-Espagne 0-6
Classement : 1. Espagne, 9 pts (10-4) ; 2. Cyprus, 9 pts (8-3) ; 3. Israël, 7 pts (10-3) ; 4. Autriche, 7 pts (10-1) ; 5. Saint-Marin, 0 pt (1-10)

Groupe 6
Lichtenshtein-Portugal 0-5
Classement : 1. Portugal, 12 pts (10-2) ; 2. Roumanie, 11 pts (10-1) ; 3. Hongrie, 8 pts (11-4) ; 4. Slovaquie, 6 pts (7-3) ; 5. Lichtenshtein, 3 pts (2-22) ; 6. Azerbaïdjan, 0 pt (1-17)

Groupe 7
Yougoslavie-Macédoine a été reporté au 4 septembre
Classement : 1. Macédoine, 8 pts (7-1) ; 2. Yougoslavie, 6 pts (4-0) ; 3. Croatie, 6 pts (7-5) ; 4. Malte, 0 pt (0-10)

Groupe 8
Ecosse-République tchèque 1-2
Classement : 1. République tchèque, 15 pts (10-3) ; 2. Ecosse, 7 pts (11-4) ; 3. Ecosse, 7 pts (11-4) ; 4. Lituanie, 5 pts (5-4) ; 5. Bosnie-Herzégovine, 4 pts (5-8) ; 6. Israël, 1 pt (1-9)

RÈGLEMENT
Le premier de chaque groupe se qualifie pour la phase finale. Les deux autres se qualifient pour la phase finale organisée conjointement par la Belgique et les Pays-Bas, qui sont tous deux qualifiés d'office. Plusieurs critères permettent de départager en cas d'égalité. Ce sont, par ordre d'importance : le nombre de points, la différence de buts, les buts marqués à l'extérieur, les buts marqués à domicile, les buts marqués lors des rencontres directes. Les mêmes éléments pris en compte sur l'ensemble des matches du groupe, les nombres de cartons, en cas d'égalité persistante, 1 est précédé d'un tiret au sort.

FRANCE
Résultats des tirages n° 26 effectués mercredi 30 mars.
Premier tirage : 10, 25, 29, 41, 43, 47 ; numéro complémentaire : 40. Rapports pour 6 numéros : 120 F (344 F) ; 5 numéros et le complémentaire : 150 F (405 F) ; 4 numéros et le complémentaire : 225 F (562 F) ; 3 numéros et le complémentaire : 337 F (842 F) ; 2 numéros et le complémentaire : 500 F (1 250 F) ; 1 numéro et le complémentaire : 750 F (1 875 F) ; 0 numéro et le complémentaire : 1 000 F (2 500 F).

Melissa et Papa infectent de concert le courrier électronique international

Deux virus informatiques prolifèrent depuis plusieurs jours sur la Toile

Il fonctionnent comme ces « chaînes » qui promettent la fortune à qui fait suivre une lettre. Se présentant comme un simple message, se

réexpédient immédiatement aux 50 ou 60 premières adresses débusquées dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Et engorgent très vite le

réseau du courrier électronique. Ordinateurs militaires et grandes firmes ont été touchés. Le FBI mène l'enquête.

UNE ÉPIDÉMIE galopante menace les ordinateurs du monde. Vendredi 26 mars, les experts du CERT, sorte de « SAMU informatique » financé par le Pentagone et installé à l'université américaine Carnegie Mellon, ont formellement identifié et baptisé l'un des deux virus responsables : Melissa. Le second, Papa, a été repéré deux jours plus tard. Fonctionnant de façon identique, ils profitent dans le courrier électronique. Objectif apparent : faire de la publicité à une liste de sites pornographiques sur Internet. Le fonctionnement de ces virus rappelle celui

est fait. Aussitôt, Melissa réexpédie le message via Outlook (un autre logiciel de Microsoft), en faisant main sur les 50 premières adresses électroniques qu'il débusque dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Cette astuce augmente l'efficacité du forçat. Chaque message semble provenir d'un expéditeur connu par son destinataire. De quoi inspirer confiance et pousser la victime à ouvrir le fichier joint. Et ainsi... Melissa aurait infecté environ 100 000 ordinateurs en trois jours seulement. Papa fonctionne d'une manière similaire, mais il utilise le ta-

qui a vite été saturé. La société chimique DuPont, l'Agence Associated Press (AP), Compag, Intel et Microsoft font, semble-t-il, partie des victimes. Selon l'édition du quotidien *The Wall Street Journal*, 31 mars, au moins 140 000 employés d'AT & T auraient été « infectés » dès lundi. Michael Vatis, procureur général et directeur du centre national de protection des infrastructures nationales, a indiqué, mardi 30 mars, que les ordinateurs militaires et gouvernementaux ont été touchés, tout comme ceux de milliers d'institutions.

L'inoculation de virus informatiques relève du crime fédéral aux États-Unis. Pour des dégâts supérieurs à 5 000 dollars (4 700 €), le coupable risque une peine maximale de 10 ans de prison et 250 000 dollars (230 000 €). Le FBI s'est mis au travail, l'aide d'un informaticien, Richard Smith, 45 ans, président de Phor Lap Software. Menant son enquête sur la Toile, ce dernier a pu contacter un étudiant suédois qui a remarqué une similitude entre Melissa et un virus créé en 1997 par un individu se faisant appeler Vico-

diNES. « Si VicoDiNES n'est pas directement l'auteur de Melissa, ses « empreintes digitales » présentes partout », a déclaré Richard Smith au quotidien *The New York Times*.

Melissa semble battre tous les records en matière de vitesse de propagation sur le réseau mondial. De plus, il se transforme au fil de ses péripéties sans que ses mutations soient, d'après les experts, aussi dangereuses que sa forme initiale. Il est encore trop tôt pour mesurer l'étendue des dégâts réellement occasionnés. Les principaux éditeurs de logiciels anti-virus ont déjà publié un antidote, et Microsoft prodigue des conseils sur son site pour rendre Melissa inoffensif. Coup de chance pour ses victimes, l'efficacité de Papa semble limitée par un bogue !

Michel Alberganti

Des informations concernant Melissa et Papa sont disponibles aux adresses suivantes : www.cert.org, www.microsoft.com/officeupdate/microsoft.com/Article.htm

Un pirate s'est rendu

Le célèbre pirate informatique Kevin Mitnick, trente-cinq ans, arrêté par la police américaine au février 1995, a plaidé coupable pour fraude informatique, vendredi 26 mars à Los Angeles. Avant son procès, qui initialement s'ouvrait le 20 avril, il a conclu un compromis avec la justice. L'accord doit être approuvé le 31 juin. Il stipule que Kevin Mitnick accepte de verser à ses victimes les profits qu'il pourrait tirer de livres ou de films. De plus, il lui serait interdit de toucher à un ordinateur pendant trois ans. Il est condamné à quarante-huit mois de prison. Il lui resterait ainsi environ un an d'emprisonnement à purger.

Kevin Mitnick est accusé d'être entré illégalement dans les systèmes informatiques de sociétés comme Motorola, Sun, Nokia, Fujitsu ou NEC. Ses exploits ont été portés à l'écran par le film *WarGames*, et un nouveau film, écrit par un journaliste du *New York Times*, et intitulé *The Hackers*, doit sortir la semaine de l'année.

« chaînes » promettant la fortune à ceux qui communiquent une lettre à leurs relations. Melissa se présente sous la forme d'un « message important » indiquant en anglais : « Ceci est le document que vous demandez. Ne le donnez à personne d'autre. » Si le document attaché au courrier (format Word, le traitement de texte de Microsoft) est ouvert par son destinataire, le mal-

heur Encl et transmet le courrier à 60 adresses.

Si les deux virus semblent ne pas engendrer de dégâts graves sur le contenu des ordinateurs, ils menacent de congestionner le réseau du courrier électronique. Dès la fin de l'après-midi du vendredi 26 mars, la firme aéronautique Lockheed Martin a enregistré une augmentation vertigineuse du trafic sur son réseau.

Les siècles obscurs de Paris

DANS LE CADRE de l'établissement de la carte archéologique de la Gaule, Didier Buisson, archéologue à la Direction du Vieux Paris, publie un épais volume bourré de cartes et de textes qui fait le point, rue par rue, sur les premiers siècles de la capitale française. Cet ouvrage (*Carte archéologique de la Gaule, Paris 75*, 610 p., 300 F, 45,7 €) est publié par l'Association des inscriptions et belles-lettres et la Fondation Maison des sciences de l'homme.

Ce travail, résultat de sept ans de recherches, n'avait jamais été fait de manière synthétique. Pour le mener, Didier Buisson s'est appuyé sur les papiers de l'architecte Théodore Vacquer qui, de 1858 à 1871, a mené les grandes opérations d'urbanisme qui ont bouleversé la capitale ; les archives de la Commission du Vieux Paris (fondée en 1898) ; et enfin ses propres fouilles menées depuis le début des années 80.

Première surprise : on n'a jamais trouvé le moindre vestige d'une agglomération gauloise antérieure à la conquête romaine. Le matériel archéologique plus ancien repéré sous les établissements romains ne correspond pas à des structures fixes. Il n'y a donc pas – pour le moment – de continuité entre l'hypothétique ville gauloise et celle qui fut fondée ou rebâtie par les Romains. Les premières traces urbaines n'apparaissent qu'après l'année 50 avant J.C., précisément au moment de l'arrivée des légions romaines.

UNE VILLE GAULOISE ?

La Lutèce gauloise est-elle un lieu ? Si on place traditionnellement l'oppidum gaulois sur l'île de la Cité, c'est que Jules César parle, dans ses *Commentaires*, localise « la Lutèce des Parisii » sur une « île de la Seine ». Mais il se pourrait que cette dernière soit du côté de Nanterre, de Saint-Maur, ou qu'elle ait disparu ensuite : à l'époque, le cours de la Seine est loin d'être stable.

Lutèce n'émerge donc qu'à la fin du règne d'Auguste (de 27 avant J.C. à l'année 14). La ville se construit alors en torchis. La maçonnerie n'apparaît de manière massive que sous les empereurs Flaviens (69-96).

Elle grandit sur la rive gauche, selon un plan concerté des Fortifs. C'est la deuxième surprise de ce volume : Didier Buisson a pu mettre en évidence le carroyage de la trame urbaine qui correspond au tracé des rues se coupant à angle droit. L'unité de cette grille, perpendiculaire au fleuve, est l'unité précisément illi 300 pieds romains, c'est-à-dire 88,3 mètres.

Le Forum (rue Soufflot), construit en l'an 4, occupe exactement deux de ces carrés ; le théâtre (rue Racine) un seul, comme les thermes de Cluny. Le cardo, la grande voie nord-sud (l'actuelle rue Saint-Jacques), emprunte un carré. An moment de sa plus grande extension, sous les Antonins (96-192), la ville gallo-romaine couvre une centaine d'hectares et doit compter, au maximum, 6 000 habitants (Lyon, la plus importante ville des Gaules, doit atteindre alors 30 000 habitants).

L'île de la Cité n'est pas le centre de cette ville, mais Didier Buisson y a la présence d'un système de quais et d'une basilique civile. Au moins, pendant la période du Haut-Empire, un lieu de rassemblement pour les marchands, les artisans ou les pêcheurs. Au milieu du III^e siècle, la crise économique et les grandes invasions aidant, les habitants se replient sur les grandes villas agricoles de la région. Le nombre des habitants chute. En 450, le cœur de la ville se déplace vers l'île de la Cité, désormais entourée d'un mur pour des raisons de sécurité. La rive gauche n'est pas pour autant, mais une partie tourne à la fâche : on y trouve des tombes datées du Bas-Empire.

Plus tard, Clovis (481-511), le premier roi franc, en fait sa capitale et s'y fait enterrer, à côté de Sainte-Geneviève, dans une église qu'il a fait construire. La topographie urbaine ne change pas, en dépit de ses nouveaux établissements religieux : Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre, Saint-Etienne, Saint-Germain-des-Prés. Au VIII^e siècle, la ville est dominée par les Carolingiens. L'urbanisation ne repartira qu'au XI^e siècle.

E. de R.

L'Inserm crée une délégation à l'intégrité scientifique

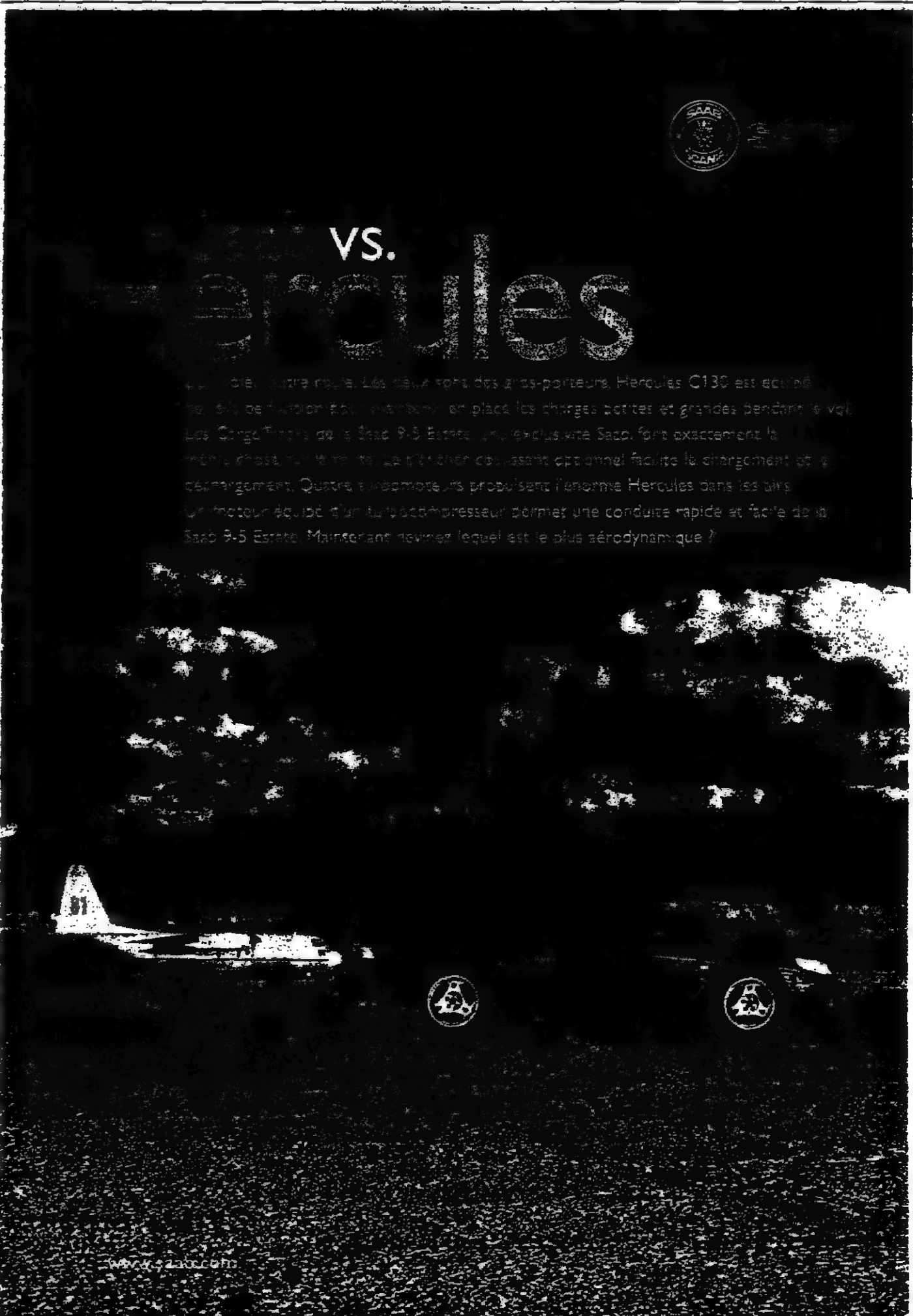
SOUÇIEUX de réduire les fraudes ou pratiques douteuses susceptibles de se produire « au sein des équipes de recherche et auprès de (ses) personnels », l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) a annoncé, lundi 23 mars, la création d'une délégation à l'intégrité scientifique, placée sous la médiation régionale. Elle sera la responsabilité de Martine Bungener, directrice de l'unité XII (médecine, sciences, santé et société), elle a pour mission de « mettre en œuvre les procédures permettant d'établir la réalité d'allégations de fraude scientifique et d'établir les éventuelles responsabilités ». Elle pourra faire appel à des scientifiques internationaux. La délégation est aussi encouragée à proposer, en collaboration avec des partenaires européens, des recommandations visant à promouvoir « une véritable éthologie de la publication scientifique ».

DÉPÊCHES

RECHERCHE : un comité de coordination des sciences de la planète et de l'environnement a été créé au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Placé auprès du directeur de la recherche, il a pour mission « contribuer à coordonner » les actions des organismes de recherche et des universités dans les disciplines concernées, et « assurer un dialogue avec la synthèse et la prospective ».

MUSÉUM : la rénovation de l'ensemble du Muséum national d'histoire naturelle coûtera 2,6 milliards de francs (400 millions d'euros), estime son directeur Henry de Lumley. « Les travaux ont déjà commencé, les derniers temps, avec la rénovation du grand rocher du parc zoologique de Vincennes, puis la première phase de rénovation de la galerie de paléontologie, du jardin des plantes, a-t-il déclaré, mardi 30 mars. Pour poursuivre cette opération, nous demandons que la rénovation du Muséum soit inscrite au contrat de plan région 2000-2009, pour obtenir 200 millions par an durant cette période ».

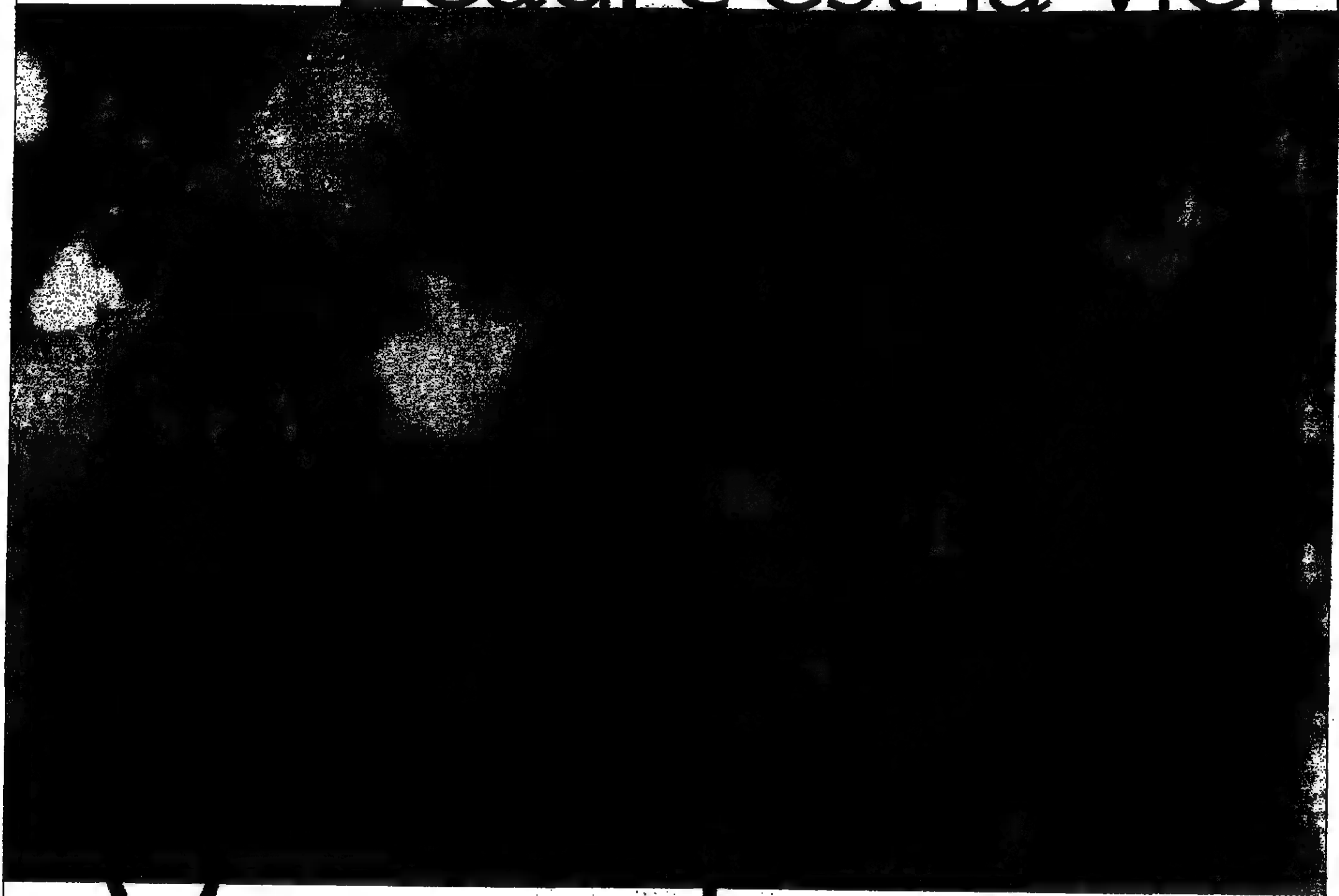
ESPACE : l'antenne principale du Mars Global Surveyor (MGS) a été déployée dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 mars, annonce la NASA. MGS, qui a pour mission de cartographier Mars, tourne autour de la planète depuis septembre 1998. L'antenne était déployée pour éviter qu'elle ne soit endommagée lors de modifications d'orbite, ce qui limitait considérablement ses capacités de transmission. La sonde a déjà envoyé des données et des photographies, mais sa véritable mission de cartographie commencera le 1^{er} avril.



مَكْنَزَا مِنَ الْأَمْثَلِ

(Publicité)

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هكذا من الأصل

Chez les jeunes fumeurs, les filles deviennent majoritaires

Dans toute l'Europe, elles sont désormais plus nombreuses que les garçons à « griller » des cigarettes, une évolution qui incite à repenser les politiques d'éducation à la santé

DANS LA COUR du lycée professionnel où elle prépare un brevet de technicien supérieur d'esthétique, Axelle, 19 ans, se sent presque la seule à ne pas fumer. « Entre les cours, au moment des récréations, tout le monde grille une cigarette », raconte cette jeune fille. En théorie, collèges, lycées et universités devraient être épargnés par la fumée. Mais dans la pratique, si l'interdiction de fumer dans les locaux est largement respectée, les cigarettes sont plus que tolérées dans la cour. « Comment faire ? s'interroge une directrice-adjointe de lycée de la banlieue de Paris. Il est difficile de faire respecter l'interdiction de fumer dans les classes. Si on voulait l'étendre à l'extérieur des bâtiments, ce serait l'émeute. » Deborah, 18 ans, acquiesce : « Moi, j'ai fait que l'on m'interdise quelque chose pour que je le fasse », explique cette brune qui fume dix cigarettes par jour depuis plus de deux ans. Les dangers du tabac, Deborah les connaît presque par cœur. « Mais quand on fume et qu'on a mon âge, on se dit pas qu'on a un cancer à vingt ans. C'est trop loin », ajoute la lycéenne qui a la vie devant elle.

Le tabagisme des jeunes constitue un sujet d'inquiétude pour les professionnels de la santé, les sociologues et les militants antitabac. Dans les pays développés, 90 % des fumeurs adultes ont commencé avant l'âge de 20 ans. Du plaisir de la cigarette à la dépendance, le passage est franchi. Et les fabricants de tabac savent que leurs clients ne se recrutent pas parmi les adultes - on compte seulement 10 % de fumeurs à 40 ans - et ciblent désormais les jeunes générations.

En France, 28,8 % des jeunes de 12 à 19 ans fument, dont 23,6 % régulièrement, indique le baromètre santé jeunes 1998 du Comité français d'éducation pour la santé. La proportion de fumeurs augmente fortement avec l'âge, pour atteindre un jeune sur deux à 19 ans. C'est à 15 ans que la plupart des jeunes fumeurs découvrent la cigarette. Contrairement à une idée reçue, le pourcentage de fumeurs est significativement plus élevé parmi les enfants dont le chef de famille appartient à une catégorie socio-professionnelle élevée. L'interdiction de fumer par les parents est ressentie plus fortement par les plus jeunes, tout en restant limitée aux 12-13 ans qui sont les « premiers ».

« Dans les années 70, les garçons étaient plus nombreux que les filles à déclarer fumeurs. Au cours de la décennie 80, cette caractéristique a commencé à s'inverser », explique François Baudier, de la Caisse nationale d'assurance maladie. Aujourd'hui, la différence entre les sexes pour les 12-19 ans a pratiquement disparu. Les filles sont désormais un peu plus nombreuses que les garçons à fumer. A 15 ans, 27,6 % des filles contre 24,1 % des garçons fument en France, ce résultat régulier est observé dans tous les pays de l'Europe. Mais sur l'ensemble des 12-19 ans, les pourcentages sont identiques pour les deux sexes.

« TABAC OU SANTÉ »

Une campagne internationale sur « tabac ou santé », organisée au mois de février à Las Vegas (Espagne), a montré que ce phénomène pouvait être évité dans de nombreux pays européens. En Allemagne et en Angleterre, un tiers des filles sont des fumeuses habituelles, contre seulement un quart des garçons.

Une étude menée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur le tabac et la santé, organisée au mois de février à Las Vegas (Espagne), a montré que ce phénomène pouvait être évité dans de nombreux pays européens. En Allemagne et en Angleterre, un tiers des filles sont des fumeuses habituelles, contre seulement un quart des garçons.

Le tabagisme des jeunes filles ne cesse d'interpeller les professionnels de la santé. « C'est très différent de ce qui se passe pour d'autres produits, reprend François Baudier. En ce qui concerne l'alcool, par exemple, les garçons sont très tôt les consommateurs les plus nombreux. Les filles n'ont pas calqué leur comportement sur le leur. » Cependant, les indicateurs de santé mentale révèlent un mal-être plus pro-



En France, à 15 ans, 27,6 % des filles fument. Et 24,1 % des garçons.

noncé chez les filles. Elles estiment être en moins bonne santé physique et mentale que les garçons. Les filles perçoivent cette situation de façon encore plus accentuée. Elles sont aussi, dans la population adolescente, le public qui pratique le moins de sport. « Désormais, à l'âge équivalent, les adolescents et les jeunes femmes fument plus que les hommes », explique le professeur Brucker, vice-président du haut comité de la santé publique.

« Cette émergence du tabagisme féminin va donner une explosion pathologique, ajoute-t-il. D'autant qu'hommes et femmes ne sont pas égaux face au tabac. » Les risques spécifiques liés au tabac existent, notamment avec l'augmentation de la pilule ou lors des grossesses.

Les dangers du tabac sont bien connus des adolescents, qui ont été informés par des campagnes publicitaires et des actions plus ciblées dans les établissements publics. Elles ne sont pas parvenues à faire changer leur comportement, surtout chez les filles.

« Au cours des années 80, raconte Lucette Barthélemy, directrice du collège régional d'éducation pour la santé de Lorraine, nous étions éducatrices hygiénistes. Il ne fallait pas boire, pas fumer, pas toucher à la drogue... Or, les adolescents cherchent un équilibre de vie, ont des passions, des interdits. Leur objectif n'est pas d'être en bonne santé, mais d'être bien. »

Cette femme, qui organise des ateliers de prévention sur le terrain, a choisi de faire évoluer les messages sur les alternatives au plaisir de la cigarette. « L'idée est que l'énergie ne doit pas partir en fumée, reprend-elle. Ils aiment la musique, le sport, beaucoup d'autres choses. Mais nous, les adultes, nous devons aussi admettre qu'ils fassent leur vie. »

M. A.

TROIS QUESTIONS À... MARIE CHOQUET

1 En tant que directrice de recherches à l'Inserm, vous avez étudié le tabagisme des jeunes en France, existe-t-il une spécificité nationale ?

En moyenne parmi les 11-20 ans, les filles fument dans les mêmes proportions. Mais si on étudie le groupe des 12-17 ans, les filles sont majoritaires. Elles commencent à fumer un peu plus tard que les garçons. Ces derniers ont commencé à fumer plus nombreux à fumer après 17-18 ans, ce qui fait que la proportion de filles n'augmente pas à cet âge. Sur l'ensemble du groupe des 11-20 ans, la différence n'est pas significative. Mais parmi les jeunes générations, les moins de 16 ans, aujourd'hui les filles ont dépassé les garçons. Dans la prochaine enquête, nous allons voir si elles restent majoritaires. N'oublions pas que l'augmentation du nombre de jeunes fumeurs est due au fait que de plus en plus de filles fument.

2 Le tabac est-il pour vous une conduite à risque ?

Les campagnes de prévention ont bien mis en avant les risques liés au tabac, le fait de fumer peut donc s'assimiler à une attitude de transgression. Les jeunes ont du mal à accepter ces risques, comme ceux pris en charge par la justice. Les jeunes de la jeunesse (PJ), ceux qui sont hors du système scolaire sans diplôme, fument presque tous. Parmi les jeunes de la PJ, la proportion est de 80 %. On voit aussi

naître une proximité de plus en plus forte entre tabac et cannabis. La majorité de ceux qui prennent du cannabis fument aussi du tabac. Ce n'est pas vrai avec les autres drogues. Avec le cannabis, cette association est fréquente. Lorsqu'on demande aux jeunes s'ils fument, ils ne disent pas qu'ils ne fument pas, ils disent qu'ils ne fument pas sur le cannabis ou sur le tabac.

3 Quel message d'éducation à la santé devrait-on leur transmettre ?

Il est toujours difficile de savoir si une politique d'éducation à la santé est efficace ou non. Le fait que le tabagisme des garçons a diminué peut être compris comme une réussite. Mais comme les filles fument plus, on pourrait aussi parler d'échec. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y a un impact différentiel selon les sexes. Les jeunes savent que le tabac est dangereux, le message a passé. Mais ils vivent dans le temps présent, et pour l'instant, ils sont satisfaits. Le tabac leur procure un plaisir immédiat et ils ne voient pas le danger. La prévention est toujours orientée sur les effets d'un produit. On n'a pas assez développé la prévention positive, sur ce qu'on peut faire à la place. Nos messages sont trop « produits », mais que les jeunes sont à la recherche de sens à leur vie. Et nous, on répond par un « ne fumez pas, ne buvez pas ». Il faudrait imaginer d'autres réponses.

Propos recueillis par
Michèle Aulagnon

Le « petit noir » ne séduit plus les 15-25 ans

LES JEUNES FUMENT. Mais ils ne boivent plus de café, et les vendeurs d'arabica et de robusta se désolent. Les courbes de consommation ne laissent aucune ambiguïté : les jeunes générations ne prennent plus de café dans la consommation de café. « Le barrage fondamental provient du goût : le café est jugé trop fort, trop amer par les 15-25 ans », déplore Didier Laurent, directeur marketing boissons pour Nestlé France.

Les jeunes ont connu l'essor des drinks, ces boissons dont le Coca-Cola est devenu le symbole, et leur goût en est resté fortement marqué. Les laits aromatisés d'ailleurs bénéficient de cette domination du sucré. Le lait n'est plus seulement réservé aux enfants, on le consomme de plus en plus longtemps. De grands gâteaux à 30 ans chargés de promouvoir le café auprès des adolescents et des jeunes adultes en prennent pour leur petit déjeuner.

Le café est un produit auquel il faut être initié. Or le rite du petit canard - le café trempé dans le lait des parents - est tombé en désuétude, comme celui du premier café après la communion solennelle. Quant à l'habitude des lycéens de se retrouver au bistrot après les cours et de commander un petit noir, la consommation la

moins chère, elle disparaît. « La qualité du café servi dans les bars a eu tendance à baisser, indique Didier Laurent. Le café est devenu trop fort et trop amer, ce qui repousse les adolescents. »

Conséquence de cette situation, les consommateurs de café vieillissent. On ne détecte plus aujourd'hui le petit noir 14-15 ans, mais à 18-20 ans, déplorent les professionnels. Quant à la consommation régulière, elle n'arrive qu'au moment de l'entrée dans la vie active, qui est de plus en plus tardive.

« AGRÉABLE ET DÉGUEULASSE »

Nestlé a donc tenté de comprendre ce que reprochait les adolescents au « petit noir ». « Nous avons pris la mesure de l'ampleur du problème », note Gérard Le Morhac, directeur général de Nestlé France. Une enquête auprès des 15-25 ans montre un quasi-phénomène de rejet : « Le café ? Agréable et dégueulasse », dit un adolescent. « Il faut qu'il soit sucré, et plus doux, avec de la crème chantilly », ajoute une jeune fille. « Avec du chocolat et de la crème », répond une autre. Seul l'effet « speed », c'est-à-dire excitant, de la caféine est un atout à leurs yeux.

Des initiatives pour tenter de séduire un public jeune ont déjà été initiées. Le café glacé ou frap-

pe n'est pas parvenu en huit ans à faire passer la consommation au-delà de quelques milliers d'hectolitres. En revanche, les produits « sophistiqués », comme le cappuccino et le café viennois, bénéficient d'une impressionnante progression, de l'ordre de 30 % par an. Avec le sucre, la crème et le chocolat, l'amertume du café est « tamponnée », comme disent les professionnels.

Restait à convertir les 15-25 ans au café, le vrai Nescafé, leader du café soluble, mais à relever le défi du Nescafé Nes, un lait en poudre fine, présenté dans une tige qui ressemble fort à une cigarette. Cette nouveauté, la plus grande que les premières Nescafé introduites en Europe par les GI à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le niveau d'amertume a été réduit, mais pas la teneur en caféine. A 16 francs (2,40 la boîte), le Nescafé de Nestlé espère bien séduire les consommateurs de 15 à 25 ans et pas seulement la ménagère de moins de 50 ans. Le Nescafé Nes sera distribué en boîtes individuelles. Si les jeunes Français deviennent des consommateurs de Nes, le produit sera diffusé dans les autres pays européens.

M. A.

PUIFORD. L'ÉLÉGANCE EST DE TOUTES LES TABLES.

Boutiques Puiford. Paris : 2, avenue Maignon, tél : 01 45 63 10 10 et 22, rue François 1^{er}, tél : 01 47 20 74 27.
Monte-Carlo, 2, avenue des Spélugues, tél : 00 33 50 01 10. Liste des points de vente : 01 49 17 85 10.

مكتبة من الأصل

Des ondes au nord

VENDREDI. Une zone dépressionnaire se situe sur le proche Atlantique. Une perturbation entrainera doucement dans l'intérieur des terres en prenant un caractère instable. Elle sera suivie vendredi par un front secondaire instable qui balayera les régions proches de la Manche puis par une autre perturbation.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Des averses balayeront la Bretagne et les pays de Loire puis la Normandie. Une accalmie produira ensuite mais de nouvelles pluies s'écouleront la Bretagne en fin de journée. Le vent de sud sera modéré. Il fera entre 13 et 18 degrés.

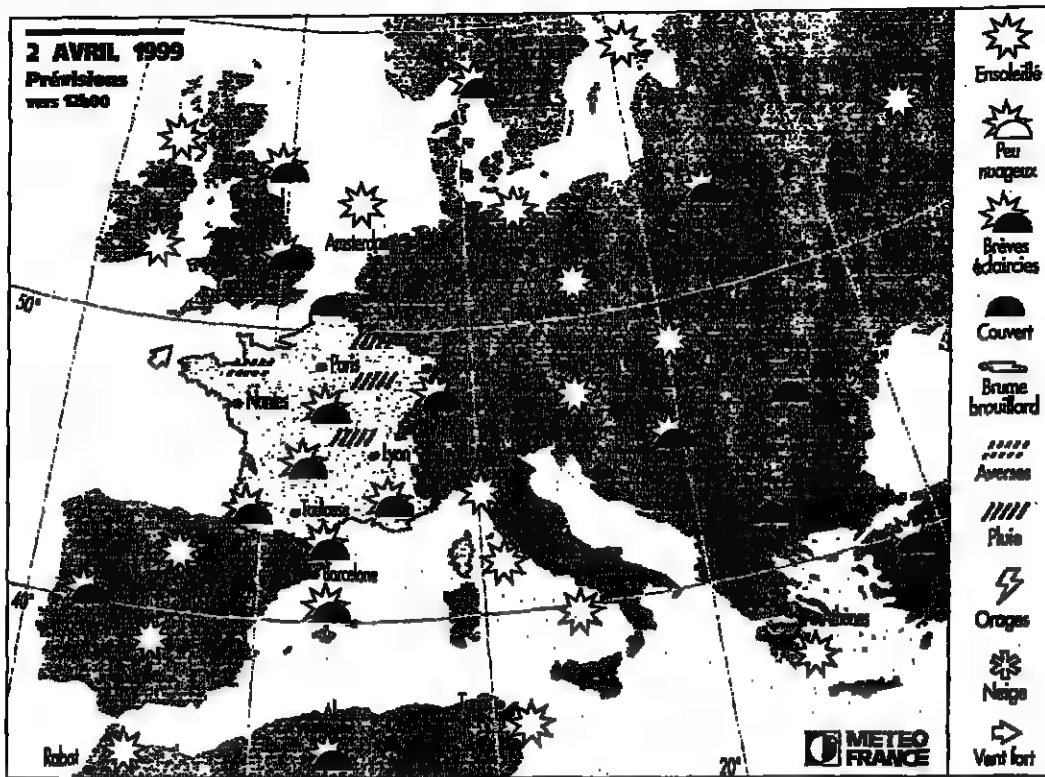
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Après un passage pluvieux en fin de nuit et de matinée, une période d'accalmie produira avec quelques éclaircies. Des averses s'écouleront en fin de journée d'après-midi. La douceur persistera avec 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le matin de matinée agréable avec un ciel voilé puis des ondes arriveront par l'ouest. La douceur printanière persiste avec 16 à 19 degrés d'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies le matin avec quelques ondées sur les Pyrénées. Dans l'après-midi, les éclaircies seront plus belles. Les températures seront printanières entre 17 et 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Quelques ondées se produiront surtout en matinée puis les éclaircies deviendront prédominantes l'après-midi. Il fera très doux, entre 15 et 20 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Quelques ondées seront possibles le matin sur le Langue-doc puis le ciel dominera largement. Le thermomètre indiquera entre 18 et 20 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

ASIE. Jusqu'au 31 décembre, Cathay Pacific France propose aux voyageurs se rendant en Asie ou en Australie, une escale à Hongkong, à partir de 150 F (23 €) la nuit dans des hôtels locaux de haut de gamme avec le transfert inclus. L'objectif de cette promotion originale est d'encourager les voyageurs français à faire escale à Hongkong un, voire plusieurs jours. Renseignements au 01-41-43-75-77.

FRANCE. A l'occasion des 10 ans du Parc Astérix, la SNCF offre, du samedi 3 au dimanche 25 avril, jusqu'à 30% de réduction sur les billets A/R des TGV directs à destination de la gare aéroport Charles-de-Gaulle. Sur place, une navette transfère jusqu'à l'entrée du parc. Le billet SNCF permet en outre d'obtenir une réduction sur le billet d'entrée au parc : 85 F (13 €) pour les enfants et 130 F (20 €) pour les adultes.

PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. E : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

PARIS 12/18 N 14/23 S
LYON 10/15 N 12/18 S
Marseille 15/20 N 20/25 S
Nice 16/21 N 21/26 S
Bordeaux 12/17 N 17/22 S
Brest 10/15 N 15/20 S
Caen 11/16 N 16/21 S
Cherbourg 10/15 N 15/20 S
Clermont-F. 11/16 N 16/21 S
Dijon 11/16 N 16/21 S
Grenoble 11/16 N 16/21 S
Lille 11/16 N 16/21 S
Limoges 11/16 N 16/21 S
Lyons 11/16 N 16/21 S
Marseille 15/20 N 20/25 S

PARIS 12/18 N 14/23 S
LYON 10/15 N 12/18 S
Marseille 15/20 N 20/25 S
Nice 16/21 N 21/26 S
Bordeaux 12/17 N 17/22 S
Brest 10/15 N 15/20 S
Caen 11/16 N 16/21 S
Cherbourg 10/15 N 15/20 S
Clermont-F. 11/16 N 16/21 S
Dijon 11/16 N 16/21 S
Grenoble 11/16 N 16/21 S
Lille 11/16 N 16/21 S
Limoges 11/16 N 16/21 S
Lyons 11/16 N 16/21 S
Marseille 15/20 N 20/25 S

PARIS 12/18 N 14/23 S
LYON 10/15 N 12/18 S
Marseille 15/20 N 20/25 S
Nice 16/21 N 21/26 S
Bordeaux 12/17 N 17/22 S
Brest 10/15 N 15/20 S
Caen 11/16 N 16/21 S
Cherbourg 10/15 N 15/20 S
Clermont-F. 11/16 N 16/21 S
Dijon 11/16 N 16/21 S
Grenoble 11/16 N 16/21 S
Lille 11/16 N 16/21 S
Limoges 11/16 N 16/21 S
Lyons 11/16 N 16/21 S
Marseille 15/20 N 20/25 S

PARIS 12/18 N 14/23 S
LYON 10/15 N 12/18 S
Marseille 15/20 N 20/25 S
Nice 16/21 N 21/26 S
Bordeaux 12/17 N 17/22 S
Brest 10/15 N 15/20 S
Caen 11/16 N 16/21 S
Cherbourg 10/15 N 15/20 S
Clermont-F. 11/16 N 16/21 S
Dijon 11/16 N 16/21 S
Grenoble 11/16 N 16/21 S
Lille 11/16 N 16/21 S
Limoges 11/16 N 16/21 S
Lyons 11/16 N 16/21 S
Marseille 15/20 N 20/25 S

PARIS 12/18 N 14/23 S
LYON 10/15 N 12/18 S
Marseille 15/20 N 20/25 S
Nice 16/21 N 21/26 S
Bordeaux 12/17 N 17/22 S
Brest 10/15 N 15/20 S
Caen 11/16 N 16/21 S
Cherbourg 10/15 N 15/20 S
Clermont-F. 11/16 N 16/21 S
Dijon 11/16 N 16/21 S
Grenoble 11/16 N 16/21 S
Lille 11/16 N 16/21 S
Limoges 11/16 N 16/21 S
Lyons 11/16 N 16/21 S
Marseille 15/20 N 20/25 S

VENTES

Les collectionneurs des reliques d'anciens paquebots se retrouvent à Bordeaux

L'ère des grands paquebots, qui s'est terminée à la fin des années 60 avec le *France*, rassemble des collectionneurs d'horizons parfois très différents, qui se retrouvent pour acheter des reliques évocatrices de la vie à bord : meubles des meilleurs créateurs, linge, services de table et de cuisine de toutes catégories (affiches, menus, cendriers, etc.).

À Bordeaux, une vente qui a lieu samedi 10 avril comprend notamment la succession d'un professionnel des grandes traversées, Georges (1883-1936), nommé commandant du paquebot *le-de-France* en 1933. Cet héritage compte entre 2 400 photographies d'archives personnelles, quelques pièces rares ou anecdotiques.

LES PHOTOS DU MOMENT
Inauguré en 1927, *le-de-France*, qui assurait la liaison Le Havre-New York, avait été conçu dans un style résolument contemporain, avec des décors de Ruhlmann, Sile Mare, le ferronnier Raymond Subes. Composées de photos prises par le commandant lui-même ou par des professionnels, les images constituent une documentation du

plus grand intérêt. On y découvre les aménagements de la première classe (800 F, 122 €), les salons des voyageurs célèbres (1 000 F, 153 €), les souvenirs de diverses croisières : la *Méditerranée* en 1931 (77 photos, 700 F, 107 €), le *Spitzberg* en 1932 (75 photos, 800 F, 122 €), le *Catillan* la même année (150 photos, 700 F, 107 €).

Calendrier

ANTIQUITÉS ET BROCANTE
● ROYAN (Charente-Maritime) : Salon des antiquaires, palais des congrès, du vendredi 2 au lundi 5 avril, le vendredi 11 heures à 22 heures, les autres jours de 10 heures à 20 heures, 40 exposants. Entrée : 25 F (3,81 €).
● BERNAY (Eure) : Salon des antiquaires, l'abbatiale, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures 30, 30 exposants. Entrée : 20 F (3,05 €).
● BARJAC (Gard) : antiquités, brocante, centre-ville, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 9 heures à 19 heures.
● OBERNAI (Bas-Rhin) :

Toujours présentes en grande quantité sur les paquebots, la vaisselle et l'argenterie sont différentes dans les trois classes. Pour *Normandie*, Christine réalise le service de cuivres « Atlas » destiné aux premières, dans un ensemble de 60 pièces est estimé entre 20 000 et 25 000 F (3 053 €). Ercole aide le service Neuluy pour les *iluminati* classe. En troisième, on utilise les

antiquités, brocante, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures, 30 exposants. Entrée : 15 F (2,29 €).
● ANTIÈRES (Alpes-Maritimes) : antiquités, brocante, Port-Vauban, du samedi 3 au mardi 20 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, 136 exposants. Entrée : 40 F (6,10 €).
● GUÉMÈNE-PENFAO (Loire-Atlantique) : antiquités, brocante, salle omnisports, du samedi 3 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures, 80 exposants. Entrée : 20 F (3,05 €).
● OLIVET (Loiret) : Salon des antiquaires, centre culturel d'Yvermont, les samedi 3 et dimanche 4 avril, de 9 h 30 à

modèles *Situs* de la maison Alfand, une sous-marque de Christoffe, nettement moins chère : une suite de 48 sous-verres sont annoncés à 9 000 F (1 374 €).

GRAND LUXE
Normandie était réputé pour la qualité de sa table, et la tenue des vins des premières le confirme, puisque on y propose trente

marques de champagne, dans un livret orné d'illustrations d'Eddy Le-grand (3 000 F, 458 €).
Les appartements de grand luxe constituent presque une classe à part, avec leurs accessoires spécifiques comme ces deux assiettes plates en porcelaine de Limoges Haviland, à fond blanc et à décor argent, signées Suzanne Lalique (5 000 F, 743 €).

Bourse des fiocons et échantillons de parfums, palais des congrès, samedi 3 (de 14 heures à 18 heures) et dimanche 4 avril (de 10 heures à 18 heures), 25 exposants. Entrée : 15 F (2,29 €).
● PARIS : Salon des jeux et de la maquette, porte de Versailles, du samedi 3 au dimanche 11 avril, de 10 heures à 19 heures, 250 exposants. Entrée : 65 F (9,92 €).
● HARDINGHEN (Pas-de-Calais) : Bourse minéraux et fossiles, salle Pierre-Boninques, samedi 3 (de 14 heures à 19 heures), dimanche 4 et lundi 5 avril (de 10 heures à 19 heures), 25 exposants.

Certains collectionneurs recherchent spécialement les menus, qui se négocient de 50 F à 400 F, 742 € à 60,97 €, suivant le prestige du paquebot. Les boutiques du bord vendent des cadeaux et des objets introuvables ailleurs, d'où leur succès. On trouve donc ici des foulards en soie de plusieurs navires, dont les plus chers, des carreaux Hermès provenant du *France* (1962), sont estimés entre 800 et 8 000 F (914 à 1 219 €). Les modèles édités par les magasins Au Printemps restent accessibles à partir de 2 500 F (381 €).

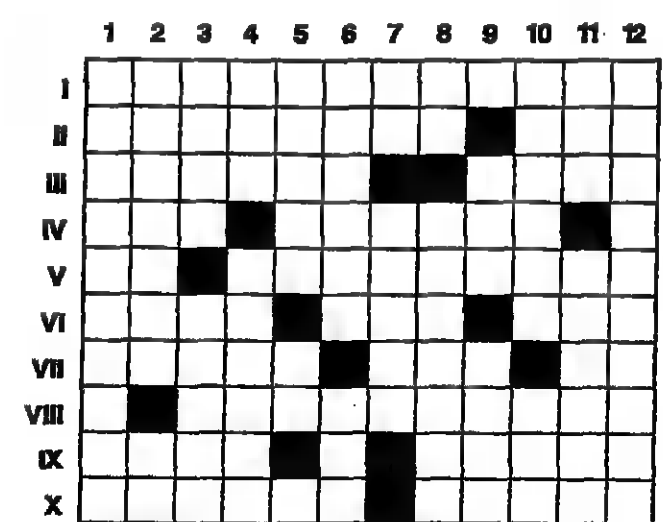
Parmi les meubles, les longues de pont, dont la réputation de solidité n'est plus à faire, valent 300 F à 400 F, 45 à 58 €, la provenance n'étant la conservation (305 à 610 €).

À Bordeaux, samedi 10 avril, exposition la veille de 10 h 30 à 21 heures. Étude Charles-Jean dit Cezaux, Dubern, Briscadieu, 280, rue Thiers, 33100 Bordeaux, tél. : 05-56-32. Expert Louis-René Vian, 67, quai d'Orsay, 75007 Paris, tél. : 01-45-55-65-78.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99078

3615 LEMONDE, tapez 99078 (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Le travail c'est la santé... la preuve. - II. Assure les rôles. Ailes britanniques. - III. Protège le pharaon de son venin. - IV. Circulent en Roumanie. - V. Donne le bon goût au lecteur. Tourbillon venu du Nord. - VI. Arose la Belgique et la France. Vallée fluviale. En rébellion avec le chef. - VII. Fait en sorte que la ruche ne manque pas de main-d'œuvre. Sont passés le

champ. Lettres d'Henri. - VIII. Donne de la hauteur à l'autorité. - IX. Arrivée de pèlerins. Fait l'effet. - X. Entremêlée. Assurent un bon nettoyage.

VERTICALEMENT

1. Apporte un peu de douceur. - 2. Met en place la pénurie. Personnage brechtien. - 3. Comme un baron qui vient à frayer. Bien situées. - 4. Proposition. hommes d'actions. - 5. Fait la baie. Epilé à

l'extrémité. - 6. Elever dans l'effort. Moyen de communication très emprunté. - 7. Préposition. A l'appétit et en salade. - 8. Lieu du Nil. Chantés à l'office. - 9. Sans l'œuvre. Travail d'approche de destruction. - 10. A reçu l'ordre. Fait peau neuve. - 11. Voyelles. Marbre sombre. - 12. Comme les manières d'un autre genre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99077

HORIZONTALEMENT
1. Contrepente. - II. Exérèse. - III. Négus. Lapent. - IV. Traiteur. Nao. - V. Tee. Rapt. - VI. In. SAE. II. - VII. Pour. Arasa. - VIII. Erubannages. - IX. Td. Sic. Et. Um. - X. Euphorisante.

VERTICALEMENT
1. Centripète. - 2. Rendu. - 3. Négateur. - 4. Truie. Rush. - 5. Restes. Bio. - 6. Es. Anacr. (crâne). - 7. Pelure. - 8. Ara. Anes. - 9. Rap. Pirata. - 10. Trent. AG. - 11. Iéna. - 12. Ectoplasme.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'éditeur. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 407.

L'ART EN QUESTION

N° 111

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

Une étrange chevauchée



Gnome à l'escargot Italie du Nord, première moitié du XVI^e siècle. H. : 37,5 cm ; L. : 19,5 cm. Bronze à patine noire craquelée. Paris, Musée du Louvre.

Où étaient exposées les collections du Musée de la Renaissance :
● Au château de Versailles ?
● A l'actuel ministère de la marine ?
● Au palais du Luxembourg ?
Solution dans *Le Monde* du 4 avril.

Solution du jeu n° 110 paru dans *Le Monde* du 26 mars :
La rétrospective Renoir de 1993 et l'exposition « Impressionnistes et romantiques français dans les musées allemands » de 1991 ont toutes deux eu lieu au Musée de l'Orangerie.

CARNET VOYAGEUR

■ **ASIE.** Jusqu'au 31 décembre, Car Pacific France propose aux voyageurs se rendant en Asie une escale à Hong Kong à partir de 150 F (23 €) la nuit dans des hôtels locaux de haut de gamme avec le transfert inclus. L'objectif de cette promotion originale est d'encourager les voyageurs français à faire escale à Hong Kong un, voire plusieurs jours. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **FRANCE.** A l'occasion des dix ans du Parc Astérix, la SNCF offre, du samedi 3 au dimanche 25 avril, jusqu'à 50% de réduction sur les billets AIR des TGV directs à destination de la gare aéroport Charles de Gaulle. Sur place, une réduction de 50% sur le billet SNCF permet d'obtenir une réduction de 50% sur le billet d'entrée au parc Astérix pour les enfants et 130 F pour les adultes.



Paris à Bordeaux

■ **TOURNAI.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

■ **BOURDEAUX.** Les menus, les boissons, les spectacles, les animations, les services, tout est prévu pour que les visiteurs passent un agréable séjour. Les tarifs sont très intéressants. Renseignements au 01-41-41-41-41.

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL

PHOTOGRAPHIE L'Ukrainien Boris Mikhaïlov présente, au Centre national de la photographie (CNP), à Paris, une rétrospective de ses photographies et publie un livre consacré à

la pauvreté et au défillement de la société de son pays. Il a expliqué au Monde son parcours. ■ **INGÉNIEUR** de formation, comme de nombreux photographes de l'ex-URSS qui se sont

opposés au régime, Boris Mikhaïlov produit, depuis le milieu des années 60, des séries très distinctes, toutes en réaction à l'imagerie officielle. ■ **LE** NJL, thème « qualifié de « pomogra-

phique » au temps de l'URSS, est récurrent dans l'œuvre de Mikhaïlov. Il a été renvoyé de son poste d'ingénieur, en 1968, pour avoir pris des nus de sa femme. Il expose au CNP une série de

sans-abri qui exhibent leur corps meurtri. Symboles, pour Mikhaïlov, d'une société revenue « au point zéro » ces portraits perdent tout sens moral dans cet accrochage parisien.

Les images non conformes de Boris Mikhaïlov

Renvoyé de son poste d'ingénieur pour avoir photographié sa femme nue, l'artiste ukrainien, consacré dans une exposition à Paris, n'a cessé ensuite de casser les codes visuels officiels de l'URSS. Il montre aujourd'hui un empire disloqué, « revenu au point zéro »

IL ÉTAIT SOVIÉTIQUE, un photographe soviétique, noyé dans la ville industrielle de Kharkov, en Ukraine, et l'auteur d'images interdites, estampillées « pornographiques » par le régime de Brejnev. La dislocation de l'empire et l'air du temps ont transformé Mikhaïlov en artiste ukrainien, iconoclaste jusqu'à l'exès, ignoré dans sa ville, célébré dans le monde entier, de passage à Paris pour une rétrospective.

Ukrainien donc, qui le rappelle en évoquant le joli match de son équipe nationale de football, face à la France (0-0), le 27 mars. « Il est bon, attaquant Chevtchenko, n'est-ce pas ? » Moustache malicieuse, cet homme vif, Boris Mikhaïlov a soixante ans. C'est un retraité actif qui s'exprime, subissant avec une pension de 20 dollars par mois qui « vendit seulement cinq images à la Maison de la photo de Paris ». Mikhaïlov étranger lui font tenir la tête hors de l'eau. « Quand le rouble plonge, c'est dur. On ne vit pas bien mais on se débrouille ».

« Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid... »

Le parcours de Mikhaïlov est celui d'une poignée de photographes rebelles dans une URSS qui n'est d'ailleurs, il a été lancé sur le marché international de l'art après la perestroïka. La quasi-totalité de ces photographes ont disparu. Pas Mikhaïlov, qui a d'abord été, comme d'autres, ingénieur d'études dans l'armement. Il rectifie : « C'était un métier ennuyeux. J'étais un mauvais ingénieur ». Sous-entendu : il avait la tête ailleurs. A la photographie, qu'il entreprend à l'âge de vingt-huit ans, avec une culture héritée de « Même Rodtchenko, je le connaissais très mal ».

Mikhaïlov a toujours fait de la photo un amateur, refusant les commandes officielles. « Le premier ? Une femme en une cigarette, l'essayer de placer des images à la télévision soviétique. Ils refusaient les portraits, ne prenaient que les vues d'animateurs et les paysages. Photographier des femmes sera le chemin vers la liberté ».



D'abord des portraits de sa sœur, puis d'amies, ou d'une femme avec qui il vivait. « Mais vous savez, la fille entre un qui est érotique pas, en Union soviétique... »

Les portraits intimes mènent à une recherche sur le corps nu qui inverse tout son travail : « Il y avait en temps, une petite photo érotique ou pornographique passait sous le microscope. C'était complètement interdit, mais quand on en a vu une, on ne peut retourner en arrière. J'ai fait de jolies photos de femmes, pas très bonnes. Évidemment, il ne fallait pas se faire attraper... »

Il se fait attraper. Mikhaïlov laisse traîner des négatifs de sa femme nue dans un labo-photo qu'il a monté dans l'usine où il travaillait en tant qu'ingénieur. « Le NJL lui a découvert les négatifs, les a confisqués, et j'ai dû venir du jour au lendemain ». C'était en 1968. L'épisode bouleverse le bonhomme, qui réussit à se faire embaucher dans une autre usine : « Ça m'a rendu méchant. Me faire licencier pour ça ! Je photographiais de façon molle, dans mon coin, mon nombril. Je me suis ouvert sur l'extérieur et mon environnement social ».

Mikhaïlov en tire une philosophie de son travail, en réaction totale à l'expérientisme historique et visuelle de son pays et à l'uniformisation du goût. « Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid, des émotions qui forment un espace culturel bien réel, »

« LA VÉRITÉ PLUS QUE LA BEAUTÉ »

Reste que l'exposition est dominée par une grande salle difficilement supportable : des portraits en pied, en très grands formats, de SDF souvent vieux, qui exhibent leur nudité, leur maladie, leur corps meurtri, leur environnement sordide. C'est la série la plus récente de Mikhaïlov, sujet de *Case History*. Il s'en explique : « Le nombre de sans-abri ne cesse de grandir dans le pays. C'est une série qui traduit mon sentiment total de liberté, mais aussi celui de ces

personnes qui n'ont plus rien à elles que leur corps. C'est un constat sur l'effondrement de la société. Ce n'est plus le socialisme, plus le socialisme, mais une situation zéro, où il n'y a plus rien. C'est comme un requiem ». Il conclut : « La vérité m'intéresse plus que la beauté ».

La représentation du corps est un thème exploré par Mikhaïlov dès les années 60, en réaction au régime soviétique qui le qualifiait de « pornographie ». La chape de plomb de l'URSS constitue la justification morale d'une œuvre, qui, de ce fait, annihile tout jugement critique. Mais là, à Paris, magnifiés dans un hôtel particulier cossu parisien, et alors que l'URSS est rayée de la carte, ces grands formats n'ont aucun sens, même si l'environnement qu'ils suscitent.

Il ne sont plus le résultat d'une expérientisme, mais le viol répugnant et indéfendable de personnes et de ce qui leur reste d'indignité, livrés en pâture au spectateur.

M. G.



« Série rouge », 1968-1973 (à gauche). En haut : « Lurki », photos noir et blanc d'albums de familles ukrainiennes et colorées par Mikhaïlov pour ses clients (1971-1985). En bas : pauvreté et sans-abri, dans « Case History » (éd. Scala).

kov, voulait ces images. Il y avait plus d'art là-dedans que dans toutes les photos officielles ».

Suivront d'autres séries, toujours différentes dans leur format, leur facture, chacune formant la rétrospective de Mikhaïlov à l'imagerie officielle. C'est la « Série rouge » (1968-1975), détournant le « sentiment global de ce qui peut être soviétique », constituée d'instantanés jusqu'à l'intimité des gens. Puis une sorte d'album rempli de petites photos en noir et blanc tirées sur du papier machine, de portraits de personnes personnelles (« Lurki », « Lurki »), influencée par son ami, le peintre Ilya Kabakov : « C'est un album typique de l'époque de Brejnev, où le socialisme fermé était un moral. Mais n'avions le droit de nous occuper que de notre petite vie et de nos petits problèmes ».

Ce qui suivra sera sa vision de l'Ukraine après l'ouverture : « Une véritable fête », qu'il montre comme une société décomposée, misérable, malade. Un « Rien n'a changé à Kharkov, c'est une explosion de ses autoportraits nus, en 1995, a été exposé le lendemain du vernissage : « L'ami du directeur du musée, un gynécologue, a trouvé ça était pornographique. Les mêmes dirigeants en ont pu, car le communiste en moins ».

Pourquoi Mikhaïlov reste-t-il à Paris ? « C'est une ville de deux millions d'habitants, une capitale, se- cret de l'Union d'armement. Je la connais par cœur, je comprends ses problèmes. Il y a une grande énergie dans cette ville, une grande pauvreté culturelle : un petit musée, deux galeries... Cette relation entre la ville et la non-culture me passionne. Kharkov me donne une faim visuelle, qui m'oblige à travailler ».

Pourrait-il s'installer à l'Ouest ? Sa femme répond non, comme pour le persuader. Il est plus naïf : « Le problème, c'est la conjonction de la ville et de la non-culture. Je ne peux pas parler sans gens, sans comprendre, c'est impossible. Je ne peux pas, mais il y a encore des gens qui me font l'impression de gens ».

Michel Guerrin

FESTIVAL DE L'IMAGINAIRE

11 mars - 16 avril 1999

GÉORGIE

Polyphonies, 6 et 7 avril, Maison des Cultures du Monde

MAKISHI

Dances du Zimbabwe, du 9 au 11 avril, Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie

VILOKAN

de James Germain, 13 et 14 avril, Maison des Cultures du Monde

LA NUIT DES QAWWAL

15 et 16 avril à 20h, Equestre Zingaro



réservations : 01 45 44 41 42

هكذا من الأصل

Chico Buarque, chantre du Brésil d'après les utopies

Le musicien revient avec « As cidades » (les villes)

de notre envoyé spécial
Comme le Cancao, la plus célèbre des salles de concert de Rio de Janeiro, le Palace de São Paulo

REPORTAGE

La presse vante
les enchaînements
broderie d'harmonies
à la Jobim et de samba

une « case de show », « maison » de spectacle où l'on réserve sa table, comme au cabaret. Le 13 mars, Chico Buarque, musicien des scènes brésiliennes depuis quatre ans (il a écrit deux romans, *Embrulho* et *Benjamin*, traduits en français par Gallimard), y écrivait son nouveau spectacle : « As cidades », les villes. Le Brésil était alors à quelques jours de la remise des Oscars à Hollywood. La rue, traumatisée par la dévaluation du réal au janvier, s'était enflammée en faveur du Central do Brasil, le film de Walter Salles, et de son actrice fétiche, Fernanda Montenegro. Menu « Central » dans les restaurants, Chamois géants dans les rues... Le Brésil a perdu.

Chico Buarque, élu mi-mars « musicien du siècle » par l'hebdomadaire *Veja*, n'est pas homme de mode. « Il est né "classique" », écrit le quotidien national *Folha de São Paulo*. Lui à lui-même, il a donné un concert d'environ quarante-cinq minutes, enchaînant vingt-six chansons.

dix étaient tirées de son nouvel album concis - onze titres, trente-cinq minutes - *As cidades*. Puis le fou du ballon rond a joué au football au cœur de la nuit sur un terrain illuminé - au son d'une équipe d'« orléans » affrontant celle du personnel de l'Hôtel Renaissance, où Chico Buarque, cinquante-quatre ans, a passé ses quartiers pour sept semaines.

Du régal musical, la presse brésilienne a souligné la rigueur, la magie des enchaînements musicaux - une broderie d'harmonies à la Jobim et de samba. Elle a remarqué la nouvelle version de *Construção*, la mort banale d'un meurtre, œuvre-clé écrite en 1971, quasiment un siècle savamment réécrite sur la dislocation des accents toniques de la langue portugaise. Plus violente, *Construção* 1999 est dépourvue des douceurs habituelles du chanteur à la voix douce. « Je l'ai chantée de cette manière en hommage à Vinícius de Moraes pour Alceu e cantores, dit-il, un disque très récent produit pour le projet *Unha* (le sociologue avait du sida, promoteur des campagnes contre la misère et pour la citoyenneté) ».

Chico Buarque, fils de Sergio Buarque de Holanda, l'un des grands écrivains sud-américains, serait-il toujours impliqué dans les affaires brésiliennes ? Oui ou non. Un temps proche du *Partido dos Trabalhadores* (PT) de Lula, naguère plutôt indulgent pour le président Cardoso - lors de sa première campagne électorale en 1991, le *Partido* avait « prêté » à l'intellectuel et à

Paul Passar, maître torride composée des ans auparavant pour saluer la *Constituinte* des militaires - Chico Buarque s'est éloigné des engagements partisans. « La *Constituinte* n'avait pas de mandat », dit-il. L'an dernier, il a refusé d'accompagner le photographe *Salgado*, parsemant de ses chansons le livre *Sans terre* (« Sans terre », « un vrai portrait du Brésil, avec ses habitants », paru au *Hell* en Italie).

LYRISME DÉSENCANTÉ
Consacré « ambassadeur » du Brésil, *Chico Buarque* a au long des années de dictature, Chico Buarque n'y a plus mis un pied depuis dix ans. « J'aimais y aller quand le Brésil n'avait aucune relation diplomatique avec Cuba. Dans les années 70, ceux qui luttaient contre la dictature se réunissaient à La Haya. L'engagement ? « Tout a changé. Ce sont les étrangers de rap et la périphérie qui font la chanson politique aujourd'hui. Je n'ai pas la même relation avec ma génération (Gilberto Gil, Caetano Veloso...) ». L'engagement ? « Plus de terre à toucher, plus de mer à valser. Tout est virtuel, *construção*, *construção* ».

La nouvelle réalité de Chico Buarque est celle d'un *cidadão* (le titre original, *Estorvo*, donne l'idée de la torpente). La ville, ses constructions aléatoires, sa violence, son labyrinthe, l'immobilité de son béton, font écran entre l'homme et son environnement. Plus de terre à toucher, plus de mer à valser. Tout est virtuel, *construção*, *construção*.



Chico Buarque s'est éloigné des engagements politiques : « La réalité sociale m'intéresse davantage ».

As cidades est un album de fièvre, au lyrisme désenchanté. Il y est question de songes - *Sonhos sonhos são, rivas envia por les bulles d'information* - et de la ville. « Les rêves d'une femme, des rêves économiques qui appellent au calme la ville, pas de ville réelle, mais un sentiment d'« *il y a quelque chose* » (en français). C'est un peu le climat onirique de mes romans. La *Constituinte* a condamné la musique. Dans cette volonté de résistance par l'imaginaire, le *Folha de São Paulo* a vu une traduction poétique du vertige brésilien en ces temps post-utopiques ».

Plus pragmatiquement, Chico Buarque veut appeler son album *Chico Buarque*. « Mais ma maison, mes disques m'a fait que cela ressemble à un album de *Chico Buarque*. Ce qui se vend le mieux aujourd'hui, une jeune femme disait récemment à ma fille : « J'ai acheté le disque de mon père, mais, c'est incroyable, il n'y a pas des nouvelles chansons » ».

Véronique Mortagne

★ *As cidades*, 1 CD (BMG 74-3216-3233-2).

Frédéric Edelmann

Forbach, centre du monde du travail en l'an 2000

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a présenté jeudi 25 mars à Forbach (Moselle) le projet d'une exposition consacrée aux « Cultures du travail », l'une des initiatives les plus symboliques de la Mission 2000, que préside Jean-Jacques Allégot.

Cette exposition se tiendra à partir du mois de juin 2000 sur le Campus Wendel, immense ensemble minier situé à Petit-Rosselle, dont le labyrinthe impressionnant vestige de l'industrie du charbon, doit être réaménagé en musée du bassin houiller. Lieu de mémoire d'une histoire sociale et industrielle longue de plus d'un siècle (1866-1986), l'usine convention a été signée par le ministre avec les intervenants financiers du projet, notamment le conseil régional de Lorraine, le conseil général de Moselle, Forbach, Petit-Rosselle, etc.

Plus de 25 millions de francs (3,9 millions d'euros) seront consacrés à l'aménagement par l'archi-

te Philippe Jean de Lencq, le voir, qui, avant de devenir musée, accueillera les « Cultures du travail ». L'exposition sera ensuite reprise au Musée des sciences et des techniques à Paris. Mais à l'échelle européenne, elle a été confiée à Josep Ramoneda, directeur du Centre de culture contemporaine de Barcelone (CCCB), institution qui s'est donnée pour domaine de compétence la ville et la culture urbaine et qui s'est imposée comme l'une des plus originales et plus originales de l'Union européenne.

Le CCCB sera coproducteur de l'exposition, dont le budget total est estimé à 17 millions de francs (2,6 millions d'euros), dont 13,5 millions (2 millions d'euros) sont apportés par l'Etat, la région, ainsi que par la ville et les districts de Forbach et de Freyming-Merlebach.

Josep Ramoneda travaillera en liaison avec un comité scientifique international, et, sur place, avec

l'architecte et scénographe David Friedman. L'outil, la machine, la société industrielle au passé et au présent, les lieux de travail, la compétition mondiale, les nouvelles solidarités, l'immigration seront quelques-uns des thèmes de cet ensemble dont l'épilogue sera placé dans la perspective du futur. La main de l'homme a été créée comme élément conducteur et structurant de la scénographie. Moins cependant pour ce qu'on peut lire de l'avenir que pour la signification symbolique de ce premier outil. La ville de Forbach (30 000 habitants, 15 % de chômeurs) a elle-même entrepris une importante transformation pour passer du milieu du charbon à celui des nouvelles énergies. Le maire de la ville, Charles Stürmweis, ainsi que Roger Walsch, maire de Petit-Rosselle, sont confiants dans le succès de l'exposition. Ils s'adressent sur un bassin d'un million d'habitants, allemands ou français, dans

un rayon de 50 kilomètres. L'exposition sera bilingue. La transmission de l'histoire est la première d'une série qui doit notamment conduire M. Trautmann à Amiens le 22 avril (exposition « Les Couleurs du monde »), à Bordeaux le 17 mai (« Les Mutations des villes »). Fin avril doit être rendu au public le film des commandes faites aux artistes pour l'aménagement des Champs-Élysées, le 31 décembre 1999, un ensemble de portes sera le principe a déjà été repris par des villes de province.

Frédéric Edelmann

Le film-confession de Radiohead à la conquête du monde

CEUX qui ont vu Radiohead en concert affirment que ces rockers d'Exeter n'ont pas peu à offrir au jeu de l'intensité scénique. La performance sur le vif sublime leurs chansons. Un peu comme le mariage parfait de la science harmonique de REM, du lyrisme d'U2 et de la puissance désespérée de Nirvana. Habituellement, les musiciens d'un tel don conçoivent sur disque et en vidéo leurs exploits en public. Renouant à l'album *« Pablo Picasso »*, les membres de Radiohead ont demandé à Grant Gee, réalisateur de plusieurs clips, de les suivre durant plusieurs mois. Fruit de ces pérégrinations, *Meeting People in Easy Ways* est un film d'attente de quatre-vingt-cinq minutes, d'un ton unique (Parlophone), qui témoigne moins d'un triomphe que d'un paradoxe. Plutôt que de célébrer les succès du groupe et ses fans, un documentaire décrit l'ennui abyssal de la vie en tournée.

D'ÉCLATS RAGEURS EN DÉPRESSIONS

En 1997, Radiohead sort *OK Computer*, son album le plus ambitieux, le plus ambitieux par le public comme par la critique. La logique de l'industrie phonographique est immuable : à chaque nouvelle production, sa tournée de promotion et ses concerts. Le groupe *Radiohead* a le monde entier. A la joie du succès d'une œuvre difficile succède la pesanteur de la routine ; loin de la légende des *héroïnes* hétéroclites, le chanteur Thom Yorke et ses acolytes Ed O'Brien, Phil Selway, Jon et Colin Greenwood ne noient pas l'absurdité de la répétition. Aéroports-hôtels-salles de concerts, trajets en

boucle, Paris, Sydney, Berlin, Tokyo, entretiens à la chaîne, félicitations qui se succèdent en continu.

Grant Gee promène sa caméra témoin, vole des instants où les membres de Radiohead s'adressent à des adresses jamais directement aux musiciens. En un montage fragmenté - et quelques fois esthétiques (flous atmosphériques, jeux de lumière couleur noir et blanc...) -, il raconte la vision somnambulique de cette dépression. Parfois, il laisse l'ébauche d'une rébellion. Thom Yorke : « Nous, les meilleurs ? N'importe quoi. C'est à leur promotion, mais c'est aussi à leur flamme. » Radiohead essaie péniblement de retrouver le fol. « Rappelez-vous quand vous étiez portance que vous étiez pour nous de voir le monde REM sur scène. » Les images de concert sont rares, morcelées en plans courts et saturés, seuls vrais moments de vie et de catharsis. En chantant le dégoût de soi, le leader de Radiohead a séduit des millions d'adolescents. Mais la gauche mi-clos depuis la naissance, sa silhouette d'adolescent menant une vie de laissés-pour-compte s'anime derrière le micro de son charisme singulier.

Les Zeppelin, les Rolling Stones célébraient les orgues de la musique. Radiohead exploite le potentiel dépressif du rock. Soulagé par la création et le défoulement scénique, *Meeting People in Easy Ways* témoigne d'un égarement et justifie, en quelque sorte, une esthétique musicale. Les Britanniques se sont remis au travail. Ils auraient enregistré, à Paris, une bonne partie d'un quatrième album, prévu pour le début de l'été 2000.

Stéphane Davet

Concert d'un Soir
R.E.M.

RTL
rtl.fr

CULTURE
EN
RÉGIONS

villa gillet
hors les murs au
Théâtre du Point du jour
7, rue des Écoles - 69005 LYON
LECTURE-RENCONTRE
Elizabeth MACCOCO lit
« La Conversation »
de Lorette NOBECOURT
mardi 6 avril à 20h30
Tarifs/Res. 04.78.27.02.43

villa gillet
hors les murs à l'NUFM
4, rue Chazière - 69004 LYON
Conférence de François BON
« Le Réel/Tempo, matière
et origine : enjeux neufs
pour l'écriture »
mardi 6 avril à 19h30

Observatoire
LES
VRAI
BONS
LYCÉE
Le banc d'essai
99
les 243 établissements
de France

Simple d'opinion

BIENHEUREUX les simples d'opinion ! Les pour, les contre, totalement contre. Front contre front, pen- contre pensée, unique l'une l'autre, cela sans dire, certi- contre certitudes, images contre images.

Peut-on avouer, un déchoir, une pensée, comment dire, plu- ruelle sur cette guerre singulière, à portes et à mille lieux pour- tant de ce que l'on doit être, de ce que l'on imaginerait devoir être l'Europe d'une fin de siècle ?

Guerre technologique, purification ethnique, l'avenir bombarde le passé, du plus haut des cieux, au plus extrême des na- tionalismes. Le monde finis- saut reprend l'Histoire là où l'Histoire en est restée, au début commençant, dans un éternel, balkanique et sanglant re- commencement.

Bienheureux les simples d'opinion ! Ils ont une opinion, dans le grand sondage d'opinion des convictions des citoyens, ils ont des convictions affichées. Etes-vous pour ou contre la guerre ? Répondez et vive ! Et vous, les simples d'opinion, vous Otanés, c'est à dire pense l'autre camp, lobotomisés, marchant au pas cadencé de l'impé- rialisme américain et de ses va- lets européens ? Etes-vous anti-guerre, c'est-à-dire, suggère le camp armé, rouge-brunisé, an- ti-américain par une sorte de ré- flexe pavlovien, autrement dit stalinien mal repenti, aussi sûre- ment que Minerva, cet anti- que loup rugissant déguisé en pa- serbe brun ?

Bienheureux les simples d'opinion ! Faute d'avoir la bataille des images, car, expérience aidant, les images sont, cette fois-ci, tenues pour suspectes, nous avons la bataille des mots. Et elle fait rage, bataille de troupes, de formules, de résonances histo-

riques, dans une sorte de héli- nisation précisément de l'Histoire, car la veine est inépu- sable en ces temps-ci - l'Histoire récente dans un camp, l'Histoire ancienne dans l'autre, dix ou vingt ans dans un cas, des siècles dans l'autre. Deux bouts d'une même chaîne pourtant pour un même destin tragique.

Le monde publie depuis un se- maine, en pages Débats, des es- sais prodigieusement érudits, for- midablement écrits parfois, polémiques, il y en a pour tous les camps et, si l'on est de bonne foi, beaucoup de ces essais ont fait penser à ce à quoi on n'avait pas pensé, à voir ce que l'on n'avait pas vu, dans la confrontation des camps et des points de vue. On lit de la lec- ture plus savante, un monde ignare. Mais pas plus avancé pour autant.

Que faire, dans que faire ? La guerre ou la paix ? Même ce choix-là n'est pas, puisque les stratégies de l'Otan, ou les pa- trons politiques, ont inventé, pour ce qui concerne leur camp, la guerre sans perte, sans risques et sans morts, donc la guerre est gagnable. Et puisque les bé- nardes de la paix ont leur pacifisme plombé, souillé, mort-né, celle des purifications ethniques est la seule chance.

Bienheureux les simples d'opinion ! Alors, au final, on adhère à une opinion simple. L'Histoire des Balkans ne nous apprend pas ou plus. Elle sert par trop d'alibi au présent. Or c'est le présent des peuples, de cette Eu- rope hors l'Europe, hors une époque, qui nous au choix : on choisit pas la purification ethnique ou des mots. Cela fait tout de même un siècle que le siècle nous l'a appris.

Des témoins accusent le système anti-incendies du tunnel du Mont-Blanc

L'alarme aurait été donnée par un automobiliste

CHAMONIX
En dépit des systèmes de dé- tectation d'incendies, l'alarme de l'incendie du camion sous le tunnel du Mont-Blanc, qui a fait au moins quarante morts, mer- credi 31 mars, a été donnée par un automobiliste. Franco Col- lumbo, vice-président de la so- ciété gérant le tunnel du côté italien, a apporté cette précision à l'issue de la réunion de la Commission intergouverne- mentale franco-italienne de contrôle du tunnel du Mont-Blanc, mercredi 31 mars, à Cour- mayeur (Italie). Le témoignage de cet automobiliste, M. Borghi, a soulevé un doute sérieux sur le déclenchement des sys- tèmes d'alarme, côté français, lors de la catastrophe.

M. Borghi tient un pub à Courmayeur (Italie). Mercredi, il emprunte le tunnel du Mont-Blanc, pour aller à Cham- onix. « Quand je suis arrivé à l'entrée du tunnel, j'ai vu le ca- mion sur la voie opposée qui avait arrêté et qui prenait feu. J'ai fait demi-tour pour ressortir du tun- nel. Une autre voiture derrière moi a fait du même et s'est ar- rêtée pour lancer un appel SOS sur un téléphone du tunnel. J'ai par- couru environ 100 mètres et quand je suis sorti du tunnel, je suis aperçu par des voitures continuant de rentrer. Je n'ai pas l'impression que les services étaient au courant de ce qui se passait de la gravité, car ce n'est qu'à ce moment-là, quand je suis sorti, qu'ils ont fermé le tunnel. »

Ce témoignage authentifié im- plique qu'aucun système de dé-

tection automatique, ni aucun système de surveillance humaine n'ont re- marqué la fumée qui sortait du camion arrière droit du tracteur du camion. Pourtant, cette alarme importante pour que, selon le témoignage du chauffeur lui-même, Gérard Degra- ve, deux routiers le croisant, l'aver- tissent par des appels de phare.

Tandis que M. Colmou an- nonçait, mercredi 31 mars, que « l'alarme [avait] été donnée par un usager qui a utilisé la borne d'urgence du groupement 22 », à un kilomètre, côté italien, du tunnel du Mont-Blanc, le président de la Société du tunnel du Mont-Blanc, Remy Chardon, se refusait à toute déclaration. Interro- gé sur le fait que l'alarme ait pu être donnée par l'automobiliste, un collaborateur de M. Chardon a précisé en aparté : « C'est pos- sible. Mais il a pu y avoir des appels simultanés. » Pourtant, même si l'alarme a été déclen- chée simultanément du côté français, celle-ci n'est interven- nue qu'après l'automobiliste, a déclaré que le camion ve- nait de prendre feu quand il appelait. Autre sujet d'étonne- ment : la société du Mont-Blanc ne dispose d'aucune image. La caméra vidéo où auraient dû être enregistrées les images à proximité de la zone où l'incen- die a éclaté. La justice a saisi aussi la cassette vidéo italienne qui, elle, aurait des images. « Nous avons eu un problème de déclen- chement automatique d'enregist- rement », a déclaré, lundi, M. Chardon. Cette absence d'image empêche de vérifier si de la fu- mée sortait du camion avant qu'il ne s'arrête.

L'incertitude sur la capacité des dispositifs de sécurité du tunnel du Mont-Blanc a ébranlé la confiance et d'autant plus inquiétante que début 1999, en un printemps de la même année, deux rapports des sapeurs-pom- piers critiquaient l'archaïsme des systèmes de sécurité. Le co- lonel Laurent, commandant le Service départemental incen- die-secours de Haute-Savoie, a rédigé le second. Le premier a été établi par le capitaine Comte, chargé, à la demande de Chamonix, des rapports avec la Société du tunnel. Dans ce do- cument, il dénonce le manque de coordination entre les ser- vices de sécurité français et ita- liens, et l'incompatibilité entre les matériels. M. Chardon a af- firmé n'avoir jamais eu connais- sance de ces rapports pourtant adressés au préfet de Haute-Sa- voie. Pourtant, le président de la Société du tunnel du Mont-Blanc a indiqué que depuis six mois, tous les lundis, les socié- tés italienne et française du tun- nel examinent la formation des pompiers sur les dispositifs de sécurité du tunnel. Pourquoi avoir mis en place une formule si M. Chardon n'avait pas connaissance des rapports ?

Une autre polémique concerne l'organisation d'exer- cices de secours. M. Chardon a expliqué qu'une telle opération nécessiterait la fermeture à la circulation du tunnel pendant au moins un jour à quel point, du fait des pouvoirs de police qu'elle implique, la responsa- bilité des autorités de l'Etat.

Jean Touza

Rwanda : « Aucun témoin ne doit survivre »

ALISON DESFORGES est le principal auteur et coordinateur du rapport de 900 pages de la Fé- dération internationale des droits de l'homme et Human Rights Watch sur le génocide au Rwanda, présenté mer- credi 31 mars à Paris (Le Monde du 1er avril). L'ouvrage ne doit survivre », l'ouvrage ne veut la première « somme », le premier livre de référence sur ce génocide qui a fait un demi- million de morts.

Pour comprendre, la cher- cheuse américaine a passé près de quatre ans avec d'autres cher- cheurs « à écouter les narra- tions, leur voix, à comprendre leurs motivations. »

Les conclusions de ce rapport sont fermes. Le génocide a été délibéré, prémédité, et sa prépa- ration était connue de la commu- nauté internationale. Il n'est pas l'aboutissement de conflits tri- baux mais le choix conscient d'une élite politique. Les rappor- tages montrent qu'il était par- faitement possible d'arrêter l'en- gorgement, mais que les gouvernements étrangers, et sin- gulièrement français, n'ont rien fait. Plus, souligne le rapport, en continuant à reconnaître le pou- voir à l'un des acteurs.

Car la légitimité du régime a été un facteur important de la par- ticipation à la population aux massacres baptisés « autodé- fense ».

Jean-Baptiste Naudet

* Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda. Editions Karthala, 1999.

Le prestige de la Cour des comptes et du Quai d'Orsay en hausse à l'ENA

LA PROMOTION 1999-2000 de l'ENA avait un certain goût pour l'originalité en se baptisant « Cyrano de Bergerac ». Mais elle a fortement respecté les tra- ditions, mardi 31 mars, lors de son « amphi-garnison », durant laquelle les 104 élèves ont reçu leurs affectations dans la haute fonction publique, suivant leur rang de classement. Le major, Vincent Mahé, a choisi le Quai d'Etat, comme la majorité de ses pré- décesseurs, l'autre ayant opté d'habitude pour l'Inspection gé- nérale des finances. Cette institution n'arrive qu'en troisième position, la Cour des comptes s'emparant, pour la première fois, de la deuxième place.

Malgré les amicales pressions des représentants des grands corps, deux élèves ont choisi « dans la haute » (parmi les quinze premiers) ont choisi le ministère des Affaires étrangères (le « Quai d'Orsay »), dont la destination est notablement. Les inspections générales de la mi- nistère de l'économie et des fi- nances, où les primes sont allé-

chantes, se partagent le reste de la première partie du classement. La direction des impôts fait une chute spectaculaire, en 92e position. Le corps préfectoral, qui poursuit une ascension amorcée depuis plusieurs années, démarre à la 26e place.

Ce sont les chambres régionales des comptes qui ont le redoutable privilège de figurer en queue de peloton, rôle habituellement dévolu aux affaires sociales (cette fois seu- lement avant-dernières) ou à l'em- ploi, qui, cette année, a été choisi par un élève plutôt bien classé (37e). Comme d'habitude, les cinquante premiers sont majoritairement issus du concours externe, bien qu'un élève issu du concours interne et un du troisième concours aient réussi à sortir dans la boîte.

LETTRE OUVERTE

Imitant leurs prédécesseurs des promotions Valmy et Marc-Bloch, les élèves de la promotion Cyrano de Bergerac vont envoyer une lettre au premier ministre pour se plaindre de leur situa- tion jugée inadéquante à leurs fu-

tures fonctions) et demander la suppression de l'accès direct aux grands corps à la sortie de l'ENA. Le malaise est tel que des militants de la CFTD, s'appuyant sur la contesta- tion de l'ENA - « machine à clas- ser », « système de reproduction so- ciale » -, ont pu créer une section, le syndicalisme ayant disparu de l'école depuis plusieurs années.

Cette section revendique une cinquantaine de sym- pathisants, parmi lesquels un bon nombre de futurs préfets. Yves Roussel, son secrétaire, a remis au premier ministre un épais dossier dans lequel il formule notamment certaines propositions de réforme de la scolarité (renforcement de la formation au management, intro- duction de la sociologie des orga- nisations). Bien que n'ayant pas ob- tenu de réponse, il ne perd pas espoir : les élèves de la promotion 1998-2000 ont repéré le flambeau de la contestation, et leur section CFTD revendique déjà vingt adhérents.

Rafaële Rivais

Time Warner vend ses réseaux câblés français

LE CÂBLO-OPÉRATEUR néerlandais United Pan-Europe Communication NV (UPC) a annoncé jeudi 1er avril la cession de 50 % des actions de Time Warner Cable France - filiale du géant américain de la communication -, qui exploite trois ré- seaux de télévision câblée dans la banlieue de Paris, celle de Lyon et à Limoges. Après approbation des autorités administra- tives compétentes, ce transfert devrait être finalisé au troisième trimestre 1999. Les trois réseaux concernés couvrent un poten- tiel d'environ 350 000 foyers, selon le communiqué conjoint des deux sociétés. UPC raccordera notamment le réseau de Ma- dreuil-lez-Lille, sur lequel ont été lancés, en février, des services de téléphonie d'Internet. Jeffrey A. Schwall, président de Time Warner Cable Interna- tional, a précisé que « la stratégie du groupe est de concentrer ses activités sur le marché intérieur des Etats-Unis » et que le réseau d'UPC, Mark Schneider pense, par sa première acquisition en France, « réaliser une croissance rapide pour chacune de [ses] gammes de produits : vidéo, téléphonie et transfert de don- nées ».

Tranche du Monde datée jeudi 1er avril 1999 : 512 299 exemplaires.

DÉPÊCHES

CYCLISME : la course des Trois Jours de La Panne (Belgique) a été neutra- lisée le 1er avril au départ de la troisième étape. Un col difficile, en provenance d'Italie, a été découvert par les gendarmes belges à l'aéroport de Bruxelles. Ce col était destiné à l'équipe italienne Mapei. Patrick Le- fèvre, directeur sportif de la forma- tion a été conduit à la gendarmerie, accompagné de ses coéquipiers. **RUGBY** : deux nouveaux joueurs ont été appelés dans le groupe de l'équipe de France pour le dernier match du Tournoi des cinq nations contre l'Ecosse au Stade de France, samedi 3 avril : Christian Labit et Yann Delagade qui jouent à sept le nombre de Toulousains dans la liste des vingt-deux.

LE MONDE TELEVISION avec Le Monde DATE DIM./LUN.

Vous pouvez tout nous demander.

ARAL

Les malheurs de la vertu

MADAME PUTIPHAR
de P. Borel.
Ed. Phébus, 128 p., 22,71 €.

P Borel, qui aimait les mots rares, se faisait appeler le lycanthrope. Un lycanthrope, comme chacun sait, est un homme qui, dans certaines circonstances, se transforme en loup, du moins le croit-il. Tranquille comme Baptiste le jour, écumant et féroce la nuit, nos jeunes romantiques ont ces identités. Charles Nodier, qui était un ami de Borel, expliquait que « l'esprit, affligé des ténèbres de la vie extérieure, ne s'en affranchit jamais avec plus de facilité que dans l'empire de cette nuit intermittente, où il est permis de rêver, et l'essence de Borel était d'être loup-garou jusqu'à se révéler tel.

La postérité, en tout cas, a respecté le principe de l'intermittence. P. Borel, il est vrai, n'est pas un romancier, ne joue pas le cache-cache, la connaissance. Son époque – les années 1830 – fait un Champvert. Contes immoraux, accompagné d'un puissant parfum de scandale. Mais une critique virulente de Madame Putiphar par le redoutable Jules Janin met pratiquement fin à la carrière de Borel. Pourtant Théophile Gautier l'encense et Baudelaire écrit de lui : « Sans P. Borel, il y aurait une lacune dans le romantisme. Il fut l'expression la plus outré et la plus paradoxale de l'esprit de Bousingsots. » Illustration avec Madame Putiphar.

Mais Borel n'est pas Rimbaud. Il convient de lui faire, pour notre plaisir de lecteurs, une juste place. Sans en rajouter dans la veine héroïque, comme le fait Max Pons. Directeur d'une aimable revue littéraire de Lot-et-Garonne, La Barbacane, revue des pierres et des hommes, publiée l'été du conseil régional d'Aquitaine, Max Pons présente les lettres d'Alfred de P. Borel à son frère André. C'est un document intéressant. Borel emprunte de l'argent à son cadet, fait un enfant à la fille de sa vieille maîtresse, pleure la mort de son cheval. « Une perte de cette espèce, un chagrin de cette nature et de cette proportion ne m'aurait pas encore atteint. Je suis étourdi, abasourdi, foudroyé, éplati » – et compose des petits poèmes pour les filles du sous-préfet. Le directeur de La Barbacane enlève : « Comme lui, nous appartenons au clan des insomnies, des démons, des solitaires, des irréductibles » (2). On l'ignorait.

Mais Borel est ainsi fait qu'il inspire les fanfanes et les

« Sans P. Borel, affirmait Baudelaire, il y aurait une lacune dans le romantisme. Il fut l'expression la plus outré et la plus paradoxale de l'esprit de Bousingsots. » Illustration avec Madame Putiphar.

On en fait toujours trop sur lui ou pas assez, c'est sa rançon d'auteur frénétique. Son génie est de ne pas savoir s'arrêter : plus il a le vertige, plus il avance vers les gouffres. Dans Madame Putiphar, cette esthétique de l'excès est poussée à son paroxysme. Sans P. Borel, il n'y aurait pas de Bousingsots. Il est fils de famille et s'appelle Patrick. Le

lord vent assommer Patrick et poignarder sa fille. Les tourtereaux s'enfuient en France. Mais comme ils sont beaux, purs, et dotés des vertus les plus admirables et les plus incommensurables, les catastrophes s'abattent sur eux comme grêle. Ils sont séparés, battus, violés, emprisonnés dans des culs-de-basse-fosse, poussés à la folie. Il peine ont-ils un instant la tête hors de l'eau – un geôlier compatissant, un messager inattendu – qu'ils sont immédiatement replongés dans un enfer plus abominable encore. Jusqu'au bout, Borel refuse le happy end. Lorsque la Révolution française délivre enfin Patrick de l'oubliette où on l'a jeté, c'est un vieillard si hébété, si misérable, si puant que la belle Debby meurt à sa vue de saisissement.

Les pures, les amoureux, sont torturés et vaincus. Les affreux, les méchants, paisiblement leur lit, sans l'ombre même d'un remords. Il s'agit de Madame Putiphar – la Pompadour –, de Pharaon – Louis XV – et de leurs multiples âmes damnées. Un seul n'échappera pas au châtiement : M. de Gave de Villepastour, un militaire libérin qui s'est vengé de la vertu de Deborah, sera pendu par le peuple du 14 juillet.

Car Madame Putiphar, outre un roman sur le mal, est aussi un roman politique. Assez ambigu toutefois. Certes P. Borel décrit avec un visible dégoût la dépravation de la cour de Louis XV, il peint la Pompadour en loup assoiffé de plaisir et de vengeance. Pour horrifier ses lecteurs bourgeois, il fait les comptes de ce que la lubricité a coûté aux contribuables : « Chaque année le Roi-aux-Cerfs coûtait à la France aux environs de cinq millions. Il a duré trente-quatre ans. » Et Borel, même s'il n'approuve pas certains débordements de la foule, applaudit à sa vengeance lorsqu'elle se révolte.

Mais si l'on regarde d'un peu plus près, c'est moins la monarchie qu'en veut Borel qu'à la France des Lumières. Il parle d'« une époque immonde », il s'en prend au style courtois et tarabiscoté des membres et desibelots dans lesquels il voit... le recul du christianisme devant l'islam : « La mollesse, les voluptés, l'inceste, la polygamie, la pédérastie, la joie, la galanterie mauresque et non plus chevaleresque. (...) L'islamisme pur régnait de

fait : en vérité, sous les perruques et les paniers on était aussi musulman que sous le turban et la basquine. » Quand il fait parler Pharaon, c'est dans un jargon si beau qu'il anéantit la parole : « Suis-je donc l'égérie, que je courbe ainsi les fleurs ? Relevez-vous, my lady, et permettez à mes lèvres de restituer à votre bouche tous les baisers infidèles que, dans la tristesse de l'absence, elles ont prodigués à cette effigie, qui loin de vous brillait sur ma poitrine comme une étoile dans l'ombre, et qui vient s'évanouir dans vos charmes. » P. Borel s'amuse et s'indigne. Plus tard, il nous présentera un saint homme de moine qui ridiculise un brave gardien de prison voltairien, borné comme un bourgeois Louis-Philippe.

C'est n'est pas à la République que rêve Borel, mais à la nuit des temps, c'est son charme. Aux vieilles langues des bardes, aux vertus médiévales ou réputées telles, aux religions naïves et sonores. L'Ancien Régime n'est pas assez ancien pour parler à son imagination et s'accorder à son vocabulaire. Comme Nodier, mais avec plus de fougue et d'imprudence, P. Borel a la passion de l'étymologie. Comme si retrouver les mots de l'origine menait à la vérité de ce qu'ils nomment. Madame Putiphar est un réjouissant dictionnaire de ce grand rêve lexicomane du romantisme. Pour faire plus ancien, plus grec, plus vrai, Borel colle un peu partout des y et des h, il néologise pour antiquiser, il accumule les termes rares et les tournures érudites avec une délectation de

Nous avons un peu de mal aujourd'hui à ne pas sourire à ces surcharges et à ces empiètements. Du reste, nous sourions beaucoup à la lecture de Madame Putiphar, malgré toutes les catastrophes que subissent ses héros, si touchants et si tendres. Ou à cause d'eux. Il y a une mécanique du malheur qui, à force d'être remontée à bloc, n'échappe pas à l'emprise du comique. C'est ce qu'a parfaitement compris Beckett, à l'envers. Dès qu'on a saisi que Deborah et son Patrick sont voués à la perfection et donc au martyre, ils ne nous intéressent plus guère comme personnages. Borel lui-même ne sait plus trop quoi en faire.

Le meilleur du roman, l'excellent même, se situe en dehors de leur sombre destin. Dans le lyrisme des pages sur la prise de la Bastille, dans les interventions intempestives du narrateur, dans les dialogues débridés des vilains séducteurs, dans les descriptions piranéesennes des prisons. Là, Borel s'empare, laisse parler son imagination lugubre, broie du noir comme un grand peintre. On touche quelque chose de vaste, de douloureux et de profond. On comprend l'admiration de Baudelaire.

(1) P. Borel, un auteur provisoire. 1986, Presses universitaires de Lille.

(2) La Barbacane, spécial 66-68. P. Borel : Borel : lettres d'Alfred de P. Borel à son frère André. Présentées et annotées par Jacques Simonelli. Bonaguidi, 47000. Chez le même éditeur, Jacques Simonelli propose Pour un bonhomme de Borel, suivi de trois courts textes inédits ou rares de Borel (24 p., 45 F, 6,86 €).

La rebouteuse des pécheresses

Elle est sœur de madame Pécheux, Honoreine Plougasnou, originaire de Saint-James, région de Balzac, de la façon plus littéraire du Ponton, elle du Ponton. Elle servait un temps au château de Noiville, grosse bâtisse perchée sur un promontoire au phare de De-la-lettre, elle garde jusque dans sa vieillesse de « magnifiques yeux bruns », un visage, « dont le type brutalement reconnaissable », a un « teint à la fois mat et coloré que pour d'une Parisienne pourrait en dire ». Elle tient, rue de Fortefoin, où la famille Balzac a son pied-à-terre en 1821, une échoppe de poisons, non loin du couvent de Sainte-Catherine, dans le Marais. Dans sa jeunesse, elle a connu les choux comme Pille-Miche, Gaspard-Chopine, Plume d'Oie, Mène-à-Bien et surtout Marche-à-Terre, mais, n'étant pas du même bord, elle a suivi Corentin, qui l'a recueillie, jusqu'à Paris. En effet, son père et ses frères Martial, Yves et Jean-Marie, d'abord proches des frères Cottreau, s'en étaient éloignés, fâchés de voir des paysans se lier avec des aristocrates. Ils ont été d'un guet-apens tendu à Corentin, dont celui-ci avait réussi à s'échapper. C'est elle qui reconnaît par hasard Carlos Herrera sous son déguisement d'officier de paix à l'hôtel Voltaire, permettant ainsi à son mentor une « arrivée inopinée » qui déjoua les plans du « Corentin de l'Espagne ». Lorsque Corentin prendra

sous sa protection le jeune Philippe-Jean, enfant trouvé en Corse et dont il fera son fils, comme le père l'avait été de Silbeyrade, c'est elle qui hébergera le jeune homme et l'emmènera chez Schmitt, le tailleur de Rue-Beumpré. Philippe-Jean, d'ailleurs, n'aimera jamais Paris, et c'est à Lyon, auprès du préfet Réollet, dont la femme, Emilie, aura pour lui quelque inclination – sans lendemain – qu'il fera carrière.

Mais c'est quand Corentin va confier à Honoreine la pauvre Lydie de la Silbeyrade, devenue folle après avoir été mise « en maison » de force sur ordre de Vautrin, rue Sainte-Barbe, chez La Savignac, où elle a été séquestrée et violée, que le personnage prendra de l'ampleur. En dépit des conseils de Bianchon, il préférera que la malheureuse parte en maison de santé, considérant que la mélancolie dont elle est affligée est probablement incurable. Honoreine la soignera avec succès grâce à ses connaissances en herbes médicinales que lui apporte régulièrement son neveu, Etienne Lepape. Honoreine montre alors des talents de rebouteuse, et même de psychologue, discernables auparavant si elle pouvait permettre de regarder ses interventions dans La Comédie humaine avec plus de perspective car elle allie un vrai bon sens paysan, mélange de finesse, de rouscadie et de méfiance, à des superstitions et des croyances plus étranges qui proviennent des légendes celtiques qui ont bercé son enfance.

April Foule

SCIENCE-FICTION

Par Jacques Baudou

Parfaite alchimie

OBlique
(Slant)
de Greg Bear.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Daniel Bréque,
Laffont, 208 p., 22,71 €.

Prendre compte d'un roman aussi ambitieux, complexe qu'Oblique n'est pas aisé. Si l'on se laisse emporter par sa composition en forme de puzzle mettant en scène un très grand nombre de personnages différents – un peu à la manière du John Brunner de *Tous à Zanzibar* –, qui permet à Greg Bear de camper une Amérique d'un futur proche très judicieusement extrapolée, on néglige l'axe central du roman, qui est celui d'un thriller à la Richard Stark, avec une intrigue hors-la-loi s'efforçant de rester en règle, au cœur de l'idaho, l'Omphalos, un village destiné à accueillir un immense cryogénique les filtres financières du pays.

Si l'on se concentre sur le récit en lui-même, les nanotechnologies, les plus sophistiquées, et sur le combat qui oppose les cambrioleurs à l'IA d'Omphalos, les aspects essentiels de l'intrigue. On imagine la vision politique que l'inspire Greg Bear à l'Amérique, une civilisation si oppressante que nombre de ses citoyens se réfugient dans des mondes psychiques d'ordres divers (il les appelle « thérapies »), et au sein de celle-ci une secte secrète, les Aristos, qui a mis clandestinement en route un processus ultime et radical de ségrégation sociale dont l'Omphalos est à la fois l'épicentre et l'outil. Mais le complot réactionnaire, cette machination contre l'humanité en profit d'une immense autocratie, ne nous est dévoilé que très tardivement, alors que notre attention a déjà été requise par des événements intrigants : le meurtre d'un homme d'affaires riche, la mort de Roddy, une intelligence artificielle surgie de nulle part, d'autres encore qui nous font donner l'impression d'une société à proie si mystérieuse corruption, à une inquiétante déréliction, à l'emprise d'une énigmatique puissance.

Enfin l'apparente simplicité du récit, Greg Bear, qui retrace l'univers de *La Vie des anges* et certains de ses personnages, a magnifiquement orchestré son intrigue : il a échafaudé une gradation qui mène tout son petit monde vers l'Omphalos, vers le monde gorgien des divulgations et des surprises. Car l'auteur, en fin stratège, s'est libéré de quelques parades théâtrales, de quelques brillantes spéculations supplémentaires. Oblique est un remarquable roman de science-fiction qui est tout à la fois une séduction du romanesque et un passionnant travail conjectural. Un modèle.

● LA MORSURE DES TÉNÉBRES, de Brigitte Aubert

La Morsure des ténèbres est un curieux objet littéraire. Il fait partie de la série de Stephen King, un roman d'horreur qui est un fort bon pastiche de Stephen King. Il est écrit dans une langue très

analogue en nous faisant retrouver les protagonistes survivants de l'apocalyptique destruction de la bourgade, profondément marqués par l'expérience traumatisante, alors qu'une résurgence des phénomènes monstrueux qui ont frappé Jacksonville se profile. L'auteur a d'abord fait un travail de trajectoire heurtée de six personnages, l'entremise d'un ballet habilement réglé qui, lui, est l'occasion de faire une Amérique un peu folklorique, avant de les réunir pour qu'ils affrontent ensemble leur destin.

Mais le récit ne tarde pas à s'écarter du modèle « kingien », à accumuler les surprises, à dériver vers la surcharge, la surenchère, avant de verser, lors d'un final étonnamment défilant, dans la parodie des préoccupations métaphysiques de l'auteur du *Fleau*. Le roman se termine sur une double image d'un humour sarcastique et décapant qui fait sa cohésion romanesque (si l'on peut dire) : l'ensemble, et surtout la façon dont on ne peut plus s'empêcher d'être un cliché. Dans la Morsure des ténèbres, Brigitte Aubert a perverti les codes du roman d'horreur pour en faire un véritable malin : c'est là l'intérêt majeur d'un ouvrage qui pousse le genre à sa limite. (Seuil, 270 p., 15,09 €).

● LE CHANT DU COSMOS, de Roland C. Wagner

Le Chant du Cosmos est un roman de Roland C. Wagner, lequel n'appartient pas au cycle des *Futurs mystères de Paris* qui a fait sa réputation. Saurait-il, pourrait-il construire un futur qui n'est d'une autre eau ? Qui n'est pas une inspiration différente ? La réponse est oui, mais la moindre réserve. Il n'y a rien de commun entre les aventures de Tem, le privé qui sait se faire oublier, et celles du Penseur Yeff, sinon le talent de leur auteur, qui l'aime dans le polar futuriste déjanté, dans le *space opera* pacifiste, aimable, robotique. Le Chant du Cosmos est l'histoire d'une machination guerrière aux objectifs destructeurs, d'une survie agressive et violente, d'une civilisation galactique harmonieuse.

Mais Roland C. Wagner a choisi son camp : celui qui concorde à l'empathie, de l'accord cosmique, et c'est justement ce qu'il fera triompher au terme d'un récit bien conduit, ingénieusement construit – chacun des quatre grands chapitres se déroule sur un monde différent, à des intervalles temporels variables –, qui dissipe les énigmes que la façon progressive de l'auteur s'achève sur une note (c'est le cas de le dire) très humoristique. Ce roman, d'un ton original, peuplé d'heureuses trouvailles, est le craquant Maëstro ou le Maëstro de la nuit, une fort jolie réussite de plus à mettre à l'actif de la nouvelle S-F française (éd. L'Atalante, 195 p., 95 F [14,48 €]).

● LE GÉANT DE PIERRE, de James Blaylock

Ce troisième tome des *Contes de l'Orlé* situe chronologiquement le *Le Maître elfique* et *Le nain qui disparaissait*, il propose au lecteur une odyssée du calice, encore que son point de départ est de nature bien moins glorieuse. En effet, Théophile Escargot lance son enquête à l'aventure, c'est quelque peu contraint, après avoir été chassé de sa maison d'Havreville pour avoir mangé trop de trop, et, s'il y a la mythique contrée de Balmunie, c'est moins pour en faire la volonté que pour en faire un péripète hasardeux, hanté par l'image de la belle Léta.

C'est dans les protagonistes des deux précédents, il trouve la confrontation aux manigances maléfiques d'un nain aimé de Balmunie et aidé par les balades dévastatrices de trolls et de gobelins. Il participera à la déconstruction in extremis après une longue navigation sous-marine sur le *Le Cui*. Une fois de plus, la magie fonctionne. Il y a un charme aux livres de Blaylock, c'est la magie qui tient les pittoresques personnages, au picaresque déclaré, à la période, à la grâce enchanteresse de l'écriture (traduit de l'anglais – États-Unis – par Pierre-Paul Durastant, Rivages/Fantasy, 195 p., 19,66 €).

Intraduisible amour

François Dominique ressuscite une passion tragiquement brisée et son indicible souffrance

Bouillonnements amoureux

Avec une belle pincée d'audace, Cécile Vargaftig se moque des modes et des conventions pour le seul plaisir de « laisser frémir »

Josyane Savigneau

chapitre.com
 LE LIVRAIRE SUR INTERNET

“ @ ”

Tous
les livres *fantasy*,
même *les*
incommensurables

”

350 000 LIVRES NEUFS
ET 50 000 LIVRES INTRODUITES

www.chapitre.com
 numéro : 3615 ALIR 224 7000
 E-mail : librairie@chapitre.com
 rue de Richelieu - 75001 Paris
 33, 1 42 97 94 96

هكذا من الأصل

هكذا من الأعمال

Le 10 mai 1994, la mort de Georges Perros a été annoncée. C'est une grande perte pour la littérature française. Georges Perros, né le 10 mai 1904 à Paris, a été un écrivain, un journaliste, un traducteur et un épistémologue. Il a écrit de nombreux romans, nouvelles et essais. Ses œuvres ont été traduites dans de nombreuses langues. Il a également été un journaliste actif, travaillant pour plusieurs journaux. Ses traductions de l'anglais ont été très appréciées. Enfin, ses réflexions sur l'épistémologie ont été influentes. Georges Perros a été un homme de lettres complet, dont l'héritage sera toujours présent.

Le soupir et la virgule

Revenant à la ponctuation originelle des « Caractères » de La Bruyère, Louis Van Delft restitue cette œuvre dans son historicité et surtout renoue avec l'oralité de sa composition. Un respect des formes anciennes qui n'est pas sans poser quelques questions

LES CARACTÈRES
Jean de La Bruyère.
Présentation et notes
de Louis Van Delft.
Ed. Imprimerie nationale,
544 p., 150 F (22,86 €).

Les Caractères, « société », neuvième remarque. Comparons deux éditions modernes du texte. Édition Garapon (1964) : « Arrias tout lu, a tout vu, il le persuade ainsi ; c'est un homme universel, et il donne pour tel : il aime mieux mentir que de se taire ou de paraître ignorer quelque chose. [...] Quelqu'un se hasarde de la contredire, et lui prouve nettement qu'il dit des choses qui ne sont pas vraies. Arrias [...] trouble point, prend feu au contraire contre l'interrompue : "Je n'avance, lui dit-il, je ne raconte rien que je ne sache d'original : je l'ai appris de Sethon, ambassadeur de France dans la cour, revenu à Paris depuis quelques jours. [...] je connais familièrement, que j'ai fort interrogé, [...] qui m'a caché aucune circonstance". Il reprend le fil de sa narration [...] plus confiance qu'il ne l'avait commencée, lorsque l'un des conviés lui dit : "C'est Sethon à qui vous parlez, lui-même, et qui arrive de son ambassade." »

Sol le « même » texte, l'édition Van Delft (1993) : « Arrias tout lu, a tout vu, il veut le persuader ainsi, c'est un homme universel, et il se donne pour tel ; il aime mieux mentir que de se taire ou de paraître ignorer quelque chose : [...] quelqu'un se hasarde de la contredire, et lui prouve nettement qu'il dit des choses qui ne sont pas vraies ; Arrias [...] trouble point, prend feu au contraire contre l'interrompue ; je n'avance, lui dit-il, je ne raconte rien que je ne sache d'original : je l'ai appris de Sethon ambassadeur



La discrétion d'après Robert Bonnard

de France dans cette Cour, revenu à Paris depuis quelques jours, que je connais familièrement, que j'ai fort interrogé, et qui ne m'a caché aucune circonstance : il reprend le fil de sa narration [...] plus de confiance qu'il ne l'avait commencée, lorsque l'un des conviés lui dit, c'est Sethon à qui vous parlez, lui-même, et qui arrive de son ambassade. »

D'une édition à l'autre, les caractères sont identiques et, pourtant, le texte n'est plus le même. En retournant à la ponctuation de l'édition ancienne - celle de 1696 qui est la dernière que

La Bruyère a pu revoir -, Louis Van Delft restitue l'œuvre de La Bruyère dans son historicité. Débarassée d'une ponctuation anachronique, lourde et grammaticale, la « remarque » sur Arrias renoue avec l'oralité de la composition comme de la lecture des Caractères. La Bruyère privilégie l'usage de la virgule, traitée comme un soupir, refuse les guillemets et, surtout, traite le texte comme phrase musicale unique, qui alterne séquences rapides et agitées, rythmées par les césures, des périodes plus longues, la ponctuation. Cette

composition, où la ponctuation est distribuée en fonction du souffle, est une invitation à lire le texte à haute voix, pour soi-même ou pour d'autres, au sein d'une société choisie. Et, de fait, on sait que Jean-Marie Villégier a fait des Caractères la matière de lectures publiques.

Louis Van Delft n'est pas le premier à proposer ce retour à la ponctuation ancienne, puisque Étienne Bury l'avait déjà fait pour l'édition des Caractères dans Le Livre de poche (1). Mais le souci d'exactitude textuelle va jusqu'à respecter les lettres capitales placées au début de nombreux mots dans le cours même du texte. Dans l'exemple cité, il en est ainsi avec « Cour » et « Ambassade ». Oubliées par les précédents éditeurs, ces capitales témoignent pour l'acuité de la « conscience typographique » de La Bruyère qui joue souvent avec les effets, visuels et sémantiques, produits par les formes données au texte. Par exemple, en mettant

Roger Chartier

en italique ou en serrant par des virgules les propos rapportés ou les langages qui sont la cible même de la critique, il utilise les majuscules comme « un coefficient de dignité » selon l'expression de Louis Van Delft.

Ce travail éditorial exemplaire, mené par le meilleur spécialiste de La Bruyère (2), pose deux questions plus générales. Tout d'abord, jusqu'où peut-on ou doit-on pousser le respect des formes anciennes d'un texte dans une édition moderne ? En refusant d'insérer entre les « remarques » leur numérotation classique et de larges espaces blancs, il reproduit les pieds de mouche qui marquaient le début de chacune d'elles. Louis Van Delft restitue la continuité

de chaque chapitre des Caractères, construits non comme une série de fragments disjoints, mais plutôt comme une partition d'opéra ou d'oratorio où se succèdent les arias qui répondent les uns aux autres. La tradition critique impose, toutefois, une limite à l'exercice. De discrets chiffres arabes, placés après le pied de mouche, rappellent que les Caractères ont été numérotés afin de pouvoir être identifiés quelle que fût leur édition. Même la plus historique des éditions ne peut totalement échapper aux conventions acceptées pour désigner les chapitres.

Seconde question, plutôt prudence. L'exemple de La Bruyère, et de quelques autres - ne doit pas faire croire que tous les auteurs du XVII^e siècle aient un semblable souci quant aux formes typographiques de leurs textes. Souvent, le plus souvent, peut-être, les choix quant à la graphie des mots, l'orthographe, la ponctuation ne furent pas leur fait, mais le résultat des préférences, des habitudes, des éditeurs, des imprimeurs, des correcteurs ou des compositeurs. Faire retour à la matérialité ancienne des textes afin de ne pas les trahir, donc, nécessairement, rappeler que les auteurs n'écrivaient pas les livres et que ceux-ci furent le produit de nombreuses décisions et de multiples gestes qui confèrent à l'œuvre son existence imprimée.

(1) La Bruyère, Caractères, Introduction et notes d'Emmanuel Bury, Livre de poche classique, 1995.
(2) Louis Van Delft, l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables : La Bruyère moraliste. Quatre études sur les Caractères (Droz, 1971), La Morale classique (Droz, 1982), L'Éthique antique (Droz, 1983), L'Anthropologie. Nature humaine et caractère à l'âge classique (PUF, 1993).

Voyages en terre vernienne

L'exégèse vernienne vient de s'enrichir de deux ouvrages passionnants. Le premier, le Dictionnaire des voyages extraordinaires que Claude Lengrand vient de publier aux Éditions Encre (BP 0451 Amiens Cedex 80001). Il comprend trois parties : un dictionnaire des lieux qui recense les nouvelles en donne de courts résumés, un dictionnaire des personnages et un dictionnaire général qui couvre tout le reste. Il comporte des articles sur des sujets très variés comme les cryptogrammes ou l'autruche Dada.

Le volume abondamment illustré de gravures extraites, comme il se doit, des éditions Hetzel : le livre de Claude Lengrand propose une façon très agréable de promener dans l'œuvre du grand Jules. Dans le second, les deux érudits vernonnais que sont Daniel Compère et Jean-Michel Margot ont rassemblé les Entretiens avec Jules Verne 1873-1905 (éditions Slatkine, 276 p., 150 F) parus dans la presse française étrangère. Cette compilation de trente-deux entretiens avec l'auteur (augmentés de deux entretiens avec son fils Michel), classés par ordre chronologique, avec des commentaires avisés des anthologues, livre d'intéressants aperçus sur les méthodes de travail de Jules Verne, mais aussi sur ses goûts, sur sa passion pour Dickens ou le théâtre, sur sa vie amoureuse... Parmi les plus remarquables des entretiens, on citera son commentaire de l'œuvre d'H.-G. Wells et son amertume sur son avenir décevant. Il sa valeur : « Ce que je voudrais c'est qu'on ne néglige pas l'artiste chez le conteur. Je suis un artiste. » Un statut que la gloire contemporaine lui accorde à regret.

J. Ba.

Chambre L'élégance de di Not

LIBRAIRIE
DU MONDE
200 rue de la Harpe
75004 Paris
Tél. 01 47 33 22 10
Fax 01 47 33 22 11

LIBRAIRIE
DU MONDE
200 rue de la Harpe
75004 Paris
Tél. 01 47 33 22 10
Fax 01 47 33 22 11

Pour garder mémoire

Une œuvre de témoin pour mieux comprendre une époque, ses clartés et ses ombres

LES MÉMORABLES
de Maurice Martin du Gard.
Préface de François Nourissier.
Gallimard, 1090 p.,
110 F (38,10 €).

De Maurice Martin du Gard, lors de nos rencontres dans son appartement à Versailles, j'ai le souvenir d'un homme affable, très bourgeois versaillais, attentif à son hôte, peu avare d'anecdotes, graves, cocasses, voire croustillantes, le tout avec une élégance vocabulaire et de façon d'être d'un autre temps. C'était lors de la parution du deuxième tome de ses Mémoires, le tome III, qui fut publié après sa mort et dont le début du quatrième, jusqu'ici inédit, paraît aujourd'hui en un volume qui est une fondation littéraire. Il sera toute sa vie immergé dans la littérature, non sans sortir de ses eaux claires ou boueuses en observateur chapsaqué. Il peut noter quelques « sans doute pas involontaires » sur ce millier de pages où Barrès, Proust, Valéry, Mauriac, Montherlant, Jaloux, Gide, Claudel tiennent grande place, quatre pour Bernanos, pas un mot de Céline, part tenue à Colette, Paulhan passe furtivement. Mais s'il a ses préférences, il se honnête, ignore le polémique pour le plaisir des mots, préfère le l'écriture, ce qui ne l'empêche de temps à autre, de mordre - « Paul Bourget se survivait. Maintenant c'est son tour de ses livres. La plupart n'ont pas l'air de s'être écrits comme il vient de le faire, dans un brailleur. [...] mort est douce aux croyants », ni de noter la malignité des mots qu'on lui rapporte, comme Claudel écrivant à Maritain que Cocteau veut « envahir » la collection du « Roseau d'or » « avec tous ses enculés de surcroît », à quoi Claudel répond « Claudel ignore tout de la littérature d'aujourd'hui ».

Martin du Gard s'amuse des potins du milieu, mais ces notules,

rares, sont comme de légères illustrations de faits plus importants. Ses pages sur Jaurès, Ligné-Poe, « un dîner à l'ambassade des Soviets », Germaine Pitoëff ou de Gaulle à Brazzaville sont plus que des notes d'échotier. Certes, tels de ses portraits et jugements peuvent nous paraître surannés, mais ces personnages à la gloire éphémère, un Boylesve, un Soudan, un abbé Brémond, il y a Jacob et James tendrement aimés, admirablement dépeints. Réguy vu par Benda, il y a Drieu, Mandel, Blum... En une assez longue étude ou en quelques lignes, ce qui est dit n'intéresse pas seulement l'histoire de la littérature. Pourtant, du Gard est passé à côté du plus grave. Les années 40-45 ont vu des écrivains collaborer, d'autres s'accommoder avec l'occupant pour publier ou faire jouer leurs œuvres, quelques-uns mourir au maquis. Lui, il n'a vu qu'une chose : sans Pétain, des gens qui « se croient suspects » ne vivraient pas. L'ennui, c'est que ces gens ont non Jean Cassou, répertorié dans le demi-jour et franc-maçon, ou Jankélévitch. C'est d'une bonne désarmante que du Gard dit de l'un qu'il « brûle d'agir. Il peut-être imprudent », et qu'il se dit choqué, sans plus, que l'autre, « d'origine polonaise, juif de surcroît », n'ait plus le droit de professer. C'est là, écrit Nourissier, « l'imperméabilité d'un milieu de Vichy », d'une société « aux saisons rythmées par les académiques dérangées par les duels ». Ce n'est pas une part négligeable d'une époque qui a encore un pied dans le XIX^e siècle que l'on retrouve avec Claudel chez Saint-Simon miniature, un clairvoyant qui a ses zones et allie à ses témoignages le talent d'un écrivain.

Pierre-Robert Leclercq

* Les Mémoires de Maurice Martin du Gard a obtenu le 4^e prix de l'Essai Renaudot.

Brousson, le « voyou lettré »

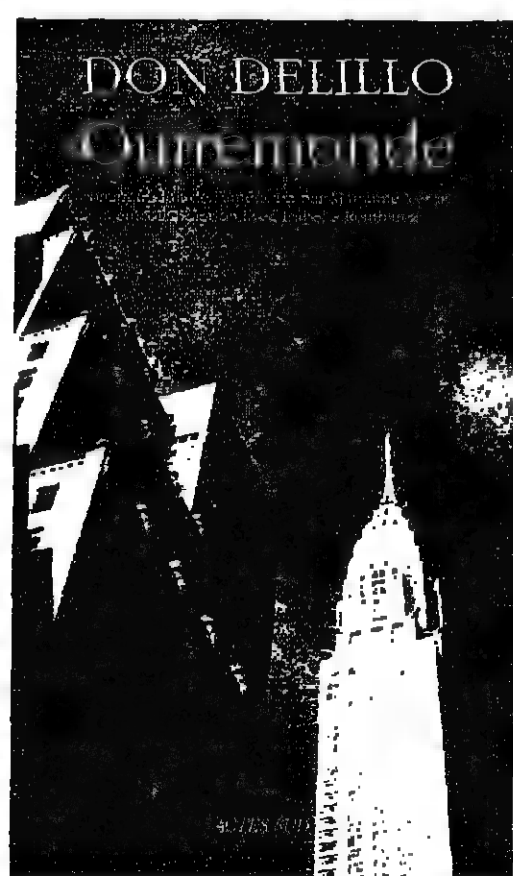
LES DAMES DE SAUVE
Jean-Jacques Brousson.
Introduction de Frédéric Gausson.
Les Éditions du Cardinal (62, rue de la Jonquière, 75017 Paris),
124 p., 60 F (9,14 €).

Jean-Jacques Brousson, aujourd'hui méconnu, fut pourtant célèbre pour avoir publié Anatole France en pantoufles et l'itinéraire de Paris à Buenos Aires (1927), tous deux d'une réjouissante insolence envers l'auteur du *Le rouge*. Né à Nîmes en 1878, il s'était forgé, pendant ses premières années sauvages, un esprit féroce et une langue Repris en main par son père, il fut placé entre les mains des « dames de Sauve », directrices d'un institut pour petits Nîmois catholiques. Éduqué par ses pères, il partit pour Paris où il devint le secrétaire d'Anatole France en 1909, du grand homme aidé par la nation, vécurent de nombreux articles et ouvrages d'histoire, plus que les honneurs d'Anatole France, qui le payait en bibelots. Collaborateur des *Nouvelles littéraires*, il est décrit par Martin du Gard comme un homme « très petit, toujours bien réveillé, peut-être trop, l'air d'un perroquet polisson » en 1912 avec ses pairs : « J'ai fait qu'il m'aime », m'a menacé. Après la guerre, il se retira à Uzès et y mourut en 1958. Également de famille nîmoise, Frédéric Gausson a connu Jean-Jacques Brousson, ce « voyou lettré » : en proposant en un volume *Les Dames de Sauve* (1929), *La Louve en Langue doc* (1936), *Les Vêpres* (l'avenue Hoche (1932)), il livre sa vivante autobiographie gardoise, mais aussi se charge au vitriol les proches d'Anatole France à l'heure de la succession.

Claire Paulhar

OUTREMONDE

un roman orchestral pour clore le XX^e siècle



Fondant au creuset de son écriture le tout-venant de notre monde, les rebuts de son histoire industrielle comme les errements de son histoire politique, DeLillo fait surgir une éblouissante œuvre d'art, l'autre côté, obscur et souterrain, de l'humanité contemporaine.

ACTES SUD

مكتبة الأصل

Françoise GIROUD



Françoise Giroud
Les
Françaises
de la Gauloise à la pilule

Fayard

308 pages
120 F

Une enquête passionnante et juste... Quelle révolution !

Hélène Cartier d'Encausse,
de l'Académie française

Ce nouveau livre m'apporte à moi, une quantité de données de base et me rappelle tout un langage habilement synthétique pas mal d'auteurs et d'amis.

Pierre Nora

Un parcours plein d'allégresse et de ferveur de la gauloise à la pilule. Merci de tout ce que vous avez fait pour que les femmes aient une histoire.

Michèle Perrot

On parlait du deuxième sexe comme d'un livre fondateur. On parlait des Françaises comme d'un livre fondamental.

Alain Finkielkraut,
de l'Académie française

Vos Françaises sont opportunistes. Elles sont tout sauf des victimes, ce qui nous change profondément du discours formant qui veut les rues... On entend vos interlocutrices et on croit les voir. Ce livre est un plaisir.

Mona Ozouf

FAYARD

La réalité en trompe-l'œil

Sous le signe de Kafka – prototype de l'enfant sans enfants –, Enrique Vila-Matas revisite en toute liberté l'histoire espagnole de ses quarante dernières années

ENFANTS SANS ENFANTS
(Hijos sin hijos),
de Enrique Vila-Matas.
Traduit de l'espagnol
par Christian Bourgois
110 p., 130 F (19,81 €).

S'il s'exprime un peu par la bouche de ses personnages, Enrique Vila-Matas ne doit pas trouver la vie tout à fait satisfaisante. Pas une vallée de larmes, non, mais un séjour vaguement au droit de l'existence. Et pourquoi, d'ailleurs, en donner la peine d'écrire, si le monde s'ajuste exactement à votre bon plaisir ? Les figures campées dans son livre, donc, se sentent souvent à l'étroit dans une réalité tapissée d'ennui. Au point de ne pas vouloir perpétuer l'espèce en engendrant d'autres individus qui viendraient, à leur tour, grossir le bataillon des naufragés congénitaux.

Il n'est vraiment triste, pourtant, dans ses *Enfants sans enfants*. Ou plutôt, il est tragique, du vrai, mais sans cesse déformé du pathos par l'humour. Né en 1948 et installé à Barcelone, ce journaliste à l'imagination singulière et à l'écriture remarquable a écrit un livre, le cinquième à paraître en France, l'écrivain pragoise, prototype de l'enfant sans enfants, permet à Vila-Matas de revisiter en toute liberté l'histoire espagnole des quarante dernières années. De manière éminemment paradoxale, puisque l'histoire est justement ne que l'histoire qui ne veut pas de l'histoire.

Qu'on ne s'y trompe pas, *Enfants sans enfants* n'a aucun caractère prophétique historique et la présence de Franz Kafka s'y montre seulement en filigrane d'un langage qui presque rien ne



FRANCESCO GATTONI

est explicitement allusion à lui. Des phrases, nullement signalées, renvoient à son œuvre et seul un terme placé en exergue du livre porte sa signature : « L'Allemagne a déclaré la guerre à la Danie. » Cet après-midi, je suis allé nager. » En date du 2 août 1914, ces deux lignes tirées du *Journal de l'écrivain* fixent le ton du livre de Vila-Matas : la réalité, même tordue, n'a jamais l'air de ce qu'on croit. Du moins pas pour les enfants sans enfants, « ces êtres qui leur même éloigne de la réalité ». Ainsi parle le narrateur – pourvu, lui, de « deux enfants, deux chats, un chien, une polsone, deux lapins et un perro-

quet » – du récit intitulé « C'est d'en-bas », qui pourrait représenter la prologue du livre.

De Grenade à Valence, en passant par Malaga et Saragosse, Vila-Matas des nouvelles à pour cadre une ville dont le nom est précisé d'emblée, avec une date en prime. Un réalisme en trompe-l'œil, puisque la vie littéraire de chacune des histoires. Le monde réel est surtout signalé comme « une ingérence » dans l'existence des personnages, qu'il s'agisse de la discussion menant à l'exil, du chômage, du travail ou des conventions sociales. Le tout est par l'omniprésence de la pluie,

celle qui coule effectivement sur celle que l'on pressent dans un ciel en passe de se déchirer. « Dans pas longtemps, parce qu'une pluie averse se prépare. » Vila-Matas le plafond de ce monde humide et souvent gris, Vila-Matas campe des individus qui rêvent de gloire et moisissent à l'ombre de leurs frustrations. « Le pire est venu après, quand il s'est arrêté de pleurer et s'est mis à me dire qu'il avait été toute sa vie un enfant et qu'il n'avait trompé ni A à Z, ni rien donné qu'il aurait aimé être un homme à succès, un musicien, un écrivain cosmopolite. » Ainsi parle la femme d'un homme qui vient de se suicider. « Envoie-moi le diable. » La « femme » Décrocher de ce réel extraordinairement décevant, à s'échapper comme ce « personnage en fugue » qu'est le narrateur de « La Famille exche ». A partir pour des villes où l'on s'ennuie, Saragosse ou Lugo, mais où peuvent briser les rêves les plus troublants.

L'art de Vila-Matas consiste à faire surgir des personnages nouveaux en parallèle d'une réalité plate. « Mon fils, dit un homme dans « La Promenade interrompue », (...) nous nous promenons aujourd'hui dans les rues larges et ensolées de cette ville et nous sommes heureux. Mais en nous souvenant encore les recoins sombres, les passages mystérieux, les fenêtres aveugles et les cours vides. » Les visions bizarres, les personnages « parlent à eux-mêmes, insérant des incises dans leur propre discours, entendant des voix étranges leur parler d'un ne sait où, sentant des présences là où l'œil ne voit rien, se sentant à plusieurs une même apparence. Uniques d'eux-mêmes et de leurs personnalités secrètes, comme d'autres de leur danse.

Raphaëlle Réolte

Le tapis volant de Jacques Werup

Identité transnationale ou affirmation obstinée des racines ? L'écrivain suédois enquête sur le périple de son grand-père entre mer Noire et Baltique

LES VOYAGES
DE SHIMONOFF
(Shimonoffs Längtan)
de Jacques Werup.
Traduit du suédois
par Christopher Björström,
Denoté, 316 p., 140 F (21,54 €).

Varna existe, Jacques Werup est là pour certifier à son tour ce port bulgare, « perle de la mer Noire » où les maisons baroques, germaniques, avec leurs murs pastel peints par le temps, surplombent ces confins du Sud-Est européen. L'aspect de l'écrivain suédois de l'histoire pour la sortie de son roman, n'en est pas moins romanesque. Sa peau mate, ses cheveux noirs font penser davantage à un transalpin des Balkans ou du Proche-Orient qu'aux Vikings conquérants d'Amérique. Né en 1945 à Malmö de parents suédois, marié, père de deux enfants, un séjour pacifique au tournant des années 70, explique la manière aisée dont il s'exprime en français. Une trentaine de livres, recueils de poèmes, romans de voyage et romans de fiction parmi les plus importants auteurs scandinaves. Que cherchait-il sur les bords de l'ancien Pont-Euxin ?

« La nostalgie des origines, même lointaines, est bien plus qu'un fantasme de romancier. Mon grand-père à Malmö, Istanbul, Trébizonde, Varna bien sûr, témoignaient et témoignent encore d'un même univers fait de langueurs et de violence, de compromissions faciles et de combats sans merci, de traditions immuables et de révoltes des jeunes par leur refus d'émancipation. Varna, d'ailleurs, venait mon grand-père qui allait à la mer, au service de son personnage, n'a pas toujours été la grande ville industrielle et touristique d'aujourd'hui. Au début du siècle, Shimonoff encore adolescent avait connu un grand bourg assoupi au

bord de la mer Noire. A peine sortis de sous la domination ottomane, les Bulgares, comme partout en Bulgarie, les marchands et le clergé, les vigneron et les petits fabricants, parmi lesquels mon arrière-grand-père, bricolaient le bord du pavé. A l'heure du minaret et des églises orthodoxes, quelques juifs, en majorité des réfugiés chassés d'Espagne il y a cinq siècles, revendaient toujours l'huile d'olive espagnole. Il y avait aussi des Ashkénazes, des « Tudesques » arrivés du nord qui pratiquaient le yiddish, pour eux « jargon allemand » incompréhensible.

CITIZEN KANE BULGARE

« Dans ce milieu sévère, pour Jacques Werup, la tradition rigoureusement respectée, les mariages arrangés, l'hypocrisie régnante s'accordaient avec le caractère exotique et mystérieux de mon grand-père. Elias Shimonoff prit donc la fuite tout en gardant un regard de plus jamais revu sur ses parents. Quel au fond se fait d'un réfugié en partance de Varna, c'est à Constantinople que la police débarquera le fugueur. Ce sera la première étape d'un vagabondage qui le conduira à Trébizonde, sur le chemin des contrebandiers, et de là à Londres et à Paris avant son installation à Malmö où Elias Shimonoff bâtit un empire commercial. »

Passant cinq années, de 1976 à 1981, le roman raconte l'Europe et refait l'itinéraire de son grand-père depuis les rives de l'Anatolie jusqu'à Malmö où il finit par poser sa maison. L'écrivain interroge les rares intrus de l'époque, la réussite, raconte les incroyables aventures de Shimonoff parmi les gneux d'un Proche-Orient fraternel, misérable, enfin analyse d'une manière si juste, si remarquable, la lente intégration d'un juif bulgare au sein d'un univers fondamentalement différent

du sien. A Malmö, ce citizen Kane du tissu oriental se mariera, fera souche et deviendra suédois. En 1939, avant la fin de ce voyage fabuleux sur le tapis volant de Jacques Werup, Shimonoff, poussé par la nostalgie, retourne visiter sa ville natale. Les siens sont morts ou absents, une autre pièce se joue maintenant entre l'ancien et le nouveau. Inconnus, alors qu'en Europe, où se prépare le plus grand crime de l'histoire de l'humanité, la guerre vient de commencer.

Lorsque paraissait, sept ans auparavant, *La Mer d'un porno-graphie* (1), premier roman traduit de Jacques Werup – fondateur du groupe rock Sturm, animateur d'un cabaret littéraire à Malmö, lauréat du Grand prix du roman suédois –, ce fut en France une révélation. La « mer » y acquiescèrent une dimension cosmique. La quête d'un impudique laissent pressentir un nouvel Henry Miller. Pourtant, le champ que l'écrivain explore change. La démarche est à la fois celle d'un voyageur et celle d'un roman d'initiation presque s'il n'était pas porté par un torrent narratif où les évocations magiques, les descriptions minutieuses du temps, les lieux, la précision hyper-réaliste des portraits défient même les quelques imperfections de la traduction. La quête demeure, ardente mais différente cette fois-ci. Plus picaresque ? Conte de mille et une nuits ? C'est surtout à la découverte d'une identité européenne, nullement opposée à l'affirmation particulière de chacune de ses composantes que l'écrivain, dans la lignée des frères Singer et d'Italo Calvino, invite avec son livre dédié à tous les immigrants.

Edgar Reichmann

(1) Publié aux éditions Climats, repris en poche (1994) en 1994. Signalons également un recueil de poèmes, *Une brèche dans l'Atlantique* (Le Castor astral, 1985).

Medellin sur Lower East Side

MORT D'UN ROI DU TANGO
de Jerome Charyn.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marc Chénétier,
Mercure de France, 260 p.,
125 F (19,05 €).

S'exprimer d'un roi du tango doublé d'un chef de cartel de la drogue, c'est s'exposer à de graves ennuis. Mais que diable allait faire Yolanda à Medellin ? Rechercher la trace d'un vague cousin qui jouait avec elle « comme un docteur derrière l'évier, avant de devenir traquant de coca » Yolanda, née en Colombie, était partie vivre à New York, dans ce quartier de Lower East Side que Jerome Charyn affectionne particulièrement, et c'est par là qu'elle se rattache à la tribu déjantée des Isaac Sidel, Zeyou-Bleus, Marilyn la dingue. Mais le tango de leurs exploits, généralement limités à Manhattan, s'élargit avec l'arrivée du cousin de Colombie.

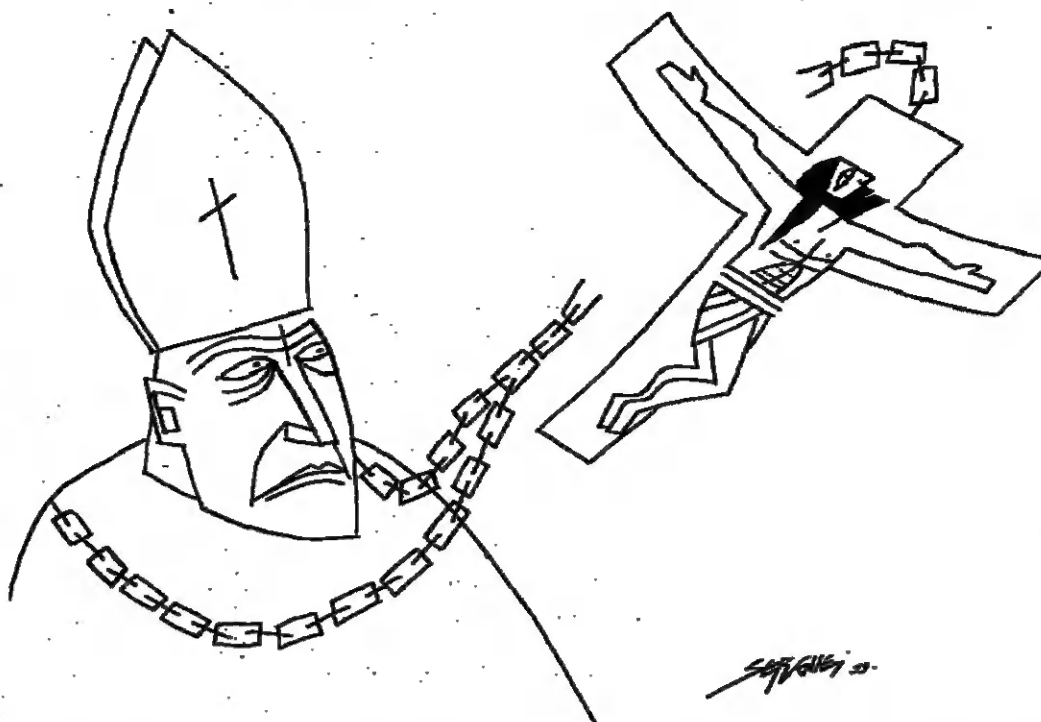
Les histoires de Jerome Charyn oscillent toujours entre le burlesque échevelé et la vraisemblance sans jamais pencher d'un côté ou de l'autre. Dans le tourbillon qui entraîne des clapiers de l'Amazonie aux rumbacaderos, ces écoles de tango où se nouent et se dénouent toutes les intrigues, des tribus indiennes aux palais présidentiels, ses personnages gardent toujours une fêlure qui les rend humains ; une part d'enfance inaliénable. Même s'ils semblent cantonnés à un rôle secondaire, les enfants sont d'ailleurs le principal enjeu de toutes ces aventures. Dans *Mort d'un roi du tango*, ce sont les gamins de la 129^e rue qui s'adonnent au crack dès leur plus jeune âge. Toute cette savante orchestration de complots, de guerres de clans, de réseaux d'espionnage, de trafics internationaux vise moins à décrire un monde devenu fou qu'à s'ancrer autour d'un seul pivot : la nostalgie.

Gérard Mendel

هكذا من الأصل

[illegible]

Construction permanente du Christ



**JÉSUS-CHRIST
OU LA LIBERTÉ**
de Jean-Pierre Rosa.
Bayard, « L'aventure
Intérieure », 248 p.,
110 F (16,76 €).

**JÉSUS,
BOUDDHA D'OCCIDENT**
de Raphaël Liogier.
Calmann-Lévy, 300 p.,
130 F (19.81 €)

Au sujet de Jésus, tout semble avoir été dit. Ainsi que le contraire. Parmi les figures réinventées de siècle en siècle, aucune ne fut pour l'Occident si décisive ni si multiple. Caution des pouvoirs, levier de contestation. Raisonnable et diviseur, énigme et transparence, croisée de l'humain et du divin. Silhouette incessamment redessinée. Chaque époque, en effet, mais aussi chaque école, chaque église, chaque commentateur en trace différemment le visage à la fois familier et inaccessible. Sous de tels amoncellements de gloses, il faut tenter, indéfiniment, de retrouver l'étonnement d'une rupture. Ainsi crée-t-on interminablement ce mythe paradoxal - dieu fait homme, amour infini, rémission des péchés - qui possède tant de puissance et relativement peu de contenu. Les principaux traits du Christ paraissent pourtant faire aujourd'hui l'objet d'un accord nouveau des historiens. Fin le temps où le « Vie de Jésus » de Strauss à Renan et au-delà - faisait scandale en mettant en cause, au nom de l'histoire, tel ou tel point de la légende pieuse. Semble terminée également l'époque plus récente où Bultmann, sensible certe fois aux seules exigences de la foi, pouvait congédier les réalités empiriques en affirmant : « Nous ne pouvons rien savoir de la vie et de la personnalité de Jésus parce que les sources chrétiennes, très fragmentaires et envahies par la légende, n'ont manifesté aucun intérêt sur ce point et parce qu'il n'existe aucune autre source sur Jésus ».

de dégrader une trame d'événements et de paroles liés à l'existence du Christ avec une probabilité élevée. Si l'on considère cet acte comme les experts tiennent pour assuré dans ces grandes lignes, ce qui frappe n'est pas seulement le « message d'amour » mais aussi, et ce qui est plus grave, la liberté. Ce qui fait l'essentiel de l'appart du Christ, selon Jean-Pierre Rosa, c'est la volonté constante de défaire les contraintes, de desserrer les liens artificiels des préjugés. Chasser les marchands du Temple, renverser l'ordre des mérites, bousculer les réputations, détraquer les hiérarchies, parler aux prostituées, laisser aller la femme adultère, voilà quelques signes connus de cette subversion. La tâche

d'émancipation est toutefois plus radicale : il s'agit, en fin de compte, de se défaire de la mort elle-même, et de s'adresser, universellement, à tout humain pour l'en délivrer.

Si la lecture que propose Jean-Pierre Ross des interventions du Christ n'est pas radicalement erronée, son essai est intéressant et bien conduit. Il présente, en effet, l'image cohérente d'un homme — évidemment exceptionnel — qui ouvrit un espace de liberté où il demeure possible de continuer à créer indéfiniment. Cet espace sans contenu prescrit, sans modèle détaillé, où le Christ est à la fois du côté du libérateur et du libéré, constituerait comme la possibilité même d'invention

des actes humains. On pourrait malgré tout se demander s'il n'y a pas, dans cette interprétation séduisante, une sorte d'anachronisme. La liberté dont il est question n'est-elle pas, pour une large part, une invention moderne, fort éloignée des temps du Christ ? Si l'on demandait d'admettre que cette liberté est transhistorique, que elle se prend dans ces temps qui aujourd'hui nous demeurent en son fond intemporelle, il serait légitime d'engager en retour que l'on reconnaisse combien l'hypothèse d'une pure et simple réinvention en termes modernes est, vraisemblable, elle aussi. De même qu'on apprendrait que Ponce-Pilate était « antisémite » le lecteur se dit que le terme ne peut signifier la même chose à la fin du

Les siècles ne cessent d'inventer des figures de Jésus. Parmi les récentes, le voici en créateur de liberté et, plus inattendu, en héritier du Bouddha

XX^e siècle et sous Tibère, de même il en vient à penser que la liberté que l'on attribue aujourd'hui au Christ n'est sans doute pas celle de son temps.

de son thème. « La Liberté donnée sans contrepartie » est aussi pour Raphaël Ligiogier l'un des traits majeurs de l'action de Jésus. Mais cette liberté serait en fait, avec d'autres caractéristiques, héritée du bouddhisme. La thèse curieuse soutenue par cet ouvrage est en fait que Christ aurait emprunté l'essentiel de sa spiritualité au Bouddha. Thérapeutique, égalitarisme, non-violence, tolérance, compassion constituent pour Raphaël Ligiogier des éléments suffisants pour parler d'une « similitude des messages ». Mais il ne se contente pas de mettre en parallèle des démarches et des doctrines. Il affirme possible de les faire dériver l'une de l'autre, et soutient que « le christianisme est un bouddhisme gréco-juif ». Pour étayer de longues conclusions, Raphaël Ligiogier doit se doter d'hypothèses que l'on pourrait dire extrêmement coûteuses. Il imagine en effet, à partir notamment des échanges que laisse supposer l'art gréco-bouddhique du Gandhara, et de tout ce qu'il nous a découvert de l'empire des Kushans, une hypothèse de grande culture, l'hellénistico-bouddhiste qui aurait essaimé en Palestine et influencé les esprits. Encore faut-il imaginer, de surcroît, pour expliquer qu'on trouve si peu de traces de cette vaste influence et que nul ne se soit soucié d'en témoigner, quelque antique et tenace censure qu'il faille derechef expliquer. Si l'on pousse l'hypothèse jusqu'au bout, la vogue récente du bouddhisme en Occident ne serait le résultat ni d'une illusion ni

d'une réelle rencontre, mais l'effet de retrouvailles ignorées avec les racines du christianisme, une anamnèse imparfaite, un retour balbutiant aux origines perdues.

Laissons de côté toutes les différences et les incompatibilités entre christianisme et bouddhisme, sur lesquelles ce livre est extrêmement discret. Ce qui ne tient pas, dans sa manière d'opérer, c'est le passage de la comparaison des doctrines à l'affirmation d'une dépendance historique réelle. Il faut à l'historien d'autres preuves que les présomptions déductibles de tel ou tel parallélisme. Il existe indubitablement des analogies de structure entre certains thèmes grecs, chrétiens et certains thèmes bouddhistes. Si l'on soutient que les lois de l'esprit humain ne peuvent suffire à les expliquer, il convient de fournir des données supplémentaires, ou de suspendre son jugement. Un seul exemple : la démarche de Pyrrhon, fondatrice du scepticisme grec, rappelle par plus d'un trait celle des logiciens bouddhistes de l'école du Milieu. On sait en outre que Pyrrhon alla en Inde avec les armées d'Alexandre, à une époque où se formaient ce type de raisonnement. Mais on ne saurait rien en conclure, aussi peu qu'on peut en conclure sur la base d'un parallélisme purement élémentaire. Tant qu'on ne dispose pas pas - dans des textes qui peuvent servir à découvrir - d'un renvoi explicite ou d'une citation nette, tant qu'aucun vestige archéologique ne viendra confirmer une relation effective, on sera réduit à des hypothèses. Ce qui n'a rien à voir avec une connaissance effective.

Sans doute nos esprits ont-ils une forte tendance à reconstruire l'histoire pour qu'elle s'agence enfin en un tout, qu'elle possède un commencement, un déroulement suivi. Il nous faut le plus souvent une clé, un point de départ, un fil directeur. Un seul, de préférence. Nous ne trouvons guère comme qu'il y en ait plusieurs, que le monde ait des pôles divers et des foyers indépendants. Mais après tout, comme disait finement Kant, «*mon esprit n'impose aucune nécessité aux choses* ».

La Passion ou l'impensable suicide

Oblation ou meurtre « réfléchi » ? Le suicide du Christ définit la nature du sauveur. Un retour captivant sur l'événement crucial du christianisme

LE SUICIDE DU CHRIST,
de Pierre-Emmanuel Dauzat.
PUF, « Perspectives critiques »
240 p., 136 F (20 730).

S'il est un événement crucial, c'est bien la passion du Christ, dont les calendriers font mémoire dans l'ensemble du monde chrétien. L'affirmation de la nouvelle religion, née du message du Nouveau Testament, a fait de cet épisode l'articulation décisive, entre mort et résurrection, où se joue la nature du Messie.

S'il fallut attendre le contexte brûlant des Guerres de religion pour que le français désigne du néologisme « déicide » le supplice du Golgotha, la recherche des « compables » présumés avait entraîné bien plus tôt les réflexes de rejet dont les communautés juives firent les frais dès l'époque médiévale.

Aussi le postulat de départ de la passionnante réflexion de Flécheux, directeur Dauterive du *Sacré du Christ* pourra-t-il surprendre, voire stupéfier, au premier abord. Les lecteurs de Caillols ne s'iront, eux, pas étonnés puisque dans le fascinant *Portrait Pilate* (1961), l'évêque prêtait à Judas, canonisé ici comme il se doit puisqu'il est l'instrument nécessaire de la Rédemption, cette adresse au procureur romain : « Le monde sera sauvé par le trépas volontaire du Fils de Dieu », avant d'ajouter, plus explicite encore : « La Volonté de Jésus est que tu ne fasses crucifier ». Ce qui peut paraître sans autre explication, n'est pas sans une entorse à la tradition historique puisque l'hypothèse d'un sacrifice pleinement assumé est déjà attestée sous la dynastie julio-claudienne.

D'aucuns imagineront peut-être que si le thème apparaît dès le I^{er} siècle, c'est au hasard d'une des premières polémiques antichrétiennes. En fait, il n'en est rien, et

la première mention d'un suicide possible du Christ apparaît dans l'Evangile de Jean : « Jésus leur dit encore : *Je m'en vais [...]. Là où je vais vous ne pouvez aller.* » Alors les juifs disaient : « *Vi-t-t-u s'en aller, puisqu'il dit : Là où je m'en retourne, moi, vous ne pouvez pas venir, vous ?* » (Jn 7, 35). Placée dans la bouche des juifs, l'interprétation est suspecte, jugée malveillante, sinon scandaleuse. Pourtant nombre de penseurs n'envisionneront pas d'autres lectures de la Passion du Christ.

ressus, il nous doit-on pas être saisi par le syllogisme avancé par Søren Kierkegaard : « Quand un homme veut sa mort, il tente Dieu, parce que nul ne doit avoir la témérité de se croire en tel accord avec Dieu » ; donc le Christ doit être Dieu pour éviter le scandale blasphématoire de son irresponsabilité comme de l'innocence de l'humanité. De celui-ci, Dauzat conclut magistralement la nécessité impérieuse « de la Rédemption conçue comme mort volontaire déguisée en meurtre, mais rachetée par la Résurrection ».

Le scénario précis du Vendredi saint accredité cette lecture, puisque le Crucifié laisse retomber sa tête avant de rendre l'âme, enchaînant deux actions dont il est maître à l'inverse de la simple logique humaine. Mais cette lecture de l'oblation suprême dérange très tôt la volonté de rationalisation théologique à l'œuvre. Tandis que dans la mort volontaire, le Christ est dans la mort volontaire la supériorité de l'Homme sur les dieux (sa volonté lui permettant de dépasser sa nature), le christianisme naissant inverse les termes : Jésus est donc une victime innocente, tandis que le Christ va en-devant de la mort en toute conscience. En Dauzat de commenter l'apparent paradoxe : « Les deux réalités ne sont pas du même niveau ».

Reste à lever l'intolérable soupçon d'une « mort ignominieuse » qui entache le supplice de la croix,

face aux disparitions peines au-
vement dignes de Socrate, de Sé-
nèque ou même de Pythagore, té-
moins longtemps pour des adeptes
de la mort volontaire. La figure du
bouc émissaire peut servir de di-
vision, tandis que le supplice se
dissout peu à peu dans un ordre
surréel. Thomas d'Aquin s'en charge : avec lui la mort cesse
d'être un enjeu métaphysique, sta-
tus réservé au Salut. Ce que ré-
sume avec bonheeur Dauzat :
« L'effacement a été régulier et
conséquent, comme par glissements
successifs du plaisir théologal, du
sacrifice à la mort volontaire puis au
suicide. Le Christ est mort d'un
autre état que le martyr, il ne mar-
que le manche. Seul est mort le
couteiller, alias le commun des mor-
tels. Et sa mort se dissoudra dans la
Rédemption. »

Avec une intelligence et une érudition confondantes, l'essayiste revisite encore chacune des lectures successives de la mort du Christ, vécue comme suicide, qu'il soit ou non au coeur de l'enjeu métaphysique. Et cela sans exclusive : Plotin, Augustin, Porphyre, comme Blanchot ou Heidegger. Mais aussi la belle étude sur la croyance du prédictateur anglais John Donne (1573-1631) ou la typologie du suicide dans l'œuvre romanesque de Dostoïevski, conduite avec une rigueur qui permet de réserver quelques surprises. Jouant sur les formules avec une vivacité maitressée sur un pareil sujet (certains sous-titres interrogent : « Qu'est-ce qu'on se tue quand on se tue ? », « Qu'est-ce qu'on donne quand on se donne la mort ? »), ne négligeant pas non plus le retour sur l'épiméologie ou le sens premier des termes utilisés – aussi reprend-il le mot de l'historien Jean-Claude Schmitt sur le suicide, « meurtre *«refléchi»* », Pierre-Emmanuel Dauzat y fait un essai captivant et singulièrement personnel.

Philippe-Jean Catinchi

Un Jésus chrétien et un Jésus juif

Deux images de l'homme de Nazareth qui, vingt siècles après, illustrent l'écart entre les deux communautés religieuses

JÉSUS, L'HOMME QUI ÉVANGÉLISA DIEU
de René Luneau.
Seuil, 255 p. 120 F.

JÉSUS RENDU AUX SIENS
de Salomon Malka.
Albin Michel, 230 p., 98 F.

Deux ouvrages que rapproche l'abondante actualité éditoriale sur Jésus témoignent - involontairement - du fossé des images, dans les communautés chrétienne et juive, sur l'homme de Nazareth. René Luneau publie un livre attachant sur l'humanité de Jésus, qui ne surprendra pas les lecteurs de ce dominicain, sociologue habitué à arpenter, en Afrique et en Amérique latine, des communautés fidèles à cet « Evan-

gile des pauvres » dont il tourne les pages avec émotion. Il y décrit un Jésus de conviction et de compassion, bousculant frontières et conventions, s'asseyant aux tables interdites, s'adressant aux pauvres et aux petits, guérissant les malades un jour de sabbat.

Cette « incarnation » d'un Messie qui prêche le salut par l'amour des ennemis devait-elle déboucher sur la rupture avec l'univers religieux issu de la loi de Moïse ? Cette thèse est connue. Mais l'enquête passionnante que vient de publier Salomon Malka montre que la fatalité de la rupture avec le judaïsme n'est pas si facile à établir.

Le premier grand livre « juif » sur Jésus, de Joseph Klausner en 1922, avait fait scandale pour avoir démontré le soin mis par Jésus à

respecter, jusqu'à sa dernière nuit, la Loi juive. Après lui, Salomon Malka nous entraîne chez ces exégètes et philosophes juifs qui font de Jésus l'un des leurs et ont fait franchir des bonds à la compréhension des rapports entre juifs et chrétiens. Les pages les plus étonnantes de son livre sont celles de la reconstitution du « procès de Jésus » par Haim Cohen, les plus séduisantes celles de David Flusser qui démontre les correspondances entre les paraboles de Jésus et les traités rabbiniques et talmudiques. Pour Flusser, « la compassion pour les pécheurs, l'amour d'autrui, le célébration des humbles, des pauvres peuples et prolongées par la tradition rabbinique ». Après vingt siècles, l'histoire n'a pas encore trahi.

Henri Tloca

Gérard
Genette

Le propos est d'esthétique en général,
de poétique en particulier, de musique
parfois, de peinture souvent. G. G.

FIGURES IV

Editions du Seuil

Force contraire

Michel Wieviorka analyse la violence urbaine et met en cause les institutions

VIOLENCE EN FRANCE
de Michel Wieviorka.
Seuil, 345 p., 140 F (21,34 €).

Les violences urbaines se sont, certes, développées sur fond de crise économique et sociale, d'exclusion ou de précarisation de pans entiers de la population. Mais elles sont aussi liées à la crise des institutions qui, par leurs carences, leurs blocages, contribuent à générer les problèmes qu'elles disent vouloir combattre. Telle est la thèse centrale du dernier ouvrage de Michel Wieviorka, fruit d'un travail réalisé avec huit autres chercheurs du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Cadi) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ce livre dense, qui aurait gagné à être écrit de manière plus claire, présente les principaux résultats d'une recherche collective lancée à l'initiative de la RATP. Un seul chapitre - consacré aux « grands frères », chargés par le réseau de faire de la médiation dans les bus de la banlieue parisienne - est toutefois en lien direct avec ce service public. D'autres enquêtes sont consacrées à des territoires - Le Havre, la banlieue lyonnaise, Strasbourg, Saint-Denis - le tout étant « enrobé » par une analyse sur les défis que les violences urbaines lancent à la République.

Postulat de base : la violence « est à la fois fille et mère du changement ». Elle n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a trente ans, du temps où certains intellectuels comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault pouvaient lui accorder une légitimité. Pas question, aujourd'hui, d'en faire une condition favorable à la mise en place de nouveaux rapports sociaux. Même si elle est le signe d'une époque charnière, « une variante de la maladie d'une société industrielle en déclin et d'insti-

tutions républicaines à bout de souffle » et « une des modalités de la maladie infantile d'une société qui s'invente ».

Les nouvelles formes de violences marquent la fin de l'ère industrielle, la disparition d'une époque où les classes populaires étaient intégrées socialement par le travail. Aujourd'hui placées « hors rapports sociaux, ou presque », ces mêmes classes sont perçues comme inutiles, voire menaçantes. Preuve en est la représentation des jeunes des quartiers de relégation, perçus comme des barbares aux portes de la ville. Les médias portent leur part de responsabilité, qui désignent les « classes dangereuses ». Mais ce sont surtout les institutions que ce livre montre du doigt.

Michel Wieviorka remarque qu'il règne une violence considérable dans les écoles américaines, mais que celle-ci ne vise pas l'institution en elle-même. De même, en Italie, la violence existe, mais il n'y a guère d'agressions contre les institutions. En France, la spécificité réside dans l'affaiblissement du système institutionnel. Et cet affaiblissement « suscite d'autant plus le ressentiment et la rage que bien des intellectuels et des acteurs politiques continuent de vanter les mérites abstraits de la République ».

En conclusion, le chercheur énumère une série d'urgences. Il faut, selon lui, reformuler le service public, décliner l'institution par institution, ce qu'il doit être pour être conforme à son concept, lui donner une dimension politique. Il faut aussi que des débats démocratiques, au plus près de la réalité du terrain, traitent de ces questions « autrement que par l'appel incantatoire et répressif à des principes abstraits ». Manière d'appeler les acteurs politiques, nationaux comme locaux, les violences urbaines traduisant, selon Michel Wieviorka, leurs carences.

Marie-Pierre Subtil

DES HOMMES D'IMAGES
de John Morris.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sabine Bouloungne.
Editions de la Martinière,
400 p., 115 photos, 169 F (25,76 €).

La figure de Robert Capa, cofondateur de l'agence Magnum avec Cartier-Bresson et « Chim » Seymour, hante le livre instructif et émouvant que vient de publier John Morris, quatre-vingt-deux ans, qui retrace ses soixante ans de photojournalisme. Il rencontre pour la première fois « ce polisson de Bob » en 1939, en train de « s'éclairer » avec une jeune fille sur une paillote de New York, et assiste à son enterrement, en 1954, après que le photographe de guerre ait sauté sur une bombe durant la guerre d'Indochine. Capa est, avec Eugene Smith, le photographe qui a sans doute le plus marqué cet Américain élégant installé à Paris, « la capitale mondiale du photojournalisme ».

John Morris ? Un journaliste qui était, dans les années 40 à 80, « directeur photo » dans de grands quotidiens et magazines américains : *Life*, *New York Times*, *Washington Post*, *Ladies Home Journal*, *National Geographic*. Ce « voyeur des voyeurs » a embauché des photographes, leur a confié des reportages, les a « dirigés », a choisi leurs images, les a écoutés, assistés ou maternels, s'est battu pour leur trouver une place toujours plus importante dans les journaux.

John Morris a occupé des postes qui lui ont permis d'observer et de raconter une profession prompt à vivre dans l'instant, à livrer des images mémorables, mais peu encline à en écrire l'histoire. Justement, cette vie au service du photojournalisme est écrite de façon alerte et non dénuée d'humour. Morris mêle plusieurs histoires qui se recroisent : la sienne, celle des grands événements (en 1968, il se trouve dans l'hôtel de Bob Kennedy quand ce

John Morris, le « voyeur des voyeurs »

Soixante ans de photojournalisme racontés avec verve et passion par celui qui fut le directeur photo des plus grands journaux américains et dirigea un temps la rédaction de Magnum



A l'extrême gauche Robert Capa, à l'arrière plan John Morris, au centre David Seymour, à l'extrême droite Henri Cartier-Bresson et, en bas à droite, Lee Miller

dernier est assassiné), des journaux où il a travaillé et des photographes qu'il a fréquentés. Le souvenir est précis, les anecdotes fourmillent, les joies côtoient les drames.

Le premier moment fort de John Morris survient quand il dirige les photographes de *Life* à Londres, en 1944. C'est alors la plus fine équipe qui soit et pas la plus facile à manier, avec Capa, Rodger, Scherschel, Morse, Scherman. Et Bob Landry qui facturait 5 dollars de taxi par jour, une mission pour *Life*, alors qu'il se trouvait sur un porte-avions... La mission de Morris est alors d'obtenir les meilleures images

du débarquement annoncé. Ça tombe bien, Capa les réalise. Mais les films sont endommagés par un laborantin négligeant. John Morris sauve onze prises de vue. « Comment allait-je affronter Capa ? », se demande-t-il. En fait, l'accident de laboratoire donnait un aspect flou et réaliste à la fois à des images devenues depuis des icônes.

Morris parcourt ensuite Paris à peine libéré, à vélo avec Cartier-Bresson pour compagnon, à la recherche de photographes : il rencontre Brassai, Doisneau... Il boit un verre au Ritz avec Marlene Dietrich qui lui dit : « Télégraphiez à Jean

Cabin que je suis à Paris. Paris n'est pas la même sans lui ».

John Morris dresse au fil des pages de jolis portraits de photographes, de Werner Bischof à Ernst Haas. Il raconte comment il a choisi, pour entrer à Magnum, Elliott Erwitt à la place de Robert Frank. « Je me suis souvent demandé ce qu'il serait advenu si Robert Frank avait fait irruption chez Magnum avant Elliott Erwitt ».

Morris est aussi un libéral (de gauche) qui décrypte les fonctionnements de journaux, leur façon de tordre l'information ou le sens de l'image, leurs moeurs féroces : on peut très vite y gravir les échelons - il a commencé comme préposé au courrier à *Life* - comme être « viré » en une demi-heure. Il n'est pas tendre avec Henry Luce, le très conservateur fondateur de *Life*, et il explique comment les rares photos de l'Holocauste passèrent inaperçues : les premières publiées dans *Life* furent « tristement » reléguées en page 34, « en face d'une publicité pour la soupe Campbell ».

En marge des journaux, John Morris a été, entre 1952 et 1961, le directeur de la rédaction de l'agence Magnum. Du beau monde. Ces photographes comptaient sur l'agence pour faire écran entre leur travail et la presse. Morris dresse le portrait d'une « famille » pour le moins désorganisée à l'époque, où l'on buvait du champagne entre « photographes, personnel, épouses et maîtresses », et que Capa présidait avec fantaisie - ce dernier était venu chercher Morris à sa descente d'avion à Paris, en voiture décapotable, directement sur la piste d'atterrissage pour l'emmener filer à l'école aux courses de chevaux.

Bref, c'est une époque dorée que raconte John Morris, qui témoigne d'une confiance inébranlable dans l'image de presse. Les pages consacrées à la situation actuelle sont brèves. A Diana, il préfère Capa. On peut le comprendre.

Michel Guerrin

Identités bibliques

Discutant l'historicité des écrits testamentaires, Marie-Françoise Baslez révèle des modèles religieux contrastés. Au péril d'une érudition élitiste

BIBLE ET HISTOIRE
Judaïsme, hellénisme, christianisme
de Marie-Françoise Baslez.
Fayard, 480 p., 150 F (22,86 €).

Comment les écrits bibliques s'insèrent-ils dans l'Histoire ? Comment, par un mouvement de va-et-vient incessant, l'historien peut-il éclairer le texte biblique par un savoir fondé par ailleurs et, en retour, affiner sa perception du milieu où il fut rédigé par une analyse des textes eux-mêmes ? Tâche ardue, car une part importante de cette littérature reste anonyme et, souvent, se veut hors du temps. Mais il ne peut y avoir d'écrits sans auteur : quand bien même il s'efforce de gommer toute référence à un temps et à un lieu, comme dans les écrits esséniens, l'auteur, aussi inspiré soit-il, trahit, bon gré, mal gré, son temps et son lieu. C'est donc à une question d'importance que s'attache, en historiographie, Marie-Françoise Baslez, centrée sur enquête sur les textes rédigés entre le III^e siècle avant J.-C. et l'extrême fin du I^{er} siècle après J.-C., allant du temps de *Qohélet* (*L'Ecclesiaste*) à celui de l'*Apocalypse* de Jean. Fort intelligemment, elle néglige la coupure entre Ancien et Nouveau Testament, considère comme un tout la littérature juive hellénistique, y compris la première littérature chrétienne (qui est l'œuvre de juifs), et les textes esséniens.

Suivant un ordre chronologique, elle aborde en onze chapitres une succession de thèmes de première importance pour qui veut comprendre les transformations du judaïsme hellénistique au contact de l'hellénisme et les origines de l'Eglise primitive : l'origine et la fonction de la Bible en grec, la place de Qohélet

dans la religiosité juive, le milieu de Jésus, ou les relations entre les chrétiens et le pouvoir. Chaque chapitre s'appuie donc sur un texte, ou un ensemble de textes dont l'analyse lui permet de comprendre les aspirations des fidèles, les enseignements des maîtres et les comportements des autorités à la lumière des transformations politiques, économiques, sociales, culturelles que connaît la Judée. Aussi à l'aise avec les Etats hellénistiques qu'avec les structures de l'Empire romain, Marie-Françoise Baslez fournit une foule de notations parfois originales, plus souvent négligées, qui contribuent à dessiner les contours d'une identité juive en quête d'affirmation face à l'hellénisme majoritaire.

RUPTURE OU UNIVERSALITÉ
L'importance accordée aux questions d'identité paraît, à ce titre, pleinement justifiée car l'une des découvertes du judaïsme hellénistique est sans doute le caractère irréductible de la tradition juive par rapport au modèle grec dominant. L'attention portée aux langues, aux noms, au respect plus ou moins scrupuleux des traditions, sont autant d'indices de ce souci identitaire. Et l'auteur a raison d'insister sur la diversité des acteurs que révèlent les textes : entre ceux qui prônent la rupture avec un monde où il est décliné impossible de vivre sa foi et sa Loi, tels les Esséniens, et ceux qui croient possible de gommer toute différence, fit-ce au prix de l'abolition des symboles les plus forts, comme la circoncision (ainsi le grand-prêtre Jason vers 175 avant J.-C.), de multiples tentatives médianes, ou les rabbis pharisiens jouent le rôle décisif, frayent la voie à la survie d'un judaïsme ultra-minoritaire dans un monde étranger, tandis que les débats entre les premiers chrétiens

créent, consciemment ou non, les conditions du succès de la mission et donc de l'universalité.

En analysant cette riche littérature (mais pourquoi faire si peu de place aux apocryphes ?), Marie-Françoise Baslez aborde un aspect essentiel. Et pourtant demeure une insatisfaction diffuse, que n'apaisent pas les derniers chapitres, les plus réussis. Sans doute est-on plus d'une fois gêné par le caractère allusif de certains développements, qui renvoient à des débats connus des spécialistes mais d'eux seuls. De même, à défaut d'un exposé de la situation politique dans la Judée hellénistique, quel lecteur pourra suivre vraiment les développements consacrés aux livres des *Maccabées*, *Daniel*, *Esther* ou *Judith*, sans parler de l'*Ecclésiaste* ? Le livre juxtapose trop souvent des développements pointus dont la succession logique apparaît mal, faute de signaler à un public supposé averti un arrière-plan présumé connu.

Or, puisque le livre est destiné à un public plus large, le rappel des enjeux et du contexte général, sans cesse mouvant, aurait été bienvenu, et plus encore l'affirmation nette des conclusions ; en somme, il aurait fallu une construction plus rigoureuse qui permette au lecteur de relier entre eux tant d'éléments disparates. La conclusion, vigoureuse, n'efface pas tout à fait le sentiment d'inachèvement que laisse la lecture d'un livre qui réunit pourtant toutes les conditions de la réussite, un vrai grand sujet, et l'érudition, l'intelligence des problèmes, la finesse des analyses nécessaires pour les traiter. Mais on ne retrouve pas les qualités d'écriture et d'exposition de la talentueuse historienne de Saint Paul (1).

Maurice Sartre

(1) Fayard, 1991.

Violences africaines

Hors de toute banalisation ou de tout impressionnisme horrifié, une série d'études analyse les déchirures du continent africain

DISCIPLINES ET DÉCHIRURES
Les formes de la violence sous la direction de Bogumil Jewsiewicki.
Cahiers d'études africaines (EHESS, 54 bd Raspail, 75006, n° 150-152, 734 + VII p.
Abonnement 280 F (42,68 €).

Du dehors, sous le regard des puissances, le continent africain paraît livré sans recours au feu des violences autant qu'aux catastrophes et aux maux que la nature y engendre. D'Alger à Johannesburg, de Brazzaville à Kigali, la géographie de la violence révèle toutes les formes et toutes les intensités que celle-ci peut prendre, jusqu'à devenir une fureur génocidaire. La mondialisation des médias contribue à universaliser et vulgariser l'image d'une Afrique où l'ordre établi par des Etats jeunes déjà se délabre, où les configurations politiques et sociales se décomposent, où les corps deviennent les enjeux des conflits. Une médiatisation dramatisée dont se nourrit l'imaginaire des victimes de la violence, qui finissent par se convertir en participants volontaires et actifs. Au dehors, dans les anciennes puissances dominantes et au sein des organisations internationales, on oublie les responsabilités mais non les intérêts à préserver ; on s'y transforme en acteur plus discret, épousant de temps à autre la fonction du médiateur armé, encourageant les entreprises humanitaires, laissant aux opinions publiques la charge de faire pression par des mobilisations émotionnelles.

L'impressionnisme horrifié n'avance en rien une connaissance des faits qui manifestent les aspects des actuelles violences africaines, leur relation à un passé où d'autres violences

avaient mis en mouvement conflictuel des forces « du dedans » et des forces « du dehors ». Le dossier que les *Cahiers d'études africaines*, sous la direction de Bogumil Jewsiewicki, consacrent aux « déchirures » du continent apporte une nécessaire contribution à la connaissance vraie, non fantasmée, des situations. Cet ouvrage collectif, qui rassemble une vingtaine de contributions dues à des chercheurs africains et non africains, est celui qui remédie au défaut d'informations précises et au déficit d'analyses rigoureuses. Il ne se présente pas comme un inventaire de toutes les violences,

mais comme une suite d'études effectuées dans les régions les plus touchées par la violence extrême ou entretenue à l'état endémique. Ce qui explique l'attention portée principalement sur l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs, ce qui justifie les articles traitant « des crimes et des châtiments » en Algérie, des formes rituelles et politiques de la violence en Ethiopie, du Libéria vu comme une « machine perverse », de la Sierra Leone où violence exhibée et violence cachée s'associent.

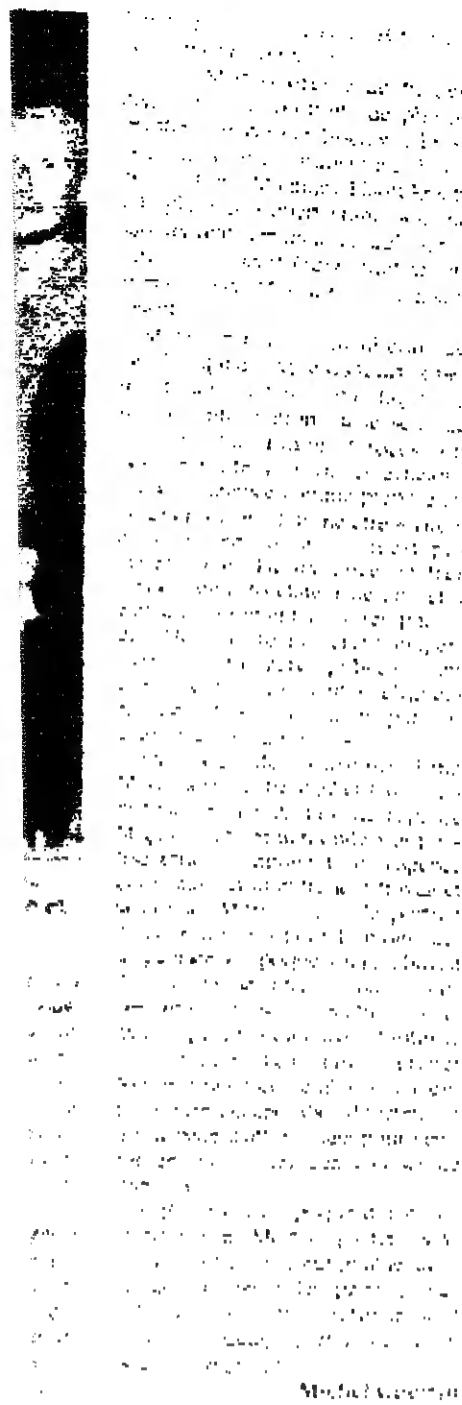
La très complète « présentation » de Bogumil Jewsiewicki éclaire l'ensemble, souligne la nécessité de recourir à la mise en perspective historique et de prendre en compte la fonction politique de la violence en toute société. De ses conclusions et propositions interprétatives, il faut retenir la principale : les violences ne visent pas « à éradiquer l'Etat post-colonial, mais à se l'approprier, à en faire l'instrument des objectifs régionaux et locaux ». En ce sens, une chirurgie purement africaine (si l'on peut dire) déconstruirait ce que la

chirurgie coloniale avait construit en un autre temps de violence, avec le découpage arbitraire du continent et le blocage des processus historiques et politiques endogènes. Une proposition complémentaire conduit à l'examen de la « relation complexe entre « libéralisation » du recours à la violence et processus politique de démocratisation », avec le souci de ne pas paraître porter appui à la thèse de l'impossibilité africaine d'accéder à la démocratie.

La volonté d'identifier ce qui tente de s'accomplir par la violence ne masque ni ce qui tient aux résurgences du passé ni ce qui a conduit aux massacres et aux dramatisations de la cruauté ou à une banalisation faisant que des femmes et des enfants armés vont à la violence comme à un travail. Les allusions à la mondialisation de la violence et de ses images médiatisées conduisent à une réflexion plus générale. Ce qui donne toute sa portée à un livre irremplaçable.



50 من الاصل



L'événement au cœur de l'utopie

A partir du « rêve non réalisé, mais non pas irréalisable », Michèle Riot-Sarcey réinstalle l'événement au centre du territoire de l'historien

LE RÉEL DE L'UTOPIE
Essai sur le politique
au XIX^e siècle
de Michèle Riot-Sarcey.
Albin Michel, « Bibliothèque
Histoire », 320 p., 140 F (21,34 €).

Foucault, Adorno, Benjamin : se plaçant sous ce triple patronage, Michèle Riot-Sarcey énonce d'emblée une approche qui n'est pas traditionnelle aux historiens, singulièrement aux spécialistes de l'histoire politique, toujours soucieux de retrouver les grandes lignes d'une *daxa* – fût-elle révolutionnaire. Renversant les postulats, Michèle Riot-Sarcey refuse donc tout autant d'envisager l'événement à partir d'un amont (qui en constituerait rétrospectivement le pré-événementiel) que d'un aval (qui le lit nécessairement au moyen de grilles orthodoxes) pour tenter de le cerner comme discours hétérodoxe produit par l'événement lui-même.

D'où l'importance de saisir, d'abord, ce qu'est un événement, terme banalisé s'il en est des études historiques. Au-delà même de l'étymologie, l'événement tel qu'il s'impose est « une conjoncture impensable dans les termes traditionnels, au moment de son avènement, et qui est irréductible au mode de penser commun ». Impensable dans la contemporanéité, il ne peut être repensé *a posteriori* que dans le cadre « du continuum d'une histoire reconstituée » contre lequel il s'inscrit pourtant par sa nature même. Ainsi s'explique, face aux discours des politiques de tous bords, désireux avant tout de préserver, ou de capter, le pouvoir en récupérant l'événement par l'imposition d'une lecture paradoxale, cette prolifération de discours « utopiques » nés de l'instant et de son vécu sur le terrain. Utopie qui réside autant

dans la nature des propositions que dans l'espoir de prolonger la spontanéité et l'indécision de l'événement par un discours qui nécessairement ne peut qu'échouer à vouloir le fixer. Michèle Riot-Sarcey a raison, par exemple, de faire remarquer, à propos de la révolte des canuts lyonnais en 1831, que les politiques « se (sont alors) préoccupés moins des motivations des insurgés que de produire un sens, afin d'élaborer une vérité commune ».

FONCTION DE RUPTURE

Riches en turbulences nées de l'inachèvement des années révolutionnaires, le premier XIX^e siècle s'offre comme un terrain idéal pour l'analyse que se propose de faire Michèle Riot-Sarcey : des grands mouvements, entraînés ou récupérés par les pouvoirs, aux « événements » insaisissables (la révolte des canuts à Lyon, les grèves parisiennes de 1840), ce qui se joue c'est l'inscription du social dans la politique. D'où l'intérêt de ces paroles d'inconnus qui justifient triplement cette étude du « réel de l'utopie » : face aux discours installés, et récupérateurs ou anathématisants (le rejet de l'utopie se fait au nom de son immoralisme), elles inscrivent l'événement dans l'ordre de l'analyse en cherchant à comprendre les motivations des acteurs ; de la sorte, elles brisent ce que l'on appellera le « métadiscours institutionnel » de la linéarité et rétablissent l'événement dans sa fonction de rupture ; enfin, elles bouleversent les relations de la politique et du social, affirmant que celui-ci et celle-là ont partie liée (on lira, en particulier, le « petit chef-d'œuvre » adressé au *Globe*, pp. 172-173, d'une lucidité qui suffirait à disqualifier, hier et aujourd'hui, tout politique professionnel...).

C'est que l'événement n'est jamais réductible pour qui le scrute sans *a priori* : le propre de ces utopies non scientifiques (entendons par là non constituées en systèmes préétablis) – mais non dénuées de poésie – est ainsi de faire surgir non des concepts, mais des personnes. C'est alors qu'accèdent à la représentation aussi bien « la catégorie peuple » que la « catégorie femme », jus- qu'alors « représentées » (c'est-à-dire objets de discours abstraits), mais « construites hors de tout accès aux capacités historiques ». De tels propos feront sans doute frémir les thuriféraires des socialismes et des féminismes germanopratins : il n'en demeure pas moins vrai que le grand mérite de Michèle Riot-Sarcey est d'avoir montré que le discours des historiens rejoint souvent celui des politiques par le désir d'occuper les marges. L'idéologie lisse (quelle qu'en soit la nature) des uns rejoint l'efficacité (par quel que moyen que ce soit) des autres. Il est bon que les livres comme celui-ci rappellent que le domaine de l'Histoire n'est pas de soumettre le passé à une vérité d'aujourd'hui, mais de saisir l'impact de l'événement dans son hic et nunc d'origine. Sans doute est-ce pourquoi il était important que fût publié un travail qui, en circonscrivant ainsi la notion d'événement, rappelle par-delà la spécificité de ceux analysés ici, que c'est toujours d'elle que s'agit d'un poète contemporain nommé « la vérité de parole ». Un sujet qui, précisément, est au cœur même des utopies ici parcourues...

Daniel Conty

* En contrepartie de l'étude de Michèle Riot-Sarcey, on pourra se délecter du *Nouveau Monde amoureux*, de Charles Fourier, que publie Stéphane Debout-Ollskiewicz chez Stock (516 p., 160 F [24,39 €]).

Corse : le « Livre noir » du tourisme

Derrière l'image d'« île de Beauté », l'enquête de Paul Silvani permet de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire

ENQUÊTE SUR L'OR BLEU DE LA CORSE
de Paul Silvani.
Ed. Albiana (BP 83 20176, Ajaccio
Cedex 1), 224 p., 140 F (21,34 €).

Difficile de ne pas rencontrer la signature de Paul Silvani pour qui s'intéresse à l'histoire récente de la Corse. Journaliste dont la flamme ne compromet jamais la rigueur de l'information, l'homme a déjà proposé de nombreux retours sur l'évolution contemporaine de l'île de Beauté, parfois livrés à chaud mais souvent aussi mis à distance dans une perspective plus « historique ». Enquête sur l'Or bleu de la Corse tient des deux démarches, moins incompatibles qu'on ne pourrait le penser.

Correspondant du *Monde* à Ajaccio depuis 1960, Paul Silvani propose ici une sorte de « Livre noir » du tourisme en Corse, dont on pourra mal faire l'économie de la lecture tant le sujet, toujours brûlant, requiert une connaissance du terrain et une aptitude à la synthèse rarement cumu- lées.

Tout est affaire d'images, semble soutenir Silvani. Et pour en convaincre son lecteur, l'auteur ouvre ce qu'il convient de présenter comme une histoire de la protection de l'environnement en Corse au cours des quatre dernières décennies par un rappel sur l'image de l'île telle que l'ont affichée les premières publications pour une contrée faite pour séduire, quand bien même les conditions requises pour l'élaboration d'une réelle exploitation touristique manquaient encore. Aussi est-ce du côté des premiers regards littéraires, sources de tant de poncifs tenaces, des premières traductions graphiques de ces « lieux communs » qui tient le pittoresque des paysages à celui des comportements, que Silvani cherche l'origine de la propension – dangereuse en fait – à lire l'île comme un espace d'une richesse incomparable à préserver de tout change-

ment. Absolument. Surtout aux yeux des représentants de la diaspora, soucieux de préserver intacte la vision de la Corse originelle dont ils gardent une nostalgie inquiétante à force de passivisme.

DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Qu'on ne se méprenne pas toutefois ! L'ouvrage n'a rien d'un pamphlet, mais relève bien de l'investigation journalistique. Tentant de comprendre la position ambiguë des Corseis vis-à-vis du développement touristique, vu du continent comme la seule réelle possibilité d'envol économique au lendemain de la deuxième guerre mondiale, Paul Silvani cite d'entrée le constat lapidaire, paru au *Journal officiel* du 19 avril 1957 et qui justifie le décret intitulé Plan d'aménagement de la Corse, sorte de programme d'action régionale élaboré par le gouvernement de Front républicain du moment : « Tout fait de la Corse par prédestination un "gisement touristique" de classe internationale, mais l'exploitation de cet incomparable potentiel n'en est encore qu'à ses débuts ». Des documents officiels comme des échos parus dans la presse nationale ou locale – témoignage propre ou propos recueillis au cours d'enquêtes menées pour les quotidiens auxquels l'auteur a prêté son concours –, l'analyse n'est pas avare. Et ce soud très didactique de l'illustration permet au lecteur, peu familiarisé avec la mise en perspective historique d'une protestation politique sur l'atteinte au littoral, souvent médiatisée mais rarement décryptée, de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire : les premiers combats contre les atteintes à l'environnement révèlent les Corseis comme autant de cousins modernes de Monsieur Jourdain qui font de la résistance écologiste sans le savoir.

Reprenant – avec une précision d'autant plus précieuse qu'elle est rare – les textes officiels, du rapport

du comte François Peraldi (1959) à la directive territoriale d'aménagement de 1998, comme le récit des affrontements successifs, depuis le rêve contrarié de complexe touristique et résidentiel de l'Aga Khan (1961) finalement réalisé sur la côte nord-est de la Sardaigne voisine, Paul Silvani passe en revue quarante des combats légitimes et d'occasions manquées, sans manichéisme ni activisme déplacé. Qui se souvient de l'incroyable épisode du projet d'expérimentation nucléaire sur l'Argentea (1960), première victoire de la préservation écologique masquée par un contexte politique d'une gravité exceptionnelle ? Le refus des projets de centrales EDF comme la croisade contre les « boues rouges » – déversées au large de la Toscane par la Montedison, géant de la pétrochimie italienne, ont laissé un souvenir moins fugitif, sursauts parfois très violents – Paul-Emile Victor ne soutient-il pas le mouvement d'un explicité « Opposez-vous, même par la force, au rejet des boues rouges ! » – en phase avec la température politique élevée des années 70. C'est du reste le grand mérite de Paul Silvani de donner à lire une histoire récente de la Corse qui redonne quelques clés essentielles d'un comportement insulaire où l'idéologie joue peut-être moins que la conscience de soi. Rappelant les contestations des deux dernières décennies, couvertes souvent d'une revendication politique explicite, l'auteur apporte là une contribution précieuse à l'histoire récente de la Corse, déprise des lieux communs en vogue.

Ph.-J. C.

* Dans la même optique singulière, Paul Silvani a publié chez l'éditeur marseillais Autres temps *L'île d'à côté* (192 p., 100 F [15,24 €]) et contribué à un collectif intitulé *vers l'avenir de l'île. Tous les matins de Corse* (160 p., 85 F [12,95 €]).

Le citoyen et le bruit du monde

Rumeurs, dérapages... Ignacio Ramonet égrène les vices de la course à l'information et du « tout communication ». Une alerte par trop pessimiste

LA TYRANNIE DE LA COMMUNICATION
d'Ignacio Ramonet.
Ed. Gallimard, 206 p.,
138 F (21,03 €).

La charge est menée tambour battant. Le constat est d'une efficacité déprimante. Voici, ramassés en deux cents pages de rythme prompt et de colère fluide, tous les motifs de redouter les conséquences de l'information mondialisée et de l'argent débridé sur le fonctionnement des démocraties. Ignacio Ramonet, qui dirige *Le Monde diplomatique* depuis 1991, a eu le goût de recenser, à partir de cet observatoire privilégié, les périls que la presse (écrite et surtout télévisée) affronte aujourd'hui. Le gage que dans les écoles de journalistes on s'y réfère souvent. Sous le sceau de cette formule terrifiante du magnat américain William Randolph Hearst, le modèle du Citizen Kane d'Orson Welles, qui disait, paraît-il, à ses journalistes : « N'acceptez jamais que la vérité vous prive d'une bonne histoire ! ».

L'auteur énumère les facteurs de dérapage. Au premier rang, l'accélération des nouvelles résultant des progrès techniques qui prive souvent les journalistes du loisir nécessaire à l'esprit critique. Pour classer, hiérarchiser, recouper les sources, il faut plus que le temps d'un soupir. L'appel au toujours plus vite et l'obsession d'être devancé par la concurrence paralysent parfois jusqu'au simple bon sens. Une plaie est la « communication » financée, organisée, gouvernée par les acteurs et les firmes. Elle nourrit trop, l'urgence aidant, les écrits des journalistes puisque la frénésie de la vitesse et l'insuffisance des moyens d'investigation les portent à trop faire fond sur les dossiers qu'on leur fournit tout préparés. Une autre évolution délétère est

le déséquilibre au profit des pays riches et surtout des États-Unis. Déséquilibre qui risque, si l'Europe et l'Asie ne réagissent pas, de ne plus laisser voir le monde qu'au seul miroir américain. Le signe le plus inquiétant est fourni par la longue liste des erreurs et des bidonnages que l'auteur établit avec verve. Le faux chandelier de Timisoara est devenu un cas d'école. Mais on en trouvera ici bien d'autres. Leur portée est d'autant plus grande qu'un esprit de confraternité excessive pousse les organes de presse à ne pas assez se critiquer mutuellement. Les dirigeants de *Stern* et de *Paris-Match*, après la

Jean-Noël Jeanneney

publication dans leurs colonnes des faux carnets de Hitler, ont été menagés par leurs confrères. L'indulgence espère, en cas de besoin, la réciprocité.

Le livre d'Ignacio Ramonet figure ainsi avec talent dans une littérature de dénonciation et d'inquiétude. Mais on se sent seul à en ratifier complètement le pessimisme. Comme historien, on se prend à regretter un manque de recul, qui aboutit à embellir implicitement le passé pour noircir le présent. Et pourtant très souvent les défaillances décrites font surgir dans la mémoire des précédents multiples. Trafiges, approximations intéressées, genuflexions aux pieds du veau d'or, appel à l'émotion plus qu'à la raison, lâchetés devant l'opinion moyenne du grand lecteur, tout cela n'a pas cessé d'être stigmatisé, de génération en génération, au long des deux derniers siècles, par des prédécesseurs éminents de Ramonet, de Balzac à Robert de Jouvenel, de Maupassant à Léon Blum (pour ne citer que des Français et ne pas dépasser le milieu du siècle). De joyeux canulars ont mis en lumière, hier comme aujourd'hui, les vices du système – depuis le soutien au peuple pol-

dève jusqu'à cette émission de la RAI-2 (à laquelle l'auteur fait, à juste titre, un sort) qui réussit à faire croire vraie la « confession » d'un juge prétendant avoir truqué le référendum de 1946, celui qui a aboli la monarchie en Italie...

Dans cette continuité je ne vois certes pas une consolation, mais au moins une incitation à relativiser. Il s'agit de mettre en doute une aggravation fondamentale de la situation et de souligner plutôt la permanence d'un combat entre le pire et le meilleur. Une analyse rééquilibrée serait plus tonique qu'un pessimisme radical pour poser la responsabilité des pouvoirs publics et des autres médias en face du petit écran (l'auteur parle trop peu de la radio et du crédit qu'elle conserve et qu'elle mérite) et en dernier ressort pour aiguiller la vigilance des citoyens.

Les citoyens... L'auteur peut bien les féliciter, ici ou là, de se montrer parfois rebelles à l'enrégimentement, notant, par exemple, les limites de l'influence de la télévision sur les comportements électoraux. Mais, dans l'ensemble, le public est presque absent de ces pages. Il y est abstrait et du coup apparaît plus aliéné qu'il n'est en réalité. Quantité d'études empiriques prouvent pourtant que ses comportements se déterminent sous un grand nombre d'autres influences que celle de la seule télévision : envers cette dernière la capacité de recul critique a beaucoup augmenté, au fil des décennies, chez nos concitoyens.

Qu'il faille encore beaucoup travailler dans cette direction (notamment en développant à l'école et à l'université l'initiation à la critique des images), bien sûr ! Mais c'est le risque d'un diagnostic trop sombre que d'encourager paradoxalement à la résignation. Et pourtant, si la lucidité inspire l'action au lieu de la décourager à force de chagrin, le pire ne sera pas certain.

Patrick Jarreau

Antoine Porcu,
« homme
de fer »

AVENTURES ET MÉSAVENTURES D'UN FRANCO-SARDE ATYPIQUE
d'Antoine Porcu.
Ed. de la plus haute
tour/Digraphe,
212 p., 100 F (15,24 €).

Il n'est pas sûr que le livre d'Antoine Porcu soit le coup d'édition de l'année. Qui connaît Antoine Porcu ? Pas tant de monde, quand on y songe. On peut douter que le titre, *Aventures et mémoires d'un Franco-Sarde atypique*, déclenche d'irrésistibles réflexes d'achat. « Préface de Gilles Perreault », il est vrai, mettra la puce à l'oreille de quelques-uns : erreur judiciaire, espionnage, héros de la Résistance calomnié, parachutiste repent ? Mieux que cela. Communiste, sidérurgiste, député, collaborateur de Charles Fiterman au ministère des transports, puis président de l'Office de la navigation – « Un bolchevik à la tête de canaux français », s'alarme *Minute*, attentif –, Antoine Porcu n'a que de modestes titres à l'attention de ses contemporains, sans parler de la postérité. Il n'est pas tout à fait impossible qu'il en convienne, d'ailleurs, bien que son livre s'achève sur des « propos pour ouvrir sur le troisième millénaire » – l'audace des timides.

Mais entre l'émigration, de Sardaigne en Lorraine, d'une famille antifasciste, l'entrée au PCF pendant l'Occupation, le stalinisme à la française, la bataille de la sidérurgie, il y a vingt ans, et le non-renouvellement de sa carte de membre du PCF, en 1984, il s'est passé, dans la tête de ce militant jovial, des choses qui méritent d'être racontées. Le communisme français était fait aussi de ce combat de classe quotidien, moins caricatural que ne le voulait sa propagande, plus subtil que ne l'avouaient ses combattants eux-mêmes.

Un livre génial, planté sur le plus précieux des terreaux, la haine.

Gilles Martin-Chauffier, *Paris-Match*

François FRAIN

Peau de fesse

roman

UNE ENFANCE FRANÇAISE

Fayard

384 pages
120 F

La sincérité d'un ton, d'une souffrance.

Roland Brival, *Elle*

FAYARD

Patrick Jarreau

مكتبة من الأصل

L'EDITION FRANÇAISE

● Patrice Delbourg, la contrefaçon et le prix Apollinaire. La cour d'appel de Paris a confirmé, par un arrêt rendu le 26 mars 1999, le jugement du 26 septembre 1997 du tribunal de grande instance de Paris (TGI), qui avait condamné Patrice Delbourg (et son éditeur, Le Cherche Midi), pour avoir contrefait des poèmes inédits de Thierry Maitte. Bien que condamné à payer 50 000 F (7622,45 €) à titre de dommages-intérêts ainsi qu'à verser une indemnité de 12 000 F (1829,38 €), Patrice Delbourg et son éditeur avaient porté cette décision devant la cour d'appel. Or la cour a non seulement confirmé le jugement rendu par le TGI, mais a condamné les appelants *in solidum* à payer à Thierry Maitte une indemnité de 8000 F (1219,60 €) pour ses frais irrépétibles d'appel. De plus, elle a autorisé ce dernier à faire procéder à trois mesures de publication aux frais de ses adversaires dans la limite d'un coût global de 45 000 F (6860,20 €).

Dès lors, Thierry Maitte et son avocat, M^{re} Vincent Todeano, s'interrogent sur « ce que compte faire le jury du prix Apollinaire, le fameux « Goncourt de la poésie », que préside Robert Sabatier, puisque le livre contrefaisant, judiciairement appelé L'Ampleur du désastre, avait reçu le prix Apollinaire 1996 ».

● L'Association des bibliothécaires français (ABF) a reçu le prix suédois Stig-Dagerman pour son action en faveur de la liberté d'expression dans les bibliothèques : « Nous suivons vos travaux et soutenons votre combat contre le Front national et ses tentatives d'étouffement de la démocratie. » Depuis 1995, l'ABF se préoccupe de la situation hors normes des bibliothèques de plusieurs villes administrées par le Front national. Pour aider les professionnels, elle a publié une brochure, *Acquisitions et bibliothèques de service public*, qui rappelle les réglementations. Elle a aussi lancé une pétition pour le respect du service public et une campagne d'information sur les pressions politiques de l'extrême droite.

● Nouvelle collection. Les éditions Armand Colin lancent « Nouveaux en psychanalyse », une collection dirigée par Serge Tisseron et Eric Adda. Les textes – de psychanalystes, ethnologues, sociologues ou philosophes – se proposent soit d'« envisager les problèmes posés par les formes contemporaines de la pathologie », soit d'« aborder l'inconscient avec un ton ou une humeur inhabituels ». Les premiers ouvrages, à partir de 8 avril, sont : *Le Mensonge indispensable : du trauma social au mythe*, de Pascal Hachet, et *L'Adultère ou féminin et son roman*, d'Annik Houel. Le rythme de parution devrait être de quatre titres par an, chacun proposé à 110 F (16,77 €).

● Prix littéraires. Le prix du livre politique a été décerné à Alain Duhamel pour *Une ambition française*, publié chez Plon. Par ailleurs, le jury du prix Renaudot a élu deux nouveaux membres : Dominique Bona et Jean-Noël Pancrazi, aux fauteuils de Francis Ambrère et Alain Bosquet, récemment disparus.

Rectificatif

● Le titre du roman de Michael Ondaatje n'est pas *Nuits blanches*, mais *Nuits blanches*, comme nous l'indiquions dans « Le Monde des livres » du 26 mars, mais *Buddy Bolden, une légende*.

Printemps italien
Images et voix

Avec le soutien de l'Institut Italien de Culture de Paris
présentation : Gabriella Sica

Pasolini / Caporali / Onofri
Petrini / Scarpellini
Ungaretti / Pavesi
Caporali / Xavier Deluc

01 44 54 53 00

La soufflerie d'Audiberti

Trois journées d'hommage à l'écrivain funambule

Georges Perros le rangeait dans une lignée qui va de Rabelais à Fargue. Mais il faut également nommer Villon, Hugo, Perros écrivait aussi : « Chez Audiberti, dans sa soufflerie, ça malaxe, ça mâche, ça déglutit, les mots font un bruit de galets, quand la mer se retire, et qu'ils se freinent les uns les autres pour ne pas aller faire naufrage en beauté. » (Papiers collés, III).

De Jacques Audiberti, dont on fête cette année le centenaire de la naissance (le 25 mars 1899), on voudrait se dire qu'il attend son heure. On voudrait penser que l'oubli relatif dans lequel il est tombé n'est qu'un retard, un malentendu. Qu'il suffirait d'être patient. Que Gallimard va remettre en circulation les titres devenus inaccessibles (1). Mais les suffrages de la postérité et ceux des services commerciaux des maisons d'édition ne sont heureusement pas la mesure unique de la valeur d'une œuvre. Les fervents, les inconditionnels d'Audiberti le savent : elle est inscrite, cette valeur, dans les pages des livres ; il suffit d'y aller voir. Ce ne sont pas les écrivains qui s'enrichissent de leur reconnaissance posthume, mais les lecteurs. « Les tombeaux ferment mal », disait Audiberti.

Certes à Antibes, là où il est né, son souvenir n'est pas perdu. Une place, un lycée portent son nom. Certains, parmi les plus âgés, se

souviennent de son imposante silhouette, de sa conversation éblouissante, même si Paris fut, à partir de 1924, la ville qui concentra la plus grande part de son désir. Les trois journées d'hommage organisées avec l'appui de la municipalité antoise, de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) où ses archives sont déposées, et celui, plus réservé, du Musée Picasso, ont permis de rappeler les multiples dons de l'écrivain funambule, magicien plus que technicien de la langue – comme le souligne Georges Vitaly, metteur en scène de plusieurs de ses pièces. Claude Nougaro et Marcel Maréchal (2) rappelleront leur dette à l'égard de l'auteur de *Le mal court*.

Poète aussi bien que romancier, dramaturge, scénariste – de *La Poupe*, film avant-gardiste de Jacques Barlatier en 1962 –, chroniqueur et journaliste, Audiberti fut également peintre et dessinateur. Une exposition, d'abord présentée cet hiver à Paris – à La Galerie, rue Guénégaud –, transportée pour l'occasion à Antibes, le montre (3). Le geste d'Audiberti peignant et dessinant sur ses manuscrits est proche de celui d'Artaud ou de Michaux. Comme si les mots, pourtant si riches chez lui, ne fussent plus à exprimer un univers mental en perpétuelle extension. « Je n'ai jamais traité qu'un seul sujet, le conflit entre le bien et le mal, entre l'âme et la chair... Je tourne toujours

autour du même problème insoluble, de la même obsession : l'incarnation », écrivait-il. Ce « conflit » le hantera jusqu'à sa mort, en juillet 1965. Paul Morand imagina cet « ex-voto » : « Perdre Audiberti, c'est comme être privé de café, de tabac, de vin ; le degré d'alcool de son imagination nous était nécessaire ; son lyrisme, c'est le soleil mis en page ; c'est un produit de transformation comme le miel, comme l'huile au goût antique ».

R. K.

(1) Plusieurs œuvres ont été rééditées dans les collections « Poésie-Gallimard » et « L'imaginaire » (notamment son dernier livre, *Dimanche m'attend*). On trouve aussi, dans la collection « L'école des lettres », un recueil d'articles critiques, *La Fureur et la Marmaille*. Les Cahiers du cinéma ont rassemblé, en 1996, ses chroniques cinématographiques, *Le Mur du fond*. (2) Marcel et Mathias Maréchal présenteront, le 10 mai au Théâtre du Rond-Point, une soirée intitulée *Monsieur Audiberti*. Signalez également, le 18 juin, l'hommage de la Maison des écrivains. (3) Chapelle Saint-Esprit et Espace Esprit, jusqu'au 18 avril.

● Mentionnons aussi l'existence d'une association des Amis de Jacques Audiberti qui publie une revue intitulée *L'œuvre-bête* (20 numéros parus, 1 bis, rue des Capucins, 92190 Meudon).

Ecrivains en exil

De nouvelles villes-refuges

Wole Soyinka et Antonio Tabucchi ont inauguré à Mexico la première « maison-refuge » du Parlement international des écrivains. Baptisée « El refugio », cette maison permet d'accueillir trois auteurs et d'organiser rencontres, débats et conférences. Elle pourrait recevoir des écrivains victimes du conflit actuel entre les troupes serbes et les Albanais du Kosovo.

Présidé par Wole Soyinka, fondé par Salman Rushdie, le Parlement international des écrivains (PIE) soutient les auteurs persécutés. Ceux-ci peuvent être accueillis en résidence grâce à un réseau de vingt-sept villes-refuges, européennes pour la plupart. Ricardo Alberto Perez, poète cubain membre du groupe littéraire Diasporas, est reçu cette année par la ville-refuge de Passo Fundo, au Brésil.

Le Centre Georges-Pompidou accueille le dramaturge irakien Jawad Al-Asadi ; les autorités françaises lui ont refusé un passeport en 1994 ainsi qu'à ses enfants. L'auteur-metteur en scène travaille à Paris sur les archives théâtrales de Kateb Yacine et crée une pièce inédite de celui-ci pour la Comédie de Caen. Sabri Hamiti, un Albanais du Kosovo, critique littéraire et professeur de lettres modernes à l'université de Pristina, a été victime d'un atten-

tat en 1998. Parti en Allemagne se faire soigner, Sabri Hamiti, après trois semaines d'attente pour son visa d'entrée en France, est arrivé à la ville-refuge de Blois le 29 mars. Le PIE tente actuellement de retrouver ses enfants, restés à Pristina. Le romancier albanais Bashkim Shehu est resté une année en résidence à Barcelone où il est à présent correspondant sur les dossiers de candidature des écrivains.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, le Parlement international des écrivains a lancé un appel à l'élargissement du réseau des villes-refuges, signé par de nombreux intellectuels, tels, entre autres, Elie Wiesel, Jacques Derrida, Hélène Cixous et Eduardo Mendoza. Grâce à cette initiative, de nouvelles résidences sont en cours d'installation à Manosque, à Kristiansand en Norvège et en Catalogne (Sabadell et Lleida).

Du 14 au 18 juin, à Caen, une rencontre des écrivains résidant dans des villes-refuges doit analyser les nouvelles formes de censure.

Valérie Osoof

● Parlement international des écrivains. 1, allée Georges-Leblanc, 93300 Aubervilliers. Tél : 01-48-11-61-33. Fax : 01-48-11-61-34.

Claude Durand fait revivre Pauvert

Avec les éditions du Sarmant, les éditions Mazarine, les éditions du Pommiar (« Le Monde des livres » du 26 février 1999), la Société nouvelle des éditions Pauvert est le quatrième pôle de création éditoriale dont la production et les initiatives viennent compléter et enrichir celles des éditions Fayard. C'est ce qu'a fait savoir Claude Durand lors du conseil d'administration qui a eu lieu le 25 mars 1999, au cours duquel il a procédé à la nomination d'Olivier Bétourné au poste de vice-président-directeur général des éditions Fayard. A ce titre, Olivier Bétourné exercera des fonctions plus étendues à la direction générale de la maison d'édition alors que Claude Durand continuera « de définir les grandes orientations stratégiques, de déterminer et diriger la politique éditoriale et d'assurer personnellement le suivi de l'œuvre d'un certain nombre d'auteurs ».

Plus inattendue est l'arrivée de Maren Sell à la Société nouvelle des éditions Pauvert. Ecrivain – elle a publié *Mourir d'absence* (Grasset) ; *Le Dernier Amant* (Stock, 1994 ; Pocket, 1996) ; *La Loi, c'est l'amour* (Stock) –, Maren Sell a participé à l'aventure de la maison qui fut Lieu commun avant de créer, en 1986, sa maison d'édition. Afin de faire vivre une Europe culturelle s'étendant jusqu'à Moscou, elle avait créé la « Petite Bibliothèque européenne », pour, dit-elle, que « les textes puissent voyager ». Elle devra pourtant cesser son activité en 1992, date à laquelle Jean Etienne Cohen-Seat (PDG de Calmann-Lévy, remplacé à ce poste par Olivier Nora en 1996) lui propose un poste d'éditrice. Elle aura permis à Calmann-Lévy de remporter le Médicis étranger (en 1994 avec *Frère sommeil*, de Robert Schnei-

der) et, à deux reprises, le Prix du premier roman.

Quand, il y a un an et demi, Claude Durand lui propose de relancer les éditions Pauvert, elle y voit « une sorte d'accomplissement de [sa] vie éditoriale ». Dans cette structure, plus petite, elle pense que ses auteurs seront « moins marginalisés que chez Calmann-Lévy, dont le champ éditorial est très large ». De plus, le fonds Pauvert – de Sade à Georges Battaille en passant par Raymond Roussel et Annie Lebrun – correspond, dit-elle, à son envie de publier des auteurs qui se distinguent par leur audace et leur goût de la transgression. Dès le 15 avril, en tant que directrice éditoriale de la Société nouvelle des éditions Pauvert, elle préparera, avec sa fidèle collaboratrice Florence Robert, le programme de rentrée. Sa mission consistera à « redéployer la production littéraire de cette maison conformément à son esprit et à sa tradition, à savoir la transgression des routines, des conformismes et des convenances ». Ainsi sont attendus en septembre : *Il y a un mort dans la maison d'en face*, de Philippe Hadengue ; *Vingt fois toi et moi*, de Jean-François Kerveau ; *Requiem pour un sauvage*, de Vincent de Swarte, ainsi qu'un premier roman et, en octobre, *Cet amour-là*, de Yann Andréa. Même si elle a toute liberté de publier des essais, elle s'attachera essentiellement à la fiction, à raison d'une quinzaine de titres par an.

Pour Maren Sell, qui considère que « c'est la fin des petites maisons d'édition », il est en revanche « très précieux d'avoir des petites cellules de créativité dans les structures les plus importantes ». Et l'aventure continue...

Emilie Grangeray

A L'ETRANGER

● GRANDE-BRETAGNE : « une » Poet laureate ?

On ne sait toujours pas qui sera désigné Poet Laureate (poète officiel de la cour d'Angleterre), mais la favorite semble être Carol Ann Duffy, qui a remporté en 1993 le Whitbread Prize pour la poésie ; mère d'une petite fille de dix ans, elle vit avec une autre femme poète, Jackie Kay, ce qui bouleverse un peu les habitudes formalistes de la fonction. Fonction qui était auparavant « à vie » et qui devrait à présent être accordée pour dix ans avec un salaire de 8 000 £ (11 776,05 euros). Les deux Prix Nobel qui avaient également été pressentis, Seamus Heaney et Derek Walcott, ne semblent plus être dans la course, le premier parce que c'est un républicain convaincu et le second parce qu'il vit à l'étranger.

● ESPAGNE : Salon du livre ibéro-américain. Le deuxième Salon du livre ibéro-américain, qui se tiendra à Gijón du 25 au 30 mai, aura pour thème « Littérature et frontières », qu'elles soient politiques, idéologiques, esthétiques ou géographiques. Le programme est impressionnant : des ateliers sous la direction de l'écrivain chilien Luis Sepúlveda ; des tables rondes réunissant des écrivains chicanos, mexicains et nord-américains sur les influences mutuelles entre l'anglais et l'espagnol, d'autres avec des écrivains lusophones du Portugal, d'Afrique et du Brésil, d'autres encore avec des écrivains d'Amérique du Sud exilés, etc. Auront également lieu des rencontres avec des traducteurs, des récitals de poésie, un hommage à la Casa de las Americas de Cuba et un autre à la maison d'édition française Métailié. De nombreux écrivains y sont attendus et parmi eux Almudena Grandes, Bernardo Atxaga, Junot Diaz, Carlos Fuentes, Mario Benedetti, Alfredo Bryce Echenique, Mempo Giardinelli.

● Prix littéraires Le deuxième prix de littérature pour la jeunesse Pro Tolerancia sera remis le 7 avril à la Foire de Bologne (du 6 au 11 avril) à l'écrivain guinéenne Meshack Asare et à l'américaine Ann R. Blakeslee. L'écrivain irlandais William Trevor a obtenu le quatrième David Cohen British Literature Prize pour l'ensemble de son œuvre, après Muriel Spark, V.S. Naipaul et Harold Pinter. Ce prix de 30 000 £ a pour particularité d'être accompagné de l'attribution d'une bourse d'études que William Trevor a souhaité voir attribuer à un étudiant ou une étudiante d'Omagh, ville irlandaise où un attentat a fait vingt-neuf morts et deux cent vingt blessés, le 15 août 1998.

● REPUBLIQUE TCHÈQUE : un Musée Bohumil Hrabal. Un musée consacré à l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal (1914-1997) a été inauguré à Nymburk (Bohême centrale, à quelque 40 kilomètres à l'est de Prague). Une exposition y présente la vie et l'œuvre de l'auteur ainsi que des objets personnels. Ce musée abrite également une auberge évoquant l'atmosphère typique de l'entre-deux-guerres à Nymburk, ville où l'écrivain passa son enfance et sa jeunesse et à laquelle il consacra plus tard plusieurs de ses œuvres.

● ALLEMAGNE : littérature jeunesse française à Cologne. Du 17 avril au 8 mai, à l'initiative du groupe de travail sur la lecture de la ville, du service culturel et de l'Institut français, et d'une fondation privée, aura lieu dans toute la ville de Cologne une vaste opération pour faire connaître la littérature jeunesse française aux lecteurs allemands, avec une exposition de dessins originaux, deux spectacles, l'un dû à Azouz Begag, l'autre à Susie Morgenstern, des conférences et des formations. De nombreux écrivains et illustrateurs seront présents.

Le Monde
DES LIVRES DE POCHE

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche paraîtra exceptionnellement dans *Le Monde* du jeudi 8 daté vendredi 9 avril